

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA PROTECTION
DES
MOYENS DE COMMUNICATION
TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 2 juin 1910, à 3 heures

PAR

Eugène ROBERT

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : { MM. HITIER, professeur.
JÈZE, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA PROTECTION
DES
MOYENS DE COMMUNICATION
TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le eudi 2 juin 1910, à 3 heures

PAR

Eugène ROBERT

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

*Suffragants : { MM. HITIER, professeur.
JÈZE, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PROTECTION
DES
MOYENS DE COMMUNICATION
TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

INTRODUCTION

Au cours de sa marche constante vers un état de civilisation de plus en plus complète, la société reconnaît, pour ainsi dire, dans les inventions et les découvertes, des jalons destinés à marquer les étapes successives de la route poursuivie. Mais, à chaque progrès nouveau, une loi s'impose à elle, inéluctable et dont l'autorité s'affirme à chaque pas, la loi de la conservation, qui la met dans la nécessité de défendre ses nouveaux moyens d'action contre l'ignorance et la routine, contre l'imprudence et la malveillance, contre la réaction des intérêts particuliers lésés par l'innovation dont la collectivité attend le plus grand profit. Combien cette obligation devient plus impérieuse encore, lorsque, outre l'avenir économique du pays, la sécurité publique ou l'existence même de l'État se trouvent en jeu !

Nous n'entreprendrons pas de rappeler quelles furent les conséquences des découvertes qui, durant le xix^e siècle, enrichirent le domaine de l'électricité. Nous dirons seulement que parmi les nombreuses applications qui furent faites du courant électrique, l'une des plus importantes fut sans conteste celle qui permit de transmettre les signaux à distance. C'est la seule que nous aurons en vue dans cette étude et même nous ne l'aborderons qu'en ce qui se rapporte aux dispositions que dut prendre le législateur guidé par le souci de protéger les organes qui la servent.

N'envisageant donc que les mesures propres à assurer la sécurité du fonctionnement des « moyens de communication », nous laisserons de côté ce qui se rattache à la régularité des « communications » elles-mêmes : omission ou retard, volontaire ou involontaire, dans la transmission ou la remise d'un télégramme ; altération involontaire, divulgation ou interception d'un télégramme ; transmission, remise ou publication de télégrammes forgés ou volontairement dénaturés.

Nous aurons ainsi à nous occuper de la répression des dégâts d'ordre commun commis sur les installations télégraphiques ; mais là ne se bornera pas notre étude.

Aux malfaisants et aux négligents du dehors, ennemis profanes si l'on peut dire, vinrent un jour se joindre des voisins incommodes appartenant au monde même de la science électrique, qui menacè-

rent de devenir aussi nombreux que les seconds et plus dangereux que les premiers.

L'Exposition d'électricité tenue à Paris en 1881 au Palais de l'Industrie révéla quelles applications importantes l'électricité allait permettre, en matière d'éclairage et de locomotion notamment, applications qui, en quelques années, prirent un essor si remarquable.

Or, l'influence des courants de l'industrie, courants forts, sur les courants de la télégraphie et de la téléphonie, courants faibles, est considérable au point d'amener des troubles susceptibles d'annihiler les communications télégraphiques et surtout téléphoniques.

Des mesures d'un nouvel ordre se sont donc imposées qui seront également l'objet de notre attention.

Enfin, après avoir vu, dans l'un et l'autre cas, ce qui a été fait en France pour la protection des moyens de communication, télégraphe et téléphone, nous terminerons en jetant un coup d'œil sur la législation à l'étranger.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

La Protection.

La genèse de l'idée de protection. — L'idée de protection, idée essentiellement française. — Le télégraphe, moyen de gouvernement, et le monopole d'usage. Première phase : le monopole de fait ; deuxième phase : le monopole de droit ; troisième phase : les craintes soulevées par la télégraphie électrique. — La fin de l'évolution : la télégraphie électrique et les mesures de protection ; la télégraphie privée et le privilège. — L'apparition des conducteurs d'énergie. — Les deux protections : la protection répressive et la protection préventive

Avant d'aborder l'étude des diverses dispositions d'ordre législatif ou réglementaire qui, en France et dans les autres pays, se rapportent à la protection des lignes télégraphiques et téléphoniques, nous croyons indispensable de montrer comment sont nées, et se sont développées, par la suite, les idées qui amenèrent l'État à intervenir, le plus souvent d'une manière très rigoureuse, dans cette matière.

Il ne saurait entrer dans notre esprit d'énumérer les emplois multiples du télégraphe dans la vie moderne, dont le caractère changerait singulièrement si ce moyen rapide de communication était brusquement retiré aux usages particuliers ; en appelant l'attention sur une situation à laquelle nous sommes accoutumés, nous ne voulons que rendre le contraste plus saisissant entre notre télégraphe dont nous usons

avec tant de facilité et un télégraphe qui, à ses débuts, apparut uniquement comme un moyen de gouvernement, comme un instrument de haute police destiné à assurer la sûreté de l'État. Dès lors, nous comprenons comment, en retour, cet organe éminemment protecteur réclamait pour soi-même la protection la plus immédiate.

Cette protection tout d'abord n'existera que d'une façon latente :

Le système employé se défendra seul et l'on ne songera que fort peu à mettre en mouvement l'appareil de la loi. Mais les progrès de la science transformeront tout à coup les conditions d'établissement du télégraphe et la situation nouvelle nécessitera des mesures de protection spéciales destinées à permettre au Gouvernement de conserver son moyen d'action intact. Et, chose singulière, c'est juste à ce moment où l'idée de protection apparaît complètement dégagée, où elle entraîne une législation particulière, que le mouvement des idées exige une conception plus large de l'usage du télégraphe et en réclame la libre disposition pour tous les citoyens ; pourtant, si le Gouvernement se hâte de céder à la pression de l'opinion, il ne consent pas pour cela à abandonner ses prérogatives ; au lieu du monopole avec usage exclusif, il se réserve le monopole avec privilège ; le point de vue n'a pas varié et, pour l'État, les mêmes raisons qu'auparavant militent en faveur de la protection. Si l'on veut cependant tenir compte du changement survenu, la nécessité de la protection ne peut que ressortir davantage du fait que les intérêts privés sont désormais en droit de compter sur des communications certaines ; l'idée s'est élargie et les mesures qu'elle prétendait, s'imposent plus impérieusement encore.

Le but que tout d'abord nous allons nous proposer, va donc être de montrer comment a pris naissance cette idée du télégraphe, moyen de gouvernement, puisque c'est au besoin d'assurer la sauvegarde de ce moyen qu'a correspondu le principe de la protection. Nous verrons ensuite, à l'occasion des débats provoqués par les circonstances, comment ce principe ne fit que s'affirmer de plus en plus.

Au début, nous sommes en présence d'un monopole de fait ; puis, menacée d'être battue en brèche, la situation se transforme, et nous avons le monopole de droit ; une troisième phase s'ouvre avec les discussions soulevées par la télégraphie électrique ; enfin l'évolution est terminée avec l'établissement de la télégraphie privée, comportant le tempérament du privilège éventuel, et l'apparition presque simultanée de la législation destinée à protéger les communications télégraphiques.

Il nous faut dire que cette évolution se produira en France et uniquement en France ; c'est que la France a possédé seule pendant un demi-siècle un réseau télégraphique ; aussi, quand, succédant au système de Chappe, le télégraphe électrique apparaîtra, il héritera de tout le travail qui se sera lentement opéré sous son prédécesseur. Il est donc permis d'avancer que la législation destinée à protéger les lignes télégraphiques est une conception éminemment française ; les autres pays, au moment où ils établiront leurs premières lignes, subiront l'influence de la France et, n'ayant encore aucune expérience de la question, se croiront obligés de légiférer dans le même sens qu'elle.

Passons maintenant à l'examen des différentes phases que nous venons d'entrevoir.

Le monopole de fait existe de 1793 à 1837 ; il ne s'agit, bien entendu, que de télégraphie aérienne. De même que la poste, à ses origines, n'avait eu en vue que le service du Roi, de même le télégraphe demeure uniquement réservé au service de l'État. Mais l'invention ne reste pas dans la condition rudimentaire de ses débuts ; elle se perfectionne de plus en plus et, cependant, malgré l'analogie du précédent, on peut déclarer, semble-t-il, que personne ne songe à une extension possible accordant aux particuliers l'usage du nouveau mode de correspondance.

C'est en ces termes que Romme, au nom des Comités « d'Instruction publique et de la Guerre réunis », présentait l'invention à la Convention, le 1^{er} avril 1793, dans un rapport (1) sur le procédé de Chappe :

Citoyens, dans tous les temps on a senti la nécessité d'un moyen rapide et sûr de correspondre à de grandes distances. C'est surtout dans les guerres de terre et de mer qu'il importe de faire connaître rapidement les événements nombreux qui se succèdent, de transmettre des ordres, d'annoncer des secours à une ville, à un corps de troupe qui serait investi, etc...

A la séance du 26 juillet suivant, Lakanal, dans un rapport (2) au nom du Comité d'Instruction publique et de la Commission nommée par le Décret du 6 avril (3) s'exprimait en termes analogues :

... Depuis plusieurs années, le citoyen Chappe travaillait à perfectionner le langage des signaux, convaincu que, porté au degré de perfection dont il est susceptible, il peut

1. Arch. Parl., 1^{re} sér., t. LXI, p. 61.

2. Arch. Parl., 1^{re} sér., t. LXIX, p. 544.

3. Commission nommée à l'effet de suivre des expériences. Voir *infra*, page 46.

être d'une grande utilité dans une foule de circonstances, et surtout dans les guerres de terre et de mer, où de promptes communications et la rapide connaissance des manœuvres peuvent avoir une si grande influence sur le succès...

Ainsi, à cette époque, on ne songe guère qu'aux avantages militaires que l'usage du télégraphe est susceptible de procurer ; mais il faut remarquer que le point de vue militaire absorbait le point de vue politique dans ce temps où les troubles intérieurs entraînaient de véritables guerres auxquelles d'ailleurs le plus souvent venait prendre part, plus ou moins ouvertement, l'ennemi de l'extérieur.

Par contre, grâce à la période de paix relative qui marque les années comprises entre la chute du premier empire et l'avènement du second, le rôle militaire du télégraphe transmetteur d'ordres aux frontières devient nul ; mais alors, en compensation, se manifeste et grandit son rôle d'auxiliaire de la politique intérieure :

Le télégraphe est la sentinelle la plus fidèle et la plus active qui puisse protéger l'ordre social et diriger l'ensemble de ses mouvements ; sa vue parcourt sans cesse tous les rayons depuis Paris jusqu'aux extrémités les plus reculées de la France ; aucun événement grave ne peut se passer à deux cents lieues que le Gouvernement ne l'aperçoive à l'instant, et le Gouvernement peut y parer à l'instant en envoyant les ordres nécessaires,

publiera le D^r Jules Guyot (1) que nous aurons encore l'occasion de citer. Plus succinctement, tout

1. D^r Jules GUYOT. *De la télégraphie de jour et de nuit*. Paris, 1840, p. 69.

en disant bien davantage, M. Louis Chauvet déclarera(1):

Le télégraphe est le premier agent de la vie politique d'un État (2).

1. Louis CHAUVET. *Télégraphie et Téléphonie dans les temps anciens et modernes*. Paris, 1848, p. 78.

2. Bien que plus courte, la définition de M. Chauvet dit beaucoup plus, opinons-nous; en effet, un côté plus caractéristique encore de l'instrument politique se manifeste quand, en dehors des ordres qu'il transmet à ses agents des départements, le Gouvernement use du moyen rapide dont il est seul à disposer, pour, en des heures critiques, prévenir l'opinion en sa faveur ou amortir habilement l'émotion avec laquelle elle n'eût pas manqué d'accueillir certaines nouvelles.

Citons quelques exemples de ces télégrammes tendancieux qui, en temps de crise intérieure, ne sont pas les moindres auxiliaires du Gouvernement.

Pour annoncer le 18 brumaire, sur toutes les lignes est envoyée cette dépêche officielle:

« Tout est parfaitement tranquille et les bons citoyens sont contents. » (A. BELLOC. *La télégraphie historique*. Paris, 1888, p. 122.)

A la suite du bulletin ultérieur faisant connaître la composition du nouveau Gouvernement, on ajoutait:

« Paris est satisfait et les fonds publics ont monté de 25 % ». (A. BELLOC, *id.*, p. 123.)

Le 18 mars 1815, le comte Beugnot, Ministre de la Marine, télégraphiait au Préfet maritime de Brest:

« Bonaparte est au moment d'être abattu. Annoncez-le publiquement... » (A. BELLOC, *id.*, p. 158.)

Mais le 21 mars, et l'opinion brestoise en particulier dut se trouver quelque peu désorientée, le duc de Bassano expédiait aux Préfets la circulaire suivante:

« S. M. l'Empereur est entrée à Paris hier, à la tête des troupes qui, le matin, avaient été envoyées contre elle, et aux acclamations d'un peuple immense. » (A. BELLOC, *id.*, *id.*)

Terminons en rappelant l'importance que Gambetta accor-

Dès 1829, nous voyons, dans les termes suivants, le Ministre de l'Intérieur s'opposer formellement à la réalisation d'un projet de fusion de la poste et du télégraphe que le baron de Villeneuve, Directeur général des Postes, avait réussi à faire agréer par le Ministre des Finances :

Le service des lignes télégraphiques se lie trop essentiellement à ce qui intéresse la police du royaume pour qu'il puisse être question de le séparer du département ministériel dans lequel elle se trouve placée (1).

En 1837, le Gouvernement est obligé de recourir à une loi pour conserver son monopole et la situation qu'il entraînait; certains particuliers avaient compris, en effet, quelle supériorité pourrait leur assurer l'emploi du télégraphe dans la tractation des affaires; or, il était à craindre qu'une fois en possession des moyens, les propriétaires des appareils ne vinssent à s'en servir en vue de clandestines opérations, dangereuses pour l'ordre public; à leur propre insu, il était même possible, par le moyen d'un accord avec les opérateurs, que des conspirateurs correspondissent entre eux.

dait au télégraphe dans la réussite du Coup d'État du 2 décembre quand, avocat du *Réveil*, il s'écriait au procès intenté aux journaux ayant publié la liste des souscripteurs au monument Baudin:... « mais avec le secours des nouveaux moyens de communication que la science met dans la main des hommes, le télégraphe et la vapeur, on trompe Paris avec la province et la province avec Paris. Paris est soumis, affichait-on, quand Paris était assassiné, mitraillé... » (Tribunal correctionnel de Paris. Journal *le Droit*, Journal des *Tribunaux*, n° 272, 15 novembre 1868, p. 2.)

1. A. BELLOC. *Op. cit.*, p. 178.

Ce n'est donc pas dans une pensée d'exploitation meilleure, ni de création de nouvelles ressources fiscales qu'intervint la Loi du 2 mai 1837 « sur les lignes télégraphiques », puisqu'il s'agissait, au contraire, de réserver plus que jamais à l'État l'usage des lignes. On traversait d'ailleurs une époque où nombreux étaient les mouvements insurrectionnels et le Gouvernement devait non seulement s'assurer une communication rapide avec ses agents dans les départements, mais encore empêcher les organisations factieuses d'user de la même arme soit en vue d'amener une corrélation de leurs opérations, soit pour contrecarrer sur-le-champ les mesures prises par l'autorité ou démentir les nouvelles tant officieuses qu'officielles colportées par celle-ci dans les divers centres d'insurrection. On conçoit la supériorité du Gouvernement qui, par le télégraphe, se tient en rapports constants avec ses préfets ou ses généraux, sur des adversaires ne disposant, pour concerter un mouvement et le conduire, d'autre moyen rapide que la poste aux chevaux ou le cavalier. Rien, du reste, ne peut mieux montrer l'état des esprits que les travaux parlementaires relatifs à la Loi précitée dont le texte était le suivant (1) :

Article unique.

Quiconque transmettra, sans autorisation, des signaux d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

1. *B. des L.*, IX^e sér., 1837, 1^{er} sem. *B.* n^o 495, n^o 6801, p. 261.

L'article 463 du Code pénal (1) est applicable aux dispositions de la présente loi.

Le Tribunal ordonnera la destruction des postes, des machines ou moyens de transmission.

A la séance de la Chambre des Députés du 6 janvier 1837, M. de Gasparin, Ministre de l'Intérieur, déposant le projet de loi, s'exprimait ainsi (2) :

Il est superflu de rappeler devant vous les immenses services que rend le télégraphe, cet indispensable complément de notre civilisation gouvernementale; l'histoire de ces derniers temps vous est connue. Vous savez les dangers qu'a courus l'ordre social. Vous savez également que le but constant comme le constant écueil des partis a été d'égaliser l'unité des attaques à l'unité de la défense, de se faire une France anarchique aussi compacte, aussi obéissante, que l'était la France de l'ordre politique, sous la direction du Gouvernement. Pour y parvenir ils ont tout essayé...

1. C. P. — Art. 463. — « Les peines prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit :

« Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les Tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même aux-dessous de 16 francs; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police. »

(Texte de 1832. Loi du 28 avril 1832 « contenant des modifications au Code pénal et au Code d'Instruction criminelle ». *B. des L.*, IX^e sér., 1832, 1^{re} part. *Lois-B.*, n^o 78, n^o 178, p. 267.)

2. Arch. Parl., 2^e sér., t. CVI, p. 266.

Bien des éléments de succès leur ont manqué. Mais, nous pouvons l'affirmer sans exagération, le télégraphe surtout leur a manqué, pour imprimer à leurs mouvements une redoutable précision. Supposez un moment, messieurs, que des signaux, partis de la capitale, eussent porté en quelques minutes et dans toutes les directions, à Marseille, à Saint-Étienne, à Grenoble, à Nîmes, à Dijon, à Strasbourg, à Nantes, les nouvelles de l'insurrection lyonnaise et l'ordre de l'appuyer en l'imitant, quel épouvantable incendie aurait menacé à la fois toutes les parties du territoire !

Le 28 février, M. Portalis déposait le rapport fait au nom de la Commission (1) et disait :

... Toutes les fois que des troubles graves ont éclaté, l'attention des factieux s'est portée sur les postes télégraphiques et, lorsqu'il leur a été possible de le faire, ils les ont détruits, tant ils sont pénétrés de la puissance qu'une telle arme peut procurer au Gouvernement.

Que serait-ce, si les factions, au lieu de le détruire, venaient à s'emparer d'un agent aussi formidable ? Si, prenant l'initiative, des ordres, des avis séditieux, transmis avec ensemble et célérité, coordonnaient l'agression ou la résistance sur tous les points du royaume avec la même rapidité et le même accord que le Gouvernement pourrait en déployer pour la répression ? Sans doute la rébellion serait vaincue ; mais l'effusion du sang serait prolongée, l'incertitude du succès, causée par des nouvelles contradictoires, pourrait jeter le découragement dans quelques esprits et créer de nouvelles difficultés.

En apportant le projet à la Chambre des Pairs le 21 mars, le Ministre reprenait ces arguments (2) :

1. Arch. Parl., 2^e sér., t. CVII, p. 647.

2. Arch. Parl., 2^e sér., t. CVIII, p. 530.

Personne n'ignore les immenses services qu'à toute époque, mais surtout dans les temps de troubles et d'émeutes, le télégraphe a rendus au Gouvernement. Durant ces crises sanglantes que nous avons eu à subir, pendant ces jours d'épreuve heureusement loin de nous, le Gouvernement, toujours en butte à des ennemis audacieux, exaspérés mais cachés dans l'ombre jusqu'au jour de l'attaque, le Gouvernement, dis-je, a dû bien des victoires à la rapidité, à la simultanéité des ordres qu'il transmettait d'un bout de la France à l'autre. On l'a vu ainsi faire avorter des complots surpris au moment d'éclater, avant le dernier ordre des chefs, et s'emparer des coupables. Compromis par leurs complices, avant d'en avoir reçu le conseil de l'attaque, ou le moyen d'échapper à la loi par la fuite, les factieux sentaient bien tout ce que cette unité de la défense donnait de force au pouvoir; ils cherchèrent dans les communications rapides et secrètes de leurs coupables associations le moyen d'échapper à l'action vigoureuse et partout présente que la police exerçait sur eux, mais ce fut en vain. Toutefois, quoique le triomphe du droit sur la force et de la nation entière contre une faction, ne pût être douteux, il est juste de dire que la victoire eût été plus chèrement achetée, si nos ennemis avaient eu en leur pouvoir les armes que nous voulons leur enlever à jamais.

D'ailleurs, messieurs, il est une considération qui nous semble devoir être puissante sur nos esprits, lorsque la question du monopole des télégraphes sera débattue devant vous. Toutes les fois que des troubles graves ont éclaté en France, toutes les fois que les ennemis de notre dynastie et de nos institutions ont paru en armes dans nos campagnes ou sur nos places publiques, leur première pensée, leur premier soin, a été de détruire les postes, les machines télégraphiques, tous les signes représentatifs d'un langage dont ils n'avaient pas la clef, mais dont ils connaissaient la puissance. Du moins, l'arme qu'ils enlevaient au Gouvernement ne passait pas dans leurs mains. Si, au contraire, les factieux de Paris avaient pu faire savoir en quelques minutes à leurs complices de Lyon, de Saint-Étienne,

de Marseille, que le temps était venu de se lever et d'agir, s'ils avaient pu exciter l'indécision, soutenir le découragement par la fausse annonce d'un succès dont le démenti serait arrivé trop tard; alors, messieurs, la victoire serait certainement restée à la bonne cause, mais qu'elle aurait coûté cher et combien la lutte eût été plus terrible et plus sanglante!

Enfin, le duc de Plaisance, rapporteur à la Chambre des Pairs, déclarait à son tour dans la séance du 7 avril 1837 (1) :

..... il (le monopole) ne fut contesté qu'après 1830.

Les troubles qui suivirent cette époque, et surtout cette vaste conspiration qui, de Lyon et de Paris, étendait ses ramifications sur les divers points du royaume, fit sentir encore mieux l'importance et l'utilité du télégraphe; par lui on put imprimer de l'ensemble, de la rapidité aux mesures de répression et en assurer le succès. Les factieux n'ignoraient pas tout ce qu'il donnait de force au Gouvernement: aussi, ne pouvant s'en emparer, voulaient-ils le détruire et chaque mouvement insurrectionnel fut presque toujours précédé ou suivi immédiatement de la destruction des postes télégraphiques. Réunis comme ils l'étaient en associations, organisés par sections, toujours prêts à se présenter armés sur la place publique au premier appel de leur comité directeur, quel parti n'eussent-ils pas tiré d'un semblable instrument? Des bruits habilement calculés, portant le découragement dans les rangs des amis de l'ordre, eussent enhardi ses ennemis, et l'ensemble et la simultanéité de leurs attaques, suppléant au nombre, eût prolongé une lutte dans laquelle trop de sang français a déjà coulé

C'est pour remédier aux dangers qu'il vous signale, que le Gouvernement vous demande une loi nécessaire à la

1. Arch. Parl., 2^e sér., t. CIX, p. 460.

tranquillité de la France et au maintien de ses institutions.

La sécurité gouvernementale était donc assurée par le vote de la Loi, mais la question fut rouverte à l'occasion des premiers essais de la télégraphie électrique.

Nous entrons alors dans une phase où l'idée de protection va se fortifier ; car c'est précisément la préoccupation de conserver au Gouvernement un instrument sûr qui va entraîner certains esprits, et non des moindres, à se constituer les champions du télégraphe aérien qui, pour cet objet, leur donne presque entière satisfaction.

La télégraphie électrique, en effet, — comme un peu toutes les inventions à leur début, — eut ses détracteurs de tous genres ; les arguments les plus extraordinaires et les plus inattendus furent fournis contre elle, mais nous ne retiendrons bien entendu que ceux qui nous intéressent au point de vue de notre étude ; la lutte sur ce terrain ne fut pas, du reste, moins acharnée. On comprend combien il devait être difficile de concevoir un fil reliant les différents postes, fil abandonné à son sort, à la merci de toutes les malveillances, pour des esprits peu enclins à admettre la sécurité là où la force publique est absente. Comment compter sur le respect d'un objet sans défense, — par ailleurs destiné principalement à réprimer les méfaits, — alors que la route était peu fréquentée et partant peu sûre ? Ces fils, dès la porte de la ville franchie, ne s'enfonçaient-ils pas dans le redoutable inconnu ?

Aussi est-ce au nom de la sûreté des communications que la télégraphie électrique fut combattue par certains, et même les plus ardents propagateurs de

l'idée nouvelle, se trouvaient fort embarrassés dès qu'il était question de protéger les installations. On va voir quelles précautions préconisait le savant Arago quand, le 2 juin 1842, estimant que les temps étaient révolus pour le télégraphe aérien, il combattait à la Chambre des Députés un projet de loi tendant à accorder un crédit de 30.000 francs pour dépenses relatives à des essais d'un télégraphe de nuit (1). Il disait (2) :

Une seule difficulté a empêché jusqu'ici l'adoption des télégraphes électriques. Il faut, pour qu'une communication se propage par de tels télégraphes, qu'il y ait un ou plusieurs fils métalliques qui aillent du point de départ au point où la dépêche doit se rendre. Il faut que ces fils ne soient pas rompus.

Il faut donc les placer dans un tube, quelle qu'en soit d'ailleurs la nature. Si on ne veut pas livrer les communications télégraphiques à la discrétion des malfaiteurs, il faut se garder d'établir des tubes à travers champs; mais lorsque les chemins de fer seront établis, qui empêchera d'enterrer les tubes et les fils à un tiers de mètre, soit entre les rails, soit à côté; tout sera alors sous la surveillance active et continuelle des gardiens de ces lignes.

Et le rapporteur, M. Pouillet, le collègue d'Arago à l'Académie des sciences, au contraire favorable à la demande de crédits, répondait :

... Il faut protéger ce fil si délicat qui transmet les

1. Loi du 11 juin 1842 « qui accorde un crédit extraordinaire pour dépenses relatives aux essais d'une télégraphie de nuit ». *B. des L.*, 9^e sér., 1^{er} sem. *B.*, n^o 914, n^o 10026, p. 489.

2. *Mon. Univ.*, 3 juin 1842, p. 1388.

dépêches aussi rapidement que la pensée. Les chemins de fer le protégeraient, dit-on ; mais prenez-y garde, quand on arrivera à la pratique, ils ne le protégeront pas aussi facilement qu'on pourrait le supposer.

Les chemins de fer ont aussi besoin de leur liberté ; pour faire les réparations, pour relever les coussinets, les traversines, pour faire des travaux de toutes sortes, il faut que la voie reste sans servitudes.

Je ne prétends pas qu'on ne puisse arriver à surmonter ces obstacles ; mais il y a de grandes difficultés. Dans la traversée des villes et des villages, dans la traversée des ponts, voyez combien d'embarras vous allez avoir.

Votre fil sera bien protégé par la surveillance des gardiens des chemins de fer ; mais dans les villages, quand il y aura une réparation à faire auprès d'une maison, votre tuyau sera comme un tuyau servant à la conduite des eaux ; il pourra être percé accidentellement, sans compter ce qui pourrait arriver par la malveillance...

Le rapporteur à la Chambre des Pairs, le comte Mathieu de la Redorte, sans nier l'avenir possible de la télégraphie électrique, était d'avis, comme son collègue de la Chambre des Députés, de perfectionner le système aérien en attendant mieux et déclarait le 7 juin (1) :

L'expérience (de la télégraphie électrique) a pleinement constaté cet admirable résultat de la science moderne. Cependant une difficulté s'oppose encore à l'adoption des télégraphes électriques. Un ou plusieurs fils de métal doivent s'étendre du point de départ au point d'arrivée de la correspondance, et il est nécessaire que ces fils ne soient pas rompus. Il faut donc les mettre à l'abri des accidents et de la malveillance. L'exécution des grandes lignes de chemins de fer, et la surveillance qui devra s'exercer con-

1. *Mon. Univ.*, 8 juin 1842, p. 1453.

tinuellement sur la totalité de leur parcours, permettent, il n'est guère possible d'en douter, l'établissement de télégraphes électriques le long de ces lignes, et le grand problème qui nous occupe recevra alors, selon toute probabilité, la solution la plus satisfaisante et la plus complète dont il soit susceptible.

Mais, bien des années peuvent s'écouler avant que le réseau de nos chemins de fer soit exécuté. En attendant, il importe de perfectionner le système télégraphique actuellement existant...

Si nous donnons la parole aux inventeurs partisans des perfectionnements dans la télégraphie aérienne, nous trouvons une extrême violence dans le débat. Ainsi le D^r Jules Guyot, l'un des deux bénéficiaires du crédit dont nous venons de rapporter la discussion, s'exprimait en ces termes :

Ayez donc à soutenir une nouvelle guerre civile ou une invasion quelconque avec la seule télégraphie électrique ; ayez à suivre les opérations d'une grande armée, soit qu'elle avance, soit qu'elle recule. Avec la télégraphie aérienne de jour et de nuit, vous suivez vos dépêches de clocher en clocher, de poste en poste ; jamais vous ne manquerez de communication avec les foyers d'insurrection et le théâtre de la guerre. Que peut-on attendre de misérables fils dans de pareilles circonstances ? Vous ignorez donc que la télégraphie n'a d'importance que dans les commotions des nations ? Que lorsqu'elle ne sert que pour transmettre les dépêches administratives, elle dort pour attendre les moments d'urgence ; que, hors de ces moments, ses services sont presque nuls ? Que, quand tout est calme, le Gouvernement n'est guère plus pressé que tout le monde ? Que pour dominer les chemins de fer, il faut en être indépendant ? Que si un seul train envahi apportait à l'improviste l'émeute ou l'ennemi, l'ennemi par cela même serait maître du télégraphe sur toute la ligne ?... Non, la télégraphie électrique n'est

pas une télégraphie gouvernementale sérieuse ; elle ne sera jamais un préservatif contre les moyens terribles de transport d'hommes et d'armes ; elle sera toujours à la merci des plus légères agitations et des individus les moins courageux ; elle n'est bonne réellement que pour établir une correspondance entre deux points parfaitement gardés sur toute leur distance en pleine paix, et pour transmettre des nouvelles ou des ordres qui ne peuvent blesser des tiers ou leur causer aucun préjudice. De jeunes fous, des ivrognes, des vagabonds, les réfractaires, les banqueroutiers frauduleux, les concussionnaires, les criminels de toute nature, les ouvriers irrités contre une administration qui les congédie, les hommes que des préoccupations politiques agitent, voilà autant d'agents de destruction auxquels la télégraphie électrique oppose quelques mètres de fil, un terrain ouvert et une surveillance impossible. Un seul homme, en un seul jour, sans qu'on puisse l'empêcher, pourra couper tous les fils télégraphiques aboutissant à Paris, et en vingt-quatre heures, couper sur dix points tous les fils d'une même ligne sans être arrêté, sans même avoir été aperçu par des gardiens qu'une distance de deux kilomètres sépare. La télégraphie aérienne, au contraire, a ses tours, ses tourelles, ses cabanes au moins, munies d'une muraille et d'une porte gardées à l'intérieur par un homme vigoureux, armé de deux fusils de munition, etc. Sur six cents insurgés, la moitié acceptera avec une joie secrète la mission d'aller couper les fils du télégraphe électrique ; tandis que l'attaque froide, triste et obscure d'une simple porte en chêne derrière laquelle se trouvent un ou deux hommes dont l'assassinat doit entrer dans les prévisions des assaillants, inspirera toujours un tel effroi, que sur ces mêmes six cents hommes il ne s'en trouvera pas deux qui veuillent exécuter une pareille entreprise.

La substitution à la télégraphie aérienne de la télégraphie électrique, qui réclame impérieusement pour vivre l'honnêteté, le calme, le respect de ses ennemis et même des oisifs indifférents, serait une mesure déplorable, un véritable acte d'idiotisme.

Le pessimisme du D^r Guyot se laissait évidemment entraîner à de regrettables violences de langage ; mais les mêmes arguments se retrouvent chez un inventeur plus mesuré dans la discussion, M. Ennemond Gonon (1) :

Ces espèces de veines métalliques, parcourues par le fluide, autrement dit les fils conducteurs, sont exposés forcément, dans leur état de continuité, soit aux influences pernicieuses de l'atmosphère et des lieux circonvoisins, soit aux injures de l'ignorance et de la malignité. Qui ne prévoit pas que ce défi, porté par le pouvoir à la curiosité et à l'obéissance passive du vulgaire, tournera inmanquablement à mal dans les cas de mécontentements, de sourdes menées et de révoltes ?

Croit-on que les complices d'un assassin ou d'un banqueroutier laisseront transmettre l'ordre d'arrêter leur associé ? Pense-t-on que l'ennemi, en cas d'invasion, respecterait davantage le moyen de communication ? Non assurément. L'intérêt des criminels et de tous les partisans de trouble étant de détruire ce qui s'oppose à leurs desseins, il est par trop imprévoyant, de la part du Gouvernement, de mettre ses moyens de correspondance à la portée des hommes dangereux. L'engouement inconsidéré du jour peut à peine expliquer ce fait.

Mais, dira-t-on, ces lignes télégraphiques seront suffisamment gardées. Oui, moyennant 190.000 hommes d'une fidélité à toute épreuve, que l'on placera en sentinelles, nuit et jour, sur un réseau de 5.000 lieues.

Quelle pusillanimité dans cette crainte des réfractaires, des banqueroutiers frauduleux, des concussionnaires, gens évidemment plus préoccupés de se dissimuler que de chercher à couper quelque fil sans

1. Ennemond GONON. *Des télégraphes aériens et électriques*. Paris, 1845, p. 52.

un but certain d'utilité personnelle et dans le risque de se faire appréhender en commettant un nouvel acte répréhensible ! Redouter les atteintes des ivrognes, c'est prêter à ceux-ci des capacités d'adresse et d'agilité bien peu compatibles avec leur état ; quant aux fous, jeunes ou vieux, ils ne battent pas la campagne en si grande quantité qu'ils soient un réel danger. Restent les criminels faisant le mal par plaisir ; sont-ils si nombreux ? Et si l'on songe à la multitude d'objets de toute nature dépourvus de surveillance spéciale qui ne subissent aucune atteinte malveillante, pourquoi supposer que les gens sans aveu seront frappés d'une phobie particulière vis-à-vis du télégraphe ?

Il semble, au contraire, que la rupture d'un fil pour un esprit simple, — et bien qu'il en connaisse les importantes conséquences, — ne corresponde pas à un résultat patent au point qu'il en ressente une satisfaction suffisante à déterminer l'acte destructeur. Ne voit-on pas aux colonies dans des régions éloignées, n'a-t-on pas vu parfois pendant la conquête même, les lignes ne souffrir que rarement des atteintes des indigènes ? Les auteurs des méfaits cependant seraient, en ces circonstances, à peu près sûrs, personnellement, de l'impunité.

L'événement a montré combien ces craintes étaient sans fondement sérieux et que l'on peut compter sur la sauvegarde publique, tout au moins dans un cas comme celui qui nous occupe, où le respect de la chose est facilité par ce fait qu'elle n'excite aucune convoitise.

Il demeure les ouvriers irrités contre une administration qui les congédie, les hommes que les préoccupations politiques agitent.

Voilà le seul point où le D^r Guyot a montré quel-

que clairvoyance, encore que les faits dont il craignait l'imminence n'aient commencé à se produire timidement que soixante ans plus tard. Ces faits, du reste, sont trop exceptionnels et trop récents pour que nous insistions davantage à leur sujet. L'avenir nous fera connaître si un danger réel existe de ce côté ; quoi qu'il en soit, même sur ce point, les appréhensions du D^r Guyot auront été vaines, puisque le Gouvernement, pour son usage personnel disposera de la télégraphie sans fil ; les fils en définitive, ne lui auront donc jamais failli ; souhaitons, pour le principe d'autorité, que les ondes lui soient aussi fidèles.

Revenons aux débats parlementaires qui continuent à se produire, soulevant à nouveau la question de la protection.

La discussion du projet de loi qui devint la Loi du 3 juillet 1846 (1) « relative à l'établissement d'une ligne de télégraphie électrique de Paris à Lille et à la frontière de Belgique, et de Douai à Valenciennes » montra une fois de plus l'importance du sujet ; dans l'exposé des motifs (2) de ce projet déposé à la séance du 28 mars 1846 sur le bureau de la Chambre des Députés par le Ministre de l'Intérieur, M. Duchâtel, il était dit :

Il est vrai que pour obtenir ces avantages il faut établir un fil continu entre le lieu de départ et celui de l'arrivée, et que, suivant les meilleurs procédés, ce fil est apparent. Cette circonstance a frappé quelques esprits, et ils en ont fait une objection contre l'adoption des télégraphes électriques. Une ligne continue, visible, pourra, disent-ils, être

1. *B. des L.*, 9^e sér., 1846, t. II, *B.* n° 1312, n° 12834, p. 303.

2. *Mon. Univ.*, 29 mars 1846, p. 796 et 1^{er} avril 1846, p. 821.

attaquée par les malveillants ; elle court le danger d'être détruite au moment où il serait le plus urgent de pouvoir s'en servir. L'objection est grave et demande à être discutée.

Des attaques contre la ligne pourraient être commises ou par des individus isolés, détruisant pour le plaisir de détruire, sans but déterminé, ou par des masses obéissant à des sentiments hostiles au pouvoir. Examinons séparément les deux hypothèses.

La ligne électrique se compose de fils à quatre mètres au-dessus du sol, dans un terrain clos et soigneusement gardé ; dans de pareilles conditions, on n'a point à craindre les attaques isolées et l'expérience de la ligne de Rouen, où les fils sont placés à une moindre hauteur, ne laisse aucun doute à cet égard.

Quant aux agressions plus dangereuses des masses s'abandonnant au désordre, il ne faut pas leur donner plus d'importance qu'elles n'en ont. Les dissensions civiles sont, grâce à Dieu, de graves événements qui n'appartiennent qu'à de rares époques, dont la France s'éloigne heureusement chaque jour. Faut-il pour des dangers peu probables, se priver des avantages si importants que la télégraphie électrique peut donner?... La télégraphie aérienne échappet-elle mieux aux attaques de l'émeute que la télégraphie électrique?... On ne pourrait le soutenir. Il est aussi facile de pénétrer dans un poste télégraphique isolé, d'enlever les lunettes ou de scier les poteaux qui soutiennent la machine, qu'il l'est de pénétrer sur la voie d'un chemin de fer. Les deux systèmes sont donc, sous ce rapport, soumis aux mêmes dangers ; seulement, les dégâts opérés dans une étendue bornée d'une ligne électrique, seraient plus facilement et plus promptement réparables.

Les lignes actuelles sont exposées à des interruptions bien autrement menaçantes que celles que l'on vient de signaler : ces lignes se composent de stations isolées, échelonnées de manière à ce que chacune d'elles aperçoive la station qui la précède et celle qui la suit. Cette condition exige que le rayon visuel, qui va d'une station à l'autre ne rencontre aucun obstacle sur son trajet. Mais il passe au-

dessus de nombreuses propriétés sur lesquelles l'administration n'a aucun droit, aucun pouvoir ; la construction d'un bâtiment, la croissance de quelques arbres, de quelques branches, mettent à tout moment en péril la visibilité des postes. Des lignes entières sont menacées par ce danger, et on voyait arriver le moment où il aurait fallu les reconstruire. Les télégraphes électriques ne soulèveront jamais de pareils embarras. Une ligne, une fois construite, est une propriété de l'État, trouvant une protection puissante dans les lois pénales particulières ; le Code à la main, l'Administration peut défendre ses appareils et continuer son service.

On voit combien, en quelques années, le télégraphe électrique avait gagné de terrain ; même en son point le plus faible, le Gouvernement le trouvait moins vulnérable que le télégraphe aérien.

Le rapporteur à la Chambre des Députés, M. Pouillet, l'ancien rapporteur de la Loi du 11 juin 1842, ne contestait plus la supériorité du télégraphe électrique, mais il se défendait néanmoins de lui accorder la préférence au point de vue de la sécurité. Il disait dans son rapport déposé le 4 juin (1) :

Dans son exposé des motifs, M. le Ministre de l'Intérieur, après avoir comparé les motifs pour lesquels on peut attacher le fil dont il s'agit, et les maisonnettes des stationnaires, prononce les paroles suivantes :

« La télégraphie aérienne échappe-t-elle mieux aux attaques de l'émeute que la télégraphie électrique ?... On ne pourrait le soutenir. »

La majorité de la Commission regrette profondément de ne pouvoir partager cette opinion, elle reste convaincue que, dans tous les cas où il y aura un intérêt quelconque à suspendre l'action du télégraphe, cet intérêt agira plus

1. *Mon. Univ.*, 5 juin 1846, p. 1660 ; et 7 juin 1846, p. 1698.

facilement et d'une manière incomparablement plus efficace contre 5 millions de mètres de fil exposés à tous les coups, que contre 534 maisonnettes de stationnaires, la plupart isolées et d'un accès difficile.

On constatera que M. Pouillet ne mettait plus la même insistance, la même opiniâtreté dans sa défense de l'ancien système.

Le 22 juin, en termes à peu près identiques, le Ministre de l'Intérieur demandait à la Chambre des Pairs de sanctionner le projet (1). Le 26 juin, M. Delessert déposait le rapport au nom de la Commission (2) ; il s'y montrait moins pessimiste que son savant collègue de la Chambre basse et acceptait les vues du Gouvernement :

Sans doute, les fils conducteurs ne sont pas à l'abri des attaques de la malveillance, et c'est un inconvénient dont il est à désirer que la télégraphie électrique soit plus tard dégagée ; mais cet inconvénient lui est commun avec la télégraphie aérienne dans ces cas heureusement fort rares d'agressions tumultueuses particulières aux temps de troubles politiques, et quant aux attaques isolées et gratuites qui naîtraient du seul penchant de quelques individus à la destruction, elle rencontrera des obstacles suffisants dans l'élévation des fils à 4 mètres au-dessus du sol, dans la clôture des chemins de fer, et dans la surveillance permanente qui est exercée dans toute leur étendue.

Il faudrait d'ailleurs, en raison de la facilité des réparations, que ces attaques sans intérêt fussent bien fréquentes, pour faire disparaître une partie seulement des avantages qui constituent la supériorité déjà reconnue du télégraphe électrique sur le télégraphe ordinaire...

La question de la protection se trouve donc désor-

1. *Mon. Univ.*, 23 juin 1846, p. 1878.

2. *Mon. Univ.*, 27 juin 1846, p. 1926.

mais nettement posée ; elle va, du reste, aboutir au Décret du 27 décembre 1851 dont l'étude fera l'objet d'un prochain chapitre.

Il nous reste à voir ce que devient le principe qui nous a conduits à ce résultat, le principe de l'emploi du télégraphe comme moyen de gouvernement ; en effet, nous avons fait connaître en commençant que le Gouvernement, au moment même où la protection entraînait dans le domaine des lois, devait perdre son droit à l'usage exclusif du télégraphe ; mais nous ajoutions que le privilège qu'il se réservait, laissait intacte la puissance des raisonnements tendant à démontrer la nécessité de mesures protectrices destinées à éviter des mécomptes avec un système de télégraphie dont l'installation se trouvait sous la seule sauvegarde publique.

Nous avons, dès lors, à examiner dans quelles conditions le télégraphe fut mis à la disposition des particuliers.

L'idée de cette transformation fit rapidement son chemin.

Le 12 juillet 1847, à la Chambre des Députés, comme on discutait le budget (1), M. Oscar de Lafayette posa une question au Ministre des Finances à qui il demandait, non pas une réponse catégorique, mais seulement un avis favorable ; il s'agissait de mettre à l'étude les moyens d'accorder aux particuliers l'usage du télégraphe.

Le Ministre, M. Lacave-Laplagne, répondit que la question avait déjà été examinée et qu'il avait été décidé que le télégraphe devait demeurer uniquement politique ; l'organisation de toute surveillance

1. *Mon. Univ.*, 13 juillet 1847, p. 2053.

sur la correspondance privée ne pouvant être, en effet, qu'illusoire.

Il ne semblait pas, dans ces conditions, que la transformation fût près d'être réalisée. Cependant, moins de deux ans plus tard, en 1849, c'est du Gouvernement lui-même qu'émane la proposition d'abandonner son monopole d'usage et de faire du télégraphe un service public.

L'occasion se présenta à propos d'une demande de crédits pour l'établissement de nouvelles lignes ; dans l'exposé des motifs du projet qui fut déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale législative, à la séance du 4 octobre 1849 (1) et devait devenir la Loi du 8 février 1850 « qui ouvre un crédit pour l'établissement de nouvelles lignes de télégraphie électrique (2) », le Ministre de l'Intérieur, M. Dufaure, déclarait :

Nous croyons, en effet, que les inconvénients qu'il y aurait à livrer au public l'usage de télégraphes électriques ont été beaucoup exagérés, et nous pensons qu'avec toutes les garanties que l'Administration saura prendre, tant pour se réserver exclusivement le droit de transmission des dépêches, que pour le suspendre, même totalement, dans les circonstances qui lui paraîtraient dangereuses pour l'ordre et la sécurité publique, l'usage des télégraphes électriques permis aux particuliers n'offrira pas plus de dangers que celui des chemins de fer et des instruments de progrès en général...

Il va sans dire que l'organisation de l'Administration télégraphique et les dispositions qu'elle saura prendre lui donneront le moyen, tout en répondant aux besoins du

1. *Mon. Univ.*, 5 octobre 1849, p. 2973 et 7 octobre, p. 3000.

2. *B. des L.*, 10^e série, p. 1850, 1^{er} sem., *B.* n° 235, n° 1939, p. 109.

public pour l'envoi de ses dépêches, d'assurer avant tout le service prompt et exact de celles du Gouvernement.

Le rapport fut confié à M. Le Verrier qui le déposa le 23 janvier 1850 (1).

Dans l'intervalle, M. Dufaure avait quitté le ministère et son successeur, M. Ferdinand Barrot, avait demandé à la Commission de retarder le dépôt de son rapport pour lui permettre d'examiner la question de l'usage public du télégraphe électrique ; mais cette étude ne fit que lui montrer la gravité du sujet, et il manifesta son intention de déposer un projet de loi spécial.

Dès lors, le rapporteur ne pouvait sur ce point que signaler l'état de la question et, quant aux aperçus qui nous intéressent, nous ne trouvons, à côté d'un nouvel exposé de l'utilité du télégraphe pour le Gouvernement, que des arguments tendant à démontrer que dans l'emploi du télégraphe électrique, la sécurité n'était pas moins grande que dans celui du télégraphe aérien :

Aussi la télégraphie est-elle devenue le plus puissant des ressorts de notre Gouvernement. Apercevoir presque instantanément tout ce qui se passe aux distances les plus éloignées, réagir sur ces points par des ordres immédiats, prévenir, diriger tous les grands événements avant que les masses, ayant pu en obtenir connaissance, se laissent effrayer, arrêter ou entraîner par eux ; éviter aussi les bouleversements universels, protéger les frontières, satisfaire à des besoins pressants, réparer des désastres, donner aux rapports administratifs et diplomatiques la promptitude pour ainsi dire de la volonté dirigeante, telle est l'immense et haute fonction que la télégraphie est chargée de remplir.

1. *Mon. Univ.*, 24 janvier 1850, p. 267 et 5 février, p. 417.

.
Les adversaires du nouveau mode télégraphique ont fait remarquer combien était fragile l'édifice d'une ligne télégraphique qui, devant traverser de vastes pays, demanderait une surveillance continuelle et impossible en chacun de ses points, tant il était facile de renverser un poteau, de couper un fil. N'y avait-il pas lieu de craindre qu'au milieu des agitations des partis, à ces époques de troubles, où le Gouvernement a le plus d'intérêt à transmettre avec promptitude sa volonté et ses ordres dans tous les points du territoire, on profitât de cette faiblesse d'une ligne électrique pour en bouleverser quelques points et intercepter toute communication? N'était-il pas au contraire plus difficile d'aller attaquer et détruire les appareils d'un poste aérien?

Cette objection serait fondée si nous avions la prétention d'établir nos télégraphes en accordant à la bonne foi publique la même confiance qu'on n'a pas hésité à lui donner dans les quelques pays où on a élevé des lignes électriques à travers champs; mais les lignes qu'il s'agit ici de construire doivent être placées le long de nos chemins de fer, et elles ne seront édifiées qu'à mesure que ces voies de circulation se développeront. Chacun de leurs points se trouvera sous la protection continuelle des cantonniers et des gardiens, qui devront y veiller d'une manière spéciale. Ajoutons que, tandis qu'il faut un temps considérable pour rétablir un poste aérien et que souvent même cette réorganisation est impossible, il suffit, au contraire, de très peu d'heures pour réparer les fils brisés d'une ligne électrique...

La sécurité de la voie électrique nous a donc paru suffisamment établie, pour qu'une crainte exagérée à cet égard ne dût pas nous induire à priver le Gouvernement des ressources supérieures qu'offre l'installation de ce merveilleux appareil. Sa traversée dans Paris, indispensable si l'on veut que les dépêches arrivent directement au ministère de l'Intérieur même, nous a seule inspiré des craintes sérieuses pour le cas, de jour en jour plus improbable, où la tranquillité viendrait à être brusquement troublée dans une

partie de la capitale. Mais alors le Gouvernement n'aurait qu'à transporter momentanément le point de départ de sa correspondance dans les gares de chemins de fer eux-mêmes...

Le Ministre de l'Intérieur tenait peu après sa promesse et déposait le 1^{er} mars (1) le projet de la Loi du 29 novembre 1850 « sur la correspondance télégraphique privée (2) ».

Les mesures destinées à sauvegarder le moyen de gouvernement étaient ainsi énoncées dans l'exposé des motifs :

Après avoir pris les précautions, suggérées par la prudence, contre ceux des inconvénients de la correspondance télégraphique privée qu'on peut découvrir par des signes extérieurs, on est encore obligé de se ménager des ressources contre les dangers cachés, qui, sans aucun doute, sont beaucoup plus redoutables. Contre ce péril il n'y a, il le faut avouer, qu'un seul remède, c'est la suspension de correspondance. Quand les complots s'ourdissent dans l'ombre, quand les fils d'une grande conspiration s'étendent sur tout le pays, quand un danger certain, quoique mystérieux, vient mettre en péril la chose publique, le ministre de l'Intérieur, dont le devoir est de pénétrer ce mystère, de suivre ce lent travail, de déchirer ce voile, le ministre de l'Intérieur fera appel à la sagesse de ses collègues; il soumettra la question au Conseil, et un arrêté pris en Conseil des ministres viendra, en signalant le danger, appliquer le remède.

Désigné de nouveau comme rapporteur, M. Le Ver-

1. *Mon. Univ.*, 2 mars 1850, p. 728 et 5 mars, p. 767.

2. *B. des L.*, 10^e sér., 1850, t. II. *B.*, n^o 330, n^o 2567 p. 685.

rier, dans son rapport déposé le 18 juin (1), examinait la situation nouvelle créée au Gouvernement et ne craignait pas de l'accepter, puisque la Loi prenait des mesures suffisantes à son avis.

Les télégraphes ont été jusqu'ici exclusivement réservés au Gouvernement ; et c'était ce privilège même dans lequel résidait toute la puissance de ce moyen d'action. L'Administration pouvait connaître les événements survenus sur les points les plus éloignés du territoire, et y envoyer des ordres avant même que la nouvelle s'en fût répandue au loin. Des mesures pouvaient être prises à l'avance pour en amoindrir ou même en annuler le contre-coup fâcheux là où il eût pu se produire. Ces avantages disparaîtront dès qu'on mettra le télégraphe à la disposition de tous ; le Gouvernement n'aura plus aucun privilège, et les particuliers seront instruits en même temps que lui des événements qui pourront surgir sur le territoire. Pour le Gouvernement, le résultat sera à peu près le même que si l'on mettait purement et simplement à néant l'invention des télégraphes. Et quel moment choisit-on pour dépouiller ainsi le Gouvernement d'un de ses plus puissants organes, pour briser l'un de ses plus énergiques ressorts ? Le moment où il en a le plus besoin ! Les projets des anarchistes contre la société, projets patents, avoués, dont les auteurs peuvent ajourner, mais dont ils n'abandonnent jamais la réalisation, exigeraient qu'on donnât à l'autorité de nouveaux moyens de prévention et de répression, loin d'énervier ceux qui se trouvent déjà dans ses mains.

C'est dans ces circonstances qu'on va livrer l'usage du télégraphe aux factions, qui s'en serviront pour ourdir avec plus de facilité et de rapidité leurs détestables complots, pour leur donner, au moment venu, une exécution plus sûre et simultanée. L'expérience a montré qu'un moyen

1. *Mon. Univ.*, 19 juin 1850, p. 2105, et 1^{er} juillet, p. 2240 et 2242.

rapide de communication a toujours été la première ressource que les auteurs de désordre ont cherché à s'assurer. On les a vus essayer d'organiser clandestinement un service de télégraphie aérienne, établir même un service d'estafettes à cheval, et réaliser sur une vaste échelle une prompte correspondance au moyen de pigeons voyageurs ; à ce point que, dans la dernière insurrection qui désola l'une de nos grandes villes, les chefs de l'émeute paraissaient mieux informés que les autorités elles-mêmes des événements qui agitaient alors la capitale. Veut-on donc aujourd'hui régulariser au profit de l'émeute cette rapidité des communications qu'elle regarde comme l'un des premiers éléments de succès ?

.

L'article 3 (1) du projet de loi autorise le Gouvernement à suspendre la correspondance télégraphique privée, soit sur une ou plusieurs lignes séparément, soit sur toutes les lignes à la fois. Cette condition, considérée comme indispensable par le Gouvernement renferme, au fond, la seule garantie qui puisse être donnée à la sécurité publique, et c'est elle qui nous a permis d'adopter le projet de loi.

.

Il faut comprendre en effet que la nécessité d'écrire les dépêches en langage ordinaire et intelligible est bien une difficulté de plus apportée aux correspondances coupables, mais que ce n'est point un obstacle insurmontable à la rédaction d'une dépêche ayant un sens apparent aux yeux de ceux qui ne sont pas initiés à la clef, mais voulant dire tout autre chose pour les affidés. Il n'en peut point résulter de graves inconvénients pour l'ordinaire : les faiseurs de complots auraient toujours pour s'entendre la correspondance postale, dont la rapidité, égale à celle des che-

1. L'article 3 du projet, devenu article 4 de la Loi, est ainsi conçu :

Art. 4. — « La correspondance télégraphique privée peut être suspendue par le Gouvernement, soit sur une ou plusieurs lignes séparément, soit sur toutes les lignes à la fois. »

mins de fer, est bien suffisante, et qui n'entraîne pas les frais considérables de la télégraphie électrique. Le danger qu'il y aurait à laisser le télégraphe à la disposition des ennemis de la société ne deviendra réel qu'à la veille d'une révolte; mais il est trop clair qu'alors ce danger serait immense. Il serait insensé de vouloir laisser aux anarchistes la possibilité de transmettre instantanément, à un moment donné, un mot d'ordre sur tous les points de la France. Et si la nécessité d'armer le pouvoir contre de tels occurrences a été prévue en Angleterre, combien est-elle malheureusement plus grande en France!

L'évolution est terminée; le télégraphe demeure un moyen de gouvernement tout en étant à la disposition des particuliers auxquels la faculté d'en faire usagesera de plus en plus largement accordée; c'est le régime qui existe universellement à l'heure actuelle alors que, presque universellement, le télégraphe a commencé, comme en France, par être un instrument politique.

Quelques exemples pour montrer cette uniformité de vues :

En Belgique, on trouve dans l'exposé des motifs de la Loi du 4 juin 1850 le passage suivant :

... Nous pensons, en effet, que si la plupart des Gouvernements du continent ont cru devoir, par des motifs purement politiques, conserver dans leur domaine la direction de ce moyen de communication qui touche de si près à l'intérêt de la sûreté publique, le Gouvernement belge doit,...

En Suisse, le message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, à l'appui du projet de la Loi du 23 décembre 1851, déclare :

... Une institution si importante pour les rapports politiques, militaires, de police et autres rapports généraux de circulation, ne pouvait être réalisée,...

En Espagne, l'article 1^{er} de la Loi du 22 avril 1855 est ainsi conçu :

Le Gouvernement est autorisé à établir un système de lignes électro-télégraphiques qui mettent la Cour en communication avec toutes les capitales de province et les départements maritimes...

La protection ne nous est apparue jusqu'ici qu'avec un caractère répressif; le législateur a eu en vue la punition des actes de malveillance ou de négligence; par suite, le caractère préventif n'entre que pour la mesure ordinaire de l'application de tout système pénal; nous voulons dire que la peine prévue est susceptible de faire réfléchir les malveillants et d'éveiller l'attention des négligents, que l'application de cette peine est d'un exemple salubre.

Or, il se peut au contraire qu'une législation ait un caractère de protection nettement préventive et que la répression n'intervienne qu'ensuite pour punir le défaut d'observation des règles établies.

Ce genre de protection aurait pu s'appliquer à l'usage de la télégraphie aérienne; on conçoit un ensemble de mesures destinées à empêcher toutes manœuvres susceptibles de masquer les signaux; il n'en fut rien; nous verrons cependant, dans un chapitre suivant, qu'une part lui est faite dans le Décret du 27 décembre 1851 et pourtant, à ce moment, l'abandon du système de Chappe n'est plus qu'une affaire de mois (1).

Mais la question devait reparaitre sous une forme nouvelle quelque trente ans plus tard. En effet, la transmission rapide des correspondances demeura

1. En 1856, les derniers postes aériens étaient démolis.

longtemps la seule application pratique de l'électricité; c'est que des courants de faible intensité suffisaient à la télégraphie et que la pile n'en pouvait fournir d'autres. L'apparition des machines électromagnétiques vint opérer une révolution. L'Exposition d'électricité de Paris, en 1881, au Palais de l'Industrie, marqua les débuts d'une ère de progrès si rapides que, dès les années qui suivirent, l'emploi de l'énergie électrique était généralisé, non seulement en matière d'éclairage et de transports où l'essor fut considérable, mais encore dans les entreprises de travaux publics ou privés, dans les diverses industries, dans l'agriculture, en un mot dans toutes les branches de l'activité humaine.

Cette extension des applications de l'électricité entraîna une conséquence toute naturelle, l'accroissement du nombre des lignes servant au transport de l'énergie. Malheureusement, le réseau nouveau n'était pas sans apporter quelque trouble dans le réseau télégraphique et il fallut songer à prendre des mesures tant juridiques que techniques.

Le Dr F. Meili, un spécialiste des choses de la télégraphie, a dit :

Ce qui est particulièrement important au point de vue du droit privé, c'est la distinction entre les *courants faibles* (pour le télégraphe et le téléphone qui exigent l'emploi d'appareils très sensibles) et les *courants forts* (pour la production de la force et de la lumière); les courants forts étant des millions de fois plus puissants que les courants téléphoniques qui sont relativement très faibles, ils exercent une très grande influence sur les conducteurs télégraphiques et téléphoniques situés dans le voisinage (1).

1. Dr F. MEILI, *Le courant électrique et le droit*, *Elektrotechnische Zeitschrift*, Berlin, Munich, 7 avril 1898, p.225.

Mais s'il est nécessaire que le Gouvernement se préoccupe de l'établissement et du fonctionnement des lignes d'énergie, celui-ci a également l'obligation de ne pas entraver le développement de l'industrie privée par des règlements draconiens; d'autre part, il est inadmissible que les intérêts généraux souffrent d'une installation privée quelle que soit son importance ou son utilité; il faut, en somme, que le principe de la liberté supporte le minimum d'atteinte. Ces conditions ne sont pas inconciliables; il est seulement indispensable d'agir avec la plus grande prudence dans une législation et dans une réglementation qui doivent ménager un avenir toujours prochain, étant donnée la rapidité des progrès dans la matière.

Rappelons-nous les paroles du député Portalis, en leur accordant toutefois un sens moins péjoratif et en élargissant l'idée qu'elles traduisaient :

... l'esprit humain est inépuisable en ressources nouvelles, et il s'agit ici de prévoir ce qui n'existe pas encore, ce qui n'a été ni connu, ni imaginé, et qui pourrait être inventé pour éluder l'application de la loi, si des expressions trop restrictives venaient enchaîner la conscience du juge. Il faut atteindre toutes les combinaisons à l'aide desquelles on pourrait arriver à ce résultat (1)...

Nous en avons terminé avec l'exposé que nous avions annoncé de la question de la protection; peut-être le trouvera-t-on par trop étendu. Cependant il n'a pas été sans intérêt, à notre avis, de nous arrê-

1. Rapport à la Chambre des Députés au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les lignes télégraphiques. Séance du 28 février 1837. Arch. Parl., 2^e sér., t. CVII, p. 651.

ter sur cette partie de l'histoire de la télégraphie qui, en dehors de son côté curieux, apporte l'élément indispensable à faire comprendre la rigueur des dispositions que nous rencontrerons, non seulement en France, mais encore à l'étranger; en effet, la nécessité de recourir à la répression étant aujourd'hui plutôt rare, on aurait pu être porté à penser qu'il n'en fut pas toujours ainsi; nous savons maintenant que pour être si sévère, la législation s'est ressentie, non pas de la situation réelle des choses, mais de l'état général des esprits.

DEUXIÈME PARTIE

LA PROTECTION RÉPRESSIVE

CHAPITRE PREMIER

La télégraphie aérienne.

La protection du matériel et des agents. — Le Décret du 2 juillet et l'Arrêté du 24 septembre 1793; l'Arrêté du 19 juin et la Loi du 10 vendémiaire an IV; l'Article 257 du Code pénal; la Loi du 24 mai 1834; l'Article 19 de la Loi du 15 juillet 1845.

La protection des relations visuelles: l'Arrêté du 24 septembre 1793; les Lois des 8 mars 1810, 7 juillet 1833 et 3 mai 1841.

Maintenant que nous savons pourquoi des mesures de protection à l'égard des communications télégraphiques ont été reconnues indispensables, examinons ce qui a été fait dans ce but.

Tout naturellement, nous avons à nous occuper d'abord de la télégraphie aérienne qui, en France, a précédé la télégraphie électrique. On sait quelle en était l'organisation matérielle: un appareil à signaux et une lunette étaient installés au sommet, soit d'un édifice élevé dans les villes, soit d'une tour construite à cet effet sur une éminence dans les campagnes; les signaux d'un poste initial étaient observés à la lunette par le poste voisin qui les transmettait à son tour au poste suivant, et ainsi de suite d'intermédiaire en inter-

médiaire jusqu'au poste final. Donc, aucun lien tangible entre les différents postes.

Dans ces conditions, la protection était d'un ordre peu compliqué. Il s'agissait seulement, d'une part d'assurer l'inviolabilité d'une demeure, ce qui pouvait être fait au moyen des dispositions de droit commun sur la propriété privée, d'autre part, de garantir les relations visuelles entre les postes voisins.

Examinons d'abord les dispositions concernant la protection du matériel et des agents.

Dès le début du télégraphe de Chappe, on trouve une disposition spéciale ; mais, c'est une mesure de circonstance, destinée, dans une époque troublée, à se garder des sévices de patriotes trop inquiets.

Des essais du nouvel appareil devaient être effectués les 12, 13 et 14 juillet 1793 entre le parc Saint-Fargeau et Saint-Martin-du-Tertre, près Pontoise, avec une station intermédiaire à Écouen ; à la séance du 2 juillet, Lakanal, au nom des commissaires nommés par l'Assemblée pour vérifier l'expérience des signaux du citoyen Chappe, présentait un projet de décret ainsi conçu qui fut adopté par la Convention(1) :

La Convention nationale, sur le rapport de ses commissaires nommés par le Décret du 6 avril dernier pour vérifier l'expérience des signaux du citoyen Chappe ;

Ordonne aux maires, officiers municipaux et procureurs des communes de Belleville, Écouen, Saint-Martin-du-Tertre, de veiller à ce qu'il ne soit porté aucun dommage aux machines du citoyen Chappe, de requérir à cet effet le service de la garde nationale et d'instruire les citoyens des dites communes que les expériences à faire par ce citoyen ont été ordonnées par le Décret de la Convention du 1^{er} avril dernier.

1. Arch. Parl., 1^{re} sér., t. LXVIII, p. 79.

Il ne s'agissait, on le voit, que d'une mesure occasionnelle provoquée, du reste, par la destruction des premiers travaux de Chappe par les habitants de Belleville se figurant qu'il voulait communiquer avec les émigrés.

Les essais ayant été concluants, la Convention décida de passer à l'application pratique du système et un Arrêté du 24 septembre 1793 (1) autorisa Chappe à exécuter les travaux d'installation nécessaires ; en même temps de vagues mesures de protection étaient préconisées.

.
2° Le ministre de l'Intérieur donnera sans délai les ordres nécessaires pour que les municipalités des lieux où seront placées les machines veillent à leur conservation par tous les moyens qui sont en leur pouvoir et...

Jusqu'en 1834, voilà toute la législation qui protégera le télégraphe.

Cependant une nouvelle période troublée à l'intérieur nous permet de relever une autre mesure d'ordre spéciale ; c'est pendant les Cent Jours, où, à la suite d'agressions à main armée contre les stations du télégraphe, Carnot, Ministre de l'Intérieur, prend à la date du 19 juin 1815 l'Arrêté suivant :

La loi du 10 vendémiaire an IV (2), qui rend les communes responsables des délits commis par des attroupements

1. AULARD. *Recueil des actes du Comité de Salut public*, t. VII, p. 29.

2. Loi du 10 vendémiaire an IV « sur la police intérieure des communes de la République ». *B. des L.*, 1^{re} sér., an IV. t. VI, *B.* n° 188, n° 1142, p. 1.

Titre I^{er} :

« Tous citoyens habitant la même commune sont garants

armés ou non armés envers les personnes et les propriétés, sera applicable aux agents des stations télégraphiques au cas où les établissements seraient dégradés ou détruits par la malveillance.

D'un autre côté, — et le fait aurait pu ne pas manquer d'importance, — il nous faut signaler, en 1810, l'apparition du Code pénal. En effet, si celui-ci ne contenait aucune disposition particulière visant le télégraphe, il permettait du moins de recourir à un texte précis pour l'application, le cas échéant, du droit commun au moyen de l'article 257 qui est ainsi conçu :

Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publi-

cilement des attentats commis sur le territoire de la commune, soit envers les personnes, soit contre les propriétés. »

Titre IV :

Article premier. — « Chaque commune est responsable des délits commis à force ouverte ou par violence sur son territoire, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés nationales ou privées, ainsi que des dommages-intérêts auxquels ils donneront lieu. »

Art. 5. — « Dans les cas où les rassemblements auraient été formés d'individus étrangers à la commune sur le territoire de laquelle les délits ont été commis, et où la commune aurait pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de les prévenir et d'en faire connaître les auteurs, elle demeurera déchargée de toute responsabilité. »

Voir également les articles 2, 3 et 4 du présent titre et les articles 3, 4, 5 et 6 du titre V.

La Loi du 5 avril 1884 a abrogé ces trois titres I, IV et V de la Loi du 10 vendémiaire an IV. Voir *infra*, page 70, renvoi 3.

que ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cent francs à cinq cents francs.

La télégraphie aérienne réclama sans doute rarement l'intervention de la justice et il est probable qu'elle ne fit jamais appel à cet article 257; ce fut seulement la télégraphie électrique qui voulut s'en prévaloir, du reste avec fort peu de succès comme nous le verrons; mais finissons-en avec la télégraphie aérienne.

A la suite de la révolution de 1830, au moment où commence la floraison d'émeutes qui, pour vingt ans, doivent ensanglanter Paris et les grandes villes, le Gouvernement édicte une Loi du 24 mai 1834 « sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre (1) ».

Le télégraphe est si bien un instrument de gouvernement intimement lié à ce qui peut se rapporter à la police générale que, dans cette Loi d'un objet bien spécial, on trouve la disposition suivante :

Art. 9. — Seront punis de la détention (2) les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel auront...

1. *B. des L.*, 1834, 1^{re} sem., 9^e sér., *B.* n° 124, n° 277, p. 113.

2. C. P. Art. 20. — « Quiconque aura été condamné à la détention sera renfermé dans l'une des forteresses situées sur le territoire continental de la République, qui auront été déterminées par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

« Il communiquera avec les personnes placées dans l'intérieur du lieu de la détention ou avec celles du dehors, conformément aux règlements de police établis par un décret.

« La détention ne peut être prononcée pour moins de cinq ans, ni pour plus de vingt ans, sauf le cas prévu par l'article 33. »

Ceux qui auront brisé ou détruit un ou plusieurs télégraphes, ou qui auront envahi, à l'aide de violences ou de menaces, un ou plusieurs postes télégraphiques, ou qui auront intercepté, par tout autre moyen, avec violences ou menaces, les communications ou la correspondance entre les divers dépositaires de l'autorité publique.

La loi se trouvait ainsi prémunie contre les entreprises violentes.

C'est le 1^{er} février 1845, lors de la discussion à la Chambre des Députés du projet de loi sur la police des chemins de fer, que se posa pour la première fois la question de la protection de la télégraphie électrique(1) ; une Ordonnance du 23 novembre précédent (2) venait « d'ouvrir au ministère de l'Intérieur un crédit de 240.000 francs destiné à pourvoir aux frais d'un essai de télégraphie électrique sur une ligne dont la longueur sera d'au moins 12 myriamètres ». Le tracé de Paris à Rouen avait été choisi.

Comme on discutait l'article 19 (3), le Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Passy, présenta une observation :

1. *Mon. Univ.*, 2 février 1845, p. 231.

2. *B. des L.*, 9^e sér. 1844, 2^e sem., *B.* n° 1155, n° 11662, p. 971.

3. Article 19 du projet :

« Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer, ou dans les gares ou stations, un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de huit jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 1.000 francs. »

Ce texte passa intégralement dans la Loi du 15 juillet 1845 « sur la police des chemins de fer. » *B. des L.*, 9^e sér., 1845, 2^e sem., *B.* n° 1221, n° 12095, p. 109.

Le Gouvernement fait établir dans ce moment un télégraphe électrique sur le chemin de fer de Rouen. Cet appareil consiste en un fil de 34 lieues posé sur des poteaux le long du chemin de fer. Il est évident que ces sortes d'appareils seront désormais introduits sur tous les chemins de fer. Je demande si la destruction de ces appareils est comprise dans les prévisions de cet article. S'il en était autrement, je proposerais un article spécial.

Le rapporteur M. de Chasseloup-Laubat répondit :

Le droit commun suffit. Vous avez d'un côté l'article 257 du Code pénal; vous avez de plus la loi spéciale votée en 1834. Il est évident que les télégraphes électriques seront classés dans la catégorie des autres télégraphes, et que la loi qui en punit la destruction sera appliquée à ceux dont vient de parler l'honorable M. Passy.

Mais l'article 257 du Code pénal se trouve sous la rubrique : « Dégradation aux monuments » et les tribunaux se refusèrent à accorder aux lignes télégraphiques la protection qui en résultait, bien que le texte indiquât : « ... ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation ».

La restriction, sans doute, était excessive et dépassait les limites de la garantie individuelle; quoi qu'il en soit, la jurisprudence ne changea sur l'interprétation de cet article qu'en 1861, ainsi que nous le verrons plus loin (1).

Cette situation préoccupa fortement le Gouvernement qui se trouvait, dès lors, en grande partie désarmé; aussi un projet de législation fut-il élaboré

1. Voir *supra*, p. 48, et *infra*, p. 63.

par ses soins qui aboutit au Décret du 29 décembre 1851.

Passons maintenant à la protection des relations visuelles.

Nous constatons le même défaut de dispositions spéciales qu'en ce qui concerne la protection matérielle des postes.

Le seul texte que nous puissions trouver se rapporte aux premières installations de Chappe, quelques semaines après les expériences de juillet 1793 devant la Commission de la Convention.

L'Arrêté du 24 septembre 1793, que nous avons eu occasion de citer au début de ce chapitre, disposait en ces termes :

1° Le citoyen Chappe est autorisé à placer les machines télégraphiques sur les tours, clochers et emplacements qu'il a choisis pour leur établissement et à y faire tous les ouvrages et constructions nécessaires, même faire abattre les arbres qui pourraient gêner la direction de la vue d'une machine à l'autre; les propriétaires tant des terrains sur lesquels les machines seront posées que des arbres qu'il sera nécessaire d'abattre seront indemnisés savoir : pour les arbres, d'après l'estimation de leur valeur et pour les terrains, d'après la fixation du loyer de chaque portion occupée par la machine; des estimations seront faites par deux experts dont l'un sera nommé par la municipalité du lieu, et l'autre par les propriétaires, le tout en présence du préposé à la surveillance de l'établissement de la machine télégraphique, qui pourra faire à ce sujet toutes réquisitions nécessaires.

Comment le fonctionnement des lignes est-il assuré en ce qui concerne la possibilité pour deux postes

voisins de ne pas voir leurs signaux interceptés du fait de l'homme? Nous ne trouvons guère que les dispositions générales se rapportant à l'expropriation pour cause d'utilité publique (1). Si, en effet, le Gouvernement était en mesure de décider les abatis et élagages nécessaires moyennant paiement d'une indemnité, il demeurerait impuissant en présence d'une construction quelconque.

Il faut d'ailleurs remarquer que les difficultés furent probablement très rares; la station était installée dans un endroit judicieusement choisi et la position encore surélevée de l'appareil placé sur une tour, devait assurer, par le moyen d'une situation dominante, la visibilité d'un poste à un autre.

Par une ironie des choses, comme nous l'avons déjà signalé au chapitre précédent, c'est quand elle est sur le point d'être abandonnée, c'est dans le texte même qui, instituant le régime de la télégraphie électrique, consacre le triomphe définitif de sa rivale, que la télégraphie aérienne se voit l'objet du premier acte législatif la concernant dans son ensemble. Nous verrons, en effet, que l'article 9 du Décret-Loi du 27 décembre 1851 comprend les dispositions du titre IV intitulé « Dispositions particulières concernant les télégraphes aériens. »

1. Loi du 8 mars 1810 « sur les expropriations pour cause d'utilité publique ». *B. des L.*, 4^e sér., t. XII, 1810, *B.* n° 273, n° 5255, p. 197.

Loi du 7 juillet 1833 « sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ». *B. des L.*, 9^e sér., 1833, 1^{er} sem., *B.* n° 107, n° 241, p. 305.

Loi du 3 mai 1841 « sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ». *B. des L.*, 9^e sér., 1841, 1^{er} sem., *B.* 808, n° 9285, p. 601.

Cette dernière Loi abroge les deux précédentes.

Hâtons-nous d'ajouter que cet article fut inséré, contrairement à l'avis exprimé par le Conseil d'État qui prétendait que la nouvelle Loi concernât exclusivement le télégraphe électrique. M. de Morny, au contraire, d'accord avec l'Administration des lignes télégraphiques, estimait qu'une loi de police des lignes télégraphiques, devait comprendre les dispositions réglementaires s'appliquant aux différents systèmes en usage ; il voulait que « le Décret organique fût une sorte de Code de la télégraphie dans lequel se trouverait incorporée la législation antérieure sur cette matière ».

CHAPITRE II

Le Décret-Loi du 27 décembre 1851.

Le Rapport Morny. — La Loi constitutionnelle du 14 janvier 1852. — Examen critique de la Loi : les Lois du 28 pluviôse an VIII et du 29 floréal an X et le Décret du 16 décembre 1811 ; l'Article 640 du Code d'instruction criminelle (Art. 2) ; l'Article 257 du Code pénal et l'Arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1863 (Art. 3) ; les Articles 414, 415 et 416 du Code pénal ; les Lois du 10 vendémiaire an IV et du 5 avril 1884 ; l'Article 53 de la Loi du 3 mai 1841 (Art. 9) ; les Arrêtés des Conseils de préfecture de la Seine du 28 mai 1898 et du Nord du 21 décembre 1903 (Art. 12) ; les Articles 463 (Art. 13) et 365 (Art. 14) du Code pénal.

Nous avons vu au chapitre précédent que la jurisprudence établie par la Cour de cassation relativement à l'article 257 du Code pénal, avait amené le Gouvernement à préparer des dispositions législatives en vue de protéger les lignes télégraphiques. Le projet fut soumis à l'examen du Conseil d'État ; seulement, quand il fit retour à l'Administration des lignes télégraphiques, c'était M. de Morny qui occupait les fonctions de Ministre de l'Intérieur ; aussi d'importants changements vinrent-ils en modifier le texte ; le projet définitif fut néanmoins présenté sans retard au Président de la République, le prince Louis-Napoléon Bonaparte, qui le signa le 27 décembre 1851. On était à quelques jours du Coup d'État, en pleine période dictatoriale, ce qui explique la procédure employée et, par suite, la forme dans laquelle eut lieu la promulgation.

D'ailleurs, ce Décret du 27 décembre 1851 « concernant le monopole et la police des lignes télégraphiques (1) » devint ultérieurement le Décret-Loi portant la même date, en vertu des dispositions de la Loi constitutionnelle du 14 janvier 1852 (2).

Un rapport (3), conçu dans les termes suivants, accompagnait le projet de Décret :

La télégraphie électrique, dont l'usage se généralise chaque jour et qui occupe déjà une place si importante dans les services publics, tant pour la correspondance de l'État que pour celle des particuliers ou pour l'exploitation des lignes de chemins de fer, a besoin d'être garantie d'une manière efficace contre les entreprises de la malveillance et contre les attaques de toute nature qui peuvent interrompre les transmissions en compromettant les intérêts les plus graves ou même l'existence des citoyens.

L'article 257 du Code pénal, qui punit ceux qui ont détruit ou dégradé des monuments ou autres objets destinés à l'utilité publique et élevés par l'autorité ou avec son autorisation, est le seul qui, jusqu'à présent, ait protégé les lignes télégraphiques électriques, et néanmoins plusieurs tribunaux ont déjà jugé qu'il n'était pas applicable aux contraventions ou délits commis contre ces lignes.

Le décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, et qui est la reproduction d'un projet de loi déjà revêtu de la sanction du Conseil d'État, a pour but princi-

1. *B. des L.*, 10^e sér., 1851, 2^e sem., *B.* n° 475, n° 3478, p. 1262

2. « Constitution faite en vertu des pouvoirs délégués par le peuple français à Louis-Napoléon Bonaparte par le vote des 20 et 21 décembre 1851. » *B. des L.*, 10^e sér., 1852, 1^{er} sem., *B.* n° 479, n° 3522, p. 49.

Art. 58. — « Les décrets rendus par le Président de la République, à partir du 2 décembre jusqu'à cette époque, auront la force de loi. »

3. *Mon. Univ.*, 29 décembre 1851, p. 3183.

pal de remédier à l'incertitude de la jurisprudence adoptée sur cette matière, et d'infliger une pénalité en rapport avec les conséquences fâcheuses que peuvent entraîner, au point de vue de la sûreté de l'État, des intérêts privés ou des personnes, les atteintes portées au service de la télégraphie électrique.

Le Gouvernement a pensé que les mêmes considérations qui avaient fait instituer des peines sévères pour protéger les chemins de fer devaient faire adopter des dispositions analogues pour les télégraphes électriques, qui servent à régulariser l'exploitation de ces chemins et à garantir la vie des voyageurs contre les dangers auxquels la plus active surveillance ne saurait obvier sans un moyen de communication aussi rapide.

Passons à l'examen du Décret ; il est divisé en cinq titres :

Le titre I intitulé « Établissement et usage des lignes de télégraphie » ne comporte qu'un article :

ARTICLE PREMIER.

Aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances que par le Gouvernement ou avec son autorisation.

Quiconque transmettra sans autorisation des signaux d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

En cas de condamnation le Gouvernement pourra ordonner la destruction des appareils et machines télégraphiques.

Cet article n'apporte aucun élément nouveau au texte de la Loi du 2 mai 1837 que nous avons vue au

chapitre précédent ; il a pour objet de consacrer le monopole des transmissions télégraphiques de quelque nature qu'elles soient. Le bénéfice des dispositions de l'article 463 du Code pénal n'est pas retiré ; il est au contraire étendu à toute la Loi et fait l'objet de l'article 13.

D'autre part, le texte n'astreint plus le tribunal à ordonner la destruction des machines ; il donne seulement au Gouvernement la faculté de recourir à cette destruction.

Le titre II (Art. 2 à 5) est intitulé : « Des contraventions, délits et crimes relatifs aux lignes télégraphiques. »

Ainsi apparaît un système répressif complet destiné à protéger spécialement les lignes télégraphiques ; quatre articles font l'objet de ce titre ; les trois premiers se rapportent au matériel, le quatrième au personnel.

ART. 2.

Quiconque aura, par imprudence ou involontairement, commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique ; quiconque aura dégradé de quelque manière que ce soit les appareils des lignes de télégraphie électrique ou les machines des télégraphes aériens, sera puni d'une amende de 16 à 300 francs. La contravention sera poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie.

Le projet du Conseil d'État n'atteignait que les dégradations ; or il est possible qu'un fait n'entraînant en réalité aucune dégradation, soit beaucoup plus préjudiciable qu'un fait ayant causé une dégradation ;

ainsi le contact d'un objet bon conducteur de l'électricité avec un fil, peut interrompre les communications, tandis que la dégradation d'un poteau, et même parfois sa chute, n'empêchera pas les transmissions. Le premier alinéa fut donc ajouté ; malheureusement une rédaction défectueuse permet de croire que les termes, « par imprudence ou involontairement », s'appliquent à lui seul et nous constaterons à l'article 3 que cette interprétation prévalut auprès de certains tribunaux.

On voit que la répression commence par atteindre des faits qui ont été commis sans intention de nuire, par imprudence ou involontairement ; mais il n'est pas nécessaire qu'une dégradation ait été commise ou que le service ait été compromis : toute dégradation qui a compromis, tout fait qui aurait pu compromettre le service, est puni.

La contravention est poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie. L'analogie des deux services permettait cette assimilation ; d'ailleurs, on assurait de la sorte une répression plus prompte, partant, plus efficace. Cette exception, qui paraît justifiée, donnait donc la compétence aux Conseils de préfecture conformément à la Loi de pluviôse an VIII (1).

La procédure nous est indiquée par la Loi du 29 floréal an X (2) « relative aux contraventions en matière

1. Loi du 28 pluviôse an VIII « concernant la division du territoire de la République et l'administration ». *B. des L.*, 3^e sér., an VIII, t. I, *B.* n^o 17, n^o 115, p. 1.

Art. 4. — « Le Conseil de préfecture prononcera, — sur..., — sur les difficultés qui pourront s'élever en matière de grande voirie, — »

2. Loi du 29 floréal an X. *B. des L.*, 3^e sér., an X, 2^e sem., *B.* n^o 192, n^o 1606, p. 324.

Article premier. — « Les contraventions en matière de

de grande voirie » et le Décret du 16 décembre 1811(1)
« contenant règlement sur la construction, la réparation et l'entretien des routes » dont le titre IX est consacré à la « répression des délits de grande voirie ».

grande voirie, telles que...., seront constatées, réprimées et poursuivies par voie administrative. »

Art. 2. — « Les contraventions seront constatées concurremment par les maires ou adjoints, les ingénieurs des Ponts et Chaussées, leurs conducteurs, les agents de la navigation, les commissaires de police, et par la gendarmerie; à cet effet, ceux des fonctionnaires publics ci-dessus désignés qui n'ont pas prêté serment en justice, le prêteront devant le préfet. »

Art. 3. — « Les procès-verbaux sur les contraventions seront adressés au sous-préfet, qui ordonnera par provision, et sauf le recours au préfet, ce que de droit pour faire cesser les dommages. »

Art. 4. — « Il sera statué définitivement en Conseil de préfecture : les arrêts seront exécutés sans visa, ni mandement des tribunaux, nonobstant et sauf tout recours; et les individus condamnés seront contraints par l'envoi de garnisaires et saisie de meubles, en vertu desdits arrêts, qui seront exécutoires et emporteront hypothèque. »

1. Décret du 16 décembre 1811. *B. des L.*, 4^e sér., t. 16, 1811, *B.* n^o 418, n^o 7644, p. 66.

112. — « A dater de la publication du présent Décret, les cantonniers, gendarmes, gardes champêtres, conducteurs des Ponts et Chaussées, et autres agents appelés à la surveillance de la police des routes, pourront affirmer leurs procès-verbaux de contraventions ou de délits devant le maire ou l'adjoint du lieu. »

113. — « Ces procès-verbaux seront adressés au sous-préfet qui ordonnera sur-le-champ, aux termes des articles 3 et 4 de la loi du 29 floréal an X, la réparation des délits par les délinquants, ou à leur charge s'il s'agit de dégradations, dépôts de fumiers, immondices et autres substances, et en rendra compte au préfet en lui adressant les procès-verbaux. »

114. — « Il sera statué sans délai, par les Conseils de préfecture, tant sur les oppositions qui auraient été formées par

L'amende encourue à raison d'une contravention est prescrite après une année révolue, à compter du jour où la contravention a été commise, si dans cet intervalle une condamnation n'est pas intervenue. Cela résulte de l'article 640 du Code d'instruction criminelle (1).

Son application en matière de grande voirie où les pénalités sont plus élevées que dans les contraventions ordinaires, a été maintes fois discutée, mais de très nombreux arrêts du Conseil d'État ont adopté cette manière de voir. M. Laferrière (2), tout en

les délinquants que sur les amendes encourues par eux, nonobstant la réparation du dommage. Seront en outre renvoyés à la connaissance des tribunaux les violences, vols de matériaux, voies de fait, ou réparation de dommage réclamés par des particuliers. »

115. — « Un tiers des amendes de grande voirie appartiendra à l'agent qui aura constaté le délit; le deuxième tiers, à la commune du lieu du délit; et le troisième tiers sera versé comme fonds spécial à notre Trésor impérial, et affecté au service des Ponts et Chaussées. »

116. — « La rentrée des amendes prononcées par les Conseils de préfecture en matière de grande voirie, sera poursuivie à la diligence du receveur général du département, et dans la forme établie pour la rentrée des contributions publiques. »

1. C.I.C. Art. 640. — « L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie-instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation; s'il y a eu un jugement définitif de première instance, de nature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescriront après une année révolue, à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjeté. »

2. E. LAFERRIÈRE. *Traité de la juridiction administrative*. Paris, 1896, t. II, p. 676.

reconnaissant que la jurisprudence s'est maintenue constante, pense que si elle était à faire ou que si le pouvoir législatif était saisi de la question, il conviendrait plutôt d'adopter la prescription de trois ans de l'article 638 (1).

ART. 3.

Quiconque par la rupture des fils, par la dégradation des appareils ou par tout autre moyen, aura volontairement causé l'interruption de la correspondance télégraphique électrique ou aérienne, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Il résulte des dispositions de cet article, que le fait d'avoir endommagé volontairement des appareils sans que néanmoins le service télégraphique ait été interrompu, que l'interruption ait été ou non le but de la dégradation, n'est pas visé et, par suite, n'est pas réprimé par les mesures spéciales concernant la police des lignes télégraphiques.

L'article 3, en effet, n'érige en délit la dégradation volontaire qu'autant qu'elle aura eu pour but et pour effet l'interruption du service ; d'un autre côté, nous avons vu que l'article 2 ne prévoyait, pour les déférer au Conseil de préfecture, les dégradations n'ayant pas le caractère d'attentats contre le service de la correspondance télégraphique, que dans le cas où elles résultent d'une imprudence ou d'un acte involontaire.

1. C.I.C. Art. 638. — « Dans les deux cas exprimés en l'article précédent (et suivant les distinctions d'époques qui y sont établies) la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues, s'il s'agit de délit de nature à être puni correctionnellement. »

De même, n'est pas visé le fait d'interrompre le service involontairement tout en se livrant à des actes volontaires de dégradation, car l'article 3 ne punit la dégradation que s'il y a eu intention d'interrompre la correspondance et l'article 2 n'atteint le fait matériel que s'il y a eu imprudence.

Mais, à défaut d'une disposition spéciale, ces cas rentreront dans le droit commun et demeureront passibles de l'application de l'article 257 du Code pénal (1) réprimant tout dommage causé volontairement à des objets servant à l'utilité publique. Cette interprétation ne fut cependant pas celle qui prévalut tout d'abord et il fallut un Arrêt de la Cour de cassation (2) en date du 11 juin 1863 pour établir la jurisprudence.

Ils'agissait, en la circonstance, de poteaux arrachés volontairement pendant la nuit sur la ligne de Châteauroux au Blanc. Grâce à un garde champêtre et à un facteur rural, les communications avaient été maintenues et se trouvaient assurées provisoirement le matin à l'ouverture du service ; il n'y avait donc pas eu d'interruption : du fait de cette circonstance, le tribunal du Blanc, puis la Cour impériale de Bourges, s'appuyant sur l'article 3, se déclarèrent incompetents pour en connaître et renvoyèrent les prévenus devant les tribunaux administratifs pour application de l'article 2.

La Cour de cassation annula l'arrêt de la Cour de Bourges ; ses considérants nous semblent mériter d'être reproduits, car ils sont un véritable commentaire des articles 2 et 3 du Décret-Loi de 1851.

1. Voir *supra*, p. 48 et 51.

2. Sirey. *Recueil général des lois et arrêts*, 2^e série, 1863, 1^{re} partie, p. 456.

Vu l'article 257 du Code pénal et les articles 2, 3 et 4 du Décret du 27 décembre 1851 sur la police des lignes télégraphiques ; attendu que le Décret du 27 décembre 1851 a eu pour objet d'assurer et de garantir d'une manière efficace l'exploitation et le service des lignes télégraphiques par des dispositions spéciales, pour les cas non suffisamment prévus et réprimés par le Code pénal ordinaire ; attendu que l'article 2 de ce Décret prévoit tous les actes ou faits matériels pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique, commis par imprudence ou involontairement ainsi que les dégradations ou détériorations commises de quelque manière que ce soit aux appareils de télégraphie électrique ou aux machines de télégraphes aériens, et fait de ces diverses infractions une contravention de la compétence des tribunaux administratifs et punie seulement d'une peine pécuniaire ; attendu que la qualification légale de *contravention* donnée par le Décret aux divers faits que cet article embrasse, la pénalité dont il les frappe ainsi que la juridiction appelée à en connaître, indiquent indépendamment des expressions *par imprudence ou involontairement*, qui se remarquent dans le premier paragraphe, que le Décret n'a eu en vue de réprimer par cet article que les actes et faits commis sans intention malveillante ou délictueuse ; attendu que l'article 3 du Décret prévoit seulement le fait d'avoir causé volontairement l'interruption de la correspondance télégraphique électrique ou aérienne, que cette interruption ait été causée soit par la rupture des fils, soit par la dégradation des appareils, soit de tout autre manière ; attendu que ni l'article 2, ni l'article 3 du Décret ne prévoient les dégradations ou détériorations commises *volontairement* qui n'ont pas interrompu le service de la télégraphie et qui dès lors doivent être réprimées conformément aux dispositions du droit commun ; attendu que l'article 257 punit quiconque a détruit, abattu, mutilé ou dégradé tout objet destiné à l'utilité publique, ou élevé par l'autorité publique, ou avec son autorisation ; attendu que cet article, loin d'avoir été abrogé par le Décret du 27 décembre 1851, est nécessaire pour rempla-

cer le système de surveillance et de garantie que le Décret a eu pour objet de constituer puisqu'il ne saurait être admis que ses auteurs eussent voulu ne faire considérer que comme simple contravention des actes coupables commis avec intention de nuire, et que le droit commun classe parmi les délits pouvant entraîner un emprisonnement d'un mois à deux ans et une amende de 100 francs à 500 francs.

Et attendu que l'arrêt attaqué reconnaît que Blanchard et Jeannetou ont volontairement arraché des trous dans lesquels ils étaient enfoncés, trois des poteaux supportant le fil télégraphique sur la ligne établie entre Châteauroux et Le Blanc, sans que néanmoins le service télégraphique ait été interrompu; attendu que, dans cet état des faits et du droit, la Cour en se déclarant incompétente pour statuer sur les faits imputés aux deux prévenus a formellement violé les règles de sa compétence et fait une fausse interprétation des articles 2 et 3 du Décret du 27 décembre 1851, ainsi que de l'article 257 du Code pénal; casse l'arrêt de la Cour de Bourges, en date du 7 mars 1863.

En résumé, tout acte de nature à endommager le matériel des lignes télégraphiques, que les communications aient été interrompues ou non, est justiciable des tribunaux ordinaires.

Les tribunaux administratifs ne sont compétents que pour les faits commis par imprudence ou involontairement.

ART. 4.

Seront punis de la détention et d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, sans préjudice des peines que pourrait entraîner leur complicité avec l'insurrection, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront détruit ou

rendu impropre au service un ou plusieurs fils d'une ligne de télégraphe électrique ; ceux qui auront brisé ou détruit un ou plusieurs télégraphes, ou qui auront envahi, à l'aide de violences ou de menaces, un ou plusieurs postes télégraphiques, ou qui auront intercepté par tout autre moyen, avec violences et menaces, les communications ou la correspondance télégraphique entre les divers dépositaires de l'autorité publique ou qui s'opposeront avec violences ou menaces au rétablissement d'une ligne télégraphique.

Rien à ajouter à cette énumération ; les faits prévus ne sont susceptibles de se produire que dans des circonstances exceptionnelles dont la gravité nécessite une répression sévère ; les délinquants sont alors justiciables de la Cour d'assises.

ART. 5.

Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques ou aériennes, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions au Code pénal (1).

1. C. P. Art. 209. — « Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements, est qualifié, selon les circonstances, crime ou délit de rébellion. »

Art. 210. — « Si elle a été commise par plus de vingt personnes armées, les coupables seront punis de travaux forcés

Ces dispositions peuvent nous paraître rigoureuses; elle ne sont dues probablement qu'à la crainte exagérée, dont nous avons constaté les nombreuses

à temps; et s'il n'y a pas eu port d'armes, ils seront punis de la réclusion: »

Art. 211. — « Si la rébellion a été commise par une réunion armée de trois personnes ou plus jusqu'à vingt inclusivement, la peine sera la réclusion; s'il n'y a pas eu port d'armes, la peine sera un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus. »

Art. 212. — « Si la rébellion n'a été commise que par une ou deux personnes, avec armes, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et si elle a lieu sans armes, d'un emprisonnement de six jours à six mois. »

Art. 213. — « En cas de rébellion avec bande ou attroupement, l'article 100 du présent Code sera applicable aux rebellessans fonctions ni emploi dans la bande, qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rébellion, et sans nouvelle résistance et sans armes. »

Art. 214. — « Toute réunion d'individus pour un crime ou un délit, est réputée réunion armée, lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles. »

Art. 215. — « Les personnes qui se trouveraient munies d'armes cachées, et qui auraient fait partie d'une troupe ou réunion non réputée armée, seront individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'une troupe ou réunion armée. »

Art. 216. — « Les auteurs des crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rébellion seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles de la rébellion. »

Art. 218. — « Dans tous les cas où il sera prononcé, pour fait de rébellion, une simple peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés en outre à une amende de 16 francs à 200 francs. »

Art. 219. — « Seront punies comme réunions de rebelles, celles qui auront été formées avec ou sans armes, et accompagnées de violences ou de menaces contre l'autorité admi-

manifestations, de voir les attentats se multiplier contre les lignes télégraphiques et aussi contre les agents chargés de leur surveillance ; le télégraphe, à cette époque principalement, instrument de police et de sûreté, ne pouvait, pensait-on, manquer d'être en butte à la malveillance ; le Gouvernement avait donc des raisons pour tenir à en assurer le fonctionnement régulier.

Le Décret ne prévoit aucune disposition spéciale pour le cas où les auteurs des crimes ou délits prévus par les articles 2, 3 et 4 seraient commis par des agents de l'Administration des Télégraphes. Il y aurait lieu, par conséquent, d'appliquer les règles de droit commun. Aux prescriptions du Décret de 1851 pourraient venir s'ajouter, en ce qui concerne les mouvements collectifs, celles du Code pénal prévues par les articles 414, 415 et 416, auxquels des changements furent apportés par la Loi des 11 octobre, 19 et 27 novembre 1849,

nistrative, les officiers et les agents de police, ou contre la force publique.

« 1° Par les ouvriers ou journaliers dans les ateliers publics ou manufactures :

« »

Art. 221. — « Les chefs d'une rébellion, et ceux qui l'auront provoquée, pourront être condamnés à rester, après l'expiration de la peine, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »
Voir Loi du 27 mai 1885.)

Art. 313. — « Les crimes et les délits prévus dans la présente section et dans la section précédente, s'ils sont commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, sont imputables aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rébellions ou pillages qui seront punis comme coupables de ces crimes ou de ces délits, et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis. »

« qui modifie les articles 414, 415 et 416 du Code pénal ». (1)

Ces trois articles furent encore transformés par la Loi du 25 mai 1864 « qui modifie les articles 414, 415 et 416 du Code pénal » (2) ; aucun changement n'a

1. *B. des L.*, 10^e série, 1849, 2^e sem., *B.*, n° 215, n° 1805, p. 489.

Nous ne reproduirons pas le texte de 1810 qui n'a pu avoir occasion d'être appliqué, la répression d'une coalition d'agents du télégraphe aérien, peu nombreux et isolés, n'étant guère concevable. Le texte de 1849 était le suivant :

Art. 414. — « Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 3.000 francs,...
2° Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre avant ou après certaines heures, et, en général, pour suspendre, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution. Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans. »

Art. 415. — « Seront aussi punis des peines portées dans l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs d'ouvrage et les ouvriers qui, de concert, auront prononcé des amendes autres que celles qui ont pour objet la discipline intérieure de l'atelier, des défenses, des interdictions, ou toutes proscriptions sous le nom de damnations ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit de la part des directeurs d'ateliers ou entrepreneurs contre les ouvriers, soit de la part de ceux-ci contre les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs, soit les uns contre les autres. »

Art. 416. — « Dans les cas prévus par les deux articles précédents les chefs ou moteurs pourront après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq au plus. »

2. *B. des L.*, 11^e sér., 1864, 1^{re} sem., *B.* n° 1206, n° 12323, p. 733.

été apporté depuis aux dispositions des deux premiers ; mais l'article 416 a été abrogé par la Loi du 21 mars 1884 « relative à la création de syndicats professionnels » (Art. 1^{re}) (1).

Art. 414. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 francs à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de jouer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Art. 415. — Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Enfin il nous paraît que la responsabilité des communes demeure engagée pour les attentats commis sur leur territoire, de par la Loi du 10 vendémiaire an IV (2) et ensuite de par la Loi du 5 avril 1884 (3)

1. *B. des L.*, 12^e sér., 1884, 1^{re} sem., *B.* n° 846, n° 14353, p. 617.

Art. 416 (Texte de 1864). — « Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. »

2. Voir *supra*, p. 48.

3. *B. des L.*, 12^e sér., 1884, 1^{re} sem., *B.* n° 835, n° 14221, p. 369.

« sur l'organisation municipale » qui abrogea cette dernière.

Les textes nouveaux sont les suivants :

Art. 106. — Les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés, ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées...

Art. 107. — Si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et des dommages causés, dans la proportion qui sera fixée par les tribunaux.

Art. 108. — Les dispositions des articles 106 et 107 ne sont pas applicables : 1^o lorsque la commune peut prouver que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements, et d'en faire connaître les auteurs ; 2^o dans les communes où la municipalité n'a pas la disposition de la police locale, ni de la force armée, 3^o lorsque les dommages causés sont le résultat d'un fait de guerre.

Art. 109. — La commune déclarée responsable peut exercer son recours contre les auteurs et complices du désordre.

Le titre III (Art. 6 à 8) intitulé « Des contraventions commises par les concessionnaires ou fermiers de chemins de fer et de canaux » comprend trois articles.

Ces dispositions spéciales n'ont d'autre but que d'aggraver les dispositions générales de l'article 2.

ART. 6

Lorsque, sur la ligne d'un chemin de fer ou d'un canal concédé ou affermé par l'État, l'interruption du service

télégraphique aura été occasionnée par l'inexécution soit des clauses du cahier des charges et des décisions rendues en exécution de ces clauses, soit des obligations imposées aux concessionnaires ou fermiers, ou par l'inobservation des règlements ou arrêtés, procès-verbal de la contravention sera dressé par les inspecteurs du télégraphe, par les surveillants des lignes télégraphiques ou par les commissaires et sous-commissaires préposés à la surveillance des chemins de fer.

ART. 7

Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou par le fermier, à la diligence du préfet, et transmis dans le même délai au Conseil de préfecture du lieu de la contravention.

ART. 8

Les contraventions prévues en l'article 6 seront punies d'une amende de 300 francs à 3.000 francs.

L'amende prévue à l'article 2 pour les contraventions n'est que de 16 à 300 francs; mais on conçoit ici cette rigueur dans la répression. Il y aura, en effet, faute du contrevenant par suite, soit de l'inexécution de clauses ou d'obligations, soit de l'inobservation de règlements.

D'un autre côté, il fallait une sanction sévère pour éviter de la part des intéressés une inertie ou une insouciance dont les conséquences auraient pu devenir fort préjudiciables au bon fonctionnement des lignes, celles-ci étant installées précisément, dans

leur plus grande partie, le long des voies des chemins de fer ou des canaux.

Le titre IV comprend l'article 9 intitulé « Disposition particulière concernant les télégraphes aériens » ; il a pour but, nous l'avons signalé au chapitre précédent, d'assurer les relations visuelles entre les postes.

Art. 9

Lorsque, sur une ligne télégraphique aérienne déjà établie, la transmission des signaux sera empêchée ou gênée, soit par des arbres, soit par l'interposition d'un objet quelconque placé à demeure, mais susceptible d'être déplacé, un arrêté du préfet prescrira les mesures nécessaires pour faire disparaître l'obstacle, à la charge de payer l'indemnité qui sera fixée par le juge de paix. Cette indemnité sera consignée préalablement à l'exécution de l'arrêté du préfet. Si l'objet est mobile et n'est point placé à demeure, un arrêté du maire suffira pour en ordonner l'enlèvement.

Le Conseil d'Etat, avons-nous dit déjà, n'était pas d'avis d'introduire ces dispositions qui, à l'époque de l'élaboration de la loi, faisaient l'effet d'un anachronisme ; néanmoins le Gouvernement les maintient, peut-être par mesure de précaution ; il en coûtait, en somme, fort peu de s'assurer un système de communications ayant fait ses preuves au cas où, pour une raison ou pour une autre, le nouveau mode viendrait à faillir, ne fût-ce que momentanément.

Quoi qu'il en soit, constatons-le encore, c'est au moment où la télégraphie aérienne est sur le point d'être abandonnée qu'il est pris des mesures pour

garantir son fonctionnement ; d'ailleurs cette absence même de législation avait été un des arguments présentés en faveur de la télégraphie électrique, ainsi que nous l'avons vu par l'organe du Ministre de l'Intérieur, M. Duchâtel, dans son exposé des motifs du projet de la Loi du 3 juillet 1846 (1).

L'article 9 est donc destiné à permettre le libre fonctionnement des télégraphes aériens déjà établis. Il distingue deux cas :

L'obstacle est un objet mobile et non placé à demeure ; la question est de peu d'importance et ne peut soulever de difficultés ; un arrêté du maire suffit pour en ordonner le déplacement ; c'est une mesure qui n'entraîne aucun préjudice, à peine parfois une gêne légère.

L'obstacle est un arbre ou un objet quelconque placé à demeure, mais susceptible d'être déplacé ; dans ce cas, il faut un arrêté du préfet et une indemnité sera fixée par le juge de paix, laquelle, selon les principes de la Loi sur l'expropriation, sera consignée préalablement (2).

Reste le troisième cas que la Loi a passé sous silence : c'est celui où l'objet situé à demeure n'est pas susceptible d'être déplacé.

Il s'agirait évidemment d'un obstacle d'importance, bâtiment pour la plupart du temps, dont les travaux de construction ne peuvent demeurer inaperçus dès qu'entrepris ; une intervention administrative aurait

1. Voir *supra*, p. 28.

2. Loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (Voir *supra*, p. 53).

Art. 53. — « Les indemnités réglées par le jury seront, préalablement à la prise de possession, acquittées entre les mains des ayants droit. S'ils se refusent à les recevoir, la prise de possession aura lieu après offres réelles et consignation. »

alors à se produire qui arrangerait l'affaire à l'amiable; au cas de non-entente, il semble qu'il n'y aurait d'autre moyen de recours que la Loi sur l'expropriation.

Dans ces conditions, il était peut-être inutile de signaler semblable conjoncture par un texte dont l'effet eût été d'inciter les gens à faire surgir des bâtiments sur le chemin des signaux dans le seul but de s'assurer une honnête indemnité.

Mais ces dispositions ne se rapportent qu'aux lignes déjà établies. Qu'advient-il si des obstacles existent sur une ligne projetée?

Évidemment, il y aura lieu de se préoccuper tout d'abord d'un choix judicieux des lieux qui permette aux stations voisines de communiquer sans difficultés; cependant le terrain peut présenter des obstacles inévitables.

La Loi sur l'expropriation nous donnera le moyen de faire disparaître ceux placés à demeure et non susceptibles d'être déplacés.

Nous pouvons également négliger le cas où l'obstacle est un objet mobile et non placé à demeure; on peut être fondé à supposer que ledit objet aura disparu avant la mise en fonctionnement de la ligne.

Mais comment s'y prendra-t-on pour faire disparaître l'arbre ou l'objet placé à demeure et susceptible d'être déplacé?

L'article 9 du Décret de 1851 ne peut lui être appliqué et, d'autre part, la Loi sur l'expropriation ne permet pas d'y toucher, à moins qu'on ne se résolve à exproprier tout le terrain, ce qui serait manifestement exagéré; le moyen dépasserait le but à atteindre.

En réalité, ces lacunes nous montrent que le Gouvernement n'était pas moins convaincu que le Conseil d'État du succès de la télégraphie électrique; il avait

consenti par prudence à consacrer un article aux télégraphes aériens existants, mais avait jugé complètement inutile de prévoir des dispositions en faveur de lignes nouvelles ; en ce qui concernait les anciennes, on n'avait même pas à redouter l'interposition d'obstacles à demeure et non susceptibles d'être déplacés : avant que de pareilles entreprises fussent terminées, la télégraphie de Chappe aurait vécu (1).

Peut-être des textes de cette nature n'eussent-ils pas été absolument dépourvus d'intérêt lorsque apparut plus tard une nouvelle télégraphie par signaux oculaires, nous voulons parler de la télégraphie optique employée dans l'armée.

Cette télégraphie, il est vrai, a l'avantage d'être essentiellement mobile et le déplacement facile des appareils permet de rechercher et de trouver un champ exempt d'obstacles. Cependant, et c'est là que des dispositions législatives auraient leur utilité, quand il s'agit de faire communiquer des forts entre eux, au cas d'investissement par exemple, le champ des déplacements se trouve restreint et on peut se trouver en face d'un obstacle d'assez grande étendue pour former rideau complet.

Les forts sont bien reliés également par des lignes électriques souterraines ; mais, si soigneusement dissimulé que soit le parcours suivi par les fils, il n'en reste pas moins qu'il peut être découvert par l'ennemi ; d'autre part, les accidents qui surviennent à ces lignes ne sont pas sans offrir de grandes difficultés de réparation et il faut prévoir une interruption de plus ou moins longue durée, en admettant même

1. Il faut tenir compte qu'à cette époque on construisait moins, moins vite et moins haut qu'à l'heure actuelle.

qu'aucune intervention hostile ne vienne entraver ni empêcher les travaux.

Mais, si ces lignes d'intérêt stratégique n'ont fait l'objet d'aucune disposition spéciale, il n'en a pas été de même pour un mode de communication présentant une certaine analogie au point de vue militaire; nous voulons parler des postes électro-sémaphoriques sur lesquels nous reviendrons un peu plus loin.

Quoi qu'il en soit, la question ne peut manquer de diminuer de jour en jour d'intérêt, la télégraphie sans fil étant appelée, dans une telle nature de services, à supplanter ces moyens de communication dont elle ignore les inconvénients.

Le titre V, en cinq articles (Art. 10 à 14), prévoit des « Dispositions générales ».

ART. 10

Les crimes, délits ou contraventions prévus dans la présente loi pourront être constatés par les procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les commissaires et sous-commissaires préposés à la surveillance des chemins de fer, les inspecteurs des lignes télégraphiques, les agents de surveillance nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés. Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

Aux officiers de police judiciaire et autres agents chargés de la police ordinaire, il était naturel d'associer les fonctionnaires et agents de l'Administration des télégraphes (1); ceux-ci devront être dûment assermentés; de même les commissaires et sous-com-

1. Voir *infra*, p. 108.

missaires préposés à la surveillance des chemins de fer, étaient tout désignés pour remplir le même rôle, leurs attributions les mettant dans une situation très favorable pour surveiller les lignes électriques.

ART. 11.

Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent seront visés pour timbre et enregistrés en débet. Ceux qui auront été dressés par des agents de surveillance assermentés devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

ART. 12.

L'Administration pourra prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser les dommages résultant des crimes, des délits et contraventions, et le recouvrement des frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures sera poursuivi administrativement, le tout ainsi qu'il est procédé en matière de grande voirie.

Les articles 2 et 7 ont déféré au Conseil de préfecture les délinquants contre lesquels était dressée une contravention. Le Conseil de préfecture sera encore compétent pour ce qui est des poursuites entraînées par les frais causés, lorsque des mesures provisoires auront dû être prises en vue de faire cesser un dommage, que celui-ci résulte d'un crime, d'un délit ou d'une contravention.

Mais à quelle prescription cette action en recouvrement est-elle sujette ? A la prescription du procès-

verbal qui, nous l'avons vu, est annale, ou à celle prévue par les articles 2227 et 2262 du Code civil (1) ?

Un Arrêté du Conseil de préfecture de la Seine en date du 28 mai 1898 (2) a jugé ainsi que l'action en recouvrement des dépenses nécessitées par la remise en état des lignes électriques endommagées, n'est pas soumise à la même prescription que le procès-verbal. Cet Arrêté d'ailleurs ne faisait que suivre la jurisprudence établie sur ce point par le Conseil d'État relativement aux contraventions de grande voirie.

Les raisons ressortent de l'extrait suivant de l'Arrêté du Conseil :

Vu ledit procès-verbal en date du 21 novembre 1896, constatant que quatre des fils téléphoniques de la ligne de Paris à Cherbourg avaient été rompus en face de la caserne de gendarmerie de Nanterre en démolition, et que le sieur Pichard, chargé de la démolition, a déclaré que ses ouvriers étaient les auteurs de ce fait et s'est engagé à payer les frais occasionnés par la réparation du dommage.

Vu l'article 2 du Décret du 27 décembre 1851 ainsi conçu :

Vu l'article 12 du même Décret ainsi conçu :

Considérant que le fait constaté par le procès-verbal susvisé constitue une contravention aux lois et règlements

1. C. C. Art. 2227. — « L'État, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer. »

Art. 2262. — « Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi. »

2. *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*, août, 1898, n° 9, p. 187.

sur la grande voirie et notamment aux dispositions de l'article 2 du Décret du 27 décembre 1851 ;

Considérant que le sieur Pichard, quoique dûment mis en mesure par la notification du procès-verbal et par la citation devant le Conseil, n'a produit aucun moyen de défense, et que, dans ces conditions, il y a lieu de le considérer comme ne déniait pas la contravention qui lui est imputée ;

Considérant que, si plus d'une année s'est écoulée depuis les faits relevés au procès-verbal, et si par suite, le sieur Pichard ne saurait être condamné à l'amende, il n'en est pas moins tenu de payer les frais de réparation du dommage, lesquels s'élèvent d'après état à 52 fr. 47 ;

Statuant par défaut... Condamne.

La prescription annale n'est donc pas applicable aux dommages ; mais le jugement ne nous dit rien d'autre.

Un second jugement, émanant du Conseil de préfecture du Nord à la date du 21 décembre 1903 et dont nous citons le texte à une autre occasion (1), est plus catégorique sur ce point et déclare que la réparation du dommage « peut être ordonnée à toute époque, à raison de l'imprescriptibilité des ouvrages et de l'intérêt toujours subsistant du domaine public ».

Ce n'est pas l'opinion émise par M. Laferrière (2) qui considère l'action en réparation du dommage comme une action personnelle visant seulement l'auteur ou le coauteur de la dégradation ; le caractère de la créance dominant donc en elle, l'action peut être éteinte par la prescription trentenaire en vertu de l'article 2227 du Code civil.

Il faut ajouter que cette discussion présente un intérêt pratique des plus médiocres, car les dégrada-

1. Voir *infra*, p. 239.

2. E. LAFERRIÈRE, *op. cit.*, t. II, p. 670.

tions ne peuvent subsister si longtemps que l'Administration n'en effectue la réparation et ne se fasse, par suite, rembourser le prix de ses travaux bien avant l'expiration d'un tel délai.

C'est ce qui explique le défaut de jurisprudence sur la matière.

ART. 13.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution de la présente Loi.

C'est l'admission des circonstances atténuantes ; nous en avons précédemment reproduit le texte (1) qui était celui de 1832 modifiant le texte primitif de 1810 ; la Loi du 13 mai 1863 « modifiant plusieurs dispositions du Code pénal » a bien depuis apporté des changements précisément à l'article 463, mais non pas dans les passages qui nous intéressent.

ART. 14.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente Loi ou le Code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines se confondent jusqu'à concurrence de la plus forte ; c'est l'application du droit commun. L'article 365 du Code d'instruction criminelle est conçu en termes identiques :

Art. 365. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte sera seule prononcée.

1. Voir *supra*, note 1, p. 17.

Le Décret-Loi du 27 décembre 1851 est encore à l'heure actuelle la clef de voûte de notre législation télégraphique ; il n'a subi aucune modification. Du fait qu'un texte de loi, conçu à l'origine d'une exploitation dont on ne pouvait prévoir les développements considérables, a pu subsister sans que l'extension des services ait réclamé la nécessité du moindre changement, doit-on conclure que ses auteurs ont senti les besoins futurs de l'entreprise et fait preuve d'une clairvoyance quelque peu merveilleuse ? L'examen des faits ramène à plus de simplicité.

Le Décret-Loi de 1851 comprend deux parties : d'une part, le premier article, relatif au monopole de l'Etat et, d'autre part, tous les articles qui organisent un système de protection des lignes.

Pour le monopole, nous avons vu que ce n'était pas une idée nouvelle et qu'on se contentait seulement d'incorporer un texte vieux déjà de quatorze ans.

Pour le vaste système de protection, il n'y a pas eu lieu par la suite d'y apporter des changements pour cette raison qu'il fut, non pas inutile, mais largement suffisant, les lignes établies ayant toujours été respectées.

Les attaques volontaires sont, en effet, d'ordre tout à fait exceptionnel ; les négligences et les imprudences seules viennent causer des préjudices du reste minimes ; les ruptures de fil ne sont guère causées que par des chutes de branches d'arbres ou le passage de charrettes trop chargées ; parfois encore les isolateurs sont brisés à coups de pierres par des enfants.

Aussi l'Administration ne fait-elle guère que transiger avec les délinquants ou leurs parents responsables. Elle se contente du remboursement des dé-

penses entraînées par le dommage et c'est là un frein suffisant ; en conséquence, les contraventions simples sont rarement poursuivies ; pour décider l'Administration à sévir, il faut une négligence ou une imprudence grave, un refus de transaction ou un acte de malveillance. *

Les craintes que nous avons vu exprimer précédemment étaient donc bien chimériques. Elles suffirent néanmoins pour amener la création d'un arsenal de dispositions répressives qu'on n'eut heureusement pas l'occasion d'appliquer fréquemment.

CHAPITRE III

Le Téléphone. — Les Postes électro-sémaphoriques. — Les Câbles sous-marins. — La Télégraphie sans fil.

- I. — Le téléphone. — L'assimilation du téléphone au télégraphe. — Le point de vue spéculatif et le point de vue juridique. — Les Arrêts du Conseil de préfecture de la Seine des 6 mars et 13 novembre 1893 et les Arrêts du Conseil d'État des 12 janvier et 15 juin 1894. — Les solutions étrangères : Grande-Bretagne ; Autriche, Brésil ; Belgique, Suisse, Allemagne, Hongrie, Australie, Cap de Bonne-Espérance, République Argentine.
- II. — Les postes électro-sémaphoriques. — La Loi du 18 juillet 1895.
- III. — Les câbles sous-marins et la télégraphie sans fil.

I. — *Le Téléphone.*

La protection assurée aux lignes télégraphiques par le Décret-Loi du 27 décembre 1851 s'étendait-elle *de plano* aux lignes téléphoniques ou bien l'interprétation des textes existant devait-elle se faire d'une façon restrictive ?

Sans entamer la discussion sur ce point, on peut tout d'abord poser la question d'une façon plus générale : le téléphone est-il scientifiquement une simple modalité du télégraphe ?

Tout autorise à répondre par l'affirmative : il s'agit de l'application du même principe ; la ressemblance va jusqu'à l'analogie, puisque certains appareils télégraphiques produisent des signaux reconnus par l'oreille et non par les yeux. En ce qui concerne

les lignes, qui saurait distinguer les fils télégraphiques des fils téléphoniques ? Le même fil ne peut-il pas d'ailleurs, à l'aide de dispositifs spéciaux, servir à des transmissions alternatives ou simultanées des deux genres de communications ?

Cependant, contre toute attente, l'assimilation ne rallia pas l'unanimité des avis.

Avant de quitter ce point de vue purement spéculatif, citons un passage de l'étude par laquelle M. Scheffer, conseiller privé des Postes, à Berlin, combattit la thèse soutenue par le journal *der Gerichtssaal*, à savoir que le téléphone était trop différent de la télégraphie pour pouvoir rentrer dans le monopole de cette dernière :

La télégraphie est toute disposition permettant la transmission de communication par l'expression, en un lieu sous une forme perceptible aux sens, d'une pensée qui est reproduite, sous une forme également perceptible, en un autre lieu, sans qu'il y ait transport d'aucun objet matériel. Le moyen employé pour la transmission de la pensée n'a aucune importance, au point de vue de la conception de la nature de la télégraphie, et jusqu'à présent aucune opinion contraire n'a pu prévaloir.

Examinons maintenant la question au point de vue juridique :

L'article 1^{er} du Décret-Loi du 27 décembre 1851 déclare : « Quiconque transmettra sans autorisation des signaux d'un lieu à un autre , soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen, sera puni... »

« Quiconque transmettra des signaux », le premier des signaux pour l'homme, le plus simple n'est-il pas celui qui est transmis par le moyen de la voix ?, « soit

par tout autre moyen » que les machines télégraphiques ; ne dirait-on pas vraiment que le législateur a voulu définir l'emploi du téléphone sans le nommer ?

Notons que ce texte, renouvelé de celui de la Loi du 2 mai 1837 visant le télégraphe aérien, est appliqué sans difficulté au télégraphe électrique qui n'est pas expressément nommé non plus. Il est vrai que, par contre, dans les titres II, III et IV consacrés à la répression, il est question des lignes de télégraphie électrique comme des machines des télégraphes aériens.

Mais si l'on refusait d'assimiler le téléphone au télégraphe, on arriverait à ce résultat bizarre de se trouver dans la possibilité ou l'impossibilité d'appliquer le Décret de 1851 suivant l'article ou le passage d'article visé.

Ainsi, en adoptant la thèse restrictive, nous venons de voir que rien ne s'oppose à ce que les dispositions de l'article 1^{er} soient appliquées au téléphone. Dans l'article 4, les textes des deux premiers et du quatrième alinéas disant nettement qu'il est question de télégraphe ou de ligne télégraphique, ne sauraient au contraire se rapporter au téléphone ni aux lignes téléphoniques ; mais il en va différemment du troisième qui déclare : « ... ou ceux qui auront intercepté par tout autre moyen, avec violences ou menaces, les communications ou la correspondance télégraphique... » Le mot télégraphique est au singulier, par conséquent, il est permis d'admettre que « les communications » non qualifiées, pouvaient, par la suite, comprendre les communications téléphoniques.

On voit à quelles singulières conséquences l'interprétation restrictive aurait abouti. D'ailleurs, l'opinion la plus commune prévalut sans difficulté et

aucune disposition législative n'eut besoin d'intervenir pour faire entrer le téléphone dans tous les textes ne régissant pas spécialement le télégraphe. La seule mesure qui fut prise et vint en quelque sorte consacrer le principe de la solution admise, consista, dans les actes postérieurs, à fusionner le téléphone et le télégraphe, de telle manière que tous deux sont devenus inséparablement unis.

C'est ainsi que la Loi du 28 juillet 1885 (1) est intitulée : « Loi relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques. » Et, dans le texte, les deux adjectifs sont de même constamment associés.

Bien qu'elle parut définitivement résolue, la question se posa cependant de nouveau en 1893 à l'occasion de deux procès évoqués, devant le Conseil de préfecture de la Seine qui ne crut pas pouvoir se retrancher derrière cette assimilation qu'aucun texte législatif n'avait expressément consacrée. Mais le Conseil d'État imposa la jurisprudence contraire.

Le premier de ces procès se rapportait à une contravention de grande voirie pour avoir déversé dans un égout des eaux chaudes et avoir détérioré un câble téléphonique.

Par un Arrêté du 6 mars 1893 (2), le Conseil de préfecture de la Seine s'était déclaré incompétent :

Considérant qu'aucun texte de loi ou de règlement n'attribue compétence aux Conseils de préfecture pour connaître des contraventions commises sur les lignes téléphoniques,

1. *B. des L.*, 12^e sér., 1885, 2^e sem., *B.* n° 949, n° 15771, p. 451.

2. GARNIER et DAUVERT, *Jurisprudence des Conseils de Préfecture*, 1894, p. 113.

Le Conseil se déclare incompétent pour statuer sur le fait relaté au procès-verbal...

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, se pourvut devant le Conseil d'État d'un recours en annulation en appuyant sa demande des arguments suivants reproduits dans l'Arrêt (1) :

Cefaisant, attendu que les dispositions des articles 2 et 12 du Décret du 27 décembre 1851 sont applicables aux lignes téléphoniques comme aux lignes télégraphiques; que le régime des téléphones est identique à celui des télégraphes au point de vue de la destination, du fonctionnement, de l'affectation au public, du monopole de l'État; que les textes postérieurs à l'invention des téléphones les assimilent aux télégraphes et que les textes antérieurs sont généraux et visent tous les modes de communication applicables à la correspondance; qu'enfin les arrêtés préfectoraux n'édicteut que des dispositions communes et qu'on ne saurait déférer les contrevenants aux Conseils de préfecture ou aux Tribunaux de simple police, suivant que les infractions concernent les câbles du télégraphe ou du téléphone; qu'au surplus la portée du Décret du 27 décembre 1851 a été nettement définie dans l'exposé des motifs du Décret du 15 mai 1888 : condamner les contrevenants à l'amende et au paiement de la somme de 91 fr. 13 montant du préjudice causé à l'État;

Considérant... Condamne.

Le 13 novembre 1893, le même Conseil de préfecture de la Seine rendait un arrêté identique dans un procès analogue (2); un câble téléphonique avait

1. MACAREL et LEBON, *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1894, ministre du Commerce contre Greté et Sert, 12 janvier 1894, n° 81317, p. 34.

2. GARNIER et DAUVERT, *op. cit.*, 1894, p. 197.

été détérioré, pendant les travaux de reconstruction d'un égout, par les ouvriers d'un entrepreneur qui reconnaissait la détérioration, mais refusait de payer le montant des réparations nécessitées par le dommage et effectuées par l'Administration des Postes et des Télégraphes.

Le Conseil d'État motiva ainsi son nouvel arrêt (1) :

.
Considérant qu'aux termes de l'article 2 du Décret-Loi susvisé du 27 décembre 1851, quiconque aura par imprudence ou involontairement commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique ; quiconque aura détérioré ou dégradé de quelque manière que ce soit les appareils des lignes de télégraphie électrique ou les machines des télégraphes aériens, sera puni d'une amende de 16 à 300 francs, et que la contravention sera poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie ;

Considérant qu'à raison de la généralité des termes de l'article précité les dispositions qu'il édicte sont applicables à tous les appareils destinés à la correspondance par la voie électrique et, par suite, aux appareils et câbles téléphoniques ; que, d'ailleurs, tous les textes postérieurs, notamment la Loi du 28 juillet 1885, ont assimilé complètement les lignes téléphoniques aux lignes télégraphiques au point de vue de leur établissement, de leur entretien et de leur fonctionnement ;

Considérant qu'il est établi par le procès-verbal ci-dessus visé que les ouvriers du sieur Allard, en exécutant des travaux de reconstruction d'un égout à Charenton ont détérioré un câble téléphonique placé dans ledit égout ; que ce fait, aux termes de l'article précité, constitue une contravention de grande voirie dont il appartenait au Con-

1. MACAREL et LEBON, *op. cit.*, 1894, ALLARD, 15 juin 1894, n° 82634, p. 417.

seil de préfecture de connaître ; que par suite, c'est à tort que le Conseil de préfecture s'est déclaré incompétent pour y statuer ; qu'il y a, par suite, lieu d'annuler son arrêt et statuant sur le procès-verbal, de condamner le sieur Allard à 16 francs d'amende, au paiement de la somme de 121 fr. 66 pour la réparation du préjudice causé et aux frais du procès-verbal... Condamne.

L'application au téléphone des dispositions relatives au télégraphe a donc été assurée en France par la jurisprudence ; il en fut de même en Angleterre où, à l'époque de l'établissement des premières stations téléphoniques, on prétendit de divers côtés que l'exploitation de ce nouveau mode de communication devait rester en dehors du monopole télégraphique du Postmaster-General. Cette question fut examinée à l'occasion d'un procès intenté en 1880 par l'Attorney General à la « Edison Telephone C^e » devant la Haute Cour de Justice et un jugement fut rendu suivant lequel « le téléphone est un télégraphe dans le sens des Lois de 1863 et de 1869 (1) » et par suite est illégale l'exploitation de communications téléphoniques par des personnes privées sans une licence du Postmaster-General.

Mais il n'en fut pas partout comme en France et en Angleterre, et un certain nombre de pays n'hésitèrent pas à prendre des dispositions spéciales ; cette

1. Loi du 28 juillet 1863 :

Art. 3. Dans cette loi,

« Le terme « télégraphe » signifie un ou des fils employés dans le but d'établir des communications télégraphiques avec toute enveloppe, revêtement, tube ou conduit qui les renferme ainsi que tout appareil à eux relié pour les communications télégraphiques. »

précaution eut au moins pour résultat d'éviter des discussions tout à fait inutiles puisque le même avis ralliait partout la presque unanimité des suffrages.

Citons quelques exemples :

En Autriche, une Ordonnance du ministère du Commerce, du 7 octobre 1887, opérant la reprise des téléphones privés, prescrit :

L'établissement de systèmes téléphoniques destinés à relier des bureaux d'Administration,... enfin des résidences privées à un bureau télégraphique de l'État est effectué, sur la demande des intéressés, exclusivement par les soins de l'Office des Postes et des Télégraphes.

Les réseaux téléphoniques de cette nature forment une annexe des télégraphes de l'État...

Au Brésil, c'est une Décision du Conseil d'État, du 10 février 1882, qui déclare identiques les services télégraphique et téléphonique.

D'autres États, ont jugé bon d'établir l'assimilation suivant la forme législative :

En Belgique, la Loi du 11 juin 1883 « concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux téléphoniques » déclare :

Art. 2. — Les lois pénales et les règlements de police relatifs aux télégraphes sont applicables aux lignes téléphoniques établies ou concédées par le Gouvernement.

La Loi du 1^{er} mars 1851 est également étendue aux correspondances téléphoniques.

En Suisse, la Loi du 26 juin 1889 « concernant l'établissement des lignes télégraphiques et téléphoniques » dispose :

Article premier. — L'établissement et l'exploitation d'installations téléphoniques font partie du service télégraphi-

que (Art. 36 de la Constitution fédérale) et rentrent dans les attributions de l'Administration des Télégraphes.

Les dispositions du droit pénal fédéral relatives au télégraphe sont également applicables au téléphone.

En Allemagne, c'est l'article 4, chiffre 10, de la Constitution de l'Empire allemand du 16 avril 1871, qui soumet au contrôle et à la législation de l'Empire les services des Postes et des Télégraphes; dès l'invention du téléphone, l'Administration des Télégraphes regarda la téléphonie comme un sous-genre de télégraphie et, par suite, comme étant de la compétence de l'Empire. Cette manière de voir fut sanctionnée par la Loi impériale du 13 mai 1891 « apportant des modifications aux dispositions du Code pénal allemand intéressant les services des Postes et des Télégraphes » qui disposait :

Après le § 318 du Code pénal, intercaler le § 318 a) ayant la teneur ci-après :

§ 318 a). —

Les réseaux téléphoniques sont aussi compris sous la dénomination de « systèmes télégraphiques » employée dans la présente loi aux §§ 317 et 318.

Enfin la Loi du 6 avril 1892 « sur le service télégraphique de l'Empire d'Allemagne » a assimilé expressément et complètement les « installations téléphoniques » à celles du télégraphe :

§ 1^{er}. — Le droit d'établir et d'utiliser des installations télégraphiques pour la transmission des nouvelles appartient exclusivement à l'Empire. Sous le terme installations télégraphiques on entend également les installations téléphoniques.

En Hongrie, la Loi du 8 août 1888 « sur les télé-

graphes, sur les téléphones et autres installations électriques » déclare :

§ 12. — Les peines édictées par la législation pénale, au point de vue de la sûreté publique, contre ceux qui endommagent les lignes télégraphiques sont, en tant qu'elles n'ont pas été abrogées, également applicables à ceux qui endommageraient les lignes téléphoniques ou des systèmes de signaux électriques.

En Australie, la Loi de 1901 sur la « Poste et le Télégraphe » décide :

Art. 3. — La dénomination « télégraphique » s'applique aux lignes télégraphiques et aux lignes téléphoniques.

Dans la colonie du Cap de Bonne-Espérance, la Loi du 14 août 1861 « portant réglementation du service télégraphique » définit :

Art. 12. — On doit entendre par télégraphe électrique tout mode de transport de signes ou signaux au moyen de l'électricité, du magnétisme, de l'électro-magnétisme ou de tout autre agent semblable.

Puis l'Acte législatif du 14 novembre 1902 « amendant et complétant les dispositions de la Loi sur les télégraphes électriques de 1861 » vient ajouter :

Article premier. — L'expression « télégraphe électrique », où que ce soit qu'elle se rencontre, dans la loi sur les télégraphes électriques de 1861 ou dans d'autres lois amendant ou complétant ladite ou se rapportant aux « télégraphes électriques » doit être interprétée comme embrassant tout système ou mode de transport de signes, signaux ou communications au moyen de l'électricité, du magnétisme, de l'électro-magnétisme ou de tout autre agent analogue, soit à l'aide, soit sans l'aide de fils; la même expression comprendra de plus le système généralement connu sous le

nom de télégraphie sans fil ou télégraphie aérienne, ainsi que tout perfectionnement ou développement de ce système. L'expression « ligne télégraphique » s'appliquera à tout appareil, instrument, poteau, support, fil, substance, matière ou objet quelconque étant ou pouvant être employés dans le but d'expédition, de transmission, de transport ou de réception par signes, signaux ou communications.

Enfin dans la République Argentine, la Loi (n° 4408) du 17 septembre 1904 « déclarant comprises dans la Loi sur les télégraphes nationaux les entreprises téléphoniques et radio-télégraphiques » arrête :

Article premier. — Sont déclarées comprises dans les dispositions de la loi sur les télégraphes nationaux du 7 octobre 1875 les entreprises de téléphones et de radiotélégraphie dont les lignes relient un territoire fédéral à une province, deux provinces entre elles ou un point quelconque de la Nation avec un État étranger.

II. — *Les Postes électro-sémaphoriques.*

Les stations électro-sémaphoriques, installées sur les côtes, sont destinées d'une part à établir, par le moyen de signaux conventionnels, des relations entre les navires et la terre ferme et, d'autre part, le cas échéant, à recevoir ou à expédier par la voie électrique les télégrammes échangés avec le bord et originaires ou à destination de l'intérieur.

Ce service a été organisé par les Décrets du 17 mai 1862, (1) du 15 janvier 1889 (2) et du 2 juin 1897 (3).

1. *Bulletin officiel de la Marine*, 1862, t. I, B. n° 23, n° 171, p. 511.

2. *Bulletin officiel de la Marine*, 1889, t. I, B. n° 19, n° 199, p. 737.

3. *Bulletin officiel de la Marine*, 1897, t. II, B. n° 13, n° 238, p. 719.

On comprend la nécessité de réserver aux postes électro-sémaphoriques un champ de vue suffisant pour permettre les communications. Cependant aucune disposition particulière n'avait été prise à cet effet jusqu'au 18 juillet 1895, date à laquelle intervint la Loi « concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques (1). »

L'exposé des motifs accompagnant le projet présenté à la Chambre des Députés, à la séance du 30 mars 1895 (2) par le Vice-Amiral Besnard, Ministre de la Marine, nous apprend comment les postes électro-sémaphoriques, comme autrefois leurs prédécesseurs les postes de Chappe, avaient pu se passer jusqu'alors d'une législation protectrice et quel état de choses nouveau obligeait à une intervention :

Messieurs, la législation militaire comporte tout un système de servitudes dont les principes sont inscrits dans la loi du 10 juillet 1791 (3) et qui ont pour but d'assurer la protection des ouvrages fortifiés et la plénitude de leur puissance.

Jusqu'à ce jour, aucune mesure de ce genre n'avait été prise sur nos côtes pour assurer l'efficacité de l'action des postes électro-sémaphoriques situés le plus souvent sur des hauteurs peu habitées. Mais le développement des stations balnéaires a eu pour conséquence la multiplication de constructions dont quelques-unes menacent de mas-

1. *B. des L.*, 12^e sér., 1895, 2^e sem., *B.* n^o 1718, n^o 29841, p. 222.

2. *J. O.* du 14 avril 1895. Doc. parl. Ch., Ann. n^o 1258, p. 322.

3. Loi du 10 juillet 1791 « concernant la conservation et le classement des places de guerre et postes militaires, la police des fortifications et autres objets y relatifs ». DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'État*, t. III, 1791, p. 95.

quer les vues de certains sémaphores. Il est donc urgent de protéger ces ouvrages militaires devenus indispensables à la guerre navale et même à la vie maritime de chaque jour.

Adopté le 14 mai sans discussion par la Chambre sur le rapport de M. Cabart-Danneville (1), le projet, dont le rapporteur était M. Laurens (2), reçut au Sénat de nombreux amendements destinés à sauvegarder les intérêts de la propriété privée ; sur le rapport de l'Amiral Vallon (3), la Chambre, le 12 juillet, accepta sans discussion le projet modifié.

La Loi comporte quatre articles :

ARTICLE PREMIER.

La détermination des postes électro-sémaphoriques relevant du Département de la Marine et la délimitation du champ de vue de ces ouvrages militaires seront fixées conformément au tableau annexé à la présente loi.

C'est la Loi elle-même, et non un décret d'utilité publique, qui détermine le champ de vue : il y a là une assimilation au régime des places fortes dont l'étendue des ouvrages est également réglée par une Loi (4).

1. *J. O.* du 15 août 1895, Doc. parl., Ch., Ann. n° 1315, p. 506.

2. *J. O.* du 23 décembre 1895, Doc. parl., Sén., Ann. n° 164, p. 377.

3. *J. O.* du 17 novembre 1895, Doc. parl., Ch., Ann. n° 1504, p. 881.

4. Loi des 15 mars 1850, 23 juin et 10 juin 1851 « relative au classement des places de guerre et aux servitudes militaires ». *B. des L.*, 10^e sér., 1851, 2^e sem. B. n° 414, n° 3064, p. 45.

Voir le Décret du 10 août 1853 « sur le classement des

ART. 2.

Dans l'étendue du champ de vue ainsi déterminé, il est interdit d'élever aucune construction sans l'autorisation du Ministre de la Marine.

Le moyen employé pour éviter l'interposition de tout obstacle est radical ; mais il entraîne de fâcheuses conséquences pour les terrains avoisinant le poste, car leur valeur se trouve singulièrement diminuée du fait de cette servitude ; il est vrai qu'un tempérament est à la disposition du Ministre de la Marine qui peut accorder des autorisations ; c'est une affaire d'appréciation pour le Département intéressé ; à lui d'en user aussi largement que le permettent les nécessités des relations télégraphiques et les intérêts de la défense nationale.

ART. 3.

L'autorité maritime aura le droit, si elle le juge nécessaire, d'exiger la démolition des constructions existant au jour de la promulgation de la présente loi, après expropriation dans les formes prévues par les articles 75 et 76 de la Loi du 3 mai 1841 (1).

places de guerre et des postes militaires et sur les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications. *B. des L.*, 11^e sér., 1853, 2^e sem. *B.* n^o 91, n^o 780, p. 433.

1. Loi du 3 mai 1841 sur « l'expropriation pour cause d'utilité publique » (Voir *supra* p. 53).

Art. 75. — Les formalités prescrites par les titres 1 et 2 de la présente loi ne sont applicables ni aux travaux militaires, ni aux travaux de la marine royale. Pour ces travaux une

Pour ce qui est des constructions antérieurement existantes, la volonté du Ministre est sans effet ; les mesures de conservation sont prises, les réparations d'entretien effectuées, sans qu'il soit besoin d'autorisation ; mais ces constructions se trouvent naturellement sous le coup de la Loi générale sur l'expropriation.

ART. 4.

Les contraventions aux dispositions de l'article 2 de la présente loi seront recherchées par les officiers et agents assermentés de la Marine. Elles seront poursuivies et punies conformément à la législation spéciale relative aux servitudes militaires.

Les contraventions sont donc poursuivies devant le Conseil de préfecture.

Cette Loi a perdu la plus grande partie de son intérêt à l'heure actuelle où les vaisseaux de la marine de guerre et les grands transports de la marine marchande sont munis d'appareils de télégraphie sans fil ; néanmoins les postes sémaphoriques présentent encore quelque utilité pour les petits bâtiments et ils conservent toujours leur rôle d'observateurs, rôle

ordonnance royale détermine les terrains qui sont soumis à l'expropriation.

Art. 76. — L'expropriation ou l'occupation temporaire, en cas d'urgence, des propriétés privées qui seront jugées nécessaires pour des travaux de fortification, continueront d'avoir lieu conformément aux dispositions prescrites par la loi du 30 mars 1831. Toutefois, lorsque les propriétaires ou autres intéressés n'auront pas accepté les offres de l'Administration, le règlement définitif des indemnités aura lieu conformément aux dispositions du titre IV ci-dessus . . .

important en temps de paix comme en temps de guerre ; cette raison seule suffirait pour qu'on se préoccupe, si ce n'était déjà chose faite, de leur assurer un horizon exempt d'obstacles.

III. — *Les câbles sous-marins et la télégraphie sans fil.*

Il y aurait lieu, dans cette étude, d'envisager les mesures de protection relatives aux câbles sous-marins dans les eaux territoriales ; mais la législation en France, comme dans la plupart des autres pays, si elle prévoit certaines dispositions spéciales en ce qui concerne les infractions commises dans les eaux territoriales, forme un ensemble ayant pour base la Convention internationale du 14 mars 1884 ; nous serions donc entraîné en dehors des limites que nous nous sommes imposées ; le sujet d'ailleurs a été traité avec une grande compétence par M. Jouhannaud et nous ne saurions mieux faire que de renvoyer à son ouvrage (1).

Pour ce qui est de la télégraphie sans fil, nous n'avons pas à nous en préoccuper.

Avec elle, les fils conducteurs disparaissent et nous retrouvons en somme la situation qui existait avec le télégraphe aérien ; il suffit de protéger les postes et leurs appareils ; le régime institué par le Décret du 27 décembre 1851 en donne le moyen.

Il n'y a plus lieu même de songer à s'assurer et à se réserver un champ de vision. La question de la protection a changé d'aspect : il s'agit de protéger

1. Pierre JOUHANNAUD. *Les câbles sous-marins. Leur protection en temps de paix et en temps de guerre.* Paris, 1904.

désormais les communications elles-mêmes, ce qui sort de notre sujet. Aussi bien, la protection des communications dans la télégraphie sans fil, c'est-à-dire la protection des ondes, n'est autre chose que la question de la télégraphie sans fil tout entière.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

- I. — La protection des travaux exécutés à l'occasion des lignes télégraphiques et téléphoniques. — L'Article 438 du Code pénal.
- II. — La protection contre les travaux publics. — Les Circulaires du 3 février 1884 et du 6 octobre 1888.
- III. — La protection contre les travaux exécutés par les particuliers. — L'Article 4 de la Loi du 23 juillet 1885.
- IV. — Le droit d'élagage. — Les Articles 2 et 13 de la Loi du 28 juillet 1885.
- V. — Les vols de fils ou de câbles. — Les Décisions du 4 décembre 1902 et du 2 mai 1906.
- VI. — Le personnel chargé de la surveillance des lignes. — Le Décret du 9 mars 1905.
- VII. — La protection des lignes privées. — Les Articles 437 et 479 du Code pénal.

I. — La protection des travaux exécutés à l'occasion des lignes télégraphiques et téléphoniques.

Certaines législations étrangères, celle de la Belgique notamment, prévoient des dispositions spéciales relativement aux travaux exécutés à l'occasion des lignes télégraphiques ou téléphoniques ; cette protection particulière, nous ne la trouvons pas en France, mais le droit commun fournit une arme suffisante avec l'article 438 du Code pénal ainsi conçu :

Art. 438. — Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le

quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize francs.

En cette matière, du reste, il est à peine besoin de le dire, les attitudes malveillantes ne sont plus à redouter.

II. — *La protection contre les travaux publics* (1).

Parfois, les lignes télégraphiques et téléphoniques, principalement dans les grandes villes ou leurs abords immédiats, au lieu d'emprunter la voie aérienne, suivent des canalisations souterraines; il en résulte que des travaux de terrassement entrepris sur les routes sont susceptibles d'amener des perturbations dans les communications télégraphiques ou téléphoniques si l'Administration des Télégraphes n'est pas avertie à temps pour protéger ses installations.

Une Circulaire du Ministre des Travaux publics, du 3 février 1884, enjoignit aux Ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées de se concerter avec l'Administration des Postes et des Télégraphes quand les travaux sur les routes nationales entraînent le déplacement des lignes télégraphiques souterraines.

Il faut croire que, soit par suite de négligence, soit à cause de l'insuffisance de ses renseignements sur la situation des câbles, le service des Ponts et Chaus-

1. Ce paragraphe et le suivant, relatifs à des dispositions d'ordre préventif plutôt que répressif, sembleraient plus à leur place dans la troisième partie; mais, leur intérêt étant restreint, nous avons préféré les insérer dans ce chapitre qui réunit des dispositions diverses; de cette façon, la troisième partie traitera uniquement des rapports des lignes télégraphiques et téléphoniques avec les conducteurs d'énergie.

sées n'observa pas ces prescriptions d'une manière satisfaisante, car le 6 octobre 1888 (1), M. Deluns-Montaud étendait les instructions précitées en ordonnant l'entente chaque fois qu'il s'agit de toucher au sous-sol d'une route où se trouvent des câbles électriques.

C'était là le meilleur moyen de mettre les câbles souterrains à l'abri d'atteintes dommageables.

III. — *La protection contre les travaux des particuliers.*

La Loi du 28 juillet 1885, relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques, confère à l'État, en son article 3, le droit d'établir des supports, soit à l'extérieur des murs ou façades, soit sur les toits et terrasses des bâtiments et d'établir des conduits ou supports sur ou sous le sol des propriétés non bâties qui ne sont pas clôturées; mais ces servitudes n'entraînent aucune dépossession, ni ne peuvent diminuer d'aucune sorte le droit des propriétaires de démolir, réparer ou surélever; il y avait donc nécessité de prendre des mesures pour empêcher un trouble dans les communications au cas où le propriétaire voudrait user de ses droits pour changer l'état de choses existant; c'est ce que fait le quatrième alinéa de l'article 4.

Art. 4. — ... Mais le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture, prévenir l'Administration par lettre

1. *B. M. des P. et des T.*, novembre 1888, n° 11, p. 361

chargée (1), adressée au Directeur des Postes et des Télégraphes du département.

Au lieu d'astreindre le propriétaire, déjà frappé d'une servitude, à payer l'affranchissement d'une lettre recommandée chaque fois qu'il veut user d'un droit dont les autres disposent librement, il semble qu'on eût pu le laisser libre d'avertir soit directement, soit par lettre en franchise, l'un des bureaux de sa localité lequel lui aurait, suivant le cas, remis ou immédiatement envoyé récépissé de sa déclaration.

IV. — *Le droit d'élagage.*

Un point sur lequel la législation télégraphique française est encore demeurée muette, est celui concernant le droit d'élagage dont l'importance ne saurait échapper, puisque les branches voisines d'une ligne peuvent briser les fils ou tout au moins occasionner des déperditions de courant. Quand nous disons que notre législation est muette, le fait n'est pas absolument exact ; dans la Loi du 25 juin 1906, — laquelle fera plus loin l'objet d'une étude spéciale, — nous voyons, en effet, qu'à l'article 12, énumérant les privilèges de l'Etat dont jouissent à son égal les concessions déclarées d'utilité publique, se trouve cité le droit d'élagage qu'aucun texte n'a préalable-

1. Il y a là un lapsus ; c'est évidemment « par lettre recommandée » qu'il faut lire ; le législateur a été induit sans doute en erreur par l'expression, « sous chargement » qui comprend les plis « recommandés » (lettres ordinaires soumises à la formalité de la recommandation) et les plis « chargés » (plis officiels soumis à la formalité du chargement et valeurs déclarées).

ment accordé à l'Etat d'une façon explicite ; mais ce droit ressort implicitement des termes de l'article 2 de la Loi du 28 juillet 1885 « relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques » (1) :

Art. 2. — L'Etat a le droit d'exécuter sur le sol ou sous le sol des chemins publics et de leurs dépendances tous travaux nécessaires à la construction et à l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques...

S'il s'agit de l'élagage des plantations effectuées sur les routes nationales, les routes départementales et les chemins vicinaux, l'opération sera effectuée par les services intéressés ; il suffira à l'Administration des Postes et des Télégraphes de s'entendre avec les Ingénieurs des Ponts et Chaussées ou avec les agents voyers.

S'il s'agit des arbres, branches ou haies appartenant aux riverains et avançant sur le sol des routes ou des chemins, l'Administration des Postes et des Télégraphes mettra les propriétaires en demeure de procéder à leur coupe à l'aplomb des limites : cependant, sur demande et engagement de leur part de rembourser le montant des dépenses, l'Administration effectuera le travail.

Si la mise en demeure adressée par lettre recommandée reste sans effet, l'Administration, au bout de dix jours, procède à l'élagage d'office et aux frais des propriétaires.

Il y a lieu d'examiner aussi le cas où la ligne a été établie sur une propriété privée conformément aux dispositions de l'article 13 ainsi conçu :

1. Voir *supra*, p. 87.

Art. 13. — Dans le cas où il serait nécessaire d'exécuter pour l'établissement des lignes, des travaux de nature à entraîner une dépossession définitive, il ne pourrait, à défaut d'entente entre l'Administration et les propriétaires, être procédé que conformément aux Lois du 3 mai 1841 (1) et du 27 juillet 1870 (2).

Toutefois l'indemnité, le cas échéant, serait réglée dans la forme prévue par l'article 16 de la Loi du 21 mai 1836 (3).

Quelle que soit la solution intervenue, il appartient à l'Administration de procéder à ses frais aux élagages nécessaires, tant au moment de l'installation que par la suite.

V. — *Les vols de fils ou de câbles.*

Si les attentats proprement dits contre les lignes sont excessivement rares, il est, par contre, une sorte de délit très fréquent depuis quelques années et qui malheureusement tend à se développer de plus en plus ; nous voulons parler des vols de fils et de câbles. L'importance de ces vols a commencé à devenir considérable quand, il y a une dizaine d'années, le réseau téléphonique prit une grande extension ; le conducteur télégraphique, modeste fil de fer, avait été respecté ; le conducteur téléphonique au contraire, fil de cuivre représentant une importante valeur marchande, devait exciter des convoitises et c'est à une

1. Voir *supra*, p. 53.

2. Loi du 27 juillet 1870 « concernant les grands travaux publics ». *B. des L.*, 9^e sér., 1870, 2^e sem., *B.* n° 1832, n° 17954, p. 145.

3. Loi du 21 mai 1836 « sur les chemins vicinaux ». *B. des L.*, 9^e sér. 1836, 1^{er} sem., *B.* n° 422, n° 6293, p. 193.

somme variant entre 100.000 et 200.000 francs qu'on peut évaluer le préjudice subi annuellement par l'Administration par suite des vols commis.

On ne pouvait espérer mettre un frein à ces vols en aggravant des pénalités déjà fort sévères ; l'Administration entreprit dès lors d'assurer une répression plus étroite et elle crut augmenter les chances de faire tomber ses malfaisants ennemis entre les mains de la justice en usant d'un moyen destiné soit à stimuler la surveillance des agents de l'autorité ou des employés des Compagnies de chemins de fer, soit à provoquer le concours des particuliers. A la date du 4 décembre 1902, le Sous-Secrétaire d'État, M. Bérard, prenait en conséquence la Décision suivante (1) :

Une prime *au maximum* de 50 francs *pourra être* allouée, à titre de gratification, à toute personne qui aura découvert ou fait découvrir les auteurs de vols de fils ou de câbles télégraphiques ou téléphoniques commis au préjudice de l'Administration.

Mais, cette promesse, d'une part, n'engageait pas l'Administration ; d'autre part, la somme de 50 francs, montant maximum de la prime, était souvent partagée. Sans doute le résultat ne répondit pas à l'attente, et dans une seconde Décision, du 2 mai 1906 (2), M. Bérard fit disparaître les termes limitatifs, qu'il avait pris soin de souligner lui-même, en modifiant ainsi son premier texte :

Une somme de 50 francs sera allouée, à titre de gratification, etc.

1. *B. M. des P. et des T.*, décembre 1902. *B.* n° 13, p. 805.

2. *B. M. des P. et des T.*, juin 1906. *B.* n° 7, p. 155.

De cette façon, désormais, la prime était toujours due, et de plus elle l'était, dans son intégralité, à chacun de ceux qui avaient participé à la découverte des auteurs ou même du seul auteur, des vols ou même d'un vol unique.

Quoi qu'il en soit, sur environ cent cinquante vols constatés chaque année, on ne compte guère plus d'une quinzaine d'arrestations provoquant l'attribution de 1.200 francs de primes.

Rappelons que nous avons déjà rencontré une disposition analogue, mais plus restrictive, dans le Décret du 16 décembre 1811 (1) qui accorde un tiers des amendes prononcées à l'agent (non pas à toute personne), qui a constaté la contravention ou le délit en ce qui concerne les dégradations commises sur les routes.

VI. — *Le personnel chargé de la surveillance des lignes.*

Nous avons vu que l'article 10 du Décret-Loi du 27 décembre 1851 donnait le droit de dresser les procès-verbaux des crimes, délits et contraventions prévus aux articles précédents, aux inspecteurs des lignes télégraphiques et aux agents de surveillance nommés ou agréés par l'Administration et dûment assermentés.

Un Décret, en date du 9 mars 1905 (2), « concernant la surveillance des lignes » nous fait connaître la large portée accordée à ce texte :

Article premier. — Sont chargés de la surveillance des

1. Voir *supra*, note p. 60.

2. *B. des L.*, 12^e sér. 1905, 1^{er} sem. *B.* n° 2615, n° 45810, p. 1261.

lignes servant à l'échange des correspondances et signaux par l'électricité ou par tout autre moyen, les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers affectés, à quelque titre que ce soit, au service de la construction et de l'entretien des lignes électriques de l'État.

Mais, bien entendu, il ne s'ensuit pas que tous ceux qui prennent part aux opérations de construction et d'entretien sont astreints à prêter serment ; le personnel investi du pouvoir de verbaliser est limité dans chaque grade aux besoins du service et, particulièrement en ce qui concerne les ouvriers, le choix doit porter sur les plus aptes à s'acquitter d'un rôle en somme assez délicat.

VII. — *La protection des lignes privées.*

Les lignes télégraphiques ou téléphoniques purement privées (1) ne bénéficient pas, comme dans certains pays, de la législation spéciale protégeant les lignes de l'État. Cette situation est, du reste, parfaitement logique, puisque l'intérêt général n'est pas en jeu. Les attentats contre ces lignes seront donc réprimés comme tous les attentats contre la propriété d'autrui en conformité des articles 437 et 479 du Code pénal :

Art. 437. — Quiconque, volontairement, aura détruit ou renversé par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées ou autres

1. Les lignes privées comprennent : 1^o les lignes d'un maximum de 5 kilomètres construites et entretenues par les particuliers qui en ont obtenu la concession pour leur usage personnel, 2^o les lignes accompagnant les lignes d'énergie.

constructions qu'il savait appartenir à autrui, ou causé l'explosion d'une machine à vapeur, sera puni la de réclusion et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de 100 francs.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps.

Art. 479. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement.

1° Ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article 434 jusques et y compris l'article 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui;

.

CHAPITRE V

La législation étrangère (1).

Étude de la législation répressive dans les différents États : Belgique; Pays-Bas ; Indes néerlandaises ; Danemark ; Grande-Bretagne ; Indes britanniques ; Cap de Bonne-Espérance ; Australie ; Allemagne ; Autriche ; Hongrie ; Suisse ; Italie ; Espagne ; Portugal ; Zambèze et Chiré (colonie portugaise) ; Grèce ; Russie ; Bulgarie ; Roumanie ; Serbie ; Suède, Norvège ; Brésil ; République Argentine.

Nous allons successivement passer en revue la législation que les différents pays ont cru devoir se donner pour protéger leurs lignes télégraphiques ; nous nous trouverons en présence d'ensembles plus ou moins complets qui correspondront chacun à des exigences particulières ; il y a lieu de tenir compte en effet des époques, des circonstances, de la mentalité et du tempérament des peuples, de leur état de civilisation. Parmi ces lois, les unes, que nous étudierons en premier lieu, se rapprochent de la législation française ; les autres, développent certains côtés ignorés de celle-ci ; d'autres enfin, laissant au droit commun la plus grande place, ne nous offriront que des rudiments de dispositions spéciales.

1. Pour les différents chapitres se rapportant à la législation étrangère nous avons eu notamment recours aux documents recueillis dans *le Journal Télégraphique*, publié à Berne par le bureau international des Administrations télégraphiques.

Belgique.

La législation belge doit à ses origines de se rapprocher beaucoup de la législation française ; nous allons donc trouver une grande analogie dans l'œuvre de chacun de ces deux pays relative à la protection des lignes télégraphiques ou téléphoniques ; cependant une différence est à remarquer : alors que de nombreux délits ou crimes sont demeurés en France du domaine général de la législation répressive, nous allons voir, au contraire, qu'en Belgique, des dispositions particulières ont prévu à peu près toutes les éventualités et constituent un des ensembles les plus complets qui nous soient offerts.

Le premier document réside dans la Loi du 1^{er} mars 1851 « qui autorise le Gouvernement à fixer provisoirement le tarif et les conditions réglementaires pour les correspondances télégraphiques ». Nous en retiendrons les deux articles suivants :

Art. 2. — Le Gouvernement pourra également établir des règlements pour la transmission des correspondances par voie télégraphique et pour la police des lignes.

Art. 3. — Il pourra déterminer les peines conformément à la Loi du 6 mars 1818, pour réprimer les infractions aux dispositions prises en vertu de la présente loi.

En conséquence, intervenait un an plus tard la Loi du 14 avril 1852 « concernant la police des lignes télégraphiques et le passage sur les propriétés particulières » dont l'article 6 était ainsi conçu :

Art. 6. — L'article 257 du Code pénal (1) est applicable à la destruction et à la dégradation des fils, poteaux et appareils, en général, des lignes télégraphiques, ainsi qu'au fait d'avoir interrompu ou entravé les communications par tous autres moyens.

Or, cet article du Code pénal belge, nous le connaissons ; il n'est autre que l'article 257 de notre Code pénal et nous avons vu (2), qu'à défaut de texte particulier, les tribunaux français s'étaient refusés à l'appliquer aux attentats commis contre les lignes télégraphiques jusqu'à ce qu'intervint l'Arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1863.

Mais, si sur ce point, la question était tranchée en Belgique, les dispositions de l'article 6 étaient incomplètes en ce qui concerne deux cas qu'avait visés la loi française : elles ne prévoyaient, en effet, ni une rigueur atténuée dans la répression des actes d'imprudence, ni une aggravation de peine pour les actes commis en bande.

La lacune fut comblée par la Loi du 8 juin 1867 que compléta la Loi du 25 mars 1891 « portant répression de la provocation à commettre des crimes et des délits ».

Ces deux actes législatifs contiennent le régime applicable aux installations télégraphiques et téléphoniques.

Voyons rapidement les dispositions du Code pénal

1. Art. 257. C. p. ancien : « Quiconque aura détruit, abattu ou dégradé des monuments, statues et autres objets, destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 500 francs. »

2. Voir *supra* p. 51 et 63.

nouveau. Elles figurent au titre IX intitulé « Des crimes et des délits contre les propriétés ».

Art. 524. — Ceux qui, par un moyen quelconque, auront empêché la correspondance sur une ligne télégraphique, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 50 francs à 500 francs.

Art. 525. — Lorsque les faits prévus par les deux articles précédents auront été commis en réunion ou en bande à l'aide de violence, de voies de fait ou de menaces, les coupables seront punis de la réclusion.

Les chefs et les provocateurs seront condamnés aux travaux forcés de dix à quinze ans et à une amende de 500 fr. à 5.000 francs.

Art. 526. — Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 francs à 500 francs quiconque aura détruit, abattu, mutilé, ou dégradé :

.
Des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation.

Dans cet article 526 on reconnaît, légèrement modifié dans le taux des pénalités, l'article 257 du Code pénal ancien.

Art. 544. — Les auteurs et les complices des délits prévus dans les sections II à VI du présent chapitre (Art. 521 à 542) qui seront en état de récidive pour fait de même nature, pourront être placés sous la surveillance de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Art. 563. — Seront punis d'une amende de 15 francs à 25 francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement :

.
5° Ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement détruit ou dégradé des fils, poteaux ou appareils télégraphiques.

Art. 564. — Dans le cas de récidive, le Tribunal est autorisé à prononcer, indépendamment de l'amende, un emprisonnement pendant douze jours au plus.

Ainsi les articles 524 et 525 répriment le fait volontaire ayant causé l'interruption des communications; l'article 526, le fait volontaire n'ayant pas causé d'entraves au fonctionnement du service; enfin l'article 563 atteint le fait involontaire. Volontaire ou involontaire, le fait est sévèrement réprimé, quand il y a récidive, par les articles 544 et 564.

L'article 525 vise les attaques consommées en bande contre le matériel; si les violences sont commises contre le personnel du service télégraphique, c'est au titre V de la Loi intitulé « Des crimes ou des délits contre l'ordre public commis par des particuliers » qu'il y a lieu de se reporter.

Art. 270. — Est aussi qualifiée rébellion toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces, soit contre les employés ou agents du service télégraphique de l'État et agissant dans l'exercice de leurs fonctions, soit contre les employés et agents attachés à des services télégraphiques privés et agissant pour la transmission des dépêches de l'autorité publique.

LE 20

Art. 271. — La rébellion commise par une seule personne munie d'armes sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans; si elle a eu lieu sans armes, d'un emprisonnement de huit jours à six mois.

Art. 272. — Si la rébellion a été commise par plusieurs personnes et par suite d'un concert préalable, les rebelles, porteurs d'armes, seront condamnés à la réclusion, et les autres à un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Si la rébellion n'a pas été le résultat d'un concert préalable, les coupables armés seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et les autres, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Art. 273. — En cas de rébellion avec bande ou attroupement, l'article 139 du présent Code sera applicable aux rebelles sans fonctions ni emploi dans la bande qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils ont été saisis hors du lieu de la rébellion sans nouvelle résistance et sans armes.

Art. 274. — Dans tous les cas où il sera prononcé pour fait de rébellion la peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés, en outre, à une amende de 26 fr. à 200 francs.

Les chefs de la rébellion et ceux qui l'auront provoquée pourront de plus être condamnés à la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus et à l'interdiction, conformément à l'article 33.

L'article 270 ne fait, en somme, que correspondre à notre article 5 du Décret-Loi du 27 décembre 1851, lequel renvoie au Code pénal pour les distinctions à établir.

Comme la Loi française, la Loi belge est muette sur les délits et crimes pouvant être commis à l'occasion de travaux destinés à assurer le fonctionnement des lignes ; il y aura donc lieu d'appliquer les dispositions d'ordre général (1).

1. Ces dispositions sont les suivantes :

Art. 289. — Quiconque, par voies de fait, se sera opposé à l'exécution des travaux ordonnés ou autorisés par le pouvoir compétent, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois.

Art. 290. — Ceux qui, par attroupement et violences, voies de fait ou menaces se seront opposés à l'exécution de ces travaux, seront condamnés à un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Art. 291. — Dans les cas prévus par les deux articles pré-

Enfin la législation télégraphique ne prévoit pas davantage des mesures spéciales contre les individus, soit agents de l'Administration, soit étrangers au service télégraphique, qui auraient commis des déprédations à l'occasion de grève ou de tentatives de grève dans ce service. Les dispositions d'ordre général (1) seront encore applicables en la circonstance.

Il en est de même pour le cas où les agents des télégraphes se rendraient coupables vis-à-vis de l'Administration de vols n'entraînant pas une interruption du service ; ils seraient assimilés à l'individu travail-

cédents les coupables pourront de plus être condamnés à une amende de 26 francs à 500 francs.

1. Ces dispositions sont les suivantes :

Art. 310. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1000 francs, ou d'une de ces peines seulement toute personne qui, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toute proscription quelconque, soit contre ceux qui travaillent soit contre ceux qui font travailler.

Il en sera de même de ceux qui auront porté atteinte à la liberté des maîtres ou des ouvriers, soit par des rassemblements près des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou près de la demeure de ceux qui le dirigent, soit en se livrant à des actes d'intimidation à l'adresse des ouvriers qui se rendent au travail ou en reviennent, soit en provoquant des explosions près des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou dans les localités habitées par les ouvriers, soit en détruisant les clôtures des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou des habitations ou terres occupées par les ouvriers soit en détruisant ou en rendant impropres à l'usage auquel ils sont destinés les outils, instruments, appareils ou engins de travail et d'industrie.

lant habituellement dans l'habitation où il a volé (1).

Les contraventions, crimes et délits sont donc atteints et réprimés par les dispositions que nous venons de passer en revue ; mais, que le service ait été interrompu ou non, il faut se trouver en présence d'un acte matériel ; la Loi du 25 mars 1891, « portant répression de la provocation à commettre des crimes ou des délits » est venue punir la provocation non suivie d'effet :

Article premier. — Quiconque, soit par des discours tenus dans des réunions ou lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des dessins et emblèmes, soit par des écrits imprimés ou non et vendus ou distribués, aura, etc.....

Quiconque, par l'un des modes indiqués au paragraphe premier, aura directement et méchamment provoqué sans que cette provocation ait été suivie d'effet, à commettre l'un des délits prévus par les articles 269 à 274, 310, ... 524, 528... du Code pénal et de l'article 2 de la Loi du 11 juin 1883, concernant les fils téléphoniques, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 1.000 francs.

Art. 2. — Le paragraphe final de l'article 66 du Code pénal (2) est ainsi modifié :

Ceux qui, soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non et vendus ou distribués,

1. L'article du Code pénal applicable serait le suivant :

Art. 464. — L'emprisonnement sera de trois mois au moins si le voleur est... ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé.

2. C. P. Art. 66. — Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit : ...

soit par des dessins ou des emblèmes, auront provoqué directement à le commettre, sans préjudice des peines portées par la loi contre les auteurs de provocations à des crimes ou à des délits, même dans le cas où ces provocations n'ont pas été suivies d'effet.

Art. 3. — S'il existe des circonstances atténuantes les juges pourront faire application de l'article 85 du Code pénal (1).

Art. 4. — L'action publique et l'action civile résultant des délits prévus par la présente Loi seront prescrites après trois mois à dater du jour où les délits auront été commis.

L'article 26 de la Loi du 17 avril 1878 ne s'appliquera pas à cette prescription sans toutefois que le délai puisse être prolongé au delà de six mois à partir du jour où l'infraction aura été commise.

Nous avons vu que l'article 563 du Code pénal punit la destruction ou la dégradation involontaire ; mais, plutôt que de les réprimer, il est préférable de prévenir les infractions, d'autant plus que les faits dommageables peuvent provenir tout simplement de l'exercice du droit de propriété ; or, si dans l'intérêt général une atteinte est portée à ce droit, du moins doit-on éviter dans la mesure du possible que des sanctions pénales soient provoquées par l'espèce de servitude dont il se trouve grevé.

Nous avons signalé une mesure de ce genre dans l'article 4 de notre Loi du 28 juillet 1885. En Belgique, l'Arrêté royal du 15 octobre 1876 est d'une portée plus générale :

Article premier. — Nul ne pourra procéder, le long d'une ligne télégraphique (ou téléphonique) à des travaux tels

1. L'article 85 prévoit la réduction des peines dont sont passibles les crimes et les délits.

qu'élagage ou abatage d'arbres, fouilles, tranchées, constructions, démolitions, ou à tout autre travail pouvant interrompre le service de la ligne ou la dégrader, sans en avoir averti l'Administration.

Cet avertissement sera remis par écrit, au moins cinq jours avant le commencement du travail, à l'un des deux bureaux télégraphiques les plus voisins ; il en sera délivré un reçu daté.

Art. 2. — Toute contravention à l'article précédent sera punie d'une amende de 25 francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement.

Une instruction administrative impose au bureau télégraphique qui a reçu l'avis préalable, d'en délivrer un reçu daté et d'informer le fonctionnaire technique compétent en vue d'une surveillance de la ligne exposée.

Enfin, signalons qu'au cas où le Gouvernement cède temporairement ses droits pour l'exercice de la télégraphie locale, la protection est étendue aux lignes de la concession par l'article 7 de la Loi du 23 mai 1876 « autorisant des concessions de télégraphie locale » (1).

Art. 7. — Les dispositions des lois pénales et des règlements de police relative au télégraphe et au service télégraphique de l'État sont applicables aux services télégraphiques concédés.

1. Article premier. — Le Gouvernement est autorisé à concéder l'établissement et l'exploitation de télégraphes électriques dans le périmètre d'une commune ou de plusieurs communes ne formant qu'une seule agglomération.

Art. 2. — Ces concessions.....

Art. 3. — Elles ne sont accordées qu'après enquête sur l'utilité publique de l'entreprise, la durée de la concession et le taux des taxes.

Pays-Bas.

La législation télégraphique se trouva d'abord contenue dans une Loi du 7 mars 1852 « ayant pour objet de régler le service des communications par télégraphes électro-magnétiques » ; la protection est prévue par l'article 12 :

Art. 12. — L'article 257 du Code pénal est applicable à la détérioration ou à la destruction volontaire d'appareils télégraphiques.

Les lignes du Gouvernement et celles des particuliers sont protégées au même titre ; l'article 257 ainsi visé est le suivant :

Code pénal. — Art. 257. — Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 500 francs.

La disposition pénale est donc la même qu'en Belgique avant la Loi de 1867 et, cependant, la situation est quelque peu différente. Nous connaissons la double lacune de ce texte qui ne prévoit ni l'aggravation de peine pour les actes commis en bande, ni la répression moins rigoureuse pour les actes d'imprudence. Mais, si en Belgique l'article 257 est toujours applicable, il ne l'est plus dans les Pays-Bas pour les actes d'imprudence, puisque l'article 12 de la Loi de 1852 exige la détérioration ou la destruction volontaire.

Il en résulte que ces atteintes causées par ignorance ou négligence ne peuvent être poursuivies qu'au même titre que les contraventions générales en matière de voirie ou de police des routes.

Cette Loi du 7 mars 1852, révisée par la Loi du 3 décembre 1869, a été abrogée par la Loi du 11 janvier 1904 « concernant l'installation, l'exploitation et l'utilisation des télégraphes et des téléphones » dont le paragraphe 4 intitulé « Dispositions répressives et dispositions pénales » a pour premier article :

Art. 19. — Aux installations téléphoniques et à la téléphonie sont applicables les dispositions des articles 351, 351 *bis*, 371, 374 et 375 du Code pénal.

Indes Néerlandaises.

Nous trouvons d'abord une Ordonnance du Gouverneur général, ayant force de loi, rendue le 31 mars 1858; elle contient les dispositions suivantes :

Art. 4. — Quiconque détruit ou détériore le télégraphe et les parties qui le composent, ou commet des actions de nature à empêcher l'emploi de cet établissement, est puni :

Si le délit est commis avec préméditation, d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 50 à 250 florins (1).

Si le délit est commis par inadvertance, d'un emprisonnement d'une semaine au plus et d'une amende de 25 florins au plus (2).

Sur la demande du chef de service des télégraphes, le chef de la municipalité peut ordonner la démolition et l'en-

1. Environ 106 fr. à 530 francs.

Le florin vaut environ 2 fr. 12.

2. Environ 53 francs.

lèvement immédiat de tous les objets de nature à empêcher l'emploi du télégraphe et, en cas de non exécution, effectuer la démolition ou l'enlèvement aux frais du réfractaire.

Remarquons qu'au cas de délit involontaire le juge a la faculté d'infliger conjointement prison et amende ou de n'appliquer que l'une ou l'autre, ou même ni l'une ni l'autre de ces peines.

Une Ordonnance du 6 octobre 1876 est venue substituer à la législation précédente les dispositions suivantes :

Art. 13. — Les dispositions de l'article 188 du Code pénal pour les européens et de l'article 189 du Code pénal pour les indigènes, sont applicables à ceux qui détruisent ou endommagent par malveillance les établissements des télégraphes affectés à un service public.

Les dégâts commis par incurie ou par imprudence sont passibles d'une amende de 50 florins (1), au maximum.

Observons que pour les dommages commis par imprudence, la législation de 1858 prévoyait l'emprisonnement ; cette peine disparaît ; par contre, le maximum de l'amende est doublé.

Art. 14. — Sur la demande de l'inspecteur en chef ou du chef de station des Postes et des Télégraphes, le chef de la municipalité peut ordonner la démolition ou l'enlèvement immédiat de tous les objets de nature à entraver le bon fonctionnement des télégraphes affectés au service public et, en cas de non exécution immédiate, faire procéder à cette démolition ou à cet enlèvement aux frais du réfractaire, sous réserve des indemnités à payer aux ayants-

1. Environ 106 francs.

droit lesquelles seront déterminées conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

Nous retrouvons presque textuellement la dernière partie de l'ancien article 4 dont la première correspond à l'article 13 précité. Mais, si auparavant on ne visait que l'entrave à « l'emploi » du télégraphe, il suffit maintenant que celle-ci porte atteinte « au bon fonctionnement ». De plus, aucun délai n'était fixé à la démolition et à l'enlèvement des objets occasionnant l'entrave en question ; désormais l'exécution de l'ordre donné par l'autorité doit être immédiate.

La législation de la colonie est plus complète que celle de la métropole, puisque cette dernière passe sous silence les dommages causés par la négligence.

Danemark.

La seule disposition législative se trouve dans le Code pénal du 10 février 1866, chapitre 30.

§ 295. — Celui qui commet avec préméditation contre un établissement télégraphique, des actions de nature à empêcher ou à interrompre l'emploi de cet établissement, est passible d'emprisonnement ou, en cas de circonstances atténuantes, d'une amende de 50 rixdales (1) au moins.

Celui qui par négligence, commet contre un établissement télégraphique des actions de nature à empêcher ou à interrompre l'emploi de cet établissement est passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 100 rixdales (2) ou d'un emprisonnement qui peut être porté à un mois au

1. Environ 141 fr. 50.

Le rixdale valait environ 2 fr. 83.

2. Environ 283 francs.

plus. La peine peut, toutefois, être levée si l'auteur a porté immédiatement le fait à la connaissance, soit du bureau de police le plus voisin, soit d'un des employés ou fonctionnaires du service du Département des Chemins de fer ou des Télégraphes.

Ce texte subit ultérieurement une modification qui ne porte en réalité que sur un changement d'unité monétaire :

§ 295. — Quiconque endommage volontairement un télégraphe électrique ou les appareils y appartenant, ou commet un acte de nature à interrompre ou détériorer la communication télégraphique ou à entraver l'utilisation de ses appareils, sera puni d'emprisonnement ou en cas de circonstances atténuantes, d'une amende, toutefois pas à moins de 100 couronnes (1), en tant que, d'après sa nature l'acte n'entraînera pas une peine supérieure. Si l'acte est commis par négligence, une amende de 200 couronnes (2) au maximum ou la peine d'emprisonnement simple jusqu'à un mois sera appliquée; la peine peut pourtant être supprimée, si l'auteur, sans retard, donne connaissance de ce qui s'est passé, à la plus proche autorité de police ou à un fonctionnaire ou agent employé au service des Télégraphes ou des Ponts et Chaussées.

Signalons cette particularité que, en vue d'éviter la prolongation des interruptions et de faciliter les réparations, le délinquant involontaire peut échapper à toute pénalité, si, au lieu de chercher à se soustraire aux poursuites, il fait diligence pour déclarer l'accident dont il est l'auteur.

Quant à la protection préventive, il y a été pourvu par la Loi du 11 mai 1897 « concernant les télégra-

1. Environ 132 francs.

La couronne vaut environ 1 fr. 32.

2. Environ 264 francs.

phes et les téléphones » ; nous y trouvons une disposition analogue à celle que nous avons rencontrée en Belgique dans l'Arrêté royal du 15 octobre 1876. Le texte en est le suivant :

§ 12. — Dans les endroits où aura été posée une ligne télégraphique ou téléphonique appartenant à l'État, il ne pourra être entrepris aucun travail de construction ou de terrassement, ni pris aucune autre disposition de nature à exposer la ligne à être dérangée ou endommagée, à moins qu'il n'en ait été donné avis, verbalement ou par écrit, au plus proche chef, nommé par l'État, d'un poste télégraphique ou téléphonique, huit jours à l'avance ou, dans le cas où quelque accident subit aurait nécessité l'exécution immédiate du travail, le plus tôt possible et, au plus tard, au moment du commencement du travail.

.
Lorsque dans les rues, voies ou places publiques, des arbres, des plantations, etc..., menacent de dérangement les lignes télégraphiques de l'État existantes au moment de la mise en vigueur de la présente Loi, l'Administration des Télégraphes de l'État pourra demander que les arbres, etc., soient taillés dans la mesure dont la nécessité, pour la sûreté des lignes, aura été constatée par expertise légale.

Grande-Bretagne.

Nous nous trouvons en Angleterre, en ce qui concerne la législation télégraphique, dans une situation spéciale qu'il importe de signaler tout d'abord ; le premier acte législatif n'apparaît que bien tardivement et cependant, c'est dans le Royaume-Uni qu'ont fonctionné les premières lignes du télégraphe électrique ; mais il n'y a pas lieu de s'étonner : la patrie de l'*habeas corpus* n'était-elle pas la dernière où l'État pût manifester des craintes à l'endroit de la

nouvelle invention ? Des mœurs différentes font concevoir les choses dans un esprit ; comment un régime de liberté aurait-il pris souci du télégraphe électrique plus que de toute autre innovation ? Aussi le télégraphe, loin de suggérer immédiatement des lois destinées à sauvegarder les droits de l'État et de la société dont il assume la défense, demeura-t-il longtemps en Angleterre entre les mains de l'industrie privée et ce n'est que quand il eut atteint un plein développement qu'on s'aperçut de la nécessité d'une intervention législative ; encore nous faut-il dire que cette intervention ne fut pas inspirée par le désir de renforcer les pouvoirs de l'État ; il a tout simplement paru dans la circonstance que l'exploitation de l'État serait plus avantageuse pour le public que celle des compagnies ; et cette considération a-t-elle mené à la création du monopole qui existe en France depuis 1793, en fait, et depuis 1837, légalement ? Point ; la Loi nouvelle autorise seulement le Gouvernement à acheter tout ou partie du réseau des compagnies existantes.

D'ailleurs, cette Loi du 31 juillet 1863, « pour réglementer l'exercice des droits résultant de lois spéciales accordant la construction et l'exploitation de télégraphes », pas plus que les lois postérieures, ne renferme de mesures de protection. Les dispositions pénales spéciales à la télégraphie figurent dans la Loi du 6 août 1861 qui a renforcé les prescriptions de la législation relative aux atteintes malveillantes portées à la propriété.

Elles sont comprises dans les deux articles ci-dessous :

Art. 37. — Quiconque aura, d'une manière illégitime et malveillante, coupé, brisé, ou arraché, détruit, détérioré

ou enlevé toutes piles, appareils, fils, câbles, poteaux ou autres matières ou objets quelconques faisant partie ou servant à l'usage ou à l'emploi d'un télégraphe électrique ou magnétique ou à l'exploitation de celui-ci ou qui aura illégitimement ou avec malveillance mis empêchement ou obstacle d'une manière quelconque à l'envoi, la transmission ou la remise d'une communication quelconque par un semblable télégraphe, sera coupable de crime (misdemeanor) et, étant convaincu du fait, sera passible, à la discrétion de la Cour, d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans, avec ou sans travaux de force (hard labour); sous réserve que, s'il apparaît à la justice, dans l'interrogatoire de toute personne prévenue d'un acte prévu par le présent article, qu'il ne serait pas utile aux fins que se propose la justice de la poursuivre par acte d'accusation (by indictment), la justice peut procéder sommairement à l'audition et au jugement du prévenu, et celui-ci, s'il est convaincu du fait, sera, à la discrétion de la justice, soit remis à la prison commune ou maison de correction pour y être ou simplement emprisonné ou emprisonné et soumis à des travaux de force, pour un terme n'excédant pas trois mois, soit condamné à une amende n'excédant pas 10 livres (1), suivant qu'il semblera équitable à la justice.

Art. 38. — Quiconque aura illégitimement ou avec malveillance, par un acte ayant reçu un commencement d'exécution, tenté de commettre quelque une des atteintes prévues par l'article précédent, sera, après conviction du fait, devant une justice de paix à la discrétion de la justice, soit remis à la prison commune ou maison de correction pour y être simplement emprisonné ou emprisonné et soumis à des travaux de force pour un terme n'excédant pas trois mois, soit condamné à une amende n'excédant pas 10 livres (1), suivant qu'il semblera équitable à la justice.

1. Environ 250 francs.

La livre sterling vaut environ 25 francs.

En ce qui concerne la protection préventive et répressive des lignes de l'État relativement aux travaux des particuliers qui peuvent les intéresser indirectement, nous trouvons des dispositions très complètes dans la Loi du 16 août 1878, « sur le télégraphe ».

Art. 7. — Lorsqu'un ouvrage qu'on se propose de faire en exécution d'une entreprise (1) autorisée par un acte du Parlement entraîne ou est de nature à entraîner une modification temporaire ou permanente d'une ligne télégraphique du Postmaster-General et que des dispositions légales conventionnelles ou autres n'existent pas en ce qui concerne cette modification ou l'avis à en donner au Postmaster-General ou les dépenses directes ou indirectes pouvant en résulter, les dispositions suivantes seront applicables :

1. — Les entrepreneurs ou leurs agents donneront au Postmaster-General, pas moins de sept, ni plus de quatorze jours avant le commencement des travaux, un avis spécifiant...;

6. — Si les entrepreneurs ou leurs agents négligent d'adresser au Postmaster-General l'avis prévu par cet arti-

1. Même loi, Art. 2. — « »

« L'expression « entreprise » signifie les ouvrages ou entreprises de n'importe quelle nature dont l'exécution est autorisée par une quelconque des lois votées par le Parlement et citées ci-dessus.

« L'expression « entrepreneur » signifie les parties, c'est-à-dire une compagnie, les commissaires, les administrateurs, les corporations et les personnes privées, autorisées par une des lois susmentionnées du Parlement à exécuter une entreprise, ainsi que tout locataire ou représentant desdites parties.

« L'expression « agents » comprend les sous-entrepreneurs, ainsi que les fonctionnaires, ingénieurs, ouvriers et employés, aussi bien du Postmaster-General, des entrepreneurs, des corporations et des personnes que de ses ou de leurs sous-entrepreneurs ».

cle relativement à l'exécution d'un ouvrage ou si, cet avis ayant été donné conformément à cet article, ils commencent les travaux avant l'expiration d'un délai de sept jours à compter de la date de l'avis, ils seront passibles d'une amende ne pouvant excéder 10 livres (1) pour chaque jour de travail effectué sans la sanction par écrit du Postmaster-General et celui-ci pourra déplacer l'ouvrage en question aux frais des entrepreneurs ;

7. — Si les entrepreneurs ou leurs agents négligent de se conformer aux raisonnables exigences imposées par le Postmaster-General ou ses agents en vertu de cet article, ils seront passibles d'une amende de 10 livres (1) au plus pour chaque jour d'inobservation de ces exigences ; si la communication télégraphique est interrompue, l'amende peut être portée jusqu'à 50 livres (2) par jour pendant la durée de l'interruption ;

8. — Pourvu que rien dans cet article ne force les entrepreneurs ou leurs agents à payer une amende pour ne s'être pas conformés aux exigences du Postmaster-General ou de ses agents ou pour avoir exécuté un ouvrage sans avis préalable, s'ils persuadent le tribunal instruit du cas que chacune de ces exigences était déraisonnable ou que l'exécution immédiate de l'ouvrage était nécessaire pour éviter un accident ou qu'elle revêtait sans cela un caractère d'urgence et qu'ils ont adressé au chef ou au sous-chef du bureau postal télégraphique de l'endroit où le travail s'effectuait un avis y relatif en indiquant en même temps la raison pour laquelle celui-ci n'avait pas été adressé au Postmaster-General avant le commencement des travaux ;

Art. 8. — Lorsque des entrepreneurs, un corps ou une personne (3) ou leurs agents détruisent ou endommagent une ligne télégraphique du Postmaster-General, ils sont tenus de rembourser à ce dernier le montant des dépenses

1. Environ 250 francs.

2. Environ 1.250 francs.

3. Loi du 28 juillet 1863.

Art. 3. — « Le terme « corps (body) » comprend tout corps

afférentes à la réparation des dégâts causés à la ligne ; si la communication télégraphique a été interrompue volontairement ou par suite de négligence, ils seront en outre passibles d'une amende journalière de 20 livres (1) au maximum pendant toute la durée de l'interruption.

Lorsque les entrepreneurs, le corps ou la personne éventuellement tenus de payer au Postmaster-General l'amende journalière susindiquée ne sont pas autorisés à exécuter les travaux nécessaires pour la levée de l'interruption, il sera tenu compte de la durée effective de celle-ci ou du temps minimum que le tribunal ayant connaissance du cas estimerait avoir pu suffire au Postmaster-General pour y remédier.

Au lieu d'intenter des poursuites pour le recouvrement de l'amende journalière dont il est question ci-devant, le Postmaster-General peut procéder comme pour le recouvrement d'une amende n'excédant pas 50 livres (2) et les entrepreneurs, le corps ou la personne fautifs seront tenus de payer celle-ci après déclaration sommaire de culpabilité.

Une atteinte portée à une ligne télégraphique durant un travail exécuté par des entrepreneurs, un corps ou une personne en vertu d'un droit légal ne sera pas considérée comme étant une destruction ou un endommagement volontaire de cette ligne, si l'intention d'exercer ce droit a été notifiée au Postmaster-General sous la forme d'un avis prescrit par un acte du Parlement ou par un arrangement ou, lorsqu'il n'existe ni acte ni arrangement contenant cette prescription, sous la forme d'un autre avis adressé au Postmaster-General quatorze jours pleins avant la date à laquelle

de commissaires voyers, corporation municipale, grand jury, conseil, comité, compagnie ou société, incorporée ou non, et toutes les dispositions applicables à un corps le sont à une personne isolée, quand les circonstances le demandent.

« Le terme « personne » comprend une corporation collective ou unique ».

1. Environ 500 francs.

2. Environ 1.250 francs.

les entrepreneurs, le corps ou la personne se proposent d'exercer le droit en question.

Cet article sera considéré comme étant une adjonction et non une dérogation à tout autre pouvoir ou moyen dont le Postmaster-General disposerait en vertu d'un autre acte du Parlement ou d'une loi générale ou autrement pour le recouvrement du montant des pertes résultées d'une destruction ou d'un endommagement du genre de celle ou de celui mentionné dans cet article, sous réserve qu'il ne procédera pas en vertu de cet acte ou d'un autre acte ou d'une autre loi en ce qui concerne cette destruction ou cet endommagement.

Art. 9. — Lorsque des entrepreneurs, un corps ou une personne ou leurs agents entravent le Postmaster-General ou ses agents dans l'établissement, l'entretien, la modification, l'examen ou la réparation d'une ligne télégraphique en exécution de cette loi, ou dans l'application d'un consentement donné en exécution de cette loi, ou dans la surveillance ou la direction d'une modification apportée à une ligne télégraphique par des entrepreneurs ou leurs agents en exécution de cette loi, ils seront passibles d'une amende de 10 livres (1) au maximum pour chaque acte d'obstruction ou, au cas où l'obstruction durerait, d'une amende de 10 livres pour chaque jour de durée de ladite.

Enfin les dispositions relatives aux troubles qui peuvent être apportés dans un local du Post-Office sont prévues par la Loi du 14 août 1884 « portant amendement de la Loi concernant la protection du Post-Office et les offenses commises contre lui ».

Art. 9. — 1. — Toute personne qui, volontairement entrave ou incite quelqu'un à entraver un fonctionnaire du Post-Office dans l'accomplissement de ses fonctions ou qui, dans un bureau de poste ou dans des locaux apparte-

1. Environ 250 francs.

nant à un bureau de poste ou utilisés par ce bureau, entrave le cours des affaires du bureau de poste, sera passible, après déclaration sommaire de culpabilité d'une amende de 40 schillings (1) au maximum.

2. — Tout fonctionnaire du Post-Office peut exiger d'une personne coupable d'une offense prévue par cet article qu'elle quitte un bureau de poste ou des locaux tels que ceux mentionnés ci-dessus, et si cette personne refuse ou néglige de se conformer à cette exigence, elle sera passible d'une nouvelle amende n'excédant pas 5 livres (2) et elle peut être emmenée par un fonctionnaire du bureau de poste, et tout constable est tenu, sur demande, d'emmener ou d'aider à emmener toute personne.

Indes Britanniques.

Dès le début, le télégraphe fut aux Indes une institution d'État ; en conséquence, nous y trouvons une législation antérieure à celle de la métropole.

La Loi XXXIV de 1854 « pour régler l'établissement et l'exploitation des télégraphes électriques de l'Inde » a été abrogée par la Loi n° 8 de 1860 qui porte le même titre.

La protection des appareils et lignes est comprise dans les articles suivants :

Art. 9. — Quiconque, sans permission, entrera dans la salle des appareils d'un bureau télégraphique du Gouvernement, ou qui refusera de le quitter, étant de ce requis par un des fonctionnaires ou agents de ce bureau, ou qui volontairement gênera ou empêchera un semblable fonctionnaire ou agent dans l'accomplissement de ses fonc-

1. Environ 50 francs.

Le schilling vaut environ 1 fr. 25.

2. Environ 125 francs.

tions, sera passible d'une amende de 100 roupies (1) au plus.

Art. 10. — Quiconque volontairement produira ou tentera de produire une interruption à la transmission des signaux le long d'une ligne de télégraphie électrique établie par le Gouvernement, soit en coupant ou endommageant le fil, soit en endommageant une partie quelconque de la ligne ou des poteaux ou bien quelque instrument ou appareil, soit par tout autre moyen, sera passible d'emprisonnement, avec ou sans travail forcé, pour un terme n'excédant pas deux ans ou d'une amende ou de l'une et de l'autre de ces peines.

Pour ce qui est de la détermination des tribunaux compétents et de la procédure à suivre, nous nous contenterons d'indiquer les articles se rapportant à la matière ; ce sont les articles 16, 17, 18, 19, 20, et 21.

Cette Loi de 1860 a été abrogée à son tour par la Loi n° 12 de 1876 portant le nom de « Loi des télégraphes indiens de 1876 » dont les dispositions sont les suivantes :

Art. 13. — Quiconque, sans la permission des autorités compétentes, pénètre dans la salle de transmissions d'un bureau télégraphique du Gouvernement ou d'une compagnie ou personne autorisée en vertu de la présente loi ;

Et quiconque pénètre à l'intérieur de la clôture qui entoure un tel bureau télégraphique en contravention de toutes prescriptions ou avis de ne pas le faire ;

Et quiconque refuse de quitter ladite salle ou clôture, étant de ce requis par tout employé ou agent de ce bureau ;

Et quiconque volontairement gêne ou empêche un tel

1. Environ 250 francs.

La roupie vaut environ 2 fr. 50.

employé ou agent dans l'accomplissement de ses fonctions ;

Sera passible d'une amende n'excédant pas 500 roupies (1).

On retrouve dans cet article les dispositions mêmes de l'article 9 de la Loi de 1860 ; une addition a été effectuée aux cas prévus antérieurement, celui de l'entrée illicite dans l'enceinte clôturant un bureau. A remarquer également que le maximum de l'amende a été élevé de 100 roupies à 500.

Art. 15. — Quiconque, dans l'intention...

c) de commettre un acte de malveillance, endommagement, enlève, dérange ou touche une pile, appareil, fil, câble, poteau ou autre objet quelconque faisant partie ou servant à l'usage d'un télégraphe ou de son exploitation,

Sera passible d'un emprisonnement pour une durée qui peut s'étendre à trois ans ou d'une amende ou de l'une et de l'autre de ces peines.

Pour tous les délits prévus par le présent article, il sera fait instruction et il n'y aura pas de mise en liberté sous caution, dans le sens attaché à ces termes (cognisable and non-bailable) par le Code de procédure criminelle.

Nous reconnaissons l'article 10 de la Loi de 1860 ; l'énumération des délits prévus est cette fois plus complète ; elle n'entraîne néanmoins ni extension, ni restriction dans l'application, puisque, comme l'énumération de 1860, elle n'est pas limitative.

Le maximum de la peine d'emprisonnement est porté de deux ans à trois ans ; par contre, le nouveau texte ne comporte plus la faculté d'imposer le travail forcé (hard labour) pendant l'emprisonnement.

1. Environ 1.250 francs.

Art. 16. — Toutes les fois qu'il paraîtra au Directeur général des Télégraphes qu'un acte causant ou susceptible de causer un sérieux dommage à un télégraphe quelconque se reproduit ou se commet par malveillance dans un lieu donné et que l'emploi de forces de police additionnelle dans ce lieu est par là devenu nécessaire, le Gouvernement local peut à la diligence dudit Directeur général, envoyer à ce lieu la force additionnelle requise et l'y employer aussi longtemps que le besoin l'exige.

Les frais résultant de l'envoi de ces forces de police additionnelle seront à la charge des habitants dudit lieu.

Le Gouvernement local peut, par ordonnance rendue dans chaque cas, fixer les limites du lieu auquel s'étendent les effets des dispositions du présent article et le magistrat du district, après enquête, s'il y a lieu, établira, conformément aux ordonnances du Gouvernement local, dans quelle proportion les susdits frais devront être payés par lesdits habitants suivant leurs ressources présumées.

Toutes les sommes à payer en vertu du présent article seront récupérables soit sur ordonnance du magistrat par la saisie et vente des biens du défaillant, dans les limites locales de la juridiction dudit magistrat, soit par une poursuite devant la Cour compétente et elles seront appliquées à l'entretien des forces de police ou à tout autre objet selon que le Gouverneur général, en conseil, peut, le cas donné, en décider.

Cet article ne figurait en aucune manière dans la Loi de 1860 ; il semble qu'on y puisse reconnaître une mesure de circonstance devant se rapporter à quelque fait que nous ignorons, mais probablement connexe à des troubles intérieurs, à un mouvement insurrectionnel ; ses menaces n'ont sans doute d'autre but que de produire un effet préventif.

Nous n'avons du reste encore vu aucune disposition de ce genre, sauf une fois, en France, et précisément dans un concours de circonstances excep-

tionnelles, lorsque Carnot, Ministre de l'Intérieur aux Cent Jours, rendit les communes responsables des délits commis sur leur territoire contre les télégraphes, par des bandes opérant par violence.

Cap de Bonne-Espérance.

Les mesures de protection sont prévues par la Loi du 14 août 1861 « portant réglementation du service télégraphique ».

Art. 5. — Quiconque endommagera volontairement une ligne télégraphique, entravera ou interrompra volontairement et d'une manière quelconque le libre usage et le fonctionnement de ladite ou des ouvrages connexes, y reliera des coudes, fils, conducteurs ou autres objets sans l'autorisation de l'Administration des lignes, mettra obstacle à sa construction, son achèvement et son entretien total ou partiel sera, une fois sa culpabilité reconnue, passible d'une amende d'au moins 5 (1) et d'au plus 100 livres (2) ou de la peine d'emprisonnement avec ou sans travail forcé pour un terme n'excédant pas six mois, ou des deux peines, amende et emprisonnement, excepté dans le cas où le tribunal compétent de l'arrondissement dans lequel le délit aura été commis n'aurait pas qualité pour infliger des peines plus élevées qu'une amende de 10 livres sterling (3) ou un emprisonnement, avec ou sans travail forcé d'une durée de trois mois ou les deux pénalités réunies ; sous réserve encore qu'aucune des dispositions de cet article ne modifie les lois en vigueur dans la Colonie pour la répression du crime d'atteinte malveillante à la propriété.

1. Environ 125 francs.

2. Environ 2.500 francs.

3. Environ 250 francs.

Art. 6. — Toute personne qui aura été témoin de l'accomplissement d'un des actes mentionnés à l'article précédent aura le droit d'appréhender le délinquant et de le remettre, en vertu de cette loi et sans mandat d'amener, à un field-cornet, constable ou officier de police pour être mis sous bonne garde et traité selon la loi.

Art. 7. — Si quelqu'un endommage par négligence une lignetélégraphique, le magistrat judiciaire du district dans lequel le dommage aura été causé devra, à la demande ou sur la plainte de l'administration de ladite, assigner le coupable ; il pourra après avoir entendu les deux parties, ou seulement le plaignant en cas de non comparution de l'accusé et avoir examiné la cause, condamner la partie incriminée au paiement de la somme qu'il jugera nécessaire pour compenser le dommage causé ; cette somme ne devra cependant pas dépasser 20 livres (1).

Au cas où la partie condamnée refuserait ou négligerait de payer le montant fixé ou de fournir des garanties suffisantes de paiement à déterminer par le juge, celui-ci pourra la condamner à la peine de l'emprisonnement pour une durée n'excédant pas un mois, sous réserve cependant que rien dans cet article n'empêche l'Administrateur précité, s'il juge le montant des dommages supérieurs à 20 livres (1), d'intenter une action civile en dommages-intérêts devant la Cour suprême ou tout autre tribunal d'arrondissement compétent.

Art. 11. — L'Administration d'une ligne télégraphique quelconque ou toute personne autorisée par lui et agissant en son nom pourra poursuivre l'auteur de dégâts commis sur cette ligne devant la Cour du « Magistrat résident » et cela sans avoir besoin d'aviser préalablement le Procureur public et sans son autorisation.

Les amendes perçues en vertu de cette loi seront versées par moitié au Trésor public et au dénonciateur du délinquant, sous réserve toutefois que le Gouverneur

1. Environ 500 francs.

pourra les réduire ou les remettre totalement, ainsi que les peines d'emprisonnement.

Les pénalités prévues à l'article 5 peuvent paraître peu rigoureuses, mais il ne faut pas oublier qu'il y est spécifié, *in fine*, que ses dispositions ne modifient nullement les lois en vigueur réprimant le crime d'atteinte malveillante à la propriété, où le tribunal pourra, le cas échéant, chercher une aggravation de la peine.

Soulignons la disposition de l'article 6 qui investit le témoin du droit d'arrêt ; c'est là, à première vue, une mesure quelque peu exorbitante qui peut étonner dans un pays de droit anglais. En examinant d'un peu plus près, on n'y voit au contraire qu'un sentiment exalté de la liberté individuelle.

L'article 6, en effet, ne se rapporte qu'à l'article précédent lequel envisage seulement les faits volontaires de dommages ; il en résulte qu'on se trouve, en réalité, en face d'un acte de malveillance et il n'est personne chez nous qui ne se croie en droit d'arrêter un délinquant de droit commun, même en l'absence de tout texte, général ou particulier, accordant cette faculté ; un sujet britannique aurait sans doute des scrupules sur la légalité d'un pareil acte puisque le législateur a cru devoir insérer cet article 6.

Remarquons aussi la prime accordée au dénonciateur par l'article 11 qui vise toutes les amendes perçues au titre de la loi ; ainsi le dénonciateur d'un acte même involontaire peut recevoir une récompense ; ne manquons pas de rapprocher cette disposition de la décision accordant en France une prime aux dénonciateurs des vols de fils télégraphiques ou téléphoniques.

Australie.

La Loi de 1901 « sur la Poste et le Télégraphe » édicte les mesures suivantes en ce qui concerne la protection :

Art. 87. — Les arbres, broussailles qui entravent ou qui, dans l'opinion du Postmaster General ou d'un autre fonctionnaire dûment autorisé par lui seraient de nature à entraver le bon fonctionnement d'une ligne télégraphique, peuvent, s'ils croissent sur les terres de la Couronne ou sur une route, une rue ou une chaussée principale, être abattus ou ébranchés au gré du Postmaster General, mais seulement après entente avec l'autorité qui en a le soin et l'administration.

Si ces arbres ou broussailles croissent sur des terrains privés à une distance de moins de vingt pieds d'une ligne télégraphique, le propriétaire ou le détenteur de ces terrains devra les abattre ou les émonder suivant les indications du Postmaster General ou de son représentant, à défaut de quoi ces fonctionnaires auront le droit de pénétrer sur ces terrains et de faire couper ou ébrancher ces arbres et ces broussailles à leur convenance.

Cette loi exonère le Postmaster General, ses fonctionnaires, agents et ouvriers ou toute autre personne quelconque du paiement d'indemnités pour ce qu'ils feront raisonnablement en vertu des pouvoirs conférés par cet article.

Art. 130. — a) Quiconque coupe, brise, renverse, endommage ou enlève illégalement ou par malveillance une pile, une machine, un fil, un câble, un isolateur, un poteau ou tout autre matériel ou objet quelconque faisant partie d'un appareil employé dans ou destiné à l'exploitation des télégraphes ou des ouvrages connexes ;

b) Ou empêche ou entrave illégalement ou par malveillance, d'une manière quelconque, l'expédition, le trans-

port ou la remise d'une communication quelconque par la voie télégraphique ;

c) Ou interrompt ou entrave l'usage d'une ligne ou la transmission d'un télégramme,

Se rend coupable d'un délit qualifié et sera passible de la peine d'emprisonnement avec ou sans travail forcé pour un terme n'excédant pas trois ans. Si, après avoir interrogé la personne prévenue d'une infraction aux dispositions de cet article, le juge de paix estime qu'il n'y a pas lieu de la poursuivre pour délit qualifié, le cas pourra être entendu et jugé sommairement et le contrevenant sera passible d'une amende n'excédant pas 25 livres sterling (1) ou condamné à la prison pour un terme ne dépassant pas trois mois.

Art. 131. — Quiconque tente de commettre un des délits mentionnés à l'article précédent sera passible d'une amende de 10 livres sterling (2) au maximum ou de la peine d'emprisonnement pour une durée de deux mois au plus.

Art. 132. — Quiconque contrevient aux dispositions de l'un des articles précédents peut être arrêté par n'importe quelle autre personne, avec ou sans mandat d'amener, et livré à un fonctionnaire de police ou être amené devant un juge pour être traité selon la loi.

Art. 133. — Quiconque brise ou endommage par négligence un poteau, un câble, un fil, un isolateur, ou tout autre matériel appartenant à une ligne télégraphique ou servant à l'exploitation des télégraphes, sera passible d'une amende de cinq livres (3) au maximum et pourra être condamné à payer le dommage causé.

Remarquons que l'article 131 punit la tentative.

Signalons également l'article 132, inspiré probablement par l'article 6 de la Loi du 14 août 1861 de la colonie du Cap de Bonne-Espérance, autorisant qui-

1. Environ 625 fr.

2. Environ 250 fr.

3. Environ 125 fr.

conque, — il ne s'agit même plus d'un témoin, — à arrêter l'auteur d'un délit volontaire.

Allemagne.

Avant la création de la Confédération de l'Allemagne du Nord, il y avait autant de législations télégraphiques que d'États souverains ; quand la Confédération fut constituée, le service devint une institution fédérale (1) qui s'étendit aux États de l'Allemagne du Sud à la suite de la formation de l'Empire allemand (2), et plus tard, à l'Alsace-Lorraine (3).

Nous n'examinerons pas toutes ces législations particulières qui, du reste, pour la plupart, avaient été faites sur les bases de l'Ordonnance prussienne du 15 juin 1849 « concernant les atteintes portées aux exploitations télégraphiques ». Cette Ordonnance, avec une aggravation dans les pénalités, passa dans le Code pénal prussien du 14 avril 1851 (§§ 296 à 300) qui lui-même servit de fondement au Code pénal allemand ; nous allons en examiner les articles relatifs à la protection des lignes télégraphiques ; toutefois, nous signalerons auparavant, à cause de leur

1. Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1867.

2. Constitution de l'Empire allemand du 16 avril 1871. Art. 4...§ 10. — « Les Postes et les Télégraphes font partie des attributions et de la législation de l'Empire, sauf en ce qui concerne la Bavière et le Wurtemberg les réserves prévues par l'article 52. » (Le chapitre VIII, articles 48 à 52, est consacré aux Postes et aux Télégraphes.)

3. Décret du 14 octobre 1871. Art. uniq. — « Le chapitre VIII de la Constitution de l'Empire allemand relatif au service des Postes et des Télégraphes entrera en vigueur en Alsace-Lorraine, à partir du 1^{er} janvier 1872. »

sévérité, les dispositions de la Loi saxonne en date du 11 août 1855.

Les détériorations préméditées étaient frappées d'un emprisonnement d'un an au plus ou d'un séjour dans une maison de correction (*arbeitshaus*) de six ans, quand l'action coupable n'avait pas eu pour but ou pour conséquence de mettre en danger l'exploitation de ces établissements (Art. 1^{er}). Dans le contraire, la peine pouvait être portée à douze ans de séjour dans une maison de correction (Art. 2); elle était augmentée de moitié, ou portée au double et même jusqu'à trente années, si l'action coupable avait causé des blessures ou la mort (Art. 3 et 4); enfin la peine capitale pouvait être prononcée au cas où la préméditation du risque de mort aurait été prouvée (Art. 5).

Quant aux détériorations par imprudence ou négligence, elles étaient passibles d'un emprisonnement pouvant s'élever, en cas de conséquences graves, à deux ans (Art. 7).

Enfin, quiconque, en ce qui concerne le service des lignes, n'obéissait pas aux injonctions des fonctionnaires des télégraphes revêtus de leurs insignes, était susceptible d'un emprisonnement d'un mois au plus ou d'une amende de 100 thalers (1).

Passons maintenant à l'examen du Code pénal fédéral.

§ 317. — Celui qui commet avec préméditation contre un établissement télégraphique affecté à un service public des actions de nature à empêcher ou à interrompre l'emploi de cet établissement, est passible d'un emprisonnement d'un mois à trois ans.

1. Environ 375 francs.

Le thaler (unité monétaire avant 1873), valait environ 3 fr. 75.

§ 318. — Celui qui, par sa négligence, commet contre un établissement télégraphique affecté à un service public des actions de nature à empêcher ou à interrompre l'emploi de cet établissement, est passible d'un emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à une année ou d'une amende de 300 thalers (1) au plus.

La même peine atteint les personnes chargées de la surveillance et du service des lignes télégraphiques qui, en négligeant leurs devoirs, amènent un trouble ou une interruption dans l'emploi de l'établissement.

De ce texte il semble résulter que l'interruption des communications n'est pas nécessaire pour entraîner la culpabilité; le fait seul que la dégradation est de nature à empêcher ou à interrompre les relations télégraphiques suffit pour que l'un des deux articles soit applicable, suivant que le fait aura été volontaire ou non.

Cependant la jurisprudence admit que les détériorations n'étaient punissables que quand il en était résulté une interruption. Devant la multiplicité des actes de négligence qui, dans ces conditions, demeureraient impunis on substitua au mot « emploi » celui de « exploitation » de même qu'aux Indes néerlandaises, nous l'avons vu, on avait remplacé, en 1876, le même mot « emploi » par celui de « bon fonctionnement ». Ce fut l'objet de la Loi du 13 mai 1891 « apportant des modifications aux dispositions du Code pénal allemand intéressant les services des Postes et des Télégraphes ».

§ 317. — Quiconque entrave ou met en danger, sciemment et contrairement au droit, l'exploitation d'un système télégraphique affecté au service public, en détériorant ou

1. Environ 1.125 francs.

changeant les parties de ce système, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans.

§ 318. — Celui qui entrave ou met en danger l'exploitation d'un système télégraphique affecté au service public, en commettant par négligence, un des actes susénoncés, sera passible d'un emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à une année, au maximum, et d'une amende pouvant s'élever à la somme de 900 marcks (1).

La même peine atteint les personnes chargées de la surveillance et du service des systèmes télégraphiques et de leurs dépendances, quand elles en entravent ou mettent en péril l'exploitation, par une négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Quant au deuxième alinéa du § 318, en atteignant pénalement les agents coupables de négligence dans le service, il confond le droit pénal et la discipline administrative; on conçoit combien une application rigoureuse de ce texte entraînerait des résultats inadmissibles; il est peu probable que les administrations allemandes y aient eu jamais recours; quoi qu'il en soit, une disposition de ce genre est topique.

§ 319. — Si un des employés mentionnés aux §§ 316 et 318 est condamné pour une des actions prévues par ces mêmes §§, il peut être, en même temps, déclaré incapable de remplir un poste dans le service des télégraphes et des chemins de fer ou dans des branches déterminées de ces services.

§ 320. — Les chefs d'une compagnie de chemins de fer, ainsi que les chefs d'un établissement télégraphique, affecté au service public qui ne congédient pas l'employé condamné, immédiatement après avoir reçu la notification du

1. Environ 1.125 francs.

Le mark vaut environ 1 fr. 25.

jugement, sont passibles au plus d'une amende de 100 thalers (1) ou d'un emprisonnement de trois mois.

La même peine atteint l'agent déclaré incapable de servir l'Administration des chemins de fer ou des postes s'il prend de nouveau un emploi dans une de ces administrations, ainsi que ceux qui le prennent à leur service bien qu'ils aient connaissance de la déclaration d'incapacité prononcée contre ledit employé.

Cette disposition qui vient aggraver la pénalité de l'agent condamné est admissible dès lors que le principe de la responsabilité pénale est accepté; on remarquera d'ailleurs que l'agent condamné à l'emprisonnement ou à l'amende n'est pas de ce fait exclu du service de l'Administration; le Tribunal peut ne pas prononcer cette peine subsidiaire, ou, encore, il peut ne prononcer qu'une incapacité partielle, concernant le service où la négligence a été commise. Le caractère disciplinaire ressort donc bien de cette disposition et il faut certainement se trouver en Allemagne pour admettre cette situation d'un agent allant en prison pour une faute professionnelle, puis venant, sa peine accomplie, reprendre place dans son service ou dans un service voisin.

Signalons également cette bizarrerie qui fait que le § 319 vise le § 318 seulement, c'est-à-dire les agents coupables de négligence. Quant aux agents frappés pour fait volontaire en vertu du § 317, le jugement ne semble pas pouvoir les atteindre dans leur situation d'agents de l'Administration; ce ne peut être là évidemment qu'une erreur de rédaction; au cas où le juge, néanmoins, s'estimerait lié par les textes, nous pensons que les Administrations allemandes auraient la faculté de se séparer d'un employé

1. Environ 1.125 francs.

condamné en somme pour un délit de droit commun.

Il faut noter que la Loi ne se rapporte qu'aux établissements télégraphiques affectés à un service public ; la définition, on en conviendra, manque de clarté et on ne peut s'étonner que la controverse ait pu s'élever sur ce point.

Comme le déclare le Dr Otto Dambach (1), il est hors de doute que la Loi vise les télégraphes de l'État, ceux des chemins de fer et les stations télégraphiques municipales, tous trois ouverts au service du public et qu'elle exclut les télégraphes établis par des particuliers pour leur usage personnel.

Par contre, la question est douteuse pour des lignes qui ne sont pas construites pour un service public, mais ne sont pas non plus affectées à l'usage exclusif de quelques particuliers ; ainsi les télégraphes destinés à régler le service d'un chemin de fer privé, d'une usine à gaz, etc. ; le Dr Dambach les repousse, mais un autre auteur allemand, Oppenhoff (2) les admet. Il semble que la solution soit entre les deux et qu'on doive comprendre parmi les installations visées par la loi, les télégraphes qui, bien que n'étant pas ouverts au service public, ont un caractère d'utilité publique, comme, par exemple, les télégraphes affectés aux services d'incendie.

D'autre part, et nous sommes ici en présence d'une décision du Tribunal de l'Empire (3), la ligne privée

1. Dr OTTO DAMBACH. *Le droit pénal télégraphique*. Traduit de l'allemand par le Bureau international des administrations télégraphiques, Berne, 1872. (Extrait du journal *der Gerichtsal*, Erlangen, année 1871.)

2. OPPENHOFF. Code pénal pour la Confédération de l'Allemagne du Nord.

3. Arrêt du 28 février 1899 (*Journal télégraphique* du 25 octobre 1899, n° 10, p. 246).

qui raccorde un abonné téléphonique au réseau de sa localité doit être considérée comme protégée par les articles en question, attendu que cette ligne est aussi ouverte au public, toute personne pouvant se faire mettre en communication avec l'abonné. C'est la solution admise en France.

D'ailleurs les installations auxquelles ne s'étendraient pas les dispositions des §§ 317 et suivants trouveraient, dans le droit commun (1), leur protection assurée contre les dégradations préméditées.

Autriche

Nous observons une législation particulièrement sévère ; les contraventions aux prescriptions des règlements sont punies d'une forte amende et d'un emprisonnement, pouvant aller dans les cas graves, jusqu'à trois ans ; pour les actes de malveillance, il n'y va rien moins que de la réclusion.

C'est l'Ordonnance impériale du 8 février 1852, qui règle la matière dans les articles suivants :

Art. 5. — Toute dégradation malveillante d'une partie quelconque des télégraphes de l'État, toute interruption intentionnelle du trafic, ainsi que tout emploi abusif de ce mode de correspondance, est, sans égard au montant du dommage, considéré comme crime et puni comme tel de six mois à une année de réclusion. Lorsqu'un acte de cette nature aura été commis avec une intention particulièrement malveillante et que les dégâts auront été importants cette peine sera portée de un an à cinq ans.

Art. 6. — La soustraction d'un des objets spécifiés à l'article 5 sera, à cause de la nature du bien volé et sans

1. Code pénal de l'Empire, §§ 303 et 304.

égard à sa valeur, considérée comme crime et punie comme tel, conformément aux lois pénales en vigueur, d'au moins six ans de réclusion.

Art. 7. — Seront coupables de contravention et sera puni d'une amende de 5 à 500 florins (1) ou de trois jours à trois mois de prison celui qui aura isolément ou conjointement avec d'autres individus, volontairement, par omission ou négligence, contrevenu aux prescriptions sur la police des chemins de fer ou des télégraphes de l'État et commis en rapport avec ces derniers un acte dont les suites, qu'il pouvait prévoir de par la publication spéciale des prescriptions, de par son état, son emploi, sa profession, ses occupations et surtout de par ses relations, étaient de nature à constituer ou à augmenter un danger pour la vie des gens, leur sécurité ou la propriété d'autrui.

La peine de l'amende sera convertie en un jour de prison par 5 florins (2) en cas d'insolvabilité de l'inculpé ou lorsque le paiement de ladite aurait pour effet de le plonger, avec sa famille, dans l'indigence.

Art. 8. — Les agents des chemins de fer ou des télégraphes de l'État qui se rendent coupables d'une faute de cette nature dans l'exercice de leurs fonctions seront toujours punis d'un emprisonnement de trois jours à trois mois.

En cas de circonstances aggravantes et lorsqu'il aura été démontré :

- 1° Que la négligence a été grave ;
- 2° Que la vie de plusieurs personnes a été menacée ;
- 3° Que des blessures ont été causées ;
- 4° Que des dommages très importants en sont résultés ;

Le maximum de la peine susmentionnée pourra être porté à six mois.

Art. 10. — Si une personne a été grièvement blessée ou est morte des suites de l'un des actes ou manquements spé-

1. De 12 fr. 50 à 1250 francs environ,

Le florin vaut environ 2 fr. 50.

2. Environ 12 fr. 50,

cifiés par les articles 7 et 8, et qui sont dans ce cas qualifiés de délits, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans dans le premier cas et de six mois à trois ans dans le second cas.

Art. 11. — Si un des actes mentionnés à l'article 5 a été seulement commis par espièglerie, légèreté ou négligence répréhensible et ne rentre pas dans la catégorie des fautes spécifiées par l'article 7, il est puni comme contravention d'un emprisonnement de un à trois mois.

Art. 12. — Lorsqu'un des actes ou manquements déclarés punissables par cette loi a été commis dans le but de préparer les voies à l'accomplissement d'autres actes également punissables ce sont les prescriptions concernant la répression d'actes coupables combinés qui sont applicables ; tout vol commis à l'occasion de ces actes sera puni spécialement.

Hongrie

La Loi V de 1898 a inséré dans le Code pénal les paragraphes suivants :

§ 439. — Celui qui endommage à dessein le télégraphe ou quelque accessoire de celui-ci, ou bien qui commet ou s'abstient à dessein d'une action par laquelle l'exploitation du télégraphe est interrompue ou empêchée, se rend coupable d'un délit et est passible de prison jusqu'à deux ans et d'une amende jusqu'à 1.000 florins (1) (2.000 couronnes).

§ 440. — Celui qui, par insouciance, commet ou néglige une action par laquelle l'exploitation télégraphique est interrompue, se rend coupable d'un délit punissable jusqu'à trois mois de prison et jusqu'à 100 florins (2) (200 couronnes) d'amende.

§ 441. — Un employé de télégraphe, un fonctionnaire

1. Environ 2.500 fr.

2. Environ 250 fr.

chargé de la surveillance, un serviteur ou toute autre personne, chargé du service télégraphique, qui causerait par la non observation de ses devoirs une interruption du service, est punissable de prison jusqu'à six mois et d'une amende jusqu'à 500 florins (1) (1.000 couronnes).

§ 442. — Les personnes mentionnées dans le § 441 encourrent, outre la punition fixée pour leur délit dans les paragraphes précédents, la destitution de leur fonction et de leur charge.

Les attaques armées ou non contre les télégraphes sont spécialement prévues :

§ 154. — Si un groupe de révoltés attaque ou occupe par la force... un bureau de poste ou de télégraphe, s'il n'y a pas un crime passible d'une plus forte punition, les instigateurs et les chefs du complot sont punissables de dix à quinze ans de réclusion dans une prison d'État, les autres de deux à cinq ans de la même peine.

§ 163. — Un attroupement formé dans le but d'empêcher, par la force ou par la menace, une autorité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de la contraindre par la force de prendre une décision, de l'engager à faire quelque chose, ou d'abandonner, de négliger quelque chose, constitue le crime de violence contre l'autorité, passible de prison jusqu'à cinq ans.

§ 166. — Sont considérés comme fonctionnaires publics, ...2°... le personnel chargé de l'inspection et de la manipulation des télégraphes.

Suisse

Une situation particulière retient ici notre attention; on sait que les cantons sont autonomes et demeurent maîtres de leur législation, mais que, d'autre part, il existe pour les faits intéressant la Confédération tout entière une législation fédérale à laquelle

1. Environ 1.250 fr.

les cantons sont soumis. Or, en matière télégraphique, les poursuites et la procédure sont, sauf circonstances exceptionnelles, du ressort de la législation cantonale tandis que les pénalités relèvent de la législation fédérale.

L'Ordonnance du Conseil fédéral du 6 août 1862 dispose en effet :

Art. 2. —

d) Une fois établies, les lignes télégraphiques restent au bénéfice des lois cantonales sur les Ponts et Chaussées, ainsi que les objets d'utilité générale abandonnés à la confiance publique.

e) En cas de délit, les agents des Ponts et Chaussées, ainsi que tous les autres agents de la force publique auxquels incombent la police des voies de communication et la police rurale, sont tenus de poursuivre les auteurs activement et selon les formes prescrites par les législations cantonales. Les autorités judiciaires des cantons doivent donner connaissance à l'Administration fédérale des enquêtes, jugements, etc., qui interviendraient au sujet de pareils délits.

C'est l'application des dispositions de l'article 74 du Code pénal fédéral ainsi conçu :

Art. 74. — La poursuite et le jugement des autres (1) crimes et délits prévus dans le présent Code sont dans la règle renvoyés aux autorités cantonales. Cependant le conseil fédéral peut aussi les faire poursuivre d'après la procédure fédérale et les faire juger par les assises fédérales. Dans tous les cas, les dispositions du présent Code doivent être appliquées par les tribunaux nantis de l'affaire. L'Assemblée fédérale se réserve toujours le droit de grâce.

1. Autres que certains crimes politiques expressément réservés aux assises fédérales.

Passons enfin aux dispositions répressives ordonnées par l'article 66 du Code pénal fédéral :

Art. 66. — Tous actes par lesquels on empêche ou interrompt l'usage des télégraphes, tels que l'enlèvement, la destruction ou la détérioration du fil conducteur et des appareils accessoires, l'adjonction au fil conducteur de corps hétérogènes, les entraves mises au service des employés télégraphistes et autres actes de ce genre, sont punis d'un emprisonnement d'une année au plus avec une amende, et, si par suite de la perturbation dans l'usage de l'établissement, une personne a été gravement blessée ou s'il est résulté un dommage considérable, la peine est la réclusion de trois ans au plus.

Ce texte ne distingue pas entre les actes volontaires et les actes involontaires et il semble que la rédaction permette de l'appliquer aux uns comme aux autres ; d'ailleurs le juge n'est lié que par un maximum, ce qui l'autorise à tenir compte des circonstances dans la mesure la plus large possible.

Cet article 66 du Code pénal du 4 février 1853 a d'ailleurs été abrogé par la Loi fédérale du 24 juin 1902 « concernant les installations électriques à fort et à faible courant », dont les « Dispositions pénales », faisant l'objet du titre VII, sont les suivantes :

Art. 55. — Celui qui, à dessein, par un acte ou une omission quelconque, endommage ou met en danger une installation électrique sera puni :

a) De l'emprisonnement s'il a exposé des personnes ou des choses à un danger grave ;

b) De l'emprisonnement ou de la réclusion jusqu'à dix ans dans le cas de dommage considérable causé aux choses ;

c) De l'emprisonnement ou de la réclusion si une personne a été grièvement blessée ou tuée.

Art. 56. — Celui qui, par un acte ou une omission quel-

conque due à sa négligence a été la cause d'un dommage ou d'un danger sera puni :

D'une amende jusqu'à 500 francs ou d'un emprisonnement jusqu'à six mois dans le cas prévu à l'article 55, lettre *a*);

D'une amende jusqu'à 1.000 francs ou d'un emprisonnement jusqu'à un an dans le cas prévu à l'article 55, lettre *b*);

D'une amende jusqu'à 3.000 francs ou d'un emprisonnement jusqu'à trois ans dans le cas prévu à l'article 55, lettre *c*).

Dans les trois cas l'amende peut être cumulée avec l'emprisonnement.

Art. 57. — Celui qui, avec intention ou par négligence grave, apporte une entrave ou une interruption dans l'usage des télégraphes ou des téléphones ou des installations à fort courant sera puni d'une amende de 1.000 francs au plus ou d'un emprisonnement d'un an au maximum.

La peine sera l'amende jusqu'à 3.000 francs, l'emprisonnement ou la réclusion, si, par suite de l'acte incriminé, une personne a été gravement blessée ou tuée ou s'il en est résulté un dommage considérable.

L'amende peut être cumulée avec la privation de la liberté.

Art. 59. — La poursuite pénale et la prescription des crimes et délits prévus aux articles 55, 56, 57 et 58 sont régies par le Code pénal fédéral du 4 février 1853.

Cette Loi de 1902 a également abrogé une Loi du 26 juin 1889 « concernant l'établissement des lignes télégraphiques et téléphoniques » qui contenait la disposition suivante :

Art. 4. — Les branches d'arbres menaçant la sécurité d'une ligne établie par la Confédération doivent être enlevées par le propriétaire de l'arbre.

L'Administration adresse les demandes de ce genre aux propriétaires par l'entremise de l'autorité locale. Elle est

autorisée à procéder elle-même à l'enlèvement, s'il n'est pas satisfait à la demande dans le délai de huit jours après la communication officielle qui en aura été faite.

Le Gouvernement cantonal désignera l'autorité locale chargée de décider sur les indemnités au sujet desquelles une entente amiable n'a pu avoir lieu.

Italie.

Les atteintes portées aux lignes télégraphiques sont réprimées par le Code pénal du 20 novembre 1859 dont l'application a été étendue à tout le royaume, sauf à la Toscane qui conserve les dispositions du Décret grand ducal du 21 juillet 1852.

Les articles du Code sont les suivants :

Art. 667. — Quiconque aura volontairement détruit, abîmé ou détérioré les fils, les machines ou les appareils télégraphiques, ou causé la perte du courant ou d'une manière quelconque interrompu ou compromis le service des télégraphes, sera puni d'un emprisonnement pouvant s'étendre jusqu'à une année ou d'une amende (*multa*) (1) ou même de ces deux peines ensemble, suivant les circonstances.

Lorsque, en outre, le coupable a eu pour but d'empêcher la transmission des communications ou d'ordres intéressant soit le Gouvernement, soit les particuliers, la peine sera d'un emprisonnement d'un an au moins et il pourra en outre être prononcé une amende (*multa*).

1. La législation pénale italienne distingue deux sortes d'amendes, la « *multa* » qui correspond au sens le plus général du mot « amende » et l'« *amenda* » ainsi définie par l'article 37 (Code pénal) : « L'amenda consiste dans le paiement au Trésor de l'État d'une somme déterminée qui ne peut être supérieure à 50 livres (50 fr. environ. La lire vaut environ 1 fr.) dans les formes prescrites pour la multa. »

Si les dégâts, détériorations ou tous autres dommages prévus par cet article ont été produits uniquement par imprudence ou négligence, l'auteur ne sera passible que des peines de police. (1)

Art. 668. — Quiconque s'oppose par voie de fait à l'exécution des travaux autorisés ou commandés par le Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende (multa) qui ne pourra excéder le quart des dommages causés, sauf l'avis préventif, qui, aux termes de la loi, doit être donné aux propriétaires, lorsque les travaux doivent être exécutés sur sa propriété.

Les provocateurs à ces actes coupables sont passibles du maximum de la peine.

Quant à la législation applicable dans la province de Toscane, elle est la suivante :

Art. 4. — Est passible d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, applicable toujours par le tribunal de première instance compétent, et, en outre, de la réparation des dommages causés, quiconque se sera rendu coupable d'une détérioration délictueuse ou d'une soustraction du matériel et des choses qui servent en quelque manière à la correspondance télégraphique, toutes les fois que le fait ne tombe pas, pour une autre cause, dans la catégorie des délits plus graves.

Art. 5. — Les auteurs des détériorations ou des soustractions prévues par l'article précédent qui seront pris en

1. Code pénal.

Art. 35. — « Les peines de police sont les arrêts (gli arresti) et l'amende (amenda) sauf ce que prévoit l'article 50. »

Art. 36. — « Les arrêts se font dans la maison de dépôt correctionnel ou dans tout autre lieu désigné comme maison de correction. »

Art. 50. — « Dans les cas expressément prévus par la loi, l'on peut se borner à une simple admonition. »

flagrant délit ou presque en flagrant délit, seront arrêtés par les agents de la force publique et par les gardiens chargés de la surveillance de la ligne télégraphique et traduits devant le juge criminel de l'endroit qui, après avoir pris connaissance de la cause de l'arrestation, appliquera à leur égard les dispositions de la loi.

Art. 6. — Quand il s'agit d'un dommage non délictueux, celui qui l'a causé sera condamné à le réparer civilement. La dénonciation sous serment d'un seul des agents ou des gardiens prémentionnés sera suffisante, pour établir la preuve du fait et l'identité du coupable.

Art. 7. — Outre la réparation susindiquée, l'auteur d'un dommage non délictueux sera condamné à une amende (multa) qui pourra, suivant les circonstances s'élever du double au quadruple des sommes dans la proportion desquelles ladite réparation aura été liquidée.

Cette amende sera partagée en parties égales entre le dénonciateur et le fisc.

Rappelons que cette disposition relative au partage de l'amende entre le Trésor et le dénonciateur a été rencontrée déjà dans la législation du Cap de Bonne-Espérance (Art. 11).

Quant à la procédure à suivre, elle est, pour toute l'étendue du royaume, déterminée par le Code de procédure pénale du 26 novembre 1865 dans les articles suivants :

Art. 101. — Toute autorité et tout officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit contraire à l'ordre public, sera obligé d'en faire le rapport et de transmettre les actes et documents y relatifs au Procureur du Roi près le Tribunal de l'arrondissement dans lequel le crime ou le délit a été commis, ou de celui où l'accusé a son domicile, ou bien où il pourra être trouvé.

Art. 104. — Toute personne qui se croira offensée ou

lésée dans ses intérêts par un acte coupable pourra porter plainte devant l'autorité devant laquelle le crime peut être dénoncé.

Espagne.

La seule disposition prévue par le Code pénal de 1870 réformé par la Loi de 1907 est la suivante :

Art. 275. — Ceux qui endommageront les chemins de fer ou les lignes télégraphiques ou intercepteront la correspondance seront punis de la prison correctionnelle du degré minimum au moyen (de six mois et un jour à quatre ans et deux mois).

Portugal.

Au Décret du 31 décembre 1864 précisant les droits et les devoirs respectifs de l'État et du public dans l'usage de la correspondance télégraphique, a été substitué le Décret du 17 janvier 1866 qui, pour la partie qui nous concerne, n'a fait que reproduire les dispositions du Décret précédent.

Quatre cas sont distingués :

1° La destruction ou la tentative de destruction faite volontairement dans un mouvement insurrectionnel ;

2° L'atteinte volontaire faite isolément ;

3° Les dégâts causés par négligence ou imprudence ;

4° Les dommages provenant du fait des concessionnaires de lignes destinées au service public.

Art. 20. — Quiconque, dans un mouvement insurrectionnel, attaquera le personnel du service public de la télégraphie et le forcera à l'expédition de quelque dépêche,

qui empêchera le service du télégraphe ou qui dans la même intention, détruira les appareils, sera puni d'une amende de 50.000 à 200.000 reis (1) et de trois mois à un an de prison, sans compter les peines qu'il aura méritées pour le fait d'insurrection.

Art. 21. — Sera puni d'une amende de 20.000 à 100.000 reis (2) et d'un à six mois de prison, quiconque, de propos délibéré, détruira volontairement les appareils télégraphiques dans les stations ou en dehors ou qui, de quelque manière que ce soit, interrompra ou contribuera à interrompre le service de la télégraphie publique effectué par le Gouvernement ou par les entreprises dûment autorisées.

Art. 22. — Sera puni d'une amende de 1.000 à 20.000 reis (3) et paiera, en outre, les frais de réparation du dommage, quiconque, par inattention, abattra ou détruira les poteaux, les isolateurs, les fils ou tous autres appareils du service télégraphique du Gouvernement ou dûment autorisé par lui.

L'article 24 prévoit que « le recouvrement des frais mentionnés à l'article 22 se fera administrativement ainsi qu'on procède en matière de contributions publiques, sur la base du compte dûment établi par la circonscription télégraphique compétente ».

Art. 23. — Sera puni d'une amende de 20.000 à 200.000 reis (4), sauf les dispositions spéciales qui pourraient être insérées à cet égard dans son contrat de concession, tout concessionnaire de lignes télégraphiques destinées au service public qui, par inadvertance ou par malveillance (culpa)

1. Environ 250 à 1.000 francs.

Le reis vaut environ 0 fr.005.

2. Environ 100 à 500 francs.

3. Environ 5 à 100 francs.

4. Environ 100 à 1.000 francs.

aura causé lui-même ou par ses employés des interruptions dans le service.

Il y a lieu de remarquer qu'une interruption du service causée par le concessionnaire dans une intention malveillante, n'est punie que d'une amende (20.000 à 200.000 reis) tandis qu'un étranger au service, outre l'amende (20.000 à 100.000 reis), encourt l'emprisonnement (Art. 21) ; or, en pareil cas, toutes les législations sont d'accord pour prévoir une aggravation de peine. Il semble que le mot « culpa » traduit par l'Administration portugaise elle-même en « malveillance » ne doive pas avoir ce sens délictueux et signifie tout simplement « faute », « faute grave » peut-être ; le législateur aurait ainsi prévu « l'inadvertance » ou faute légère et « la faute lourde » ; le principe de l'aggravation apparaîtrait alors, puisque l'amende serait de 20.000 à 200.000 reis au lieu d'être de 1.000 à 20.000 (Art. 22).

L'article 25 confère aux employés chargés par le Gouvernement de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques le droit de dresser procès-verbal des contraventions au Décret royal et aux règlements que le Gouvernement est autorisé à rendre en exécution de ce Décret, en vertu de l'article 26.

Colonie portugaise de Zambèze et Chiré.

Un Règlement sur le service télégraphique et téléphonique, approuvé par Ordonnance du Gouverneur général en date du 11 février 1890, contient la disposition suivante :

Art. 33. — Celui qui, par inadvertance, détruit ou endommage les lignes ou les appareils du service télégraphique

ou téléphonique, sera puni d'une amende de 2.000 à 10.000 reis (1) et supportera les frais de réparation des dégâts causés.

Grèce.

La Loi du 18 décembre 1864 nous offre un ensemble assez complet de mesures protectrices.

Art. 4. — Quiconque, par imprudence, commet un acte susceptible d'empêcher la communication téléphonique ou qui, de la sorte ou de toute autre manière, porte atteinte ou cause de la détérioration aux fils, aux autres parties de la ligne ou aux appareils, est puni d'une amende de 15 à 300 drachmes (2) ou d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois.

Art. 5. — Quiconque se rend coupable avec préméditation des faits prévus par l'article précédent, est puni d'un emprisonnement de deux années et d'une amende de 100 à 1.000 drachmes (3).

Art. 6. — Quiconque, par la rupture d'un fil ou d'un câble télégraphique, par des dommages apportés aux appareils ou de toute autre manière, cause l'interruption de la communication télégraphique est, s'il a agi dans le but de retarder un ordre émanant d'une autorité publique ou un rapport adressé à une autorité et ayant trait à l'intérêt public ou si le dommage causé dépasse 1.000 drachmes (4), puni d'un emprisonnement d'au moins deux années et d'une amende de 200 à 1.500 drachmes (5).

Art. 7. — Quiconque, en cas de guerre ou de troubles

1. Environ 10 à 50 francs.

2. Environ 13 fr. 50 à 270 francs.

La drachme ancienne vaut environ 0 fr. 90.

3. Environ 90 à 900 francs.

4. Environ 90 francs.

5. Environ 180 à 1.350 francs.

intéressant la sûreté publique, détruit, met hors d'usage un ou plusieurs fils d'une ligne télégraphique, sous-marine ou aérienne, entrave la correspondance d'un ou de plusieurs bureaux télégraphiques, s'empare, à l'aide de violence ou de menace, d'une ou de plusieurs stations, ou par tout autre moyen, cause l'interruption de la communication télégraphique, ou employant la violence ou la menace, résiste, avec violence ou menace, à l'établissement ou à la réparation d'une ligne télégraphique est puni de la réclusion et d'une amende de 2.500 à 5.000 drachmes (1).

Si l'un des faits prévus par ces quatre articles est commis par un fonctionnaire ou un agent du télégraphe, l'article 8 prescrit que cette particularité constitue une circonstance aggravante.

Russie.

La protection des lignes télégraphiques est prévue d'une façon très complète par le Code pénal ; on ne sera pas étonné d'y trouver également les dispositions les plus rigoureuses qui aient été prises en la matière.

Art. 1139. — Quiconque a, par suite d'un endommagement du télégraphe, occasionné, non avec préméditation, mais accidentellement, à une personne, une blessure, une mutilation, un dommage quelconque à sa santé ou, enfin, la mort, est passible d'un emprisonnement de deux à quatre mois et, dans le cas où la mort a été causée, est soumis à la pénitence religieuse, conformément aux dispositions de l'Administration du culte qu'il professe.

Art. 1140. — Quiconque endommage le télégraphe ou une de ses dépendances, non par imprudence mais avec

1. Environ 2.250 à 4.500 francs.

préméditation, est soumis à la privation de tous ses droits et prérogatives héréditaires et personnels et à la déportation en Sibérie ou incorporé dans une compagnie de détenus pour une durée de un à trois ans. »

La situation créée au condamné est analogue à celle frappant en France les condamnés à des peines afflictives perpétuelles (1).

Art. 1141. — Lorsque l'acte coupable a été commis dans l'intention de dérober des objets appartenant aux télégraphes, le délinquant, en vertu des dispositions applicables aux crimes combinés, subit toujours la plus rigoureuse des pénalités déterminées par l'article précédent (1140) quelle que soit la valeur des objets volés.

Art. 1142. — Lorsque, par suite d'un endommagement prémédité du télégraphe, il a été causé la mort à une personne, quoique sans intention directe, le coupable est puni de la privation de tous ses droits et prérogatives héréditaires et personnels et de la déportation en Sibérie ou de l'incorporation dans une compagnie de détenus pour une durée de trois ans et demi à quatre ans.

Si, à la suite d'un endommagement prémédité du télégraphe, il n'a été causé qu'un dommage à la santé d'une personne, également sans intention directe, le coupable est condamné à la privation de tous ses droits et prérogatives héréditaires et personnels et à la déportation en Sibérie ou à l'incorporation dans une compagnie de détenus pour une période de deux à trois ans.

Art. 1143. — Quiconque intentionnellement interrompt ou trouble les communications télégraphiques, ou cause un retard à la transmission des correspondances, ou altère les signaux télégraphiques, ou se permet des actes de violence ou des menaces contre le personnel télégraphique ou ses agents en sous-ordre, subira les pénalités imposées pour le

1. Loi du 31 mai 1854 « abolissant la mort civile ». *B. des L.*, II^e sér., 1854, 1^{er} sem., *B.*, n^o 180, n^o 1534, p. 1459.

crime d'insurrection contre les autorités établies par le Gouvernement.

Lorsqu'un acte de cette nature a été effectué les armes à la main et a été suivi de voies de fait ou autres violences, le coupable est puni de la privation de tous ses droits et prérogatives tant personnels qu'héréditaires et de la déportation comme forçat dans les mines, pour une durée de quinze à vingt ans.

Si le crime a été commis sans armes, mais avec violence évidente, ou à l'aide de gens armés, mais sans qu'il ait été fait usage de ces armes, le coupable sera puni de la privation de tous ses droits et prérogatives et de la déportation aux travaux forcés dans les mines pour une durée de quinze à vingt ans.

Art. 1144. — Si l'endommagement des télégraphes a été commis avec l'intention manifeste d'arrêter un ordre donné par le Gouvernement ou un rapport à lui adressé, le délinquant ayant agi en connaissance de cause, celui-ci est passible, suivant la gravité de son dessein criminel et les autres circonstances qui ont accompagné l'acte coupable, ainsi que les conséquences qui en sont résultées, d'une des pénalités déterminées par l'article 1143, même dans le cas où il n'aurait point employé la violence contre le personnel du télégraphe ni ses agents subalternes.

Art. 1145. — Si l'interruption des communications télégraphiques a été opérée avec l'intention de commettre ou de concourir à commettre un crime contre l'État, les coupables sont passibles de la peine de mort avec privation de tous leurs droits et prérogatives.

Art. 1146. — Si l'interruption préméditée des communications télégraphiques a été produite dans l'intention de commettre ou de concourir à commettre un crime quelconque contre des particuliers ou contre leurs propriétés, le coupable, par application des dispositions sur les crimes combinés, est puni de la plus rigoureuse des peines fixées pour le plus grave des crimes commis par lui ou avec son concours.

Art. 1147. — A la charge des coupables d'une des fau-

tes ou crimes prévus par les articles précédents, 1139 à 1146, sont imposés les frais déboursés pour le rétablissement des communications télégraphiques interrompues, de même que, s'il y a lieu, les indemnités à payer à ceux qui auraient supporté un dommage ou une perte par suite de pareils crimes ou fautes selon les dispositions générales des lois à ce sujet.

Art. 1148. — Tous les employés de l'Administration télégraphique, ainsi que les entrepreneurs chargés de la construction ou du maintien des lignes télégraphiques et leurs agents et ouvriers, qui se rendraient coupables d'un des crimes prévus par les articles 1139 à 1146, seront punis conformément aux dispositions stipulées par lesdits articles, en leur faisant l'application la plus rigoureuse des peines fixées pour les crimes et du plus haut degré des punitions.

Comme on le voit, les pénalités sont excessivement dures; d'ailleurs l'amende n'apparaît pas, même cumulativement.

Quant aux dommages causés par l'imprudence, ils sont prévus par le Règlement « sur les peines infligées par les juges de paix. »

Art. 101. — Dans le cas d'une détérioration du télégraphe commise par imprudence, détérioration pouvant produire un arrêt dans les transmissions, si les coupables ne préviennent pas immédiatement la Direction du Télégraphe du dégât qu'ils ont fait, ils sont passibles d'une amende pécuniaire qui peut aller jusqu'à 15 roubles (1).

Dans ce cas, la Loi est pleine de mansuétude; le dommage, si l'auteur en a prévenu les autorités, n'est l'objet d'aucune sanction pénale; cette mesure s'ex-

1. Environ 40 francs.

Le rouble vaut environ 2 fr. 666.

plique pour un pays où des régions étendues et peu peuplées rendent la surveillance difficile ; mais ce qui peut surprendre dans une législation accoutumée à tant de sévérité, c'est que la bienveillance s'étende même au cas où le coupable a négligé de faire connaître le dégât commis et qu'il n'encourt alors qu'une amende modérée.

Bulgarie.

La Loi « des Postes et des Télégraphes » de 1890 contient les dispositions suivantes :

Art. 184. — Quiconque par négligence ou involontairement aurait dérangé les lignes télégraphiques, sera puni d'une amende de 5 à 20 francs et condamné à tous les frais des dégâts occasionnés.

Art. 187. — Quiconque aurait coupé les lignes et les poteaux télégraphiques, dérangé les appareils, ou par quelque autre moyen aurait expressément occasionné l'interruption du courant électrique, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 40 à 200 francs.

Art. 188. — Toute personne qui, en temps de trouble, aurait coupé une ou plusieurs lignes télégraphiques, ou qui aurait envahi un ou plusieurs bureaux télégraphiques, d'une manière quelconque aurait interrompu les communications télégraphiques ou correspondances entre les autorités du Gouvernement, aurait avec force empêché le rétablissement de quelque ligne télégraphique, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 1.000 francs, indépendamment de la punition à laquelle elle s'était exposée par sa participation aux troubles.

Art. 189. — Toute attaque ou empêchement par la force contre les surveillants des lignes télégraphiques en tournée d'inspection ou de réparation des lignes sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans. Tout fait pareil,

lorsqu'il est possible, doit être constaté par procès-verbal dressé par les autorités administratives ou celles de la sécurité publique.

Art. 10....

Lorsque le propriétaire aura à faire quelque réparation ou construction qui pourrait déranger ou couper les communications télégraphiques ou téléphoniques, il est tenu de prévenir quinze jours à l'avance le chef du bureau le plus proche, qui doit prendre les mesures nécessaires avant l'expiration de ce délai.

Art. 186. — Les contrevenants aux dispositions prévues dans l'article 10, alinéa 2, de la présente Loi, seront punis d'une amende de 20 à 100 francs.

Roumanie.

Nous nous trouvons avec la Loi du 1/13 octobre 1871 « télégraphique postale » en présence d'une législation aussi singulière que rudimentaire :

Art. 63. — Il n'est admis aucun séquestre sur le matériel télégraphique postal.

Nous n'avons encore vu nulle part cette interdiction ; c'est que la précaution était inutile ; le principe formulé est admis partout et de tous ; les services de l'État sont nécessaires à l'intérêt général et ne peuvent être entravés par l'action d'intérêts isolés ; l'État du reste ne saurait se dérober aux revendications individuelles et il est inutile de se saisir de garanties.

Art. 68. — Les lignes télégraphiques sont surveillées gratuitement par les agents des Ponts et Chaussées, les agents des chemins de fer, de la force publique, lesquels, en cas d'interruption, doivent prévenir le bureau télégra-

phique le plus voisin et, en cas de délit, poursuivre activement les délinquants.

Cet article confie la surveillance des lignes à des agents qui, non seulement ne font pas partie de l'Administration des Télégraphes, mais encore ne dépendent pas du Gouvernement, comme les employés des chemins de fer qui appartiennent presque entièrement à des compagnies concessionnaires; nous avons déjà remarqué en Suisse cet appel au concours étranger.

Art. 70. — Les communes sont responsables des larcins et dommages commis sur l'étendue des lignes qui traversent leur territoire.

Cette disposition est tout à fait particulière et nous l'apercevons pour la première fois; nous avons bien relevé aux Indes Britanniques un cas analogue de responsabilité collective, mais il ne concernait que les frais entraînés par l'envoi momentané de forces de police.

L'Arrêté pris par Carnot en 1815 se rapproche davantage de la Loi roumaine, mais nous avons vu qu'il ne s'agissait alors que d'une mesure exceptionnelle exigée par la gravité des circonstances; encore la Loi mise en application ne visait-elle que les délits commis à force ouverte ou par violence par des attroupements armés ou non armés.

La commune avait alors le droit et le devoir de prévenir ou d'arrêter une manifestation publique de désordre.

Ici, au contraire, aucune distinction soit dans la nature du vol ou du dommage, soit dans la qualité des auteurs, — qu'ils soient ou non ses ressortissants, — soit dans les conditions où l'acte a été accompli, individuellement ou en troupe.

Le fait paraît d'autant plus extraordinaire que la Loi elle-même reconnaît l'impossibilité pour la commune d'empêcher que des crimes, délits ou contraventions soient commis sur son territoire, puisque c'est aux agents de l'État ou des Compagnies de chemins de fer que la surveillance des lignes est confiée.

Dans tous les cas, il semble que la commune ne peut être tenue qu'au remplacement de l'objet volé ou à la réparation du dégât causé ; en un mot, que sa responsabilité n'existe que vis-à-vis de l'État.

Il ne serait pas admissible, en effet, que cette responsabilité fût générale ; autrement, n'en résulterait-il pas des obligations à des indemnités du fait, par exemple, de la suspension du service ? On verrait alors cette iniquité : la commune, avec des moyens de police et des ressources financières bien inférieurs, encourir à l'occasion d'un service qui lui est étranger, des responsabilités que l'État, cependant bénéficiaire de l'exploitation, se sera refusé à assumer.

Enfin signalons qu'aucune pénalité spéciale n'est contenue dans la Loi.

Serbie.

Les dommages causés aux communications télégraphiques sont prévus par le Code pénal.

Art. 304. — Tous actes par lesquels on empêche ou interrompt l'usage des télégraphes, tels que la destruction ou la dégradation des fils, poteaux et appareils et toutes entraves mises au service des employés télégraphiques sont punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

Art. 305. — Si par suite de la perturbation apportée dans l'usage des télégraphes une personne a été gravement blessée ou s'il est résulté une perte de vie, la peine,

en vertu de l'article 305, est la réclusion de trois à vingt ans.

Art. 306. — Ceux qui, par défaut de précaution, par des actes d'imprudence ou d'ignorance auront détruit ou dégradé les fils, poteaux et appareils télégraphiques, sont punis d'un emprisonnement de six mois au plus, et s'il est résulté une perte de vie, de deux mois à deux ans.

Ces dispositions sont applicables aux télégraphistes et autres agents du service des télégraphes qui, par négligence auront empêché la correspondance sur une ligne télégraphique ; le coupable sera de plus interdit de toute fonction ou emploi publics.

Les deux premiers articles punissent le fait volontaire ; le dernier, le fait involontaire. Remarquons que, suivant l'exemple de l'Allemagne, il y a confusion entre la punition disciplinaire et la répression pénale.

D'un autre côté, il faut croire qu'en Serbie comme en Roumanie, les attentats contre les lignes sont assez fréquents et qu'assez fréquemment aussi les auteurs en demeurent introuvables, car la Loi du 3/15 décembre 1898 « sur le télégraphe et le téléphone » est venu appliquer le procédé de la responsabilité collective.

Art. 13. — Les préjudices survenus sur les lignes télégraphiques ou téléphoniques devront être indemnisés en espèces par la commune sur le territoire de laquelle ces préjudices se seront produits ; celle-ci pourra ensuite faire rechercher le délinquant, recouvrer sur lui, le cas échéant, le montant de l'indemnité et le traduire devant les tribunaux compétents.

Suède.

Les dispositions relatives à la protection des télégraphes se trouvent dans la Loi du 16 février 1864.

Dans le chapitre XIX, consacré aux dommages causés à la propriété, on trouve l'article 13 ainsi conçu :

Art. 13.....

Sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou de travaux publics pendant deux ans au plus, celui qui aura volontairement détruit ou dégradé les télégraphes de l'État, leurs parties constituantes ou dépendances, ou qui aura agi volontairement de manière à entraver ou à troubler l'expédition des télégrammes. Il pourra n'être prononcé qu'une amende, si le dommage causé a été de peu d'importance et s'il n'a apporté aucun empêchement à l'expédition des télégrammes.

L'article 14 ajoute :

Art. 14. — Ce qui est arrêté par l'article 13 en ce qui concerne les télégraphes de l'État, s'applique également aux lignes télégraphiques appartenant à des communes, des sociétés ou des particuliers, lorsque le Roi a ordonné qu'elles fussent jouir de la même protection que les lignes de l'État.

Bien entendu, si cette protection particulière n'a pas été accordée, les dégâts commis sont toujours punissables suivant le droit commun relatif à la violation de la propriété privée ou aux dégâts commis vis-à-vis d'elle.

Comme on le voit, rien de spécial en ce qui concerne les faits involontaires ou ceux commis en bande.

Norvège.

Les textes législatifs sont aussi peu nombreux et aussi peu complets qu'en Suède. La protection est

assurée par la Loi du 31 juillet 1854 « contenant des dispositions pénales pour la destruction ou la détérioration des télégraphes ».

Quiconque détruit ou détériore à dessein un objet quelconque appartenant au télégraphe sera puni d'emprisonnement ou de travail dans une maison de punition au cinquième degré, conformément au Code pénal du 20 août 1842, titre 23, article 11, premier alinéa (1); s'il le fait par inadvertance, il sera puni d'amende conformément au titre 23, article 21, de la même Loi (2).

Brésil.

Les mesures de protection sont rassemblées dans le Règlement des Télégraphes du 24 juin 1901 :

Art. 21. — En cas de guerre, de perturbation de l'ordre public ou même de simples symptômes de perturbation, les mesures extraordinaires ci-après seront prises pour la sécurité des lignes...

(Suivent des dispositions militaires et de police.)

En temps normal les dispositions suivantes sont prévues en ce qui concerne les dommages apportés aux lignes télégraphiques :

Art. 24. — Il est absolument défendu de planter des arbres ou autres végétaux pouvant atteindre les lignes télégraphiques; d'exécuter des travaux pouvant obstruer et empêcher l'écoulement des eaux; de mettre le feu aux bois environnants les lignes et d'y déposer des matières inflam-

1. C. P. Art. 11. — « Quiconque détruit ou détériore... sera puni d'emprisonnement ou de travail dans une maison de punition du cinquième degré... »

2. C. P. Art. 21. — « Quiconque par inadvertance endommage... sera puni d'amende. »

mables; d'attacher des animaux aux poteaux; de jeter sur les fils des objets pouvant occasionner des dommages ou empêcher le transit des gardes-fils dans les lignes. Peines : amende de 50 \$ 000 à 100 \$ 000 (1), outre l'obligation de réparer le dommage causé et d'enlever les obstacles créés sur les lignes (C. P., article 389).

Art. 25. — Il est aussi défendu d'endommager les lignes télégraphiques, d'abattre les poteaux; de couper les fils; de casser les isolateurs; de mutiler ou arracher les arbres cultivés ou réservés au service des lignes, et en général, d'apporter des dégâts aux appareils respectifs. Peines : prison cellulaire de six mois à deux ans et amende de 5 à 20 % du dommage causé (C. P., article 153).

Art. 26. — Les faits susmentionnés, étant commis par inadvertance ou négligence : Peines : de cinq à trente jours de prison cellulaire (C. P., article 153, § 1^{er}).

S'il en résulte une interruption intentionnelle du service télégraphique : Peines : de un à trois ans de prison cellulaire et la même amende (C. P., article 153, § 2).

Le délit étant commis en temps de guerre ou de commotion intérieure sur des lignes qui doivent transmettre les ordres ou les communications des autorités : Peines : de deux à quatre ans de prison cellulaire et la même amende (C. P., article 153, § 3).

Seront passibles des mêmes peines ceux qui entraveront la transmission des télégrammes ou qui les intercepteront au moyen de dérivation produite par un fil attaché à celui du télégraphe (C. P., article 154).

On peut remarquer le degré de sévérité des peines; d'ailleurs, d'une façon générale, il y a lieu de constater que celles-ci sont d'autant plus rigoureuses que la surveillance, de par la nature du pays intéressé, est rendue moins efficace et, par suite, la répression plus difficile.

1. Environ 141 fr. 50 à 283 francs.

Le milreis vaut environ 2 fr. 83.

République Argentine.

Les dispositions répressives se rapportant aux lignes télégraphiques se trouvent dans la Loi du 7 octobre 1875 « sur les Télégraphes nationaux ».

L'article 50 prévoit le fait volontaire provoquant l'interruption ou empêchant le rétablissement des communications.

L'article 52 prévoit le fait involontaire.

Art. 50. — Quiconque interrompra, intentionnellement la communication des lignes, soit en coupant les fils, soit en détruisant les poteaux ou en mettant hors de service les appareils, soit de quelque autre manière, ou qui s'opposera violemment au rétablissement de la communication interrompue, sera puni d'une amende n'excédant pas 500 piastres fortes (1) ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, ou de ces deux peines réunies suivant la gravité du cas et sans préjudice des indemnités civiles auxquelles ces faits pourront donner lieu.

Les employés télégraphistes qui se rendront coupables des actes précités seront punis du double de la peine prévue.

Art. 52. — Quiconque, par imprudence, négligence ou inobservation des règlements, contribuera à interrompre ou entraver le service des télégraphes électriques, soit en détruisant les fils, les poteaux ou les appareils, soit en mettant des entraves au service des employés, sera puni d'une amende n'excédant pas 100 piastres fortes (2) ou d'un mois de prison au plus.

Si la faute a été commise par un employé, la peine sera doublée.

1. Environ 2.675 francs.

La piastre forte vaut environ 5 fr. 35.

2. Environ 535 francs.

L'article 53 réprime les violences exercées contre les agents du télégraphe.

Art. 53. — Toute attaque ou résistance violente contre les inspecteurs ou agents de surveillance des lignes télégraphiques dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie d'une amende n'excédant pas 200 piastres (1) ou de deux mois de prison au plus, ou des deux peines conjointement sans préjudice des responsabilités prévues par des lois générales.

L'article 71 n'est relatif qu'aux actes des fonctionnaires publics nationaux; ce n'est pas seulement le fait d'interrompre les communications qui se trouve incriminé, mais encore tout acte tendant à amener la suspension du service. Ce texte peut s'appliquer aux fonctionnaires appartenant aux télégraphes; les dispositions du deuxième alinéa des articles 50 et 52 semblent donc parfaitement inutiles; ce sont d'ailleurs les mêmes peines qu'on y a prévues.

Art. 71. — Tout acte d'un fonctionnaire public national qui tendrait à suspendre le service de la communication télégraphique ou à violer le secret de la correspondance, sauf les cas où il y est autorisé par la présente Loi, sera puni d'une peine n'excédant pas une année de prison ou d'une amende n'excédant pas 1.000 piastres fortes (2) et son auteur sera en outre déclaré incapable de revêtir des charges publiques pour cinq ans.

Enfin des aggravations de peine sont apportées pour les temps de troubles intérieurs ou de guerre extérieure par l'article 73.

Art. 73. — Les délits spécifiés par les articles 50, ..., 52, 53, ..., 71 seront punis, en temps de trouble intérieur, du

1. Environ 1.070 francs.

2. Environ 5.350 francs.

double et en temps de guerre extérieure, du triple de la peine prévue, sans préjudice des peines fixées par les lois en vigueur pour la trahison, la rébellion ou la sédition.

En définitive, les diverses législations que nous venons de parcourir, diffèrent peu dans leur ensemble les unes des autres, quoique l'on mesure la distance qui sépare, par exemple, la Belgique de la Roumanie; néanmoins, de leur comparaison, il est possible de tirer quelques remarques d'ordre général.

Ainsi la distinction entre le fait volontaire et le fait involontaire, pourtant si importante, n'est pas toujours retenue.

Parfois, comme en Suisse ou dans les Pays-Bas, il n'est parlé spécialement ni de l'un, ni de l'autre, et l'on est par suite fondé à penser que les dispositions prévues s'appliquent à l'un comme à l'autre.

Parfois, comme en Suède, dans la Grande-Bretagne ou dans les Indes Britanniques, les faits intentionnels, sont visés sans qu'il soit aucunement parlé des faits involontaires lesquels, dans ces conditions, ne peuvent évidemment être poursuivis que suivant le droit commun.

On constate aussi que le fait involontaire, s'il est puni légèrement en général, d'une peine de simple police comme en Italie, peut être réprimé correctionnellement et entraîner l'emprisonnement comme en Allemagne ou en Autriche.

La peine encourue du fait involontaire peut encore dépendre du dommage causé, en particulier, à la personne; les blessures ou la mort sont des circonstances aggravantes; il en est ainsi en Russie, en Autriche, en Serbie.

Quant au fait volontaire, il n'est pas non plus partout puni avec la même rigueur. En Russie, en Grèce, en

Bulgarie, au Portugal, dans la République Argentine, on a soin de distinguer l'acte isolé de l'acte commis en bande qui revêt le caractère insurrectionnel.

Pour conclure, nous nous contenterons de déclarer qu'une législation complète sur la matière devrait renfermer des dispositions sur les points suivants :

1^o Entreprises de travaux susceptibles de détériorer les lignes télégraphiques. (Prescription de mesures de précaution.)

2^o Détériorations, dégâts, dommages de fait involontaire :

- a) L'auteur signale l'accident ;
- b) L'auteur garde le silence.

3^o Détériorations, dégâts, dommages de fait volontaire :

- a) Il n'y a pas eu interruption consécutive ;
- b) Il y a eu interruption consécutive involontaire ;
- c) Il y a eu interruption consécutive volontaire ;
- d) Répression de la provocation au fait volontaire.

4^o Rébellion :

- a) D'une personne ;
- b) D'une réunion de personnes ne s'étant pas concertées ;
- c) D'une réunion de personnes s'étant concertées dans laquelle on distinguera :

- α) Les chefs de bande et les provocateurs ;
- β) Ceux sans fonction dans la bande ;
- γ) Ceux qui se retirent au premier avertissement.

Dans chacun de ces trois cas a, b, c, du 4^o, il y a lieu de tenir compte si les rebelles étaient armés ou non armés.

Enfin dans les trois cas, 2^o, 3^o, et 4^o il faut encore distinguer si le coupable est un agent de l'Administration des Télégraphes ou s'il lui est étranger.

Nous ne prétendons pas bien entendu, déclarer

qu'il serait désirable de posséder un ensemble de dispositions aussi complet; si les règles de droit commun peuvent, dans certains cas, intervenir d'une manière efficace, il est évidemment inutile de les faire entrer dans une législation spéciale, ce qui n'aurait d'autre résultat que de créer un monument particulier à côté des Codes généraux.

TROISIÈME PARTIE

LA PROTECTION PRÉVENTIVE

CHAPITRE PREMIER

Le Décret du 25 mai 1888.

L'Arrêté du 21 décembre 1880. — La Circulaire du 6 novembre 1885.
— La Commission du 15 septembre 1884. — L'Assemblée générale
du Syndicat des industries électriques du 25 février 1886. — Le
Rapport au Président de la République. — Examen critique des
divers articles du Décret.

Nous avons vu précédemment que l'article 1^{er} du Décret du 27 décembre 1851 conférait à l'Administration des Télégraphes l'exercice du monopole télégraphique; par suite, aucune ligne électrique ne pouvait être établie que par le Gouvernement, ou avec son autorisation.

Mais quand vint le moment où des lignes électriques se trouvèrent employées à un usage tout différent de celui de la transmission des signaux et des correspondances, où on les utilisa pour l'éclairage public et le transport de la force motrice, il put sembler que leur construction ne portait atteinte en aucune façon au monopole télégraphique et que, par

suite, l'autorisation préfectorale suffisait pour en permettre l'établissement.

Cependant dès les premières installations destinées à l'éclairage, le Ministre des Postes et des Télégraphes, M. Ad. Cochery, crut devoir assimiler leurs conducteurs aux seuls fils employés jusque-là, aux fils télégraphiques, et, notamment, à ceux concédés à des particuliers. C'est dans cet esprit que fut pris l'Arrêté du 21 décembre 1880 « concernant l'établissement et l'entretien des fils d'intérêt privé destinés à l'éclairage électrique » (1). On y trouve les dispositions suivantes :

.

Ils (les permissionnaires) adhèrent notamment aux clauses et conditions suivantes :

1^o Les fils destinés à l'éclairage public sont établis et entretenus par les permissionnaires eux-mêmes, après que le tracé en a été déterminé de concert ;

2^o Les permissionnaires pourvoient eux-mêmes à l'acquisition, à l'installation et à l'entretien des appareils nécessaires au fonctionnement de leurs lignes ;

3^o L'État se réserve d'exercer ses droits de contrôle sur toute ligne de cette nature. Les frais auxquels ce contrôle pourrait donner lieu seront remboursés par les permissionnaires sur production de titres de perception dressés par le service technique des télégraphes ;

4^o L'établissement des fils qui font l'objet du présent arrêté reste subordonné aux autorisations locales ou particulières nécessaires pour la traversée des voies publiques ou des propriétés privées. Ces autorisations sont obtenues par les soins des concessionnaires ;

5^o L'État peut, à toute époque, suspendre ou retirer le droit d'usage des fils concédés, sans être tenu, pour ce motif, ni à indemnité, ni à remboursement.

1. *B. M. des P. et des T.*, décembre 1880, n^o 32, p. 1010.

Or, en quelque années, l'industrie nouvelle fit de si rapides progrès qu'il fallut envisager l'existence prochaine de réseaux très nombreux destinés à voisiner nécessairement de façon intime avec le réseau des lignes télégraphiques ; il y avait donc des mesures à prendre et M. Ad. Cochery, saisissant l'importance de la question, n'hésita pas à confier à une Commission spéciale le soin d'examiner, au point de vue technique, les inconvénients des installations nouvelles et de préparer un règlement fixant les conditions à remplir, dans l'intérêt de la sécurité publique, pour la pose des conducteurs.

Avant de nous arrêter aux travaux de cette Commission, terminons l'examen de la période qui prendra fin avec le régime institué par le Décret du 15 mai 1888.

Si certains industriels, guidés par un esprit de prudence, ou peut-être astreints par la vigilance d'un préfet averti, formulaient la demande d'autorisation prévue par l'Arrêté du 21 décembre 1880, d'autres négligeaient sans doute d'observer cette prescription, puisque le successeur de M. Ad. Cochery au ministère des Postes et des Télégraphes, M. Sarrien, adressait aux préfets, à la date du 6 novembre 1885, la Circulaire suivante :

Aux termes du Décret-Loi du 27 décembre 1851, aucune ligne électrique ne peut être établie que par le Gouvernement ou avec son autorisation et c'est au Département des Postes et des Télégraphes qu'appartient exclusivement l'exercice du monopole télégraphique conféré par ce Décret.

Les arrêtés préfectoraux, pris uniquement en vertu du droit de police générale qui vous est attribué, ne peuvent donc, en aucun cas, suppléer l'autorisation de construire des lignes électriques qu'il appartient à mon Département

seul d'accorder à telles conditions qu'il juge utile d'imposer aux permissionnaires.

Cependant je suis informé que certains industriels ont cru pouvoir installer, sans s'être munis de cette autorisation, des lignes électriques destinées soit à l'éclairage public, soit à un transport de force motrice, sous le prétexte que la construction de ces lignes avait été autorisée par l'autorité préfectorale.

Or, outre qu'elle est contraire aux dispositions qui régissent les lignes de l'espèce, cette manière de procéder offre de graves inconvénients, tant au point de vue de la sécurité publique que du fonctionnement normal des lignes télégraphiques ou téléphoniques et peut obliger ultérieurement les intéressés à faire des dépenses importantes de réfection de lignes.

En effet, si les lignes construites ainsi sans autorisation ne sont pas installées dans des conditions qui répondent complètement aux exigences de la sécurité publique et du fonctionnement régulier des lignes télégraphiques ou téléphoniques, les particuliers peuvent être astreints à des modifications portant soit sur le tracé, soit sur la nature des enveloppes isolant les conducteurs, modifications très onéreuses et qui peuvent provoquer des réclamations.

Afin de faire cesser un état de choses aussi préjudiciable à tous les intérêts, je vous prie de ne prendre aucun arrêté pour les lignes d'éclairage électrique ou de transport de force motrice sans en avoir, au préalable, référé à mon Département.

Cette Circulaire est fort intéressante, car elle nous fait connaître sur quel texte l'Administration des Postes et des Télégraphes avait fondé en 1880 son droit d'intervention. Mais alors une constatation s'impose :

« Aucune ligne électrique », dit la Circulaire, faisant appel au Décret de 1851 ; « aucune ligne télégraphique », déclare l'article 1^{er} dudit Décret ; cette légèr

substitution change complètement la portée du texte .

En vérité, le Décret de 1851 visait uniquement les lignes télégraphiques, soit électriques, soit aériennes (système Chappe); il ne prévoyait en aucune façon les conducteurs d'énergie ou de transmission de la lumière, et il ne permettait pas de les prévoir.

La Circulaire, au contraire, grâce à son interpolation de circonstance; ne comprend pas les lignes aériennes, dont elle n'a plus que faire du reste, mais elle adjoint aux lignes télégraphiques électriques, toutes les lignes électriques qui ne sont pas destinées à la transmission des télégrammes; on ne dénature pas plus aisément un texte de loi.

Les préfets usaient donc strictement de leur droit en accordant les autorisations.

Quant aux modifications, — dont parle également la Circulaire, — que l'Administration pouvait imposer aux entrepreneurs au cas de troubles apportés dans le fonctionnement des lignes télégraphiques ou téléphoniques, nous verrons, dans ce chapitre même, si le Décret de 1851 était susceptible de conférer des droits à ce sujet.

Malgré tout, la situation ne changea probablement pas beaucoup, car, à la veille du Décret de 1888, le 15 novembre 1887, une nouvelle Circulaire était adressée aux directeurs départementaux (1) leur rappelant l'Arrêté du 21 décembre 1880 et les invitant à saisir le préfet au cas où des lignes seraient installées sans autorisation.

Une Circulaire du 31 mai 1888 (2) apporta à cette dernière les modifications nécessitées par le Décret de 1888.

1. *B. M. des P. et des T.*, novembre 1887, n° 11, p. 392.

2. *B. M. des P. et des T.*, juin 1888, n° 6, p. 125.

Revenons maintenant à la Commission de M. Ad. Cochery ; elle fut instituée par Décret du 15 septembre 1884 (1) ; deux autres Décrets, en date des 12 mai 1885 et 24 avril 1886 (2), désignèrent des membres nouveaux en remplacement de ceux qui, pour des raisons diverses, avaient cessé de prendre part aux travaux. Elle comprenait des représentants des grands établissements scientifiques, des services publics, en particulier du Département des Postes et des Télégraphes, et aussi des industries le plus directement intéressées (3).

1. Décret instituant une Commission chargée de préparer un Règlement spécial pour l'installation des conducteurs affectés à la transmission de la lumière et au transport de la force par l'électricité. *J. O.* du 18 novembre 1884, p. 6057.

2. *J. O.* des 27 mai 1885, p. 2707 et 25 avril 1886, p. 1911.

3. La composition en était la suivante :

MM. Hervé-Mangon, membre de l'Institut ; Jamin, membre de l'Institut et de la Faculté des Sciences ; Alphand, inspecteur général des Ponts et Chaussées, directeur des travaux de la Ville de Paris ; Delmas, conseiller d'État ; Gariel, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées ; Sartiaux, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, sous-chef de l'exploitation des chemins de fer du Nord ; Mascart, professeur au Collège de France, directeur du bureau central météorologique ; Mille, lieutenant-colonel des sapeurs-pompiers ; Marquès di Braga, maître des requêtes au Conseil d'État ; Josselin, inspecteur principal de l'exploitation des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée ; Guillaume, sous-directeur à la direction de l'Administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur ; Bergon, directeur du matériel et de la construction au ministère des Postes et des Télégraphes ; Blavier, inspecteur général, directeur de l'École supérieure de télégraphie ; Georges Cochery, directeur du cabinet et du service central au ministère des Postes et des Télégraphes ; Caël, directeur ingénieur des télégraphes de la région de

Dans la séance du 19 octobre 1884 qui inaugurait les travaux de la Commission, le Ministre prononçait une allocution dont les passages suivants feront connaître de quelle manière la question se posait à l'époque (1) :

L'emploi pratique de l'électricité pour produire la lumière ou transporter la force était, il y a quelques années à peine, un problème dont la solution pouvait paraître lointaine.

A la science seule il appartenait de s'en préoccuper ; les questions qui s'y rattachaient étaient de son domaine exclusif.

Si aujourd'hui, nous nous trouvons réunis dans cette Commission, c'est que, grâce aux progrès accomplis, la question a tellement avancé que l'Administration remplit à son tour un rôle, un rôle bien modeste, mais qu'elle ne saurait aborder qu'en s'appuyant sur l'expérience des savants.

Il y a déjà plus de deux ans, la Ville de Paris s'est pré-

Paris ; Raynaud, chef de bureau au ministère des Postes et des Télégraphes.

Ultérieurement furent nommés : MM. Baïhaut, député ; Krebs, capitaine adjudant-major au régiment de sapeurs-pompiers ; Fribourg, directeur du personnel, chargé de la direction du service central au ministère des Postes et des Télégraphes ; Brunot, chef du cabinet du Ministre des Postes et des Télégraphes.

Puis : MM. Marcel Deprez, de l'Académie des Sciences ; Lemonnier, président de la Chambre syndicale des industries électriques ; d'Arsonval, professeur au Collège de France ; Violet, chef du cabinet du Ministre des Postes et des Télégraphes.

Enfin M. Collomp, chef du bureau de la voirie urbaine et vicinale au ministère de l'Intérieur (Décision du 12 juillet 1886).

1. *J. O.* du 21 novembre 1884, p. 6120.

occupée à son point de vue spécial, des conditions d'installation des fils destinés à transmettre les courants électriques puissants; une Commission (1), constituée par le préfet de la Seine, établissait les bases du cahier des charges à imposer pour l'établissement de ces conducteurs sur ou sous la voie publique.

En Angleterre, à peu près à la même époque, le 11 mai 1882, la société des ingénieurs et des électriciens désigna une Commission de dix-huit membres (2) chargés d'examiner cette question de transmission de l'électricité au point de vue spécial de la sécurité des personnes et des immeubles...

... Mais la Commission n'a pas examiné les conditions dans lesquelles les lignes télégraphiques ou téléphoniques pourraient fonctionner dans le voisinage des conducteurs d'électricité à forte tension.

1. Par Arrêté du 1^{er} février 1882 étaient désignés :

MM. Thorel, conseiller municipal, président; Vauthier, ingénieur des Ponts et Chaussées, conseiller municipal; Rigaud, ancien maire du VI^e arrondissement; Cernesson, architecte, conseiller municipal; Guichard, secrétaire de la Compagnie d'éclairage électrique; Voisin, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées; Alphand, directeur des travaux de la Ville de Paris; Huet, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, sous-directeur des travaux de la Ville de Paris; Allard, ingénieur en chef de la voie publique; Barabant et Barbet, ingénieurs de la voie publique; Le Blanc, vérificateur du gaz; Williot, chef de bureau à la direction des travaux de la Ville; Marquès di Braga, maître des requêtes au Conseil d'État; Caël, directeur ingénieur des télégraphes de la région de Paris.

2. Le Comité était ainsi composé :

MM. le professeur W.-G. Adams, Sir Charles T. Bright, T. Russel Crampton, N.-E. Crompton, W. Crookes, Warren de la Rue, le professeur G.-G. Forster, Edward Graves, J.-E.-H. Gordon, le Dr J. Hopkinson, le professeur D.-E. Hughes, W.-H. Preace, Alexandre Siemens, E.-E. Spagnoletti, James V. Shoolbred, Augustin Stroh, Sir W. Thomson, le lieutenant-colonel C.-E. Webber.

Ce que je vous demande aujourd'hui, messieurs, c'est d'élargir ce programme et d'établir d'une manière générale les conditions techniques nécessaires à l'installation des fils et des câbles destinés à transmettre l'électricité en tension, conditions nécessaires aussi bien à la sécurité de ceux qui y ont recours ou les entretiennent qu'à la sécurité du public; aussi bien à la conservation des fils eux-mêmes qu'à la défense contre les influences perturbatrices des lignes télégraphiques ou téléphoniques voisines.

.
Et quand vous aurez établi les prescriptions nécessaires dans un intérêt public de sécurité, quand vous aurez ainsi montré que le transport de la force ou de la production de la lumière par l'électricité sont du domaine de la pratique, vous aurez donné un encouragement à ceux qui poursuivent de nouveaux progrès.

Loin d'apporter des entraves, vous aurez facilité les recherches destinées à compléter les solutions que d'admirables découvertes ont déjà apportées au problème scientifique.

Le 4 décembre 1885, la Commission discutait et adoptait après modifications le projet de règlement qu'avait rédigé la sous-commission; cependant, elle se réservait de se réunir à nouveau au cas où ses membres auraient encore des observations à présenter.

Or, sur ces entrefaites, l'Administration était saisie de demandes d'autorisation par des entrepreneurs d'éclairage électrique ou de transport de force; si bien que, pour éviter des retards pouvant compromettre les intérêts de ces industriels, elle décida d'appliquer le règlement à titre provisoire et imposa aux concessionnaires l'acceptation des prescriptions qu'il édictait, ainsi que l'engagement de respecter celles qui interviendraient par la suite.

Le projet acquit ainsi une certaine publicité qui lui

valut nombre de critiques. Il provoqua dans l'industrie privée une vive émotion qui trouva écho notamment à l'Assemblée générale de la Chambre syndicale des industries électriques du 25 février 1886, où s'éleva la voix autorisée de son Président, M. Lemonnier ;

.

Il n'est pas de moment, disait-il, où le concours de tous ceux que la prospérité des industries électriques touche, soit plus nécessaire que dans le présent ; il s'agit de pallier pour une de ses branches principales, l'influence fâcheuse de l'intervention dont elle est menacée ; je veux parler du projet de Décret pour la réglementation de l'installation des conducteurs électriques destinés à la lumière ou au transport de force.

.

En présence du projet que vous connaissez, nous nous sommes demandé, avec vous, à quel point cette transmission de l'électricité, telle que nous la pratiquons en France depuis dix ans, était dangereuse, à quel point, dans quelles circonstances la sécurité publique ou privée avait été par elle mise en péril, de manière à motiver une réglementation particulière...

.

Il est vrai, dira-t-on, l'électricité telle que vous l'avez employée en France jusqu'à présent, n'a pas été l'objet de prescriptions spéciales et, à vrai dire, il n'en était pas besoin ; mais il est possible qu'il soit ajouté que cela tient uniquement à ce que, jusqu'à ce jour, l'emploi de l'électricité n'a été fait qu'à l'intérieur des propriétés privées et que c'est par ce fait que l'État n'a pas eu à intervenir, mais que l'avenir étant aux distributions de l'électricité empruntant la voie publique, il ne lui est pas permis de rester indifférent.

Nous conviendrons, en effet, qu'une distinction capitale doit être faite entre l'installation et la distribution d'élec-

tricité à l'intérieur d'une propriété privée, sans relation avec l'extérieur, et celle qui emprunte la voie publique.

La première est née, a vécu dix ans, a constitué à elle seule la presque totalité de cette valeur de 65 millions dont nous parlions plus haut sans que l'État s'en soit mêlé, il doit continuer à n'en parler dans le projet du Décret que pour indiquer qu'elle y échappe.

Reste la pose des conducteurs qui fut réellement du transport d'électricité, ceux qui vont au loin, qui sortent de la propriété privée: c'est là, messieurs, une industrie toute naissante chez nous et pour laquelle notre expérience date à peine d'hier; aussi comprend-on la réserve, les hésitations qui se manifestent dans le projet du Décret: les éléments ont manqué à la réunion d'hommes éminents convoqués pour en rédiger les prescriptions. L'obligation où ils étaient placés de faire un règlement et le désir très vif et très sincère de le faire libéral et entravant le moins possible une industrie qui naissait, se sont combattus chez eux.

Ils ont bien senti que chaque jour apportait un contingent nouveau et de difficultés et de solutions: que défendre? Que permettre aujourd'hui? Que prescrire demain? Quand tout le monde cherche à faire mieux et plus et que quelques-uns trouvent. L'embarras est grand, nous le comprenons; mais aussi, grandes doivent être nos inquiétudes à nous industriels, qui aurons affaire à ces règles, si vagues qu'elles laissent la grande place à l'arbitraire; celui-ci peut vouloir être bienveillant, mais, en fait, il n'inspire que méfiance.

.

... Je résume ce qui précède en disant que toute réglementation de l'industrie des conducteurs électriques pour la transmission de force et de lumière doit laisser les installations faites entièrement dans une propriété privée soumises au régime actuel, c'est-à-dire en dehors de toute autorisation; que les distributions empruntant la voie publique doivent être classées en catégories soumises à des obligations différentes...

Deux mois après, par un geste élégant, le Ministre des Postes et des Télégraphes, M. Granet, faisait entrer M. Lemonnier dans la Commission où des vacances s'étaient produites. Le projet de règlement, nous l'avons vu, était déjà adopté par elle ; néanmoins quand la Commission se réunit à nouveau, M. Lemonnier prit une part active à la discussion des amendements et parvint à faire triompher en partie ses idées.

Le règlement était définitivement élaboré le 22 janvier 1887 ; soumis à l'approbation du Conseil d'État, un Rapport le présentait au Président de la République le 15 mai 1888. M. Peytral, ministre des Finances, auteur du projet (1), déclarait dans l'exposé des motifs :

.

Les applications de l'électricité peuvent aujourd'hui se diviser en deux catégories bien distinctes, si on les envisage au point de vue de la puissance des moyens mis en œuvre. Les unes, comme la télégraphie et la téléphonie, n'utilisent que des courants très faibles qui ne présentent aucun danger pour les personnes ou les choses.

Les autres, comme l'éclairage électrique et le transport électrique de la force, emploient au contraire, des courants dont l'énergie est comparable à celle de la foudre. Les machines dynamo-électriques, dont l'industrie fait maintenant un usage courant, sont, en effet, des sources d'électricité dont la puissance n'est plus limitée, d'une part, que par les exigences inhérentes à toutes les constructions méca-

1. Les Postes et les Télégraphes étaient devenus Direction générale au ministère des Finances le 15 juin 1887 ; cette situation dura jusqu'au 23 janvier 1896, date de la création du sous-secrétariat rattaché d'abord au ministère du Commerce et de l'Industrie, puis à celui des Travaux publics le 14 mars 1906.

niques et, d'autre part, par l'imperfection relative de l'isolement des fils conducteurs.

Ce n'est qu'à une dizaine d'années que remontent les tentatives vraiment sérieuses faites pour introduire dans la pratique les applications de l'électricité à l'éclairage; mais, depuis cette époque, les inventions et les perfectionnements ont surgi de tous côtés et les progrès se sont succédé sans interruption.

C'est de ce mouvement d'une rapidité sans précédent dans le développement des autres branches de l'activité humaine qu'est née l'idée de l'Exposition internationale d'électricité de Paris qui fut organisée au Palais de l'Industrie en 1881 et dont le succès dépassa toutes les espérances.

La lumière électrique et le transport électrique de la force, telles sont donc les deux branches principales d'une industrie née d'hier, dont le public apprécie déjà vivement les avantages et qui, selon toute apparence, va continuer à se développer rapidement. Mais on ne saurait se dissimuler que cette industrie peut, à un instant donné, causer de graves accidents, si des mesures de prudence bien étudiées ne sont adoptées en vue de surveiller attentivement et de maîtriser, dans la mesure du possible, le puissant agent physique mis en œuvre.

Quelques accidents, dont certains ont été malheureusement suivis de mort d'hommes, ont mis en évidence les dangers que présente, dans certains cas, le contact du corps humain avec les conducteurs traversés par de puissants courants. D'autre part, l'expérience prouve que l'éclairage électrique considéré à juste titre, comme propre à diminuer les chances d'incendie, peut, au contraire, les augmenter si l'installation des fils n'est pas faite avec les précautions qu'elle comporte.

Cette situation, qui intéresse la sécurité publique, ne pouvait laisser le Gouvernement indifférent. Il a paru qu'elle appelait une réglementation spéciale, et un décret du 15 septembre 1884 a institué une Commission à l'effet de préparer et de proposer un règlement spécial pour fixer les conditions techniques à remplir dans l'intérêt de la sécurité

publique pour l'installation des conducteurs affectés à la transmission de la lumière ou au transport de la force par l'électricité. Cette Commission, constituée sous la présidence du Ministre des Postes et des Télégraphes, était composée de membres de l'Institut, de jurisconsultes, de savants, d'ingénieurs, et l'industrie s'y trouvait représentée. Les conclusions de ses travaux approfondis ont servi de base au Conseil d'État pour l'élaboration d'un projet de décret qui semble concilier dans une juste mesure les exigences de la sécurité publique et la liberté indispensable à l'essor de l'industrie électrique.

.

Il y a lieu de remarquer, monsieur le Président, que les seules prescriptions visant l'installation des conducteurs dans le voisinage des fils télégraphiques ou téléphoniques, sont celles de l'article 7 qui déclare obligatoire l'emploi de fils recouverts sur les appuis supportant des communications télégraphiques ou téléphoniques à fil nu, ainsi qu'au croisement ou à une distance de moins de deux mètres de ces mêmes communications. Ces règles ont pour but de supprimer la possibilité de contacts accidentels ; mais, en dehors de ces cas fortuits, les courants puissants dont l'industrie fait usage sont capables d'exercer, dans certaines circonstances, des effets nuisibles pour l'échange des correspondances. C'est ainsi que les dérivations de courant, aussi bien que les phénomènes d'induction s'exerçant à distance, peuvent déterminer de graves perturbations dans le fonctionnement des communications télégraphiques ou téléphoniques, et même le rendre impossible. Néanmoins le projet de décret ne contient aucune disposition applicable à ces éventualités, parce que l'Administration des Postes et des Télégraphes se trouve armée par le Décret du 27 décembre 1851 relatif au monopole et à la police des lignes télégraphiques. En effet, aux termes de ce Décret, les délits et contraventions pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique, sont poursuivis et jugés comme en matière de grande voirie, et le service télégraphique peut prendre immédiatement toutes

les mesures provisoires pour faire cesser les dommages.

Les ingénieurs et agents des Postes et des Télégraphes, indépendamment des droits qui leur sont conférés par le Décret du 27 décembre 1851 pour la protection des correspondances télégraphiques ou téléphoniques, sont chargés, sous l'autorité des préfets, de veiller à l'exécution des conditions de sûreté prescrites par le règlement, et peuvent faire effectuer en leur présence des expériences et épreuves de contrôle : ce sont là de nouvelles attributions qui devaient leur être confiées en raison de leur compétence professionnelle et de leur connaissance spéciale des questions d'électricité.

Le Décret, qui porte la date du 15 mai 1888 (1), est intitulé « Décret relatif à l'établissement de conducteurs électriques d'éclairage et de transport de force ».

Il est divisé en trois chapitres.

Le chapitre I traite « De la déclaration préalable à l'établissement des conducteurs électriques », et comprend trois articles.

Comme le titre l'indique, les conducteurs électriques sont soumis au régime de la déclaration préalable ; c'est le principe du Décret qui comporte cependant une exception, à savoir l'absence, dans certains cas, de toute déclaration.

ARTICLE PREMIER.

Les conducteurs électriques destinés au transport de la force ou à la production de la lumière ne peuvent être établis qu'après une déclaration adressée deux mois à l'avance

1. *B. des L.*, 12^e sér., 1888, 1^{er} sem., *B.* n° 1176, n° 19465, p. 1040.

au préfet du département ou au préfet de police dans le ressort de sa juridiction. Cette déclaration est enregistrée à sa date, il en est donné récépissé. Elle est communiquée sans délai au chef du service local des Postes et des Télégraphes; elle est transmise par ses soins à l'Administration centrale chargée d'assurer l'exécution du Décret du 27 décembre 1851.

En cas d'urgence et en particulier dans le cas d'installation temporaire, le délai de deux mois prévu au paragraphe précédent peut être abrégé par le préfet, sur la proposition du chef de service des Postes et des Télégraphes.

C'est le cas le plus général et le plus intéressant pour le public; l'entrepreneur doit faire une déclaration à la préfecture :

Deux nouveaux cas sont alors à distinguer :

1° L'installation n'est ni urgente, ni temporaire.

Les travaux ne peuvent être commencés que deux mois après le dépôt de la déclaration.

2° L'installation est urgente ou temporaire.

Le préfet est alors autorisé à abrégé le délai de deux mois sur la proposition du directeur des Postes et des Télégraphes.

Il y a lieu de remarquer que la rédaction du texte manque de précision :

« En cas d'urgence et, en particulier, dans le cas d'une installation temporaire... » Il semble que l'installation temporaire soit une modalité de l'urgence. Évidemment l'installation temporaire peut se présenter dans de telles conditions. Ainsi un accident se produit; il réclame une installation de secours immédiate; ou l'accident est relativement grave, et l'installation subsistera assez longtemps, c'est le cas de l'urgence et le délai peut être diminué; ou l'accident est peu grave, et l'installation sera de courte

durée, *a fortiori*, le délai est susceptible d'être réduit.

Mais une installation temporaire peut n'être pas urgente du tout ; tel le cas de travaux de peu d'importance dont l'étude est susceptible d'être menée à loisir ; tel encore celui d'illuminations pour une fête périodique ou prévue depuis longtemps.

Dans ces deux cas, il ne paraît pas que l'on devrait pouvoir prétendre au bénéfice de la réduction de délai ; cependant, adopter cette manière de voir serait, croyons-nous, aller contre l'esprit du texte qui laisse supposer que tous les cas d'installation temporaire sont des cas d'urgence ou du moins doivent être considérés comme tels. Nous ignorons si des difficultés ont jamais été soulevées à ce sujet.

Dans cette question de l'urgence, il ne s'agissait du reste que d'accorder aux installations transportant l'énergie électrique, le même bénéfice qu'aux machines à vapeur pour lesquelles, en cas d'urgence, le chef du contrôle donne une autorisation provisoire.

Donc, les autorisations, sauf les cas d'urgence, sont données par l'Administration supérieure ; cette procédure ne peut que retarder l'étude des affaires ; les maires et les préfets cependant ont qualité pour octroyer certaines autorisations notamment en matière d'usage d'appareils à gaz ou d'installation de signaux pour les compagnies de chemins de fer ; mais il ne faut pas omettre que, relativement aux conducteurs d'énergie, l'état de la question, encore peu connue, ne permettait pas d'envisager la décentralisation ; celle-ci eût-elle été établie que les préfets, dans la crainte d'engager leur responsabilité, n'en auraient pas moins toujours référé à l'Administration centrale.

Cet article 1^{er} nous apprend encore que les affaires concernant les lignes d'énergie électrique ressortis-

sent au Département des Postes et des Télégraphes.

A priori on pourrait penser que le ministère de l'Intérieur est plus qualifié puisque la police de sûreté rentre dans ses attributions.

Mais le service des Postes et des Télégraphes est trop particulièrement intéressé à la sécurité de ses propres lignes pour ne pas être chargé de ce contrôle; ses agents d'ailleurs sont tout indiqués de par la compétence qu'ils possèdent et une même raison d'aptitude avait précédemment fait attribuer au ministère des Travaux publics, la police des machines à vapeur; l'analogie était trop frappante pour hésiter à créer une nouvelle exception.

Il reste un point à examiner: la déclaration prévue par l'article 1^{er} a-t-elle pour effet de dispenser l'entrepreneur de se munir d'une autorisation préalable pour poser les fils électriques au-dessus des voies publiques ou bien l'autorisation de voirie ordinaire est-elle néanmoins nécessaire?

Rappelons brièvement les conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations de voirie; la matière est réglée par divers textes de lois.

L'autorisation est donnée par le maire pour la petite voirie relative à la voirie rurale urbaine (Loi du 5 avril 1884. Art. 90 et 98) (1) et à la voirie vici-

1. Loi du 5 avril 1884 « sur l'organisation municipale ». (Voir *supra*, p. 70.)

Art. 90. — « Le maire est chargé, sous le contrôle du Conseil municipal et la surveillance de l'Administration supérieure: ... 5^e de pourvoir aux mesures relatives à la voirie municipale; ... »

Art. 97. — « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques. Elle comprend notamment: 1^o Tout ce qui intéresse la sûreté et la commo-

nale ordinaire (Loi du 21 mai 1836, Art. 1^{er}) (1).

L'autorisation est donnée par le préfet pour la grande voirie (routes nationales et départementales, ports, voies navigables) (Loi du 5 avril 1884, Art. 98) et la petite voirie relative aux chemins vicinaux de grande communication (Loi du 21 mai 1836, Art. 7 et 9) et d'intérêt commun (Arrêt du Conseil d'État du 12 janvier 1877) (2).

dité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend..., l'éclairage,...

Art. 98. — Le maire a la police des routes nationales et départementales, et des voies de communication, dans l'intérieur des agglomérations, mais seulement en ce qui touche à la circulation sur lesdites voies... Les alignements individuels, les autorisations de bâtir, les autres permissions de voirie sont délivrées par l'autorité compétente, après que le maire aura donné son avis dans le cas où il ne lui appartient pas de les délivrer lui-même. Les permissions de voirie à titre précaire ou essentiellement révocable sur les voies publiques qui sont placées dans les attributions du maire et ayant pour objet, notamment, l'établissement dans le sol de la voie publique des canalisations destinées au passage ou à la conduite, soit de l'eau, soit du gaz, peuvent, en cas de refus du maire non justifié par l'intérêt général, être accordées par le préfet.

1. Loi du 21 mai 1836 « sur les chemins vicinaux ». Voir *supra*, p. 106.

Article premier. — « Les chemins vicinaux légalement reconnus sont à la charge des communes, sauf les dispositions de l'article 7 ci-après. »

Art. 7. — « Les chemins vicinaux peuvent, selon leur importance, être déclarés chemins vicinaux de grande communication... »

Art. 9. — « Les chemins vicinaux de grande communication sont placés sous l'autorité du préfet... »

2. LEBON, *op. cit.* Préfet de l'Aube contre Porognat, n° 49416, 12 janvier 1877, p. 43.

«... Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la Loi du

Au cas de refus, il n'y a aucun recours, à moins que ce refus n'ait pas été justifié par un motif d'intérêt général ; le préfet accorde d'office l'autorisation refusée sans grief sérieux par le maire ; enfin le refus du préfet peut être frappé d'appel auprès du Ministre.

Par contre, le préfet ne saurait retirer une autorisation accordée par le maire, à moins de prendre un arrêté motivé d'annulation, ce qui serait une mesure absolument exceptionnelle. Bien que précaire et révocable, le retrait de l'autorisation ne peut se justifier que par un motif d'intérêt général.

Ajoutons que les demandes des particuliers voulant établir des lignes pour la transmission de l'énergie et le transport de la lumière doivent être assimilées, non pas aux demandes d'alignement ou d'autorisation de réparations aux bâtiments riverains de la voie publique, lesquelles ne peuvent être rejetées, mais aux demandes tendant à un dépôt de matériaux ou à l'ouverture d'une tranchée sur le sol d'une voie publique, c'est-à-dire que l'Administration possèdera à leur égard un pouvoir discrétionnaire absolu, sauf, bien entendu, les garanties offertes par les recours rappelés plus haut.

Une jurisprudence constante du Conseil d'État existe en la matière.

Ainsi une requête tendant à annuler pour excès

21 mai 1836 les chemins vicinaux de grande communication sont sous l'autorité du préfet ; que la Loi du 10 août 1871 a assimilé par diverses dispositions les chemins vicinaux d'intérêt commun aux chemins vicinaux de grande communication, qu'il suit de là que, dans la même mesure que ces derniers, les chemins vicinaux d'intérêt commun sont placés sous l'autorité du préfet et qu'il appartient au préfet d'agir au nom des communes intéressées à ces chemins dans les contestations relatives à l'exécution des travaux desdits chemins...

de pouvoir un Arrêté par lequel le maire de Villefranche avait ordonné l'enlèvement de câbles destinés à l'éclairage électrique était rejetée avec les considérants suivants (1) :

.
Considérant que le Décret du 15 mai 1888 n'a d'autre objet que de réglementer au seul point de vue technique la pose des appareils électriques et des conducteurs et d'assurer, dans l'intérêt de la sécurité publique, le contrôle desdits appareils ; qu'il ne contient aucune disposition concernant les permissions de voirie et que, par suite, le sieur Parent ne peut se fonder sur ce que l'article 2 du Décret n'exige qu'une déclaration préalable au préfet, pour alléguer qu'il pouvait, sans demander d'autorisation, poser les fils dont il s'agit... Rejette.

D'ailleurs, le fait de s'être dispensé de la demande d'autorisation de voirie, constitue une contravention.

Ainsi fut rejetée une demande d'annulation d'un Arrêté du Conseil de préfecture du Cher condamnant à l'amende et à l'enlèvement des fils et supports posés au-dessus du sol d'une route nationale (2) :

Considérant... que les sieurs Bruandet et Déménitroux ont fait établir, sans avoir obtenu d'autorisation à cet effet des fils et des supports pour l'éclairage électrique au-dessus du sol sur la route nationale n° 151 *bis* dans la traversée de Saint-Amand-Montrond ; que ce fait constitue une contravention de grande voirie...

Considérant à la vérité que les sieurs Bruandet et Déménitroux soutiennent qu'ils avaient fait au préfet du Cher la déclaration préalable exigée par l'article 2 du Décret

1. LEBON, *op. cit.*, Parent, 71941, 3 juin 1892, p. 517.

2. LEBON, *op. cit.*, Bruandet et Déménitroux, 76994, 20 avril 1894, p. 279.

du 15 mai 1888 et qu'ils pouvaient dès lors exécuter les travaux;

Mais considérant que le Décret du 15 mai 1888 n'a d'autre objet que de réglementer au seul point de vue technique la pose des appareils électriques et des conducteurs et d'assurer dans l'intérêt de la sécurité publique le contrôle de ces appareils, et qu'il ne contient aucune disposition concernant les permissions de voirie; qu'ainsi les requérants ne sont pas fondés à prétendre que, ayant fait la déclaration préalable, ils pouvaient sans autorisation du préfet poser les fils et supports dont s'agit;
... Rejette.

Une demande d'annulation d'un Arrêté du même Conseil rejetant une opposition à un précédent Arrêté condamnant à l'amende pour les mêmes motifs qu'au cas ci-dessus, fut également rejetée par le Conseil d'État (1).

Dans le même sens, un recours en annulation formé par le Ministre des Travaux publics contre un Arrêté du Conseil de préfecture du Jura, du 10 février 1894, renvoyant des fins d'un procès-verbal de contravention, fut admis par le Conseil d'État; il s'agissait encore de fils posés sans autorisation de voirie au-dessus d'une route nationale (2).

ART. 2.

Sont exemptées de la formalité de la déclaration préalable les installations faites à l'intérieur d'une même propriété, lorsque la force électromotrice des générateurs ne

1. LEBON, *op.cit.*, Margueritat et Lebas, 78339, 19 mai 1894, p. 447.

2. LEBON, *op. cit.*, Ministre des Travaux publics contre Camus et Mélet, 83166, 28 décembre 1894, p. 733.

dépasse pas 60 volts pour les courants alternatifs et 500 volts pour les courants non alternatifs.

L'installation a lieu dans une propriété privée et la force électromotrice ne dépasse pas une certaine puissance; c'est le régime de la liberté absolue; dans ces conditions, en effet, les conducteurs étant situés dans une propriété particulière ne peuvent gêner les lignes télégraphiques ou téléphoniques; d'autre part, leur voltage n'est pas suffisant pour produire des phénomènes d'induction sur des lignes situées en dehors de la propriété, aussi voisines qu'elles soient.

Cette exception libérale prévue par l'article 2 n'existait pas dans le premier projet de la Commission; elle est due à l'intervention heureuse de M. Lemonnier, qui faisait ainsi prévaloir l'opinion qu'il avait émise dans son discours à la Chambre syndicale. Au sein de la Commission, il avait, par contre, préconisé une autre mesure, plus sévère, qui ne fut pas adoptée :

Outre le régime de liberté entière pour les installations faites à l'intérieur des propriétés des intéressés et non dangereuses, il demandait la déclaration pour celles empruntant la voie publique et non dangereuses et l'autorisation pour les installations réputées dangereuses.

On verra plus loin que c'est à ce régime que s'est rallié le législateur de 1895.

ART. 3.

La déclaration prévue à l'article 1^{er} doit être accompagnée d'un projet détaillé de l'installation indiquant la nature du générateur d'électricité, le maximum de la différence

de potentiel aux bornes de la machine, le maximum de l'intensité à distribuer dans chaque branche de circuit, la spécification des conducteurs employés et les précautions prises pour les isoler et les mettre hors de portée du public. Elle est également accompagnée d'un tracé de ligne et, s'il y a lieu, d'un tracé du dispositif de la distribution ; les parties distinctes de la ligne et de la distribution sont désignées par une série régulière de lettres et de numéros d'ordre.

Toute modification d'une installation déclarée donne lieu à une nouvelle déclaration dans les conditions prévues à l'article 1^{er}.

Cet article nous énumère les renseignements que le permissionnaire doit fournir sur l'installation à l'appui de sa déclaration. Puis, *in fine*, il fait savoir que toute modification à une installation déclarée est assimilée à une installation nouvelle ; la procédure à employer n'est autre que celle prévue à l'article 1^{er}.

Le chapitre II, intitulé : « Des règles générales sur l'établissement et l'exploitation des conducteurs électriques », comprend les articles 4 à 11.

Les sept premiers ne comportent que des règles techniques destinées à assurer la sécurité des personnes, soit dans le local contenant les machines génératrices, soit, à l'extérieur, sur le passage des conducteurs ; une prescription d'ordre administratif est à signaler cependant dans l'article 4 dont le dernier alinéa est ainsi conçu :

ART. 4.

.
Une affiche, apposée d'une manière très apparente dans la salle des machines, indique les consignes qui doivent être

observées par les ouvriers en vue d'assurer leur sécurité.

Quant à l'article 11, qui nous paraîtrait plus à sa place dans le chapitre III, il nous suffira d'en citer le texte.

ART. 11.

Des arrêtés préfectoraux spéciaux pourront prescrire qu'il soit périodiquement procédé, par les soins des exploitants, à des vérifications de l'état des conducteurs et des machines, et que les résultats en soient consignés sur des registres dûment cotés et paraphés par l'Administration.

Le chapitre III est intitulé : « De la surveillance administrative des conducteurs électriques ». Il comprend les articles 12 à 16.

ART. 12.

En sus des attributions qui leur sont conférées par le titre V du Décret du 27 décembre 1851, les ingénieurs et agents des Postes et des Télégraphes sont chargés, sous l'autorité des préfets, de la surveillance des conducteurs électriques.

Cet article a pour objet d'étendre les attributions conférées aux fonctionnaires et agents des Postes et des Télégraphes par le Décret-Loi du 27 décembre 1851. Dans quelles conditions ces attributions sont-elles élargies ? En étudiant le Décret de 1851, nous avons vu que son article 10 permet aux agents assermentés de dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire en ce qui concerne les crimes, délits et contraventions prévus par le Décret-Loi.

L'article 12 du Décret du 25 mai 1888 n'accorde aux agents de l'Administration des Postes et des Télégraphes qu'un droit de surveillance sous l'autorité des préfets.

Il y a donc lieu de distinguer deux sortes d'attributions :

1° Fonctionnement régulier des lignes télégraphiques et téléphoniques de l'État.

C'est le Décret de 1851 qui intervient et le droit de surveillance des agents des Postes et des Télégraphes est complété par celui de dresser les procès-verbaux de contravention.

2° Sécurité des personnes et des bâtiments.

Il faut recourir au Décret de 1888 et les agents des Postes et des Télégraphes ne peuvent que signaler la contravention au préfet, lequel agira suivant qu'il le jugera utile.

Néanmoins ce serait une erreur de supposer qu'il ne s'agit pour eux que d'un rôle bénévole ; le texte dit : « Les ingénieurs et les agents des Postes et des Télégraphes sont chargés » ; c'est donc une obligation qui les lie et dont la non-exécution serait susceptible d'engager leur responsabilité administrative.

ART. 13.

Les ingénieurs et agents donnent leur avis sur les déclarations prévues aux articles 1 et 3 du présent Décret. Ils s'assurent de la conformité des installations réalisées et de leur exploitation avec les déclarations déposées à la préfecture.

ART. 14.

Ils s'assurent au moins une fois par an, et plus souvent lorsqu'ils en reçoivent l'ordre du préfet, si toutes les conditions de sûreté prescrites par le présent règlement sont exactement observées.

ART. 15.

Les registres prévus à l'article 11 ci-dessus sont présentés à toute réquisition aux ingénieurs et agents; il les revêtent de leur visa.

Ces deux articles constituent avec l'article 11 l'ensemble des mesures de surveillance exercées sur l'état des machines génératrices et des conducteurs.

ART. 16.

Les contraventions aux dispositions du présent Décret seront constatées, poursuivies et réprimées conformément à la loi.

En l'absence de loi spéciale, les contraventions aux prescriptions du Décret ne pouvaient être l'objet d'une sanction particulière ; il convenait de recourir aux règles du droit commun ; les contrevenants, dès lors, n'étaient passibles que de l'article 471 du Code pénal (1) ; les peines appliquées sont peu rigoureuses.

1. C. P. Art. 471. — Seront punis d'amende, depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement :

.

4° Ceux qui auront embarrassé la voie publique, en y dépo-

mais on a l'avantage d'avoir, en simple police, des poursuites rapides et, par suite, plus efficaces.

Pour savoir comment s'exercent les poursuites, il nous faut reprendre la distinction que nous avons établie à l'article 12.

L'article 16 déclare que les contraventions doivent être poursuivies conformément à la loi, c'est-à-dire qu'on doit procéder suivant les règles du droit commun.

Donc s'il s'agit d'une contravention d'ordre préfectoral, relative à la sécurité des personnes et des bâtiments, dressée en vertu du Décret de 1888 par les agents de l'Administration des Postes et des Télégraphes et transmise au préfet, il ne pourra être remédié aux dommages causés qu'en vertu d'une décision judiciaire qui prononcera la répression.

C'est ainsi que le Conseil de préfecture de la Nièvre s'était déclaré incompétent pour connaître d'un procès-verbal de contravention dressé contre les entrepreneurs de l'éclairage électrique d'une ville qui avaient posé des fils non pourvus de l'enveloppe isolante prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation en conformité du Décret du 15 mai 1888, estimant que le fait relevé ne constituait pas une con-

sant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage,...

5° Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie,...

15° Ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, titre IX, de la Loi du 16-24 août 1790, et de l'article 46, titre 1^{er}, de la Loi du 17-22 juillet 1791.

travention de grande voirie. Le Ministre des Travaux publics demanda l'annulation de cette déclaration d'incompétence au Conseil d'État qui rejeta le pourvoi (1).

.
Considérant que le procès-verbal ci-dessus visé a été dressé contre les sieurs Pécard frères, non pour avoir établi un câble électrique sans autorisation au-dessus de la route nationale n° 7 et avoir ainsi commis une anticipation sur le domaine public, mais pour avoir contrevenu aux prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation portant que tous les fils, à l'exception des fils neutres, seraient entourés d'une enveloppe isolante ;

Considérant que les prescriptions dudit article 6 ont été édictées en vue de l'exécution des dispositions du Décret du 15 mai 1888 ayant pour but de protéger les communications téléphoniques ou télégraphiques ou destinées à assurer la sécurité des personnes ; qu'ainsi le fait relevé à la charge des sieurs Pécard frères ne constitue pas une contravention de grande voirie dont il eût appartenu au Conseil de préfecture de connaître par application de la Loi du 29 floréal an X et que, par suite, c'est avec raison que le Conseil de préfecture de la Nièvre s'est déclaré incompétent... Rejette.

Au contraire, s'il s'agit de la régularité du fonctionnement des lignes de l'État, la contravention dressée par les fonctionnaires de l'Administration est poursuivie comme en matière de grande voirie et, aux termes de l'article 12 du Décret de 1851, l'Administration pourra immédiatement prendre toutes les mesures provisoires pour mettre fin aux dommages résultant des crimes, délits et contraventions.

1. LEBON, *op. cit.*, 77984, 3 février 1893, p. 108, Ministre des Travaux publics contre Pécard frères.

En conséquence, s'il était reconnu que la présence d'un conducteur électrique donne lieu, soit par dérivation de courant, soit par induction, soit pour toute autre cause à des perturbations sur une ligne télégraphique ou téléphonique, le directeur des Postes et des Télégraphes inviterait les intéressés à faire cesser les troubles, et, si la situation le comportait, il devrait dresser procès-verbal de l'infraction commise et requérir l'autorité publique de lui prêter main-forte pour faire immédiatement cesser le dommage.

Il semble du moins que l'article 12 du Décret de 1851 autorise cette interprétation en ce qui concerne les effets d'induction. Peut-on assimiler l'action d'un courant agissant à distance sur un autre courant, à un fait matériel? Il eût été intéressant de voir trancher la question, car il pourrait arriver que le tribunal devant lequel une affaire de ce genre serait évoquée, qu'il soit d'ordre judiciaire ou d'ordre administratif, soulevât la question d'incompétence.

La Commission qui avait élaboré le projet avait pris soin de faire disparaître toute incertitude sur ce point, à l'article 1^{er} d'abord, à l'article 3 ensuite (1);

1. Projet de la Commission:

Article premier. — « »

« Sauf les cas où l'autorisation ne sera pas nécessaire, elle sera subordonnée aux conditions ci-après et à toutes autres qu'il appartiendra au Ministre de déterminer, en ce qui touche le tracé de la ligne ainsi que l'établissement des conducteurs et des machines, dans l'intérêt, soit de la sécurité publique, soit de la correspondance télégraphique ou téléphonique. »

Art. 3. — « »

« La déclaration devra renfermer un engagement par le permissionnaire de se soumettre d'avance à toutes les mesures de contrôle et à toutes les modifications dans l'ins-

il est regrettable que le Conseil d'État n'ait pas cru devoir maintenir ces dispositions.

Le Décret ne prévoit pas spécialement le cas où une ligne d'éclairage ou de transport de force serait, ou construite, ou en voie de construction, sans qu'on ait recouru à la déclaration exigée. C'est que le fait même de ne pas s'être conformé aux prescriptions concernant la déclaration n'est susceptible d'aucune sanction, puisque, nous l'avons déjà remarqué, l'intervention d'une loi serait alors nécessaire. Le directeur des Postes et des Télégraphes qui apprendrait une telle situation pourrait seulement inviter l'entrepreneur, soit à surseoir à l'exploitation de la ligne, soit à interrompre les travaux d'installation et à transmettre une demande dans les conditions réglementaires : en même temps, il devrait aviser le préfet de l'irrégularité commise et, s'il était nécessaire, le prier d'user de son autorité pour maintenir les droits de l'Administration.

Le Décret de 1888 rendait, en l'espèce, un peu moins arbitraires les droits de l'Administration des Postes et des Télégraphes. Antérieurement, en effet, celle-ci prétendait obliger les entrepreneurs à lui demander l'autorisation en vertu de la Loi du 2 mai 1837 et du Décret-Loi de 1851 et, pour faire respecter les droits à elle conférés ou soi-disant tels, elle invitait ses agents à s'adresser, le cas échéant, à l'autorité préfectorale. Nous avons vu au début de ce chapitre tout ce que cette prétention avait d'exagéré.

En somme, le Décret du 15 mai 1888 était vraiment opportun ; il mettait un peu de clarté dans la

tallation, le tracé, la nature des conducteurs, etc., qui lui seraient réclamées dans l'intérêt de la sécurité publique ou, sauf les droits acquis, dans l'intérêt de la correspondance par les lignes télégraphiques ou téléphoniques. »

situation juridique et administrative des conducteurs d'énergie; d'un autre côté, il établissait nettement les droits de l'Administration des Postes et des Télégraphes relativement à la protection de ses lignes contre les troubles particuliers que pouvait engendrer le voisinage des nouvelles lignes dont l'extension s'annonçait rapide.

Mais l'œuvre n'était pas parfaite; elle ne pouvait pas l'être; les éléments avaient manqué pour qu'on pût prétendre à un résultat durable. Tel un édifice, construit sur de trop frêles fondations, fléchit et réclame la consolidation de ses assises, tel le régime instauré, bientôt incapable de faire face aux progrès incessants de l'industrie électrique, devait exiger qu'on modifiât ses bases.

La situation n'avait pas échappé aux inspireurs mêmes du Décret. Soucieuse de l'avenir et sentant l'échéance prochaine, la Commission avait pris soin, au moment de se séparer, d'en avertir par la déclaration suivante :

La Commission émet le vœu qu'il soit institué un Comité permanent, chargé de proposer en temps utile les modifications à introduire dans le présent règlement, pour le maintenir en harmonie avec les progrès de la science et de l'industrie.

CHAPITRE II

La Loi du 25 juin 1895 (1).

La Commission du 29 avril 1891. — Le travail parlementaire. — Examen critique de la Loi — Le Conseil d'électricité ; l'Arrêté du 13 juillet 1895 (Art. 6). — L'Arrêté du Conseil de préfecture du Nord du 21 décembre 1903 (Art. 8). — La sécurité publique. — L'Instruction technique. — Le Décret du 17 et l'Arrêté du 27 janvier 1902. — La Circulaire du 20 juillet 1903.

Le réseau des conducteurs électriques destinés à assurer le transport de la force et la transmission de la lumière prenait une extension très rapide ; en même temps, par un effet bien naturel, les troubles apportés aux communications télégraphiques et téléphoniques augmentaient parallèlement ; il devenait évident que les mesures prescrites par le Décret du 15 mai 1888 étaient tout à fait insuffisantes ; la critique s'emparait à nouveau de la question.

Nous avons signalé (Art. 16) que les obligations imposées par ce Décret n'avaient d'autre valeur que celles d'un acte administratif ; la sanction, qui n'exposait les contrevenants qu'à des peines de simple police, manquait son effet utile et une loi s'imposait sur ce point.

D'autre part, les précautions ordonnées pour la

1. Pour ce chapitre particulièrement, voir Edmond HIRSCH. *Législation et jurisprudence administratives concernant l'électricité dans ses différents usages*, Paris, 1898.

vérification de l'installation par les exploitants (Art. 11) étaient quelque peu illusoire ; aucun modèle n'avait été fixé pour le carnet destiné à enregistrer les constatations : les industriels, dès lors, se trouvaient libres d'établir celui-ci à leur guise.

De plus, la partie technique, on le conçoit aisément, ne s'adaptait plus aux perfectionnements survenus dans l'état des industries. Des difficultés surgissaient également de ce côté.

Enfin, à la suite de plusieurs accidents attribués à l'installation défectueuse de conducteurs électriques destinés à l'éclairage, le préfet de police attirait l'attention de l'Administration des Postes et des Télégraphes sur la nécessité d'organiser d'une manière réellement efficace le contrôle des installations ; il demandait notamment la suppression de l'article 2 du Décret.

A la suite de cette intervention, le Comité technique électrique (1) rappela le vœu que la Commission de 1884, convaincue de la fragilité de son œuvre et tenant à réserver l'avenir, avait exprimé avant de se séparer. Trois ans à peine s'étaient écoulés que l'événement justifiait ses prévisions.

Mais, si le Décret de 1884 avait été élaboré à un moment où les grandes applications de l'électricité commençaient à peine à se développer en France, si les éléments précis manquaient pour fixer avec exactitude les conditions de sécurité à imposer, s'il ne fallait pas non plus entraver l'essor d'une industrie

1. Le Comité technique électrique était le Comité institué à l'Administration des Postes et des Télégraphes en vue de la recherche des perfectionnements à apporter dans le matériel et l'outillage des services télégraphiques et téléphoniques ; depuis l'Arrêté du 9 décembre 1909 chacun de ces deux services possède son comité technique spécial.

nouvelle en l'astreignant, dès le début, à des règles trop étroites, il n'en était plus de même après ces quelques années d'expérience.

Les indications, qui n'avaient pu être énoncées que d'une manière générale, demandaient à être complétées ou même modifiées ; le champ d'observation était devenu assez vaste pour fournir les données précises qui tout d'abord avaient fait défaut ; enfin les règlements établis à l'étranger apportaient un nouvel élément d'appréciation.

L'Administration des Postes et des Télégraphes comprit qu'elle ne pouvait plus longtemps exposer sa responsabilité au point de vue de la sécurité publique et de la protection des lignes. Sur la proposition du directeur général, M. de Selves, par Arrêté en date du 29 avril 1891, M. Jules Roche, Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, nommait une Commission analogue (1), dans sa composition comme

1. La Commission était ainsi composée :

MM. de Selves, directeur général des Postes et des Télégraphes, président ; Alphand, inspecteur général des Ponts et Chaussées, directeur des travaux de la Ville de Paris, vice-président ; Baron, directeur du matériel, de la construction et de l'exploitation électrique à la direction générale des Postes et des Télégraphes ; Bertrand, président de la Chambre syndicale ; Bezançon, chef de division à la Préfecture de police ; Cance, constructeur mécanicien électricien ; Chabrol, conseiller d'État ; Fribourg, inspecteur général des Postes et des Télégraphes ; Lemonnier, de la maison Sautter, Lemonnier et C^{ie} ; Magne, directeur-ingénieur des Postes et des Télégraphes de la région de Paris ; Potier, ingénieur en chef des Mines, professeur à l'École Polytechnique ; Raymond, directeur-ingénieur à l'École professionnelle supérieure des Postes et des Télégraphes ; Romieu, maître des requêtes au Conseil d'État ; Sartiaux, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, chef de l'exploitation de la Compagnie des chemins de fer du Nord ; Thévenin, inspecteur-ingénieur des

dans ses attributions, à la Commission nommée le 15 septembre 1884.

Le 12 mai, la Commission tenait sa première séance et, moins d'un an après, le 31 mars 1893, elle avait terminé ses travaux, ayant mis sur pied le projet de loi qui était déposé le 12 décembre (1) sur le bureau de la Chambre des Députés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, M. Marty.

Le rapport fait au nom de la Commission de la Chambre (2) par son président, M. Georges Berger était déposé le 4 juin (3); l'intervention du Gouvernement demandant de nouvelles modifications au texte préparé nécessita un rapport supplémentaire qui fut déposé le 7 juillet (4).

Adopté sans discussion par la Chambre les 13-20 novembre(5), le projet était déposé au Sénat le 29 novembre (6). Le rapport, fait au nom de la Commission (7)

Postes et des Télégraphes; Weissgerber, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées.

1. *J. O.* du 14 janvier 1894. Doc. parl., Ch., Ann. n° 150, p. 159.

2. Cette Commission était ainsi composée:

MM. Georges Berger, président; Maurice Binder, secrétaire; Gaussorgues; Goirand; Lacroix; Armand Porteu; Linnard; Gillot; Plissonnier; Montaut (Seine-et-Marne); Clapot.

3. *J. O.* des 26 et 27 juin 1894. Doc. parl., Ch., Ann. n° 666, p. 871.

4. *J. O.* du 25 août 1894. Doc. parl., Ch., Ann. n° 786, p. 1117.

5. *J. O.* des 14 et 21 novembre 1894. Déb. Ch., p. 1840 et 1907.

6. *J. O.* du 12 janvier 1895. Doc. parl., Sén., Ann. n° 33, p. 314.

7. Cette Commission était ainsi composée:

MM. Berthelot, président; Prevet, secrétaire; Barbey; Reymond; Gilbert; Gaillard; Goujon; Adolphe Cochery; Léonce de Sal; Ouvrier.

par M. Adolphe Cochery, était déposé le 11 juin 1895 (1) ; le projet était voté par le Sénat sans discussion le 20 juin (2) et la Loi promulguée (3) le 25 juin 1895 (4).

Nous croyons inutile d'examiner successivement les différents textes rédigés par le Gouvernement ou par les Commissions ; il nous suffira, en étudiant chacun des articles de la Loi, de rappeler les discussions soulevées sur les points principaux au cours des travaux préparatoires.

Quel régime la Loi du 25 juin 1895 substitue-t-elle aux dispositions du Décret du 15 mai 1888, lequel se trouve abrogé ?

Un régime évidemment plus compliqué, mais aussi plus en rapport avec les diverses modalités que la situation peut comporter. Plus libérale à un certain point de vue, elle prend au contraire des précautions plus sévères quand elle le croit nécessaire. C'est ce que va nous montrer l'examen de ses neuf articles.

Le titre proposé par le Gouvernement : « Projet de loi concernant les conditions d'établissement des conducteurs électriques destinés à la transmission de l'éclairage et au transport de la force », n'était que la reproduction du titre du Décret de 1888.

La Commission de la Chambre estima avec raison que, dans l'avenir, la nature et les destinations des courants acheminés par les conducteurs, pouvaient devenir beaucoup plus variées et proposa le titre qui

1. *J. O.* du 7 août 1895. Doc. parl., Sén., Ann. n° 124, p. 348.

2. *J. O.* du 21 juin 1895. Déb. Sén., p. 647.

3. M. André Lebon, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

4. *J. O.* du 26 juin 1897, p. 3517.

devint celui de la Loi : « Projet de loi concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques ». Seulement, la Commission n'avait pas entrevu que, réciproquement, avec le temps, d'autres conducteurs que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques pouvaient survenir et être compris à leur tour dans le monopole de l'État.

ARTICLE PREMIER.

En dehors des voies publiques les conducteurs électriques qui ne sont pas destinés à la transmission des signaux et de la parole et auxquels le Décret-Loi du 27 décembre 1851 n'est pas dès lors applicable, pourront être établis sans autorisation, ni déclaration.

Comme on le voit, c'est le cas le plus simple ; ni déclaration, ni autorisation ; chacun est libre d'établir des lignes à ses risques et périls ; quelle que soit l'intensité des courants employés, aucune formalité n'est exigée ; signalons cependant deux restrictions à cette indépendance.

L'une est celle apportée au texte même de l'article 1^{er} par le premier alinéa de l'article 2 ; en réalité, une nouvelle modalité est ainsi créée.

La seconde, qui ne change en rien les dispositions libérales de l'article 1^{er}, réside dans une disposition d'ordre général destinée à assurer les lignes télégraphiques ou téléphoniques de l'État contre les troubles pouvant provenir de l'exploitation des installations d'énergie ; elle fait l'objet de l'article 7.

Ne quittons pas cet article sans signaler la complète opposition d'interprétation manifestée à dix ans

d'intervalle par le Gouvernement au sujet de l'article 1^{er} du Décret-Loi du 27 décembre 1851.

Au début du chapitre précédent nous avons, avec intention, cité intégralement la Circulaire adressée aux préfets par M. Sarrien le 6 novembre 1885.

« Aux termes du Décret-Loi du 27 décembre 1851 aucune ligne électrique (télégraphique, rectifications-nous) ne peut être établie que par le Gouvernement ou avec son autorisation... » dit la Circulaire.

« ... les conducteurs électriques qui ne sont pas destinés à la transmission des signaux et de la parole et auxquels le Décret-Loi du 27 décembre 1851 n'est pas dès lors applicable... » dit la Loi du 25 juin 1895.

Nous avons fait connaître notre opinion ; notons seulement que l'Administration des Postes et des Télégraphes reconnaît implicitement son erreur d'autrefois.

ART. 2.

Les conducteurs aériens ne pourront être établis dans une zone de dix mètres en projection horizontale de chaque côté d'une ligne télégraphique ou téléphonique, sans entente préalable avec l'Administration des Postes et des Télégraphes.

En conséquence, tout établissement de conducteurs dans les conditions du paragraphe précédent devra faire l'objet d'une déclaration préalable adressée au préfet du Département et au préfet de Police dans le ressort de sa juridiction. Cette déclaration sera enregistrée à sa date et il en sera donné récépissé. Elle sera communiquée sans délai au chef du service local des Postes et Télégraphes et transmise par les soins de ce dernier à l'Administration centrale.

Le département des Postes et Télégraphes devra notifier, dans un délai de trois mois à partir de la déclaration, l'acceptation du projet présenté ou les modifications qu'il réclame dans l'établissement des conducteurs aériens.

En cas de non entente, les conducteurs aériens seront établis conformément à la décision du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et après avis du Comité d'électricité visé par l'article 6 ci-dessous.

En cas d'urgence, et, en particulier, dans le cas d'installation temporaire, le délai de trois mois prévu au troisième paragraphe du présent article pourra être abrégé.

Comme nous avons pris soin de le dire, cet article restreint la liberté de l'article 1^{er} ; c'est une mesure de précaution d'ordre technique, mesure préventive destinée à empêcher l'intervention répressive de l'article 7 ; il vise en effet à isoler *mécaniquement* les lignes télégraphiques et téléphoniques : la zone n'empêchera pas peut-être les phénomènes d'induction, mais elle suffira le plus souvent pour éviter tout contact accidentel.

En effet, la distance de 10 mètres est la distance nécessaire pour protéger la ligne au point de vue mécanique ; elle correspond à la plus grande hauteur au-dessus du sol des poteaux employés, de telle sorte que la chute d'un poteau ne puisse atteindre toute ligne maintenue à cette distance.

C'est la raison pour laquelle le texte ne nous parle que des conducteurs aériens ; il est bien certain que, dans les villes, les installations de conducteurs destinés à l'éclairage à l'intérieur des habitations, se trouvent le plus souvent à moins de 10 mètres des lignes télégraphiques ou téléphoniques ; mais au point de vue de la protection envisagée, les murs suffisent à assurer la sécurité. A ce sujet, il y a lieu de signaler

une lacune du texte, lacune volontaire du reste, car des conducteurs *aériens* situés de l'autre côté du mur d'une propriété privée n'échappent pas à la formalité de la déclaration s'ils sont à moins de 10 mètres des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

Ceci tient, croyons-nous, à ce qu'une confusion s'est établie dans la pensée du législateur qui n'a pas vu seulement une mesure de précaution destinée à prévenir des effets mécaniques, mais encore une mesure capable d'empêcher les phénomènes d'induction.

M. Berger dans son premier rapport le déclarait et il ajoutait :

Il est essentiel que cette zone soit intégralement maintenue, même si un obstacle sérieux tel qu'un mur épais existe entre la ligne et le conducteur, car l'induction se produirait quand même. Vous comprenez d'après cela que, si la ligne téléphonique ou télégraphique est fixée à l'extérieur du mur d'une habitation privée sur la voie publique, le propriétaire ne jouira plus dans l'intérieur de son immeuble de la liberté entière que l'article 1^{er} lui accorde...

Or la zone de 10 mètres ne peut techniquement se rapporter aux phénomènes d'induction ; mais ces explications permettent de comprendre pourquoi des conducteurs aériens offrant les mêmes conditions de sécurité que les conducteurs non aériens, n'ont pas attiré l'attention du législateur qui rejetait en bloc tous les conducteurs aériens du régime de liberté prévu par l'article 1^{er}.

Enfin si, pour éviter des difficultés ultérieures, une entente doit intervenir lorsqu'une installation d'énergie comporte des conducteurs situés à une distance inférieure à 10 mètres de lignes télégraphiques préexistantes, il y a lieu de se demander comment l'Admi-

nistration des Postes et des Télégraphes prend les précautions utiles lorsqu'elle construit une ligne nouvelle; elle ignore, en effet, les installations d'énergie susceptibles d'exister dans le voisinage de son tracé et la prescription d'une déclaration pure et simple, aurait eu sans doute son intérêt en ce qui concerne les installations visées par l'article 1^{er}.

Quelle est la procédure à suivre pour la déclaration? La même que celle prévue par le Décret de 1888.

L'établissement d'un conducteur d'énergie électrique, ou la modification d'une installation existante, ne sera possible qu'après une déclaration préalable adressée au préfet qui la transmet au directeur des Postes et des Télégraphes, lequel l'adresse à l'Administration centrale.

La date de la déclaration forme le point de départ d'un délai maximum de trois mois dans lequel l'Administration est tenue de notifier au pétitionnaire l'acceptation du projet ou les modifications qu'elle réclame.

Signalons ici une différence avec le Décret de 1888 qui n'accordait à l'Administration qu'un délai de deux mois (Art 1^{er}).

La déclaration doit comprendre descriptions, croquis, tracés, renseignements sur lesquels nous n'avons pas à insister; les détails concernant toutes les questions techniques font l'objet d'une instruction spéciale dont nous parlerons plus loin.

Le dossier est transmis au directeur des Postes et des Télégraphes du département qui le renvoie après avoir recueilli l'avis de l'ingénieur. Préalablement, le dossier aura pu être transmis à l'Administration centrale pour le cas d'une dérogation aux règlements à soumettre au Comité d'électricité institué par l'article 6. Le préfet fait alors connaître à l'intéressé les

prescriptions arrêtées ; leur observation est obligatoire sauf recours de ce dernier au Ministre des Postes et des Télégraphes. Une innovation de la Loi de 1895 vient augmenter les garanties des particuliers en faisant intervenir l'avis du Comité d'électricité (voir Art. 7) ; cet avis, — consultatif seulement il est vrai, mais néanmoins d'une certaine portée, — est d'une nature moins administrative que celui du directeur général prévu par le Décret de 1888 ; (Art. 1^{er}) et auquel il est substitué.

Dans cet article 2 on retrouve encore la disposition ambiguë « en cas d'urgence et, en particulier, dans le cas d'une installation temporaire » que nous avons signalée dans l'article 1^{er} du Décret de 1888 ; elle nous paraît ici, du reste, sans objet.

Dans le Décret, si l'esprit du texte était susceptible d'être le même que celui qui inspira le législateur de 1895, la forme permettait de supposer que le permissionnaire et le préfet se trouvaient également liés par le délai de deux mois ; on lisait en effet : « Les conducteurs... ne peuvent être établis qu'après une déclaration adressée deux mois d'avance au préfet... » ; on comprenait alors la disposition : « En cas d'urgence... le délai... peut être abrégé par le préfet. »

Dans la Loi qui nous occupe, ce n'est plus d'un minimum qu'il est question, mais d'un maximum : « Le Département des Postes et des Télégraphes devra notifier dans un délai de trois mois... »

Par conséquent, au cas d'urgence, comme dans tous les autres cas, rien n'empêche le Département des Postes et des Télégraphes de réduire le délai autant qu'il le voudra.

Il est probable que la pensée du législateur fut de donner aux permissionnaires le droit d'exiger une réponse plus rapide dans le cas d'urgence ; mais alors,

aurait-on dû tout au moins marquer pour l'Administration une obligation et non une possibilité qu'elle possédait déjà d'une façon générale et mettre dans le texte « devra » au lieu de « pourra », encore qu'il eût été préférable d'imposer à l'Administration un délai maximum nettement déterminé pour les cas d'urgence.

Au point de vue de la sécurité publique, signalons l'étendue du régime de liberté octroyé par les dispositions des deux premiers articles :

De grandes installations électriques se dérobent à toute déclaration ; ainsi, les gares de chemins de fer, les grands magasins, les salles de spectacles et de concerts, etc...

En ce qui touche les premières, il est vrai que l'Etat exerce un contrôle sur tous les travaux des chemins de fer ; mais, pour les autres, nous n'avons guère d'autre garantie que les règlements plus ou moins sévères imposés par les Compagnies d'assurances à leurs co-contractants.

ART. 3.

Le Ministre, après avis du Comité d'électricité, détermine les modifications à apporter, pour garantir les lignes, aux conducteurs existant actuellement dans la zone ci-dessus, et cela sous réserve des droits qui pourraient être acquis. Le Département des Postes et des Télégraphes avisera, dans un délai de six mois au plus à partir de la promulgation de la présente Loi, les exploitants dont les conducteurs devraient être modifiés. Ceux qui font usage de ces conducteurs sont tenus de se conformer aux prescriptions ministérielles dans un délai maximum d'un an à partir d'une mise en demeure adressée par le Département des Postes et des Télégraphes.

Cet article a uniquement pour but de soumettre, les lignes existantes aux mesures de garantie prises vis-à-vis des lignes nouvelles. La Loi a donc un caractère nettement rétroactif.

A remarquer que, six mois après la promulgation pour les unes, un an et demi pour les autres, les dispositions deviennent caduques et l'article demeure sans objet la période transitoire une fois terminée.

Le délai d'un an accordé aux exploitants pour se mettre en règle a été fixé par la Commission de la Chambre qui doubla le délai proposé par le Gouvernement.

ART. 4.

Aucun conducteur ne peut être établi au-dessus ou au-dessous des voies publiques sans une autorisation donnée par le préfet, sur l'avis technique des ingénieurs des Postes et des Télégraphes, et conformément aux instructions du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

L'autorisation visée ici a pour objet le contrôle des conditions électriques dans lesquelles le courant circulera dans les conducteurs. Mais elle est, bien entendu, indépendante de l'autorisation de voirie donnée par les services intéressés et accordant au pétitionnaire le droit d'occuper matériellement une partie de l'espace en y établissant des conducteurs.

La preuve que le projet n'avait pas pour but de modifier la législation existante, nous la trouvons dans le rapport supplémentaire de M. Berger.

L'article 4 du projet du Gouvernement était à un mot près (le mot « technique ») l'article 4 de la Loi.

Or, la Commission avait cru devoir proposer le texte suivant dans son article 5 correspondant :

Les autorisations d'établissement des conducteurs électriques, au-dessus et au-dessous des voies publiques, sont données par le préfet, sur l'avis technique des ingénieurs des Postes et des Télégraphes, et conformément aux règles tracées par le Ministre du Commerce, de l'Industrie des Postes et des Télégraphes.

D'après le premier texte, l'autorisation préfectorale, donnée sur l'avis de l'Administration des Postes et Télégraphes, était une condition nécessaire de l'établissement de tout conducteur au-dessus ou au-dessous des voies publiques ; mais il résultait de la rédaction qu'elle n'était aucunement suffisante et qu'indépendamment de l'autorisation donnée par le préfet au nom des Postes et des Télégraphes, il fallait, en outre, suivant le cas, des permissions de voirie données par le maire pour les emprises faites sur la voie urbaine et vicinale, ou par le préfet, pour celles faites sur les chemins de grande communication ou d'intérêt commun ou sur la grande voirie départementale ou nationale.

La rédaction de la Commission, au contraire, laissait entendre que l'autorisation était nécessaire et suffisante, faisant ainsi disparaître en matière de permission de voirie, l'autorité des maires et du Ministre de l'Intérieur sur la petite voirie et celle du Ministre des Travaux publics, sur la grande.

Mais la Commission n'avait pas eu une semblable intention et pour écarter toute interprétation douteuse, elle rétablit le texte du Gouvernement. Toute concession doit donc être l'objet de deux autorisations distinctes qui réclament au préalable :

L'une, un examen visant l'installation matérielle

sur les voies publiques (autorité du Ministre de l'Intérieur ou des Travaux publics).

L'autre, un examen visant les conditions électriques (autorité du Ministre des Postes et des Télégraphes).

Nous ne reviendrons pas sur l'autorisation de voirie que nous avons examinée en détail au chapitre précédent.

En ce qui concerne les conditions de délivrance des autorisations de courant, le pétitionnaire, à la demande qu'il adresse au préfet, doit joindre les descriptions, croquis, tracés, renseignements prévus à l'Instruction technique.

Le dossier est transmis par le préfet au directeur qui le soumet pour avis à l'ingénieur ; il fait ensuite retour au préfet, soit directement, soit, comme dans le cas suivant, après communication à l'Administration centrale.

Ainsi, au cas où l'installation projetée donne lieu de craindre des troubles sur les fils de l'État préexistants, l'Administration peut être amenée à passer avec le pétitionnaire une convention destinée à régler les indemnités qui lui seraient dues, si elle avait à exécuter des mesures de préservation.

Lorsque le dossier est revenu entre ses mains, le préfet a à prendre un arrêté spécial d'autorisation, conforme à un type donné, qui soumet le permissionnaire aux conditions électriques indiquées par le service des Postes et des Télégraphes, et qui, sauf exception admise par le Comité d'électricité, doivent être conformes à celles énumérées dans l'Instruction technique.

L'Arrêté, notamment, doit désigner l'ingénieur des Postes et des Télégraphes chargé du contrôle des installations électriques et faire connaître les obliga-

tions du permissionnaire en ce qui concerne la surveillance et l'entretien de son installation.

Cet Arrêté rendu, le permissionnaire est libre de procéder à l'installation, s'il est, bien entendu, d'autre part, muni des autorisations de voirie.

Il peut ensuite faire circuler le courant à la suite d'un simple avis adressé, contre reçu, au directeur des Postes et des Télégraphes si l'installation est du type dit « à basse tension » (1).

S'il s'agit d'une installation dite « à haute tension », il a à faire connaître la date d'achèvement de ses travaux. Des essais sont à ce moment effectués et leurs résultats, au cas où ils donnent satisfaction, sont mentionnés sur le registre du contrôle prévu à l'Instruction technique ; cette inscription tient lieu d'autorisation de mise en service.

Comme on peut le constater maintenant, la présente Loi apporte une dérogation à la Loi municipale de 1884 ; en ce qui concerne les conditions électriques, en effet, le maire n'a pas le pouvoir d'autoriser l'établissement des conducteurs sur la voie publique ; en cette matière délicate, il n'était pas inutile de mettre les municipalités sous la tutelle de l'autorité préfectorale ; la plupart des maires ne possèdent

1. Les installations à basse tension sont celles à courant continu utilisant des tensions inférieures ou égales à 600 volts et les installations à courants alternatifs utilisant des tensions maximum efficaces inférieures ou égales à 120 volts. Les installations à haute tension sont celles à courant continu utilisant des tensions supérieures à 600 volts et les installations à courant alternatif utilisant des tensions maximum efficaces supérieures à 120 volts (Instruction technique de 1898).

Le chiffre de 120 volts a été porté à 150 par l'Instruction technique de 1905.

pas des connaissances spéciales suffisantes pour régler les concessions alors que les préfets peuvent recourir à la compétence des ingénieurs des Postes et des Télégraphes.

D'autre part, le préfet, ne peut délivrer l'autorisation que sur avis conforme de l'Administration des Postes et des Télégraphes ; cette condition est formelle.

Par contre, il demeure maître de son refus, malgré l'avis favorable de l'Administration, si les raisons données par d'autres autorités s'opposent à ce que l'autorisation soit accordée. Cette concentration entre les mains du préfet de tous les pouvoirs d'autorisation est une innovation ; sous le régime du Décret de 1888, le maire conservait ses pouvoirs.

Signalons en passant que la double autorisation nécessite à Paris l'intervention des deux préfets ; le préfet de la Seine étant compétent en ce qui concerne les concessions sur la voie publique ; les mesures de sécurité rentrant, au contraire, dans les attributions du préfet de police.

En dehors de ces deux autorisations, dans certains cas spéciaux, s'il s'agit par exemple de conducteur prenant appui sur des ouvrages appartenant à des Compagnies de chemins de fer ou passant en dessus ou en dessous de leurs emprises, il est nécessaire d'avoir l'avis et l'adhésion des services intéressés. Mais cette mission incombe à l'ingénieur des Postes et des Télégraphes chargé de l'étude du dossier ; le texte de l'arrêté proposé par l'Administration au préfet est donc toujours établi après que les ententes nécessaires ont été réalisées et il n'est plus besoin d'aucune conférence.

Enfin l'article 4 prévoit, *in fine*, une procédure très simple pour le cas où, au lieu d'une installation com-

plètement nouvelle, il ne s'agit plus d'établir que des branchements déjà autorisés,

Le permissionnaire se contente d'adresser à l'ingénieur chargé du contrôle une demande à laquelle sont joints les renseignements utiles. Si, dans les huit jours suivant l'accusé de réception, aucun avis contraire ne lui est parvenu, les travaux peuvent être exécutés, sous réserve toujours que les formalités de voirie ont été observées.

ART. 5.

Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les installations de conducteurs d'énergie électrique faites pour les besoins de leur exploitation par les administrations de l'État ou par les entreprises de services publics soumises au contrôle de l'Administration.

Les projets de ces installations électriques ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées devront, sauf lorsqu'ils concerneront les chemins de fer et les voies navigables, être soumis à l'approbation du Ministre des Postes et des Télégraphes, après examen en conférence par les services intéressés.

Quelles sont les installations visées au premier alinéa ?

D'abord les installations faites par les Administrations de l'État pour les besoins de leur exploitation et empruntant le domaine public, c'est-à-dire les installations de l'État ne rentrant pas dans les catégories prévues aux articles 1 et 2 (1).

1. Les installations électriques de l'État rentrant dans les catégories prévues par les articles 1 et 2 se trouvent ainsi sous le même régime que les appareils à vapeur. Le Décret

Ensuite les installations faites par les entreprises de services publics soumises à un contrôle électrique déjà organisé par l'État.

La plupart des installations dont la concession exige l'intervention d'une loi ou d'un décret d'utilité publique, notamment les tramways électriques, se trouvent compris dans cette définition. Par contre, les distributions d'énergie électrique établies pour le compte des particuliers ou celui des communes et empruntant les voies publiques, comme les lignes d'éclairage communal, tombent sous le coup de l'article précédent parce que le contrôle électrique de l'Etat n'apparaît pour elles qu'avec l'arrêté préfectoral d'autorisation.

La rédaction de la partie de phrase relative aux entreprises de services publics donna lieu à certaines difficultés qui méritent d'être signalées.

Le projet du Gouvernement proposait pour cet article la rédaction suivante :

Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les installations électriques faites dans l'étendue de leurs réseaux et pour les besoins de l'exploitation, par les Compagnies de chemins de fer d'intérêt général ou local déjà soumises au contrôle de l'État.

Sans y rien changer la Commission adoptait l'article en lui donnant le numéro 6.

On conçoit, en effet, qu'il n'ait pu être question de

du 30 avril 1880 « relatif aux générateurs à vapeur autres que ceux qui sont placés à bord des bateaux » prévoit l'exception suivante au contrôle des ingénieurs des Mines : Article 40. — « Les appareils à vapeur qui dépendent des services spéciaux de l'État sont surveillés par les fonctionnaires et agents de ces services. » (*B. des L.*, 12^e sér., 1880, 1^{er} sem., *B.* n^o 531, n^o 9357, p. 907.)

soumettre à deux directions séparées des services publics concédés et subordonnés, à ce titre, au contrôle de l'État.

Un particulier, agissant dans un intérêt privé, n'éprouve pas d'inconvénient sérieux à s'adresser à deux administrations statuant séparément, chacune pour ce qui la concerne ; il en va différemment pour le concessionnaire d'un service public dont la gestion est soumise à une administration publique déterminée, laquelle est normalement responsable.

Mais le texte ne visait que les Compagnies de chemins de fer d'intérêt général ou local, et seulement ceux exploités par des Compagnies concessionnaires ; il omettait les exploitations faites directement par l'État (chemins de fer, services de touage électrique en régie sur les canaux, etc.), les concessions de tramways électriques, de touage électrique sur les rivières et canaux et enfin les concessions de distribution par l'électricité de l'énergie des cours d'eau.

D'un autre côté, si l'on voulait faire entrer dans l'exception ces dernières installations, il devenait nécessaire de remplacer l'expression « déjà soumises au contrôle de l'État », d'ailleurs déjà inexacte en ce qui regarde les chemins de fer d'intérêt local qui sont en réalité soumis au contrôle du département, ce contrôle étant seulement organisé par l'État sous l'autorité du Ministre des Travaux publics (1).

Le Département des Travaux publics demanda donc que l'article fut modifié dans le sens suivant :

Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les installations de conducteurs d'énergie électrique faites pour les

1. Loi du 11 juin 1880 « relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways », *B. des L.*, 1880, 1^{er} sem., 12^e sér., *B.* n° 532, n° 9367, p. 925.

besoins de leur exploitation par les administrations de l'État ou par les entreprises de services publics soumises à un contrôle organisé par l'État.

Le Gouvernement intervint auprès de la Commission pour qu'elle remaniât le texte adopté par elle, de manière à appliquer l'article d'une façon plus large et à étendre le bénéfice de l'exception aux exploitations se trouvant dans une situation analogue ; la Commission accepta la proposition ; malheureusement la nouvelle rédaction de l'article, redevenu article 5, aboutissait à un résultat tout autre que celui attendu. Elle était, en effet, la suivante :

Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les installations de conducteurs d'énergie électrique faites pour les besoins de leur exploitation par les administrations de l'État ou par les entreprises de services publics, concédées par l'État et soumises à son contrôle.

Du coup, l'exception ne comportait plus que les concessions faites par l'État et contrôlées directement par lui ; ainsi se trouvaient rejetés les chemins de fer d'intérêt local concédés la plupart du temps par les départements ; de même, les tramways concédés par les départements ou par les communes. Du reste, le contrôle de ces chemins de fer et de ces tramways n'est pas exercé directement par l'État ; il est confié à des agents de l'État sous l'autorité du Ministre des Travaux publics, mais pour le compte et au nom du département ou des communes.

L'idée qu'on cherchait à réaliser cependant était que les « services publics », — au sens large de l'expression, — ne fussent pas soumis à la procédure instituée pour les installations privées, mais à la procédure ordinaire des « services publics », — au sens

strict, — entraînant des conférences entre les représentants locaux des Administrations intéressées, puis une décision concertée des Ministres.

Or, le mot concession implique l'idée d'incorporation au domaine public des ouvrages immobiliers établis par le concessionnaire (1) et, cependant, dans bien des cas, cette condition n'est pas indispensable pour qu'il y ait service rendu au public ; au lieu de prévoir la cession à l'Administration par l'exploitant de la nu-propriété de ses installations, il y a lieu de se borner à prévoir une simple autorisation fixant les conditions d'établissement et d'exploitation des ouvrages destinés à rendre le service public.

Dans les deux cas, qu'il y ait concession véritable ou simple autorisation, on trouve un caractère commun : le contrôle administratif qui veille à l'exécution du cahier des charges.

Le texte de l'article 5 remanié à nouveau devint définitivement «... ou par les entreprises de services publics soumises au contrôle de l'Administration. »

Ainsi disparaissent, d'une part, l'idée de concession, d'autre part, celle de l'organisation d'un contrôle direct de l'État.

Voyons maintenant quelle est la procédure à suivre pour les installations soumises à l'approbation ministérielle.

Elle comporte :

1° La tenue d'une conférence à deux degrés entre les services intéressés ; l'Administration des Postes et des Télégraphes y est représentée au premier degré par l'ingénieur, au deuxième degré par le directeur. Cette conférence est provoquée, soit par le représentant

1. BERTHÉLEMY. *Traité élémentaire de droit administratif*, Paris, 1908, p. 603 et 604.

de l'Administration pour le compte de laquelle est faite l'installation, soit par le représentant de l'Administration par l'intermédiaire de laquelle l'entreprise en cause a sollicité la concession du service ; elle a pour but de fixer, après examen des projets détaillés de l'installation, les conditions électriques qui sont imposables.

Lorsque la concession doit être autorisée par un décret d'utilité publique ou par une loi, elle donne lieu à une première conférence sommaire destinée à indiquer immédiatement au pétitionnaire, avec toute l'approximation possible, les obligations auxquelles il aura à se soumettre au point de vue des conditions électriques.

2° L'envoi du procès-verbal à l'Administration centrale des Postes et des Télégraphes ; cet envoi est accompagné d'un dossier constitué comme pour les installations soumises au régime de l'autorisation.

3° La promulgation d'un arrêté pris par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes déterminant en dernier ressort les conditions électriques imposables à l'installation et désignant d'autre part, les fonctionnaires chargés par lui de vérifier que ces conditions sont bien remplies.

L'arrêté est transmis au préfet qui est chargé d'en faire assurer l'exécution par les intéressés.

La même procédure doit être employée pour les modifications à apporter aux installations ayant déjà reçu l'approbation ministérielle.

Les dispositions exceptionnelles de l'article 5 ne sont pas applicables aux chemins de fer et aux voies navigables, voyons-nous dans le second alinéa ; c'est une innovation du deuxième projet de la Commission.

Le législateur a estimé dangereux de soumettre à un nouveau contrôle les chemins de fer et les voies

navigables déjà surveillés de très près par un autre Département ; sans doute il faut voir là une sage précaution destinée à éviter bien des conflits administratifs.

N'étant sous le coup ni de l'article 4, ni de l'article 5, les installations des chemins de fer et des voies navigables sont donc soumises au régime des articles 1 et 2, c'est-à-dire qu'elles n'entraînent ni déclaration à faire, ni approbation à obtenir, sauf cependant dans le cas où elles passent à moins de 10 mètres en projection horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; elles doivent alors être l'objet d'une déclaration préalable.

En résumé, au lieu de la pure et simple déclaration du Décret de 1888 pour tous les conducteurs d'énergie, la Loi de 1895 distingue les quatre cas suivants :

1° Ni déclaration, ni autorisation.

Pour les installations faites en dehors des voies publiques et pour les installations concernant les chemins de fer et les voies navigables, n'étant pas, les unes comme les autres, susceptibles d'atteindre les lignes télégraphiques ou téléphoniques qui appartiennent à un service de l'État.

2° Déclaration.

Pour les installations visées au paragraphe précédent et comportant des conducteurs aériens qui passent dans une zone de 10 mètres, en projection horizontale, de chaque côté d'une ligne télégraphique ou téléphonique de l'État.

3° Autorisation préfectorale.

Pour les installations faites au-dessus et au-dessous des voies publiques et sur un terrain domanial.

4° Approbation ministérielle.

Pour les installations empruntant le domaine public et faites pour les besoins de leur exploitation

par les administrations de l'Etat ou par les entreprises de services publics soumis au contrôle de l'Administration.

ART. 6.

Il sera formé près le ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes un Comité d'électricité permanent, composé pour une moitié de représentants professionnels des grandes industries électriques de France ou des industries faisant usage des applications de l'électricité.

Les membres de ce Comité et son président seront nommés par le Ministre. Le président sera choisi en dehors des membres du Comité.

Le Comité d'électricité donnera son avis sur les règles, générales applicables dans les cas visés aux articles 4 et 5 ci-dessus et sur toutes les questions qui lui seront soumises par le Ministre.

La constitution de ce Comité est la réalisation du vœu formulé par la Commission chargée d'élaborer le Décret du 15 mai 1888 qui avait craint que son œuvre n'eût pour résultat de figer dans des règles immuables la solution des conflits entre les intérêts de l'État et ceux de l'industrie privée. L'existence d'un Comité mixte aux côtés du Ministre était une sauvegarde pour les uns et les autres, susceptibles dès lors d'être examinés pour chaque cas particulier (1).

Le Comité d'électricité est appelé à se prononcer à titre consultatif.

1. On trouvera la liste des membres du Comité au nombre de 28 dont moitié représentent les différentes administrations de l'État intéressées, moitié représentent l'industrie

1° Sur les différends auxquels la protection des transmissions télégraphiques et téléphoniques peut donner lieu entre l'Administration des Postes et des Télégraphes et les particuliers :

a) Au sujet d'installations électriques faites antérieurement à la Loi et comprenant des conducteurs aériens placés dans une zone de 10 mètres en projection horizontale de part et d'autre d'une ligne télégraphique ou téléphonique (Art. 3).

b) Au sujet d'installations électriques nouvelles comprenant des conducteurs aériens à installer dans la zone de servitude indiquée ci-dessus (Art. 2).

c) Au sujet d'installations électriques troublant des transmissions télégraphiques ou téléphoniques préexistantes et nécessitant le déplacement ou la modification de lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes (Art. 7).

2° Sur les règles générales applicables dans les cas visés aux articles 4 et 5 (Art. 6).

3° Sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre (Art. 6).

En résumé deux sortes d'attributions, les unes contentieuses (Par. 1°), les autres générales (Par. 2° et 3°); dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit que d'un avis, le Ministre demeurant toujours maître de sa décision.

privée, en se reportant à l'Arrêté du 13 juillet 1895. Les Arrêtés suivants : 6 août 1895, 8 janvier, 13 avril, 2 juillet et 24 novembre 1896, 9 février et 28 juillet 1897, 3 mars, 9 avril, 19 avril, 24 avril, 6 août et 3 décembre 1900, 18 janvier 1901, 23 janvier 1902, 21 janvier 1903, 4 janvier 1904, 13 janvier, 9 mai et 26 août 1905 et 13 janvier 1906, ont été pris, soit pour donner des successeurs aux membres cessant de faire partie du Comité pour un motif quelconque, soit pour renouveler le mandat des membres sortants.

Ainsi, tout particulier en désaccord avec l'Administration locale peut en référer au Ministre qui soumettra toujours la question soulevée, à l'examen du Comité. La composition de ce dernier, où l'industrie est représentée par la moitié des membres, sa compétence toute particulière, sont un sûr garant que la solution indiquée sauvegardera les intérêts en jeu.

D'ailleurs on pouvait penser que, au bout d'un certain temps, l'ensemble des avis exprimés constituerait une jurisprudence qui permettrait au public d'être renseigné sur beaucoup de points intéressants.

D'un autre côté, une mesure sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin, vint faciliter encore le rôle de l'industrie privée en lui faisant connaître, dans une Instruction technique, les prescriptions auxquelles elle était tenue de se conformer.

Dans quelles conditions le Comité devrait-il fonctionner ? l'Arrêté du 13 juillet 1895 était incomplet ; en dehors de la désignation des membres, il ne contenait, en effet, que les dispositions suivantes :

Article premier. — ... Ces membres (les représentants de l'industrie privée), seront répartis en deux séries dont le mandat prendra fin au bout d'un an pour la première série et de deux ans pour la seconde. La répartition entre les deux séries sera fixée par voie de tirage au sort à la première séance du Comité.

Art. 3. — Le Comité sera présidé par le directeur général des Postes et des Télégraphes.

On aperçoit immédiatement les lacunes.

La Loi prévoyait un nombre égal de représentants des Administrations intéressées et de l'industrie privée, mais ce nombre n'était pas déterminé.

Le Comité devrait-il se réunir périodiquement à époques fixées ou seulement sur convocation spéciale du Ministre ?

Les avis à émettre au nom du Comité seraient-ils pris à l'unanimité des voix, ou bien à la majorité, et dans ce cas, à quelle majorité ?

En réalité, les décisions furent prises à la majorité simple ; quant aux réunions, elles eurent lieu sur convocation et aux intervalles les plus irréguliers.

Mais à la fin de 1902 (1), le Ministre invita le Comité à se réunir d'une façon périodique et celui-ci décida de tenir trois sessions régulières par an, en février, mai et novembre. Il demeura entendu qu'au cas où des questions urgentes se présenteraient entre deux sessions régulières, le Ministre convoquerait le Comité en séance extraordinaire.

Terminons en signalant que le Ministre avait coutume de renouveler le mandat des membres de l'industrie privée sortants ; à la séance du 1^{er} février 1904 (2), un de ces membres, M. Fontaine, fit remarquer combien ces errements étaient regrettables ; ils avaient, en effet, pour résultat d'écarter du Comité des industriels dont la compétence aurait été précieuse ; un réel intérêt demandait que le renouvellement fût, au moins partiellement, effectif.

ART. 7.

Toute installation électrique devra être exploitée et entretenue de manière à n'apporter, par induction, dérivation

1. 19^e séance, 15 décembre 1902. (Recueil autographié des procès-verbaux des séances du Comité d'électricité.)

2. 24^e séance, 1^{er} février 1904 (Recueil autographié des procès-verbaux des séances du Comité de l'électricité).

ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques par les lignes préexistantes.

Lorsque l'installation exigera, dans ce but, le déplacement ou la modification des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes, le Comité d'électricité sera consulté conformément aux articles 2, 3 et 6 ci-dessus. Les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'exploitant.

Cet article est d'une portée générale ; toutes les installations électriques demeurent soumises à ses prescriptions, un accord fût-il intervenu avec l'Administration préalablement à leur établissement.

Lorsqu'une installation électrique trouble les transmissions télégraphiques ou téléphoniques d'une manière quelconque, le directeur du département en informe l'exploitant, le met en demeure de faire cesser le trouble immédiatement et prend, s'il y a lieu, toutes les mesures nécessaires conformément à l'article 12 du Décret-Loi du 27 décembre 1851.

A partir de cette mise en demeure, l'auteur du dommage n'a plus à exciper de son ignorance, il sait qu'il tombe sous le coup de la loi et des pénalités qu'elle édicte s'il ne prend les mesures nécessaires pour remédier à l'état de choses qui lui est signalé.

Le pouvoir que donne cet article à l'Administration est particulièrement intéressant en ce qui concerne le cas prévu par l'article 3, alors que le délai fixé par lui étant écoulé, ses prescriptions ne sont plus applicables. Si des troubles atteignent des lignes télégraphiques ou téléphoniques installées postérieurement à l'établissement des conducteurs d'énergie électrique et que les mesures de garantie n'aient pas été prises dans les six mois ayant suivi la promulgation de la Loi, l'Administration ne restera pas désarmée ; elle demandera au permissionnaire d'apporter à ses con-

ducteurs les modifications susceptibles de faire cesser les troubles : elle supportera les frais, mais le service public ou l'industriel intéressé sera tenu d'exécuter les travaux.

Au cas de contestation dans l'évaluation des frais et à défaut d'accord amiable, le Conseil de préfecture aurait à fixer le montant de l'indemnité ; c'est le cas général d'un travail public causant un dommage à un particulier (1).

Ce texte accorde-t-il à l'Administration des Postes et des Télégraphes le droit de procéder à une vérification chez les particuliers d'une installation d'énergie qu'elle soupçonne être la cause des troubles constatés sur ses lignes ? Le texte est suffisamment général pour permettre de le croire ; mais le législateur a eu, semble-t-il, une intention contraire car M. Berger, dans son premier rapport, s'exprimait ainsi :

Le moment est venu, en effet, où il faut que les particuliers soient absolument maîtres chez eux pour les installations électriques industrielles ou autres dans l'intérieur de leurs propriétés.

A ce dernier sujet, une objection a été soulevée au sein de la Commission... Votre Commission après s'être demandé s'il n'y aurait pas lieu, dans ce cas particulier et dans les analogues, d'étendre à l'intérieur des immeubles la surveillance des inspecteurs chargés de l'extérieur, s'est déclarée complètement rassurée...

Quoi qu'il en soit, au cas de conflit, il existe toujours le recours au Comité d'électricité qui a qualité pour résoudre toutes les difficultés.

Mais cet article soulève une question délicate ; c'est celle de savoir dans quelles conditions doit être compris le mot « préexistantes ».

1. Loi du 28 pluviôse an VIII, Art. 4, V. *supra*, p. 59.

Il est, en effet, possible d'envisager la préexistence autrement qu'en se basant sur le premier passage de courant et même sa détermination par le moyen d'autres considérations serait, à notre avis, plus équitable.

Supposons une distribution d'énergie qu'on veut situer totalement en dehors de la voie publique ; n'étant pas dans le voisinage immédiat de lignes télégraphiques, conformément à l'article 1^{er}, aucune déclaration n'a été faite, aucune autorisation n'a été demandée. Sur ces entrefaites, l'Administration fait procéder à l'établissement d'une ligne télégraphique passant à moins de 10 mètres des conducteurs d'énergie soit projetés, soit en cours d'installation, soit même déjà installés ; puis, la ligne télégraphique fonctionne avant que le courant ne soit envoyé dans le conducteur d'énergie. Est-ce à la ligne télégraphique que reviendra le bénéfice de la préexistence ? De ce fait, l'installation d'énergie passera-t-elle du cas prévu par l'article 1^{er} à celui prévu par l'article 2 ?

S'il s'agit d'un conducteur établi au-dessus ou au-dessous de la voie publique, l'autorisation donnée par le préfet suivant les dispositions de l'article 4 suffira-t-elle pour lui accorder la préexistence, même si les travaux d'installation traînent en longueur, même s'ils ne sont pas encore commencés ?

Ou encore, pour une ligne de tramways dont l'installation est régie par l'article 5, la date du décret d'utilité publique marquera-t-elle le point de départ de la préexistence ? On ne saurait l'admettre puisque, dans les clauses du décret d'utilité publique, certains délais seront impartis sous peine de déchéance. Ce point de départ sera-t-il, au contraire, le moment de l'ouverture à l'exploitation ? Mais pendant la durée des travaux, une ligne télégraphique pourrait être

rapidement installée et, fonctionnant la première, s'assurer ainsi la préexistence.

On pourrait multiplier les exemples de cette nature ; dans chaque circonstance, on se trouvera donc en présence d'une question de fait des plus difficiles à résoudre ; si après que l'affaire aura été évoquée devant le Comité d'électricité, l'Administration et le particulier en désaccord ne se rallient pas à l'avis exprimé par lui, il n'y aura d'autre recours que celui des tribunaux, lesquels seront juges de l'interprétation à donner à la loi.

On conviendra que le législateur aurait dû exprimer plus clairement sa volonté et, s'il n'admettait pas que la préexistence fût uniquement fixée par le premier passage du courant, soit dans le fil télégraphique, soit dans le conducteur d'énergie, il aurait pu certainement mieux faire que de poser le problème ; il lui eût appartenu de déterminer, par exemple, quels travaux de gros œuvre sont susceptibles d'assurer la priorité d'établissement.

ART. 8.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de la présente Loi ou des règlements d'exécution sera, après une mise en demeure non suivie d'effet, puni des pénalités portées à l'article 2 du Décret-Loi du 27 décembre 1851.

Les contraventions seront constatées, poursuivies et réprimées dans les formes déterminées par le titre V dudit Décret.

La contravention à la Loi entraîne les pénalités prévues à l'article 2 du Décret-Loi du 27 décembre 1851 qui atteint « quiconque aura, par imprudence ou involontairement, commis un fait matériel pouvant

compromettre le service de la télégraphie électrique », et ajoute *in fine*, que « la contravention sera poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie ».

L'assimilation des contraventions au titre de chacune des deux Lois n'est cependant pas complète ; l'article 8 spécifie, en effet, préalablement aux poursuites, une mise en demeure non suivie d'effet ; cette nécessité semble impliquer que les perturbations apportées par un conducteur électrique autorisent l'octroi de circonstances atténuantes qu'on refuse aux autres actes imprudents ou involontaires. Le fait s'expliquerait aisément si les règlements avaient été observés ; l'Administration des Postes et des Télégraphes encourrait, en effet, une part de responsabilité dans l'existence des troubles puisque, ou bien elle aurait jugé inutile par avance que l'installation fût soumise à son examen, ou bien elle n'aurait fait aucune objection aux conditions d'installation projetée. Mais il s'agit de contrevenants et on ne comprend pas ce régime de faveur.

Ainsi il est une catégorie de délinquants qui bénéficie injustement de cette mesure bienveillante ; nous voulons parler de ceux qui, n'étant pas dans le cas prévu par l'article 1^{er}, établiraient leur installation sans se préoccuper des prescriptions prévues par la Loi ; certes, l'autorité préfectorale interviendrait pour faire cesser les travaux d'installation ou, si ceux-ci étaient terminés, pour faire suspendre le courant ; mais ces mesures constitueraient en somme une sorte de mise en demeure et, si l'intéressé se conformait aux observations qui lui auraient été adressées, aucune sanction ne pourrait être requise contre lui. Nous retrouvons ainsi la situation signalée au chapitre précédent, mais alors qu'elle était une conséquence juridique de la forme réglementaire,

employée, ici elle provient d'une lacune de la Loi.

Il y a lieu de remarquer que toutes les contraventions à la Loi ou à ses règlements d'exécution sont réprimées par les peines prévues à l'article 2 du Décret de 1851 et poursuivies et jugées conformément aux dispositions du titre V du même Décret ; il en résulte que, quelle que soit l'affaire évoquée, le Conseil de préfecture est toujours compétent.

Nous rappelons qu'avec le Décret du 15 mai 1888 il en était différemment (Art. 12 et 16) et qu'il y avait à distinguer parmi les infractions, dont les unes, relevant de la grande voirie, allaient devant le Conseil de préfecture et les autres étaient soumises au droit commun.

Il résulte de ce fait qu'en ce qui concerne les infractions se rapportant à la sécurité des personnes, la répression se trouve fortement aggravée ; d'une simple contravention aux règlements de voirie (amende de 1 à 5 fr.), on passe à une contravention de grande voirie (amende de 16 à 300 fr.) ; mais il faut remarquer que dans le second cas, la Loi exige une mise en demeure qui n'aurait pas été suivie d'effet. Nous reviendrons, du reste, plus loin sur cette question de la sécurité des personnes dont aucun article ne parle explicitement.

Examinons la procédure qu'entraîne l'application des prescriptions de l'article 8.

Trois phases bien distinctes sont à remarquer :

1° *Mise en demeure.* — Le premier acte qui doit suivre la constatation d'une contravention est l'envoi au contrevenant d'une lettre le mettant en demeure de faire cesser les irrégularités constatées à sa charge.

Les prescriptions légales exigent des termes très formels en ce qui concerne :

a) Le rappel des obligations dont l'exécution est demandée;

b) Le délai accordé à l'exploitant pour satisfaire à ses obligations;

c) La manifestation, d'une manière non équivoque de l'intention de poursuivre, à l'expiration du délai, la répression de la contravention.

Ainsi une lettre par laquelle l'exploitant serait simplement invité à se conformer le plus tôt possible à la Loi ou aux conditions de l'Arrêté d'autorisation, ne constituerait pas une mise en demeure. Il faut que l'avertissement adressé soit rédigé de manière à ne laisser aucun doute sur les intentions rigoureuses de l'Administration.

D'autre part, pour éviter que la mise en demeure ne soit contestée par le contrevenant, il importe, soit de la soumettre à la recommandation postale, soit de la faire remettre par un agent de l'Administration qui en demandera récépissé ou dressera procès-verbal de la remise.

2° *Procès-verbal*. — Si la mise en demeure est restée sans effet, il convient, à l'expiration du délai fixé, de dresser un procès-verbal de constat; signalons que le texte ne limite aucun délai, c'est un cas d'espèce à régler chaque fois.

Conformément à la règle admise en matière de contraventions de grande voirie ou assimilées, le procès-verbal, doit à peine de nullité, être visé pour timbre, enregistré en débet et affirmé dans les trois jours qui suivent son établissement. (Art. 11 du Décret du 27 décembre 1851.)

3° *Notification du procès-verbal*. — Si l'Administration décide de poursuivre l'affaire, elle saisit le préfet auquel il appartient alors de faire notifier au contrevenant la copie du procès-verbal ainsi que de

l'affirmation avec citation à comparaître dans le délai d'un mois devant le Conseil de préfecture.

Autant que possible la notification doit être faite dans le délai de dix jours à dater de la rédaction du procès-verbal ; ce délai n'est pas fixé à peine de nullité, mais il importe qu'il ne se produise aucune lenteur dans l'accomplissement des diverses formalités.

En ce qui concerne les prescriptions de l'amende et celles des dommages, nous renvoyons à l'étude qui a été faite de la question lors de l'examen de l'article 2 du Décret-Loi du 27 décembre 1851 ; nous allons cependant, incidemment, donner un nouvel exemple de jurisprudence établissant la différence de prescription, suivant qu'il s'agit de l'amende ou de l'action en dommages, en citant un Arrêté du Conseil de préfecture du Nord, en date du 21 décembre 1903 (1), qui démontre la responsabilité constante du permissionnaire vis-à-vis de l'Administration des Postes et des Télégraphes, même après qu'il en a obtenu l'autorisation de circulation de courant, même au cas où les travaux de protection ont été effectués par elle aux lieu et place du permissionnaire :

.
Que, d'autre part, l'adoption par les contractants du chiffre forfaitaire de 141.000 francs démontre clairement que seule l'exécution des travaux indispensables pour parer aux phénomènes précités se trouvait envisagée par eux dans le traité ;

Qu'en effet, s'il en était tout autrement, la susdite somme apparaît comme manifestement insuffisante et n'aurait pas dès lors été acceptée par l'État.

1. *B. M. des P. et des T.*, avril 1904, *B.* n° 4, p. 126.
Administration des Postes et des Télégraphes contre Compagnie nouvelle des Tramways Roubaix-Tourcoing.

Considérant du reste qu'aucune des clauses de la Convention de 1894 ne permet de supposer que l'intention des parties ait été d'en étendre les effets à des travaux nécessités par des causes autres que celles ci-dessus indiquées ;

Que la compagnie des tramways n'est donc pas fondée à en invoquer les stipulations pour échapper aux conséquences d'accidents susceptibles d'être imputés à l'installation défectueuse de son matériel :

En ce qui concerne l'amende :

Considérant que la contravention constatée au procès-verbal dressé à la charge de la compagnie des tramways a été commise le 1^{er} septembre 1902 ;

Qu'ainsi il s'est écoulé plus d'une année entre la date précitée et le jour où le Conseil a été appelé à statuer ;

Que dès lors, et par application de l'article 640 du Code d'instruction criminelle relatif à la prescription, il n'y a pas lieu de condamner la compagnie contrevenante à l'amende ;

En ce qui touche la réparation du dommage causé :

Considérant qu'il est de jurisprudence constante que la réparation du dommage n'est pas soumise à la même prescription que l'amende ;

Qu'en effet elle peut être ordonnée à toute époque, à raison de l'imprescriptibilité des ouvrages et de l'intérêt toujours subsistant du domaine public ;

Considérant, d'autre part, que la compagnie des tramways ne justifie pas que le chiffre de 594 francs auquel l'Administration des Postes et des Télégraphes évalue le préjudice qu'elle a subi, soit exagéré ;

Considérant que par un procès-verbal en date du 2 septembre 1902, dressé à la charge de la compagnie nouvelle des tramways Roubaix-Tourcoing, il a été constaté que le 1^{er} septembre 1902, la perche en métal d'un car se dirigeant sur Lannoy a, en s'échappant du trolley, pris contact avec le conducteur d'énergie électrique et les circuits téléphoniques de Hem et de Lannoy, occasionnant ainsi la fusion des fils téléphoniques et un commencement d'incendie au bureau de Lannoy ;

Considérant que ce fait constitue une contravention de nature à entraîner pour la compagnie dont s'agit condamnation à l'amende prévue par le Décret du 27 décembre 1851 et à la réparation du dommage causé évalué par l'Administration des Postes et des Télégraphes à la somme de 594 francs ;

Considérant que la compagnie nouvelle des tramways prétend qu'elle ne saurait être passible d'aucune condamnation à raison des circonstances ci-dessus relatées, par ces motifs que, suivant convention intervenue le 25 novembre 1894, l'Administration des Postes et des Télégraphes se serait, moyennant paiement d'une somme de 141.000 francs substituée à elle pour l'exécution des travaux de protection des communications téléphoniques et télégraphiques, qu'elle était obligée de faire en vertu de sa concession ;

Qu'au surplus, le bénéfice de la prescription lui serait acquis, tant pour l'amende que pour la réparation du préjudice causé ;

Considérant que la Convention de 1894 dispose que, « pour assurer l'usage normal de l'état et notamment les doubléments des fils soumis aux effets d'induction, l'Administration des Postes et des Télégraphes exécutera aux lieu et place de la compagnie des tramways les travaux à effectuer en vue de remédier aux perturbations que le voisinage et le fonctionnement du tramway électrique pourrait apporter aux communications télégraphiques et téléphoniques échangées au moyen de lignes aériennes et souterraines d'intérêt général ou privé appartenant à l'État ;

Considérant que, des termes mêmes dans lesquels elle est conçue, il ressort que la convention dont il s'agit avait pour objet unique de mettre les lignes de l'État à l'abri des phénomènes d'induction résultant de l'emploi de l'électricité pour le service des tramways ; que le choix des expressions : « perturbations », « doublement des fils », « effets d'induction », ne saurait laisser aucun doute à cet égard ;

.
Condamue ..

ART. 9.

Le Décret du 15 mai 1888 est abrogé.

Le seul acte existant antérieurement disparaît donc avec la Loi nouvelle ; mais nous avons pu voir que celle-ci s'en était largement inspirée.

Bien qu'elle ne rentre pas dans le cadre de notre étude, nous ne pouvons passer sous silence la question de la sécurité des personnes et des habitations, qui est connexe à celle de la sécurité des transmissions.

L'Administration des Postes et des Télégraphes a-t-elle mission d'assurer la sécurité publique ? En étudiant le Décret du 15 mai 1888, nous avons vu qu'en vertu des articles 12 et 16, les ingénieurs et agents des Postes et des Télégraphes étaient chargés, sous l'autorité des préfets (le Rapport au Président de la République était explicite), d'exercer cette surveillance et que les infractions commises, poursuivies devant les tribunaux ordinaires, étaient susceptibles des pénalités de droit commun.

Or, d'une part, la Loi du 25 juin 1895 ne parle plus de la sécurité des personnes ; d'autre part, son article 8 déclare que toute contravention à la Loi est punie des pénalités portées à l'article 2 du Décret-Loi du 27 décembre 1851 et poursuivie conformément au titre V dudit Décret.

Il en résulte que, à la pénalité de 1 à 5 francs réprimant les simples contraventions de voirie, est substituée une amende de 16 à 300 francs ; nous avons vu que cette aggravation était compensée par la nécessité d'une mise en demeure ; mais cette disposi-

tion est-elle applicable en la circonstance ? Examinons le texte.

Sauf l'article 1^{er} qui laisse le propriétaire procéder à ses risques et périls à son installation, l'Administration des Postes et des Télégraphes intervient chaque fois qu'il y a emprunt de la voie publique.

Les articles 2, 3 et 7 visent uniquement la sécurité des transmissions ; mais les articles 4 et 5 ne peuvent se rapporter qu'à la sécurité publique ; l'article 7 assure à lui seul, d'une façon générale, la protection des communications et, dès lors, l'article 4 qui soumet dans tous les cas les installations à l'avis technique des ingénieurs des Postes et des Télégraphes, même quand leurs lignes ne sont pas intéressées, ne peut s'expliquer que si on met dans leurs attributions la surveillance au point de vue de la sécurité.

La chose paraît indiscutable ; mais on doit essayer de remédier au défaut de clarté du texte en se reportant aux travaux préparatoires de la Loi.

Nous avons vu tout d'abord que c'est précisément l'insuffisance des moyens de surveillance en ce qui concerne la sécurité publique, qui a montré le défaut du Décret du 15 mai 1888 et provoqué la constitution d'une Commission destinée à étudier la question et à préparer un projet. De l'examen des procès-verbaux des séances de cette Commission, nous pourrions recueillir une impression.

C'est ainsi qu'au cours de la séance du 8 juillet 1891, le président, M. de Selves dit « que la Commission doit maintenant s'occuper des mesures à prendre pour la sécurité des personnes et contre l'incendie »...

A celle du 23 mars 1892, la Commission ayant repoussé toute immixtion de l'Administration dans les installations situées sur les propriétés privées, le directeur général dit encore : « La Loi étudiée pour-

suit seulement un double but : 1° la protection des lignes ; 2° la sécurité de la voie publique. »

Enfin, la séance du 28 mars est consacrée presque entièrement à la discussion de l'article 4 et aux pouvoirs qu'il accorde à l'Administration en ce qui concerne la sécurité de la voie publique.

Le Gouvernement, dans son exposé des motifs, présentait le projet en débutant ainsi :

Le développement incessant des installations électriques et les dangers qu'elles peuvent présenter au point de vue de la sécurité des personnes ne pouvaient manquer d'attirer l'attention des pouvoirs publics...

Puis, plus loin :

... Pour les conducteurs placés sur les voies publiques ou dans leur voisinage immédiat, cette liberté est limitée par le droit supérieur de l'État d'assurer l'intérêt général par la sauvegarde des personnes et par la sécurité des transmissions télégraphiques et téléphoniques.

Un règlement spécial édictera les dispositions particulières qu'il convient de prendre à ce double point de vue...

Le rapporteur à la Chambre, M. Berger, à vrai dire, passait sous silence la question de la sécurité publique ; cependant, en fin de rapport, il disait :

... Un de nos honorables collègues a fait remarquer que dans certains quartiers de Paris l'éclairage électrique est fourni aux abonnés par une usine de secteurs au moyen de courants alternatifs d'une grande intensité qui, à juste titre, sont considérés comme dangereux. Votre Commission, après s'être demandé s'il n'y aurait pas lieu, dans ce cas particulier et dans les analogues, d'étendre à l'intérieur des immeubles la surveillance des inspecteurs chargés de l'extérieur, s'est déclarée complètement rassurée...

Nous apprenons ainsi indirectement quelle était l'opinion de la Commission de la Chambre.

Quant au rapport de M. Cochery, au Sénat, il est absolument muet sur ce point. Même on pourrait supposer que la Loi ne vise aucunement la sécurité publique, car c'est en ces termes qu'il s'exprime :

Le projet de loi qui vous est soumis a pour but d'étendre les facultés d'établissement de conducteurs électriques, tout en protégeant la sécurité, l'intensité, la promptitude des transmissions télégraphiques et téléphoniques.

Quoi qu'il en soit, il nous paraît difficile de faire état d'un silence, étant données les preuves du sentiment contraire qui s'étaient produites jusque-là, pour conclure que le Sénat a entendu écarter de la Loi toute idée de protection de la sécurité publique. La vérité semble être que le point a échappé à l'attention du rapporteur qui n'avait pas à insister sur un projet voté sans discussion par la Chambre et auquel le Sénat était lui-même acquis.

Disons que le Comité d'électricité institué par la Loi, dans sa première séance, le 25 juillet 1895, interprétait l'article 4 dans le sens que nous avons donné et se considérait comme devant être amené à fournir des avis à ce sujet, ainsi qu'en disposait l'article 5, alinéa 3.

Nous terminerons en disant que, si le Département de l'Intérieur reconnaissait que la sécurité des personnes et des choses appartenait à l'Administration des Postes et des Télégraphes, celui des Travaux publics au contraire, revendiqua toujours ses prérogatives en maintenant que les questions de sécurité demeuraient dans le domaine des autorités de voirie.

Pour être applicable, la Loi demandait qu'on la

complétât par un règlement ; celui-ci était prévu par l'article 6, qui en confiait l'élaboration au Comité d'électricité. En attendant, il fallait assurer l'application de la Loi. A cet effet le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. André Lebon, adressa aux préfets une Circulaire en date du 19 juillet 1893, les invitant à communiquer toute demande d'autorisation aux directeurs des départements qui leur soumettraient ensuite les résultats de l'enquête technique.

De son côté, le directeur général, M. de Selves, par Circulaire du 13 juillet, avait avisé les directeurs départementaux de la procédure générale à observer durant la période transitoire ; c'était à peu près celle usitée sous le régime du Décret de 1888.

Mais, une fois les travaux du Comité d'électricité terminés, des hésitations se produisirent tant sur la procédure à suivre que sur les prescriptions à imposer aux concessionnaires dans chaque cas particulier.

Conformément à la manière employée par le Ministre des Travaux publics en 1893, — point que nous verrons au début du prochain chapitre, — l'Administration des Postes et des Télégraphes crut préférable, plutôt que de recourir à un règlement d'administration publique, de réunir les prescriptions réglementaires dans un arrêté préfectoral identique pour tous les départements. Cette forme paraissait plus commode pour apporter dans la réglementation des modifications au fur et à mesure des progrès de la science et de l'industrie.

Mais cet arrêté préfectoral présentait deux graves défauts : d'abord, il était entaché d'excès de pouvoir et, ensuite, il constituait une violation de la loi elle-même.

Il était entaché d'excès de pouvoir car, d'après sa forme, il établissait un règlement pour l'exécution de la loi ; or un Arrêt du Conseil d'État en date du 1^{er} mai 1896 (1) venait de déclarer que le préfet, en réglant par arrêté de police les mesures d'exécution d'une loi qui n'a pas prévu à cet effet un règlement d'administration publique, édicte un véritable règlement d'administration publique, et commet un excès de pouvoir ; c'était le cas des prescriptions réglementaires propres à assurer l'exécution de l'article 4 de la Loi de 1895 où l'arrêté préfectoral devait tenir lieu de règlement d'administration publique.

L'arrêté préfectoral constituait également une violation de la Loi. En effet, il devait comporter des dispositions relatives aux conditions techniques d'ordre électrique et à la protection des lignes et conduites télégraphiques ou téléphoniques.

Or, l'article 4 stipule qu'il sera statué sur les demandes d'autorisation « conformément aux instructions du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ».

De son côté l'article 6, alinéa 3, déclare que « le Comité d'électricité donnera son avis sur les règles générales applicables dans les cas visés aux articles 4 et 5 ».

Enfin, relativement à l'article 4, on trouvait dans l'exposé des motifs :

Un règlement spécial édictera les dispositions particulières qu'il convient de prendre à ce double point de vue. En effet, le principe une fois établi des droits de l'État, il y aurait des inconvénients, au point de vue des intérêts privés, à insérer dans un texte de loi une réglementation

1. LEBON, *op. cit.*, 1896. Boucher d'Argis, 1^{er} mai 1896, n° 85002, p. 351.

quidait forcément se transformer en même temps que se modifieront les procédés de l'industrie électrique. Il est donc à tous égards préférable de laisser au Gouvernement le soin de fixer les mesures d'exécution. Ce soin appartient au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, qui déterminerait ces mesures sur la proposition du directeur général des Postes et des Télégraphes.

Ainsi donc un arrêté ministériel devait formuler les instructions de l'article 4 et les règles générales de l'article 6 ; c'est ce que le Département de l'Intérieur, consulté pour approbation du projet d'arrêté préfectoral, ne manqua pas de faire remarquer. L'Administration des Postes et des Télégraphes, abandonnant le procédé que lui avaient suggéré les Travaux publics, se rendit à cette manière de voir.

Mais, devant une situation qui se prolongeait, elle comprit la nécessité de fixer des règles suffisamment précises pour permettre d'attendre les règlements définitifs. Ce fut l'objet d'une Circulaire du Sous-Secrétaire d'État, M. Ed. Delpuch, aux directeurs en date du 15 décembre 1896.

Enfin, aux mesures provisoires succédaient des dispositions définitives que le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. Maréjols, portait à la connaissance des préfets, le 5 septembre 1898 (1). La Circulaire, fournissant des explications détaillées sur toute la procédure, était accompagnée d'une Instruction technique à laquelle devait être assurée, par leurs soins, la publicité la plus large de façon à permettre aux intéressés d'en tenir compte dans l'établissement de leurs projets. Il était du reste prévu, qu'afin de la maintenir toujours en harmonie avec les progrès de la science et les

1. *B. M. des P. et des T.*, septembre 1898, n° 9, p. 780.

nécessités nouvelles qui en résultent, l'Instruction serait révisée chaque année. C'est ainsi que de nouvelles Instructions techniques furent transmises aux préfets par le Ministre, M. Millerand, en 1900 et 1902, M. Trouillot, en 1903 (1).

Nous avons alors un changement à signaler dans la procédure.

Le texte de l'Instruction technique rédigé par le Comité était approuvé par le Ministre et ensuite visé dans les arrêtés d'autorisation de circulation de courant; l'Administration des Postes et des Télégraphes s'avisa que cette procédure était irrégulière et insuffisante et qu'il était nécessaire, afin de lui donner une valeur légale, de transformer en arrêté ministériel le règlement élaboré par le Comité d'électricité.

L'article 6 de la Loi du 25 juin 1895 dispose : « Le Comité d'électricité donnera son avis sur les règles générales applicables dans les cas visés aux articles 4 et 5... » c'est-à-dire les cas où la Loi prescrit soit une autorisation préfectorale donnée « conformément aux instructions du Ministre » (Art. 4), soit une approbation ministérielle (Art. 5).

L'avis du Comité sur les règles générales n'est autre que l'Instruction technique ; mais on a vu que cet avis est purement consultatif ; ne liant pas le Ministre, les règles qu'il préconise ne sauraient da-

1. Instruction de février 1900. Circulaire aux préfets n° 43 bis du 15 juillet 1900. *B. M. des P. et des T.*, novembre 1900, n° 11, p. 435.

Instruction de décembre 1901. Circulaire aux préfets, n° 101 du 29 avril 1902. *B. M. des P. et des T.*, avril 1902, n° 4, p. 124.

Instruction de février 1903. Circulaire aux préfets, n° 120, D. du 16 février 1903. *B. M. des P. et des T.*, mars 1903, n° 3, p. 57.

vantage lier les exploitants d'installations d'énergie électrique.

Il y aurait bien une solution pour le cas de l'approbation ministérielle; ce serait d'introduire dans l'arrêté spécial les dispositions de l'Instruction technique. Mais l'Arrêté préfectoral ne peut viser que la Circulaire ministérielle à laquelle est annexée l'Instruction.

En donnant au contraire à l'Instruction technique la forme d'un arrêté, Arrêté préfectoral ou Arrêté ministériel n'aura désormais qu'à viser cet Arrêté fondamental pour que les dispositions en soient applicables. C'est ainsi que l'Instruction technique fait l'objet d'Arrêts pris par le Ministre du Commerce de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. Trouillot, le 30 mars 1904 (1) et M. Dubief, le 3 juillet 1905 (2).

Nous n'en dirons pas davantage sur ces Instructions ayant pour objet de définir les conditions électriques imposables aux installations d'énergie électrique par application de la Loi du 25 juin 1895; comme leur titre l'indique, elles ne renferment que des dispositions d'ordre technique qui ne rentrent pas dans le cadre de notre étude.

Pour en terminer avec la Loi du 25 juin 1895, il nous reste à parler de deux légères modifications apportées à la procédure :

1^o Décret du 17 janvier et Arrêté ministériel du 27 janvier 1902 (3).

Ces deux textes ont pour objet de faire du ser-

1. *B. M. des P. et des T.*, avril 1904, n^o 4, p. 109.

2. *B. M. des P. et des T.*, septembre 1905, n^o 9, p. 213.

3. Décret soumis au Président de la République et Arrêté pris par M. Millerand, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

vice du contrôle des installations électriques industrielles un service indépendant des autres organes de l'Administration. Les dispositions susceptibles de nous intéresser sont les suivantes :

Décret du 17 janvier 1902, « portant organisation d'un corps spécial d'ingénieurs des Postes et des Télégraphes » (1).

Art. 6. —

Le service du contrôle des installations électriques industrielles et des études scientifiques et techniques dans les départements, comprend quatre circonscriptions divisées en subdivisions ayant chacune à sa tête un ingénieur ordinaire.

Les attributions de ce service, les limites et les subdivisions intérieures des circonscriptions, ainsi que la répartition des ingénieurs sont fixées par arrêté ministériel.

Art. 8. — Les ingénieurs en chef du service du contrôle des installations électriques industrielles et des études scientifiques et techniques dans les départements, résident au chef-lieu de chaque circonscription.

Ils ont sous leurs ordres les ingénieurs, agents, sous-agents et ouvriers attachés à leur service.

Le service du contrôle des installations électriques industrielles et des études scientifiques et techniques dans les départements et le service des directions départementales, sont indépendants l'un de l'autre.

Arrêté ministériel du 27 janvier 1902, « classant les départements par groupes au point de vue du service du contrôle des installations électriques industrielles et des études scientifiques et techniques » (2).

Art. 2. — Les ingénieurs attachés aux services de contrôle et d'études sont chargés de toutes les obligations que com-

1. *B. des L.*, 12^e sér., 1902, 1^{er} sem., *B.* n° 2305, n° 40649, p. 17.

2. *B. M. des P. et des T.*, février 1902, n° 2, p. 25.

porte, pour le Département des Postes et des Télégraphes, l'exécution de la Loi du 25 juin 1895 sur l'établissement et le fonctionnement des conducteurs d'énergie électrique autres que les fils télégraphiques et téléphoniques.

Il en résulte que les demandes d'autorisation ne concerneront plus aucunement les directeurs départementaux et qu'elles seront de la compétence du corps de contrôle.

En conséquence, il y a lieu de modifier la procédure indiquée précédemment aux articles 2, 4 et 5 ; le préfet devra désormais transmettre le dossier complet à l'ingénieur en chef de la circonscription qui le lui renverra avec son avis ou le projet d'arrêté d'autorisation, suivant le cas. Signalons en outre les changements suivants :

Art. 4. — Le permissionnaire pourra faire circuler le courant à la suite d'un simple avis adressé, contre reçu à l'ingénieur en chef des Postes et des Télégraphes si l'installation est du type dit « à basse tension » ; s'il est du type dit « à haute tension » il fera connaître à l'ingénieur la date d'achèvement des travaux.

Art. 5. — La procédure à suivre pour les installations soumises à l'approbation ministérielle comporte :

(1°) La tenue d'une conférence à deux degrés entre les services intéressés, l'ingénieur ordinaire des Postes et des Télégraphes de la subdivision représentant l'Administration au premier degré, l'ingénieur en chef de la circonscription au deuxième.

Art. 7. — Lorsqu'une installation électrique trouble les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, le directeur du département en informe l'exploitant, l'Administration et l'ingénieur en chef des Postes et

des Télégraphes ; ce dernier fait faire une enquête par l'ingénieur ordinaire et met l'exploitant en demeure s'il y a lieu.

Art. 8. — Lorsqu'un permissionnaire ne se soumet pas aux prescriptions de l'instruction ou contrevient aux dispositions de la Loi, c'est à l'ingénieur de la circonscription, sur avis de l'ingénieur en chef, de mettre le permissionnaire en demeure. C'est également ce fonctionnaire qui est chargé de prendre les mesures édictées par la Loi.

2° Circulaire aux préfets, du 20 juillet 1903 (1).

Elle a pour objet de modifier la procédure en ce qui concerne les autorisations d'installations provisoires. L'Administration s'aperçut, en effet, que fréquemment, beaucoup d'installations de cette catégorie étaient mises en service sans déclaration, ni autorisation préalable ; cette situation comportant certains dangers, elle se préoccupa de simplifier la procédure de manière que le contrôle ait toujours la faculté d'intervenir.

Une même formule comprend sur la même feuille la demande et l'autorisation de mise en service ; le préfet donne l'autorisation avant ou après avis du contrôle selon le caractère d'urgence et les conditions de l'installation. La formule est fournie en triple expédition dont une est retournée immédiatement au demandeur, et une autre à l'ingénieur subdivisionnaire du contrôle qui, à ce moment, s'il n'a pas été consulté, peut examiner le maintien de l'autorisation.

1. Circulaire n° 1281, T. concernant les installations provisoires d'énergie électrique adressée par M. Trouillot, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (*B. M. des P. et des T.*, septembre 1903, n° 10, p. 263).

Pour marquer le caractère temporaire de ces autorisations, celles-ci ne peuvent être accordées pour une période de plus de six mois ; à l'expiration de ce délai, si une prolongation est nécessaire, une nouvelle autorisation est indispensable.

CHAPITRE III

Les travaux préparatoires à la Loi de 1906.

Les Circulaires des 15 août et 1^{er} septembre 1893. — Les travaux du Conseil d'État de 1894 et de 1896. — Le projet Turrel-Barthou (1897). — Le rapport Guillaïn (1898). — Le rapport (1899) et le rapport supplémentaire (1900) Berthelot. — La proposition Janet (1904). — La proposition Jouart (1898). — Le projet Baudin-Dupuy (1900). — La proposition Baudin-Millerand (1903). — Le rapport Guillaïn (1903). — Le rapport Bouctot (1903). — Le projet Mougeot (1904). — La Commission des usines hydrauliques.

Tandis que l'Administration des Postes et des Télégraphes, chargée par le Décret du 15 mai 1884 du contrôle des conducteurs électriques, se préoccupait de mettre la législation en rapport avec les progrès réalisés et préparait le projet qui devait devenir la Loi du 25 juin 1895, le ministère des Travaux publics, compétent d'ailleurs relativement aux permissions de voirie, ne se désintéressait pas de la question.

Une dualité entre les deux services était du reste inévitable : la délivrance de l'autorisation de voirie permettait de s'inquiéter de la sécurité des personnes, le Décret de 1888 remettait au contraire l'exercice de cette surveillance aux mains de l'Administration des Postes et des Télégraphes, comme il résultait nettement du rapport au Président de la République.

C'est ainsi que par une Circulaire du début de 1892, le Ministre des Travaux publics prescrivait aux préfets de veiller, lors de la délivrance des autorisations

de grande voirie, aux dangers que présentent les conducteurs d'énergie ; il désignait notamment à leur attention ceux relatifs aux chutes de câbles sur les passants, par suite de l'insuffisance de solidité des points d'attache, et au foudroiement par des conducteurs situés auprès de fenêtres d'habitations et insuffisamment isolés.

Le 15 août 1893, MM. Charles Dupuy et Viette, Ministres de l'Intérieur et des Travaux publics, adressaient aux préfets une Circulaire ayant pour objet de délimiter les droits des préfets et ceux des municipalités en matière d'installation de conduites ou conducteurs d'eau ou d'éclairage ; la réglementation nouvelle, qui annulait une Circulaire du Ministre des Travaux publics en date du 22 juin 1882, avait été élaborée par une Commission spéciale composée de conseillers d'État et de délégués des deux ministères. Elle distinguait, d'une part, le droit d'accorder les concessions, d'autre part, le droit de délivrer les permissions de voirie nécessaires à leur exécution.

La délivrance de ces permissions de voirie relève du maire pour la petite voirie, du préfet pour la grande voirie et les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Quant à la concession, sauf approbation de l'autorité supérieure, elle est accordée uniquement par le Conseil municipal pour toutes les voies du territoire communal, mêmes pour celles de grande voirie ; ainsi en a décidé le Conseil d'État dans un Avis du 27 juin 1893 (sections réunies de l'Intérieur et des Travaux publics) : le service de l'éclairage public intéresse le bon ordre, la commodité de la circulation et la sécurité des citoyens ; or, la distinction entre la grande et la petite voirie n'existe plus en ce qui concerne la sécurité publique. Bien entendu, l'approba-

tion obtenue ne dispense pas, le cas échéant, d'une autorisation de voirie du préfet (1).

Mais la Circulaire prévoyait que les permissions de voirie devaient soumettre « l'établissement et l'exploitation des ouvrages de la distribution sur la voie publique aux conditions jugées nécessaires pour assurer la sécurité et la commodité de la circulation et pour éviter tout danger et toute gêne au public comme aux riverains ». Ces dispositions paraissent bien contraires à l'esprit du Décret de 1888 qui conférait par ses articles 11 et 12 le droit de surveillance aux ingénieurs des Postes et des Télégraphes.

Le 1^{er} septembre suivant, le Ministre des Travaux publics adressait aux préfets une Circulaire réglant au point de vue de la sécurité du public l'établissement et le fonctionnement des conducteurs d'énergie électrique sur la grande voirie.

Jusque-là, les préfets en référaient à l'Administration supérieure pour chaque cas, et chaque arrêté d'autorisation prescrivait des mesures d'espèce. Le

1. Avant cette Circulaire, la concession était accordée par le préfet ou par le maire suivant qu'elle intéressait la grande ou la petite voirie ; on voit les inconvénients : des Compagnies d'éclairage obtenaient du préfet la concession de grande voirie, la moins dispendieuse et la plus rémunératrice, puis alors cédaient leurs droits à la compagnie concessionnaire de la petite voirie ; la Circulaire de 1882 avait eu pour but d'empêcher ces faits qui compromettaient l'économie des conventions passées par les municipalités, en imposant aux préfets la consultation préalable du Ministre. La question reparut avec le mode d'éclairage nouveau dû à l'électricité ; le Ministre persista dans sa jurisprudence en déclarant, en 1889, que le préfet ne devait délivrer l'autorisation sur la grande voirie qu'à la commune ou à ses concessionnaires. Les Compagnies d'électricité réclamèrent, d'où la réunion de la Commission précitée.

Ministre estimait qu'une expérience suffisante permettait au préfet de statuer directement, le recours au Ministre ne devant plus avoir lieu qu'exceptionnellement. Néanmoins, à cause des progrès toujours croissants de l'industrie électrique, on s'arrêtait, non à un règlement d'administration publique, délibéré en Conseil d'État et applicable de droit à tout le territoire, mais à un arrêté préfectoral rédigé suivant un type uniforme, applicable dans tous les départements et plus facile à modifier, le cas échéant.

Il n'est pas sans intérêt de connaître, en ce qui concerne le sujet qui nous occupe, les dispositions qui avaient été prévues :

Article premier. — L'établissement et le fonctionnement des conducteurs d'électricité sur la grande voirie nationale sont assujettis aux dispositions du présent arrêté en ce qui concerne la sécurité de la circulation publique et la conservation des ouvrages, sans préjudice de l'application des lois et règlements de grande voirie, des lois ressortissant au service des Postes et des Télégraphes, notamment du Décret du 15 mai 1888, et enfin, quand il y a lieu, des prescriptions additionnelles des actes de concession des distributions d'électricité.

Toutefois l'établissement et le fonctionnement des conducteurs sur lesquels les trains de chemins de fer ou de tramways, ou les bateaux, mus par l'électricité, recueillent directement les courants qui actionnent leurs machines, continuent à être exclusivement soumis aux conditions prescrites tant par autorité chargée du contrôle desdits chemins de fer, tramways ou bateaux, que par le service des Postes et des Télégraphes.

Art. 2. — Tout concessionnaire d'une distribution d'électricité qui veut établir les conducteurs de sa concession sur la grande voirie, tout particulier qui veut établir sur la grande voirie des conducteurs pour le service exclusif d'un immeuble dont il est propriétaire, doit en faire la

demande au préfet dans la forme prescrite par l'arrêté préfectoral du (date de l'arrêté spécial rendu dans chaque département en exécution de la circulaire ministérielle du 20 septembre 1858) concernant les permissions de voirie.

Lorsqu'il s'agit d'une concession municipale de distribution d'électricité empruntant la grande voirie, la demande est présentée par le maire, et la permission est accordée, s'il y a lieu, à la commune, avec faculté de rétrocession aux concessionnaires choisis par elle.

Les demandes doivent être produites en trois expéditions dont chacune sera accompagnée des documents spécifiés ci-après et dont une seule sera sur papier timbré.

Art. 3. — ... Toute demande doit être accompagnée :

1° Des plans, profils, dessins, mémoires.

.

Art. 4. — ... Les autorisations sont données et délivrées dans la même forme que les permissions de grande voirie.

L'arrêté d'autorisation désigne dans chaque cas le service d'ingénieurs en chef et les services d'ingénieur ordinaire qui sont chargés du contrôle, en ce qui concerne la grande voirie nationale.

.

Art. 6. — Le permissionnaire ne peut commencer les travaux qu'après avoir reçu l'avis écrit de l'approbation par l'ingénieur en chef...

Art. 8. — Des essais d'isolement ou tous autres prescrits par le contrôle doivent être faits avant toute mise en service, par le permissionnaire en présence de l'ingénieur ou de son délégué; les résultats en sont consignés sur des procès-verbaux...

Art. 10. — ... Le permissionnaire est tenu de vérifier l'état électrique, la résistance et l'isolement des conducteurs le plus souvent possible... et, à un moment quelconque, à toute réquisition de l'ingénieur du contrôle.

.

Art. 13. — ... Les ingénieurs et agents chargés du ser-

vice du contrôle ont le droit d'entrer dans les usines contenant les appareils d'électricité pour y faire procéder en leur présence aux expériences et épreuves de contrôle intéressant l'application du présent règlement et la sécurité de la voie publique.

Art. 25. —

Nonobstant les autorisations obtenues, le permissionnaire est responsable vis-à-vis des tiers des accidents qui résulteraient de ses travaux ou de la présence de ses conduites et des conducteurs électriques qu'elles contiennent.

Art. 27. — . . . Les contraventions au présent règlement et aux arrêtés spéciaux portant autorisation d'installations électriques, rendus par application de ses prescriptions sont constatées par les ingénieurs, conducteurs, commis et autres agents assermentés des Ponts et Chaussées.

Ainsi le Département des Travaux publics prenait nettement position contre les dispositions du Décret de 1888 ; il accordait aux ingénieurs des Postes et des Télégraphes le contrôle des appareils et des organes de distribution d'électricité, mais réservait aux ingénieurs des Ponts et Chaussées l'exercice de la police des routes dont ils ont la charge.

Suivant cet exemple, le Ministre de l'Intérieur voulut prendre des mesures analogues pour les chemins vicinaux et établit à son tour un projet d'arrêté préfectoral.

A cause de la réglementation détaillée qu'elle instituait, cette double intervention était de nature à gêner l'industrie dans son développement ; d'autre part, elle empiétait sur les prérogatives des ingénieurs des Postes et des Télégraphes ; mais l'Administration des Postes et des Télégraphes ne s'inquiéta pas outre mesure de la situation ainsi créée, puisque, comme nous l'avons vu, un projet de loi destiné à réglementer la matière se trouvait en instance devant le Parlement.

Les deux Départements de l'Intérieur et des Travaux publics ne se contentèrent pas, du reste, d'édicter aux préfets des règlements relatifs à la voirie et au régime des concessions ; ils entreprirent un travail plus vaste : la préparation d'une loi se rapportant aux distributions d'énergie en général ; les sections réunies du Conseil d'État des Travaux publics et de l'Intérieur avaient été chargées de la rédaction du projet (1) que le rapporteur distribuait le 2 juin 1894, alors que le surlendemain, à la Chambre des députés, le rapporteur de la Loi du 25 juin 1895, déposait son rapport sur le projet présenté le 12 décembre précédent par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, et « concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques ».

En cette occurrence, il semblait devoir advenir que le projet en instance devant le Parlement, n'allait fournir qu'une courte carrière ; il n'en fut rien ; le projet des Travaux publics n'aboutit qu'en 1906, au moment même où, coïncidence imprévue, le sous-secrétariat des Postes et des Télégraphes passait sous l'autorité du Ministre des Travaux publics. Ajoutons que ce projet subit de nombreuses transformations ; aussi, dans l'étude qui va suivre, ne reproduirons-nous pas tous les textes successifs ; nous nous contenterons de signaler seulement les dispositions les plus importantes.

Toutefois ce ne fut qu'un second projet (2) préparé

1. N° 967. Distribution du 2 juin 1894. Projet de loi relatif aux distribution d'énergie. M. Rousseau, conseiller d'État, rapporteur.

2. N° 967. Distribution du 27 janvier 1896. Projet de loi sur les distributions d'énergie. M. Georges Bousquet, conseiller d'État, rapporteur.

par les sections réunies des Travaux publics et de l'Intérieur, du Conseil d'État, et comprenant 8 articles (le précédent en comportait 34) qui, remanié par le Gouvernement, fut présenté en 12 articles à la Chambre des Députés par le Ministre des Travaux publics, M. Turrel, et le Ministre de l'Intérieur, M. Louis Barthou, dans la séance du 12 juillet 1897 (1).

Nous en signalons les articles suivants :

Article premier. — Les entreprises ayant pour objet la production ou la transformation et le transport de l'énergie en vue d'en faire la distribution au public au moyen d'ouvrages fixes, sont soumises, pour leur établissement et leur fonctionnement, aux conditions de la présente loi.

Art. 2. — Toute entreprise de distribution publique d'énergie fait l'objet d'une concession qui est donnée après enquête, par la commune si la distribution d'énergie ne dessert que son territoire, par l'État dans tous les autres cas.

.
Art. 4. — L'exécution des ouvrages destinés au transport de l'énergie peut être déclarée d'utilité publique, après enquête, par décret délibéré en Conseil d'État sur les rapports des Ministres de l'Intérieur et des Travaux publics.

Art. 5. — La déclaration d'utilité publique d'un transport d'énergie confère au concessionnaire, dans les conditions spécifiées par les règlements d'administration publique prévues à l'article 8 et pour le cahier des charges de la concession, le droit :

1° D'établir à demeure des supports pour conducteurs aériens d'électricité, etc...

2° De faire passer des conducteurs d'électricité, etc...

1. *J. O.* du 13 juillet 1897. *Déb. Ch.*, p. 1966. V. *J. O.* du 3 janvier 1898. *Doc. parl.*, *Ch. Ann.* n° 2654, p. 1562.

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens, etc...

Art. 9. — Des règlements d'administration publique détermineront les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de la présente loi et notamment :

1° La forme des enquêtes prévues aux articles 2, 4 et 6 ;

2° Les formes de l'instruction des projets et de l'homologation des tarifs et l'organisation du contrôle dont les frais seront à la charge du concessionnaire ;

3° Les conditions auxquelles doivent satisfaire les ouvrages, tant pour leur construction que pour leur fonctionnement ;

4° Les mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation des distributions d'énergie ;

Art. 10. — Lorsque le concessionnaire d'une distribution d'énergie contreviendra aux clauses du cahier des charges ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation ou des chemins de fer ou tramways, la viabilité des voies nationales, départementales ou communales, ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention par les agents du service intéressé dûment assermentés.

Ces contraventions seront poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie et punies d'une amende de 16 à 300 francs sans préjudice de la réparation du dommage causé.

L'Administration pourra, d'ailleurs, prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser le dommage comme il est procédé en matière de voirie. Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures seront recouvrés contre le concessionnaire comme en matière de contributions directes.

Art. 12. -- Les délits et contraventions pourront être constatés par des procès-verbaux dressés par des officiers de police judiciaire, les ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines, les agents chargés du contrôle, et les gardes agréés par l'Administration et dûment assermentés.

Bien que cette question ne rentre pas dans le cadre de notre étude, signalons tout d'abord l'article 2 qui établit le régime nouveau de la concession ; ce régime entraîne nécessairement un système de formalités assez longues et, par suite, on peut se demander si son institution n'aura pas pour effet d'entraver l'essor de l'industrie électrique en ce qui concerne les distributions publiques. Nous avons vu se manifester d'une façon constante la crainte de mesures antilibérales ; toujours l'industrie a redouté les difficultés qui pouvaient naître d'une réglementation trop étroite ; il semble que les auteurs du projet se soient peu préoccupés des errements suivis à ce point de vue. En revanche, il est vrai, les articles 4 et 5 accordent aux concessionnaires ayant obtenu le bénéfice de la reconnaissance d'utilité publique des pouvoirs réellement exorbitants ; nous reviendrons sur cette question au chapitre suivant.

Le projet passe complètement sous silence la Loi du 25 juin 1895 et il n'est à aucun moment question de l'intervention du contrôle de l'Administration des Postes et des Télégraphes. Mais si les dispositions de l'article 9, en ce qui concerne les mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation, si celles de l'article 12, énumérant les fonctionnaires susceptibles de dresser procès-verbal, négligent la Loi de 1895, du moins elles ne la contrarient pas.

Il n'en est pas de même pour les articles 4 et 9 en ce qui se rapporte à l'examen des projets d'installation qui ressortissent uniquement aux Départements de l'Intérieur et des Travaux publics, alors que la Loi de 1895 exige, de par ses différents articles, l'intervention de l'Administration des Postes et des Télégraphes dans tous les cas, sauf quand il s'agit des chemins de fer et des voies navigables.

Les deux textes, sur ce point, offraient une contradiction inadmissible.

Il faut d'ailleurs remarquer que tout l'esprit libéral de la législation de 1895 disparaissait, puisque l'Administration des Postes et des Télégraphes, ne pouvant se désintéresser des installations électriques, celles-ci se trouvaient dès lors soumises à un double contrôle.

Et aussi, et surtout, les industriels se voyaient à nouveau livrés à l'arbitraire de l'Administration, puisque le Comité d'électricité n'était pas appelé à fournir d'avis sur les mesures arrêtées par les Ministres de l'Intérieur ou des Travaux publics.

La Commission de la Chambre (1) chargée d'examiner le projet, le remaniait en 16 articles et le rapporteur, M. Guillaïn, le déposait à la séance du 8 février 1898 (2).

Puisque nous avons fait une remarque au sujet de l'article 2 du projet, du Gouvernement, signalons que la Commission s'est montrée moins absolue (3) et que le régime de la concession n'est plus exclusif ;

1. La Commission était ainsi composée :

MM. Aynard, président ; Henri Blanc (Haute-Loire), secrétaire ; Guillaïn, Ermant, Bourrillon, Gacon, Rigaud, Audifred, Armez, Garnier, Leconte.

2. *J. O.* du 9 février 1898. *Déb. Ch.*, p. 512. V. *J. O.* du 30 avril 1898. *Doc. parl. Ch.*, p. 645. *Ann.* n° 3014.

3. Projet de la Commission :

Art. 2. — « L'autorité compétente pour autoriser l'occupation d'une voie publique par les ouvrages d'une distribution d'énergie, peut se refuser à délivrer une simple autorisation de voirie, et subordonner l'occupation à une concession..... »

Art. 3. — « La concession d'une distribution publique d'énergie est donnée, etc... (comme ancien article 2). »

mais il n'en reste pas moins qu'il est destiné à s'appliquer à la majorité des installations.

Le côté vraiment important, à notre point de vue, du nouveau projet est l'innovation qu'y apporte la Commission en faisant intervenir l'Administration des Postes et des Télégraphes ; les conditions de son contrôle sont réunies dans l'ancien article 9, devenu l'article 11 et ainsi modifié :

Art. 11. — Des règlements d'administration publique, rendus sur le rapport des Ministres des Travaux publics et de l'Intérieur détermineront :

1° La forme des enquêtes prévues aux articles 3, 6 et 8 (1) ;

2° Les formes de l'instruction des projets et de leur approbation par l'autorité concédante, sans préjudice quand il s'agit d'énergie électrique de l'approbation des projets par le Ministre des Postes et des Télégraphes ou son délégué, au point de vue de la protection des transmissions télégraphiques et téléphoniques, en vertu de l'article 5 de la Loi du 25 juin 1895 ; les formes de l'homologation des tarifs par l'autorité concédante, et l'organisation du contrôle, dont les frais seront à la charge du concessionnaire ;

3° Les conditions générales et d'intérêt public auxquelles les ouvrages servant au transport ou à la distribution de l'énergie, soit en vertu de concessions, soit en vertu de simples permissions de voirie, devront satisfaire tant pour leur construction que pour leur fonctionnement ;

4° Les mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation des transports et distribution d'énergie

.

1. Art. 3. — (Ancien article 2 modifié en son début comme il a été indiqué).

Art. 6. — (Ancien article 4).

Art. 8. — (Ancien article 6).

6° Et en général toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Les règlements visés par les paragraphes 3° et 4° ci-dessus seront pris sur l'avis technique du Comité d'électricité institué par l'article 6 de la Loi du 25 juin 1895.

Les dispositions de cet article ont-elles pour résultat de maintenir à l'Administration des Postes et des Télégraphes, les droits et les prérogatives que lui avait donnés la Loi du 25 juin 1895 ? Il s'en faut ; point n'est question d'introduire purement et simplement dans la nouvelle Loi l'ordre de choses déjà organisé ; on se trouve en présence d'un nouveau texte restreignant sur divers points l'intervention de l'Administration des Postes et des Télégraphes.

Tout d'abord, la protection concernant les personnes et les habitations échappe totalement au contrôle des ingénieurs des Télégraphes ; le rapporteur, d'ailleurs, n'a aucunement la pensée de diminuer leurs attributions ; dans son commentaire de l'article 11 ne déclare-t-il pas :

Cette Loi (la Loi du 25 juin 1895) qui a pour objet exclusif de protéger les transmissions télégraphiques et téléphoniques contre les perturbations que peuvent leur causer les conducteurs d'énergie électrique....

Ensuite, les règlements prévus au paragraphe 4° doivent déterminer les mesures propres à assurer la sécurité de l'exploitation des transports d'énergie contre les accidents susceptibles de résulter de la malveillance ou de l'ignorance ; or le soin de pourvoir à ces dispositions incombe à l'autorité ayant consenti la concession ou octroyé la permission de voirie, c'est-à-dire, suivant le cas, soit au Département des Travaux publics, soit à la commune. Que

ce soit l'un ou l'autre, il leur sera possible d'exercer des droits de police sur un domaine dont ils sont propriétaires ; toutefois, on peut remarquer que les agents chargés du contrôle (Art. 14) n'auront pas la compétence des ingénieurs des Postes et des Télégraphes, spécialistes des courants électriques. Mais, point plus important, la Loi se trouve désarmée en ce qui concerne les mesures à prendre dans les domiciles privés ; ni l'ingénieur des Ponts et Chaussées, ni le maire n'ont la faculté d'y pénétrer. Or, une source fréquente d'accidents a son origine dans le mélange, après rupture, du conducteur d'énergie et des conducteurs télégraphiques ou téléphoniques ; des dérivations peuvent alors se produire qui transportent le danger soit dans les bureaux de télégraphes et de téléphones, soit dans les domiciles privés des abonnés ; précisément l'ingénieur des Postes et des Télégraphes, chargé du contrôle des installations téléphoniques ou d'intérêt privé, possède le droit de pénétrer dans les usines où, de ce fait, il lui est loisible d'examiner la façon dont les conducteurs de toute nature sont établis.

Au cas où les lignes télégraphiques se trouveront intéressées, un double contrôle sera donc exercé. D'une part, à l'intérieur, celui de l'Administration des Postes et des Télégraphes, d'autre part, à l'extérieur, celui des fonctionnaires ou agents dépendant soit du ministère des Travaux publics, soit des municipalités ou des syndicats de communes ; la bonne marche du service exigerait évidemment que le fonctionnement des lignes d'énergie ne fût soumis qu'à un contrôle unique, celui des ingénieurs des Postes et des Télégraphes qui semblent les plus qualifiés en la matière.

Il y aurait également un grand intérêt à ce que ces

règlements qui intéressent l'industrie électrique fussent pris sur l'avis du Comité d'électricité qui, nous le savons, comprend des représentants de l'industrie privée à côté des représentants de toutes les administrations intéressées ; or, le projet de loi en question ne connaît pas ce rouage si utile.

Il est vrai que le paragraphe 1^{er} prévoit l'approbation des projets par le Ministre des Postes et des Télégraphes ; mais le texte spécifie bien : « au point de vue de la protection des transmissions télégraphiques et téléphoniques ».

Ce même texte déclare que l'approbation peut être donnée par le délégué du Ministre ; le rapporteur sur ce point a pris soin de nous donner quelque explication :

Il serait, en effet, absolument inadmissible que l'Administration centrale évoquât tous les projets présentés par tous les concessionnaires de distribution d'énergie, alors qu'il est si simple d'énoncer les règles auxquelles ces projets devront satisfaire pour ne pas nuire au service des Télégraphes, et de déléguer au préfet, sur l'avis technique des agents locaux, le soin d'appliquer ces règles. Il appartiendra au Conseil d'État de chercher et d'imposer les solutions les plus simples et les plus expéditives en pratiquant une large décentralisation.

De cette façon, le délégué du Ministre des Postes et des Télégraphes ne serait autre que le préfet, assisté de l'agent local pour l'application des règles techniques arrêtées, du reste, une fois pour toutes. Pour se rendre compte combien cette dépossession de l'Administration centrale serait dangereuse, il suffira de se reporter aux séances du Comité d'électricité pour apercevoir l'impossibilité de cataloguer les installations en réduisant leur nombre à quelques solutions

types ; il n'est pas si simple qu'on pourrait le croire de procéder à une pareille décentralisation ; le législateur de 1895 l'avait d'ailleurs pressenti, puisque c'est précisément la difficulté d'élaborer un règlement général qui l'avait amené à créer le Comité d'électricité.

Enfin, remarquons que l'approbation du Ministre des Postes et des Télégraphes n'est pas indispensable pour permettre l'approbation de l'autorité concédante puisque le rapporteur nous déclare :

Le Ministre des Télégraphes approuve le projet en ce qui le concerne, et son collègue tient compte de cette approbation dans la décision d'ordre plus général qu'il a à prendre de son côté.

Ainsi, le Ministre des Travaux publics, ou le Ministre de l'Intérieur, ne sera pas lié par l'avis exprimé par le Ministre des Postes et des Télégraphes ; ce dernier est le seul compétent en la matière ; il a la responsabilité de son exploitation ; néanmoins, c'est un autre Département qui sera juge de l'opportunité de ses prescriptions et de la nécessité de les imposer aux concessionnaires. En un mot, non seulement l'Administration des Postes et des Télégraphes n'accorde plus l'autorisation de lancer le courant, mais encore, on lui refuse les moyens de s'opposer à ce que cette autorisation soit donnée.

Voyons enfin ce qu'il résulte de l'organisation du contrôle. Le rapporteur nous dit :

Quant à l'organisation du contrôle, les règlements d'administration publique auront à tenir compte tout d'abord des prérogatives nécessaires de l'autorité concédante, qui, étant responsable de l'ouvrage à défaut du concessionnaire, doit avoir seule pouvoir de commandement sur lui

et servir nécessairement d'intermédiaire entre la concession et les divers services intéressés (voirie, télégraphe, etc.). Les municipalités concédantes protesteraient avec raison contre une ingérence directe des agents de l'État dans le contrôle d'une concession municipale. Mais, d'autre part, les règlements d'administration publique devront prévoir les moyens qu'auront à employer les agents des services de voirie, du service des télégraphes, etc., pour faire en sorte que l'inertie de l'autorité concédante ou des contrôleurs préposés par elle, ne puisse en aucun cas nuire aux divers services publics de l'État ou de la commune...

On voit combien est illusoire tout contrôle exercé dans ces conditions : quand un trouble se produira dans les transmissions télégraphiques et que l'ingénieur des Postes et des Télégraphes aura reconnu le fait, par exemple, d'une concession municipale, il devra s'adresser au maire pour le prier d'inviter le concessionnaire à faire cesser le trouble. Le rapporteur ne s'illusionne d'ailleurs pas sur la bonne volonté, ou la capacité de jugement du maire, puisqu'il réclame des mesures contre l'inertie de l'autorité concédante ou de ses contrôleurs.

Alors même qu'il n'y aurait ni impéritie, ni négligence de la part des dépositaires de la surveillance, ni prépondérance de l'intérêt local sur l'intérêt général, il n'en reste pas moins que dans un cas d'urgence exceptionnelle, puisqu'il s'agit de l'existence des relations télégraphiques, le système proposé institue un rouage administratif parfaitement inutile qui occasionnera nécessairement une perte de temps (1).

1. Pour montrer de quelle importance peut être l'intérêt général considéré en face de l'intérêt particulier ou local, rappelons que lors de l'installation des tramways électriques de Brest et de Marseille, on a pu craindre un instant que le

Signalons encore que la Commission, si elle a modifié l'article 12 du projet du Gouvernement (devenu article 14) pour ajouter les agents voyers à la liste des fonctionnaires et agents pouvant dresser contravention, n'a aucunement compris les agents et fonctionnaires des Télégraphes, de sorte que ceux-ci n'ont même pas pouvoir de dresser un procès-verbal de la constatation du trouble sur lequel d'ailleurs l'article 12 (article 10 du projet du Gouvernement) est muet.

La législature se termina sans que le projet vint en discussion devant la Chambre ; mais, dès le début de la nouvelle législature, le Gouvernement reprenait à nouveau son projet et le présentait tel qu'il avait été amendé par la Commission, à la séance du 14 juin 1898 (1).

Le rapport fait au nom de la nouvelle Commission (2) par M. Berthelot, — le rapporteur, M. Guillain, avait été appelé aux fonctions ministérielles, — fut déposé à la séance du 26 juin 1899 (3). Il n'apportait aucune modification au texte établi d'accord entre le Gouver-

communications sous-marines de la France, d'une part, avec l'Algérie, l'Orient et l'Extrême-Orient, d'autre part, avec l'Amérique, ne fussent compromises ; heureusement la Loi du 25 juin 1895 permit aux ingénieurs des Postes et des Télégraphes chargés du contrôle d'imposer aux compagnies de tramways des mesures énergiques qui écartèrent tout danger.

1. *J. O.* du 15 juin 1898, Déb. Ch., p. 1793, V. *J. O.* du 2 juillet 1898, Doc. parl., Ch., p. 1140, Ann. n° 43.

2. La Commission était ainsi composée : MM. Aynard, président ; Berthelot, secrétaire ; Fleury-Ravarin, Claudinon, Vaillant, Cauvin, d'Estournelles, Guillain, Dupuytren, Henri Blanc (Haute-Loire).

3. *J. O.* du 27 juin 1899, Déb. Ch., p. 1684. Voir *J. O.* du 20 novembre 1899, Doc. parl., Ch., p. 2326, Ann. n° 1054.

nement et l'ancienne Commission dont il reproduisait les explications dans la défense du projet.

Mais, un rapport supplémentaire déposé le 4 juillet 1900 (1) accordait une satisfaction au Département des Postes et des Télégraphes par l'insertion d'un nouvel article ainsi conçu :

ART. 16 (nouveau). — 1° Le concessionnaire d'une distribution publique d'énergie électrique est tenu, sur la réquisition du préfet ou de son délégué, de prendre, dans les délais fixés par la réquisition, les mesures prescrites par le Ministre des Postes et des Télégraphes dans le but de prévenir ou de faire cesser toute perturbation nuisible aux transmissions par les lignes télégraphiques ou téléphoniques actuellement existantes au voisinage des conducteurs de la concession.

2° L'inexécution d'une mesure régulièrement prescrite, dans le délai imparti, constitue une contravention qui sera poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie, et qui sera punie d'une amende de 16 à 300 francs sans préjudice de la réparation du dommage causé au service télégraphique ou téléphonique. Les contraventions sont constatées par des procès-verbaux dressés par des ingénieurs ou agents des Postes et des Télégraphes, dûment assermentés.

3° L'Administration des Postes et des Télégraphes peut d'ailleurs prendre immédiatement, en procédant comme en matière de grande voirie, toutes les mesures nécessaires pour faire cesser les perturbations constatées dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques ; toutefois elle ne peut, sans l'assentiment du Ministre des Travaux publics, interrompre le service d'une distribution publique d'énergie pendant des délais supérieurs à ceux qui seront fixés par un règlement d'administration publique.

1. *J. O.* du 5 juillet 1900, Déb. Ch., p. 1799. Voir *J. O.* du 8 novembre 1900, Doc. parl., Ch., p. 1696, Ann. n° 1814.

Les frais de l'exécution de ces mesures sont recouvrés contre le concessionnaire comme en matière de contributions directes.

4° Sont également recouvrés contre le concessionnaire comme en matière de contributions directes, les frais avancés par l'État pour le déplacement ou la modification des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes, en vertu de l'article 7 de la Loi du 25 juin 1895.

5° Les contestations auxquelles peut donner lieu l'application des trois alinéas précédents sont jugées par le Conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'État, comme en matière de dommages causés par l'exécution des travaux publics.

6° Des règlements d'administration publique, rendus sur le rapport des Ministres des Postes et des Télégraphes, des Travaux publics et de l'Intérieur, déterminent :

1° Les conditions générales des mesures qui peuvent être prescrites par le Ministre des Postes et des Télégraphes ou exécutées d'office par son Administration pour assurer la protection des transmissions télégraphiques ou téléphoniques ;

2° Les formes de la réquisition préfectorale ; les attributions respectives de l'Administration des Télégraphes et du service du contrôle de l'État ou de l'autorité municipale concédante pour la préparation et la notification de la réquisition et pour l'exécution des mesures de protection des transmissions télégraphiques ou téléphoniques ;

3° Les délais passés au delà desquels l'assentiment du Ministre des Travaux publics sera nécessaire pour maintenir l'interruption du service d'une distribution publique d'énergie ;

4° Les conditions dans lesquelles le Ministre des Travaux publics ou l'autorité municipale concédante et le Ministre de l'Intérieur, ou leurs délégués peuvent intervenir pour s'opposer à une perturbation grave du fonctionnement d'une distribution publique d'énergie par l'exécution des mesures de protection qu'aurait prescrites ou que voudrait prendre l'Administration des Télégraphes ; et les

formes de l'examen, par les représentants des services intéressés réunis en conférence, des moyens de concilier les intérêts des divers services publics.

L'adjonction de cet article permet donc à l'Administration des Postes et des Télégraphes de prendre toutes mesures utiles pour arrêter les troubles occasionnés sur ses lignes par les conducteurs d'énergie électrique, et ses fonctionnaires ou agents, dûment assermentés, peuvent dresser procès-verbal des contraventions.

Mais en ce qui concerne les mesures préventives, elle ne peut toujours pas opposer son veto à l'autorisation de mise en circulation du courant et la sécurité des personnes et des habitations n'est plus dans ses attributions ainsi que l'usage le lui avait accordé en conséquence des dispositions de la Loi du 25 juin 1895.

Ne manquons pas de signaler la disposition prévue par le paragraphe 3° de laquelle il résulte que l'Administration des Postes et des Télégraphes ne peut maintenir au delà d'un certain délai, l'interruption d'une distribution d'énergie électrique sans l'assentiment du Département des Travaux publics.

On remarquera que, de cette façon, c'est le service public d'intérêt général, le service d'État, qui est subordonné au service privé, n'intéressant qu'un groupe plus ou moins important de particuliers.

D'un autre côté, la disposition peut être regardée comme anticonstitutionnelle, car elle donne au Ministre des Travaux publics une autorité, un pouvoir juridictionnel sur le Ministre des Postes et des Télégraphes ; or la Constitution est muette sur toute question de supériorité, ou même seulement de préséance entre les divers Ministres.

D'ailleurs, dans le cas qui nous occupe, le Minis-

tre de l'Intérieur pouvait opposer les mêmes prétentions que son collègue des Travaux publics.

Il semble que le Ministre ayant dans ses attributions les Postes et les Télégraphes, devrait être le seul arbitre de la situation ; n'oublions pas que, le cas échéant, les Départements intéressés, s'ils étaient d'une opinion différente, pourraient, par leurs représentants au Conseil d'électricité, joindre leurs protestations à celles des industriels, ce qui serait d'un certain poids dans la décision que prendrait le Ministre.

Enfin, — mais ce n'est là qu'une critique de forme, — cet article 16 montre trop qu'il ne fait pas corps avec l'ensemble du projet ; la plupart de ses dispositions auraient, en effet, leur place dans les autres articles ; elles donnent bien l'impression d'une addition hâtive effectuée en vue d'éviter un remaniement complet.

Il en fut de ce projet comme il en avait été du précédent ; la septième législature (1898-1902) se termina ainsi qu'avait pris fin la sixième (1893-1898) c'est-à-dire sans qu'un vote fût émis par la Chambre des Députés. La discussion s'ouvrit bien à la séance du 10 juillet 1900 (1), mais, renvoyé à la Commission, le projet ne fut pas à nouveau discuté avant la fin de la législature.

En 1904, le Ministre des Travaux publics, M. Maruéjols, reprenant la question, entama des pourparlers avec l'Administration des Postes et des Télégraphes, à l'effet de s'entendre sur le texte qui pourrait être de nouveau soumis au Parlement, comme précédemment en son nom et en celui du Ministre de l'Intérieur. Mais avant que cet accord intervint,

1. *J. O.* du 11 juillet 1900, Déb., Ch., p. 1939.

M. Léon Janet, député, reprenait à son compte le projet tel qu'il avait été présenté à la Chambre le 10 juillet 1900 par M. Berthelot à la suite de son rapport supplémentaire du 4 juillet et le déposait sur le bureau à la séance du 3 décembre 1904 (1). La proposition fut renvoyée à la « Commission des usines hydrauliques ».

A propos de ce renvoi il nous est nécessaire de donner quelques explications.

Les chutes d'eau sont une importante source d'énergie et l'activité industrielle avait entraîné l'établissement de grandes usines dans les régions montagneuses en vue de l'utilisation de la « houille blanche ». Or, tandis que, postérieurement à la Loi du 25 juin 1895 sur « l'établissement des conducteurs d'énergie électrique » faite dans l'intention de protéger les communications télégraphiques et téléphoniques, l'initiative gouvernementale ou parlementaire manifestait l'intention de légiférer d'une manière plus générale sur la distribution de la force motrice, nombre d'esprits se préoccupaient de la production de cette force. Nous ne parlerons pas des études dues aux efforts privés ; nous nous bornerons à signaler les travaux parlementaires relatifs à cette question.

Le 3 mars 1898 une proposition était déposée à la Chambre par M. Jouart « sur le captage, la dérivation et l'utilisation des eaux pour la création de forces motrices » (2) ; un peu plus tard, MM. Pierre Baudin, Ministre des Travaux publics et Jean Dupuy, Ministre de l'Agriculture, déposaient un projet « sur

1. *J. O.* du 4 décembre 1904. Déb. Ch., p. 2865. V. *J. O.* du 19 mars 1905. Doc. parl., Ch., p. 312. Ann. n° 2111.

2. *J. O.* du 4 mars 1898, Déb. Ch., p. 988. V. *J. O.* du 13 juillet 1898, Doc. par., Ch., p. 1532, Ann. n° 263.

les usines hydrauliques publiques » (1), le 6 juillet 1900, qui était repris sous forme de proposition par MM. Baudin et Millerand le 30 mai 1903 (2); la Commission à laquelle avait été renvoyée la proposition Jouart et dont le rapporteur était M. Guillaïn, avait établi un nouveau texte, lequel, encore, remanié fut présenté par M. Guillaïn le 23 juin 1903 (3) ; un rapport de M. Bouctot, au nom de la septième Commission d'initiative parlementaire, déposé le 20 octobre 1903 (4), concluait à la prise en considération de ces diverses propositions et à leur renvoi à une Commission spéciale ; enfin le 15 janvier 1904, M. Mougeot, Ministre de l'Agriculture, déposait à son tour un projet « relatif aux usines hydrauliques sur les cours d'eau non navigables, ni flottables » (5), qui était renvoyé ainsi que les propositions précédentes à une Commission spéciale de 22 membres, dite « des usines hydrauliques » (6).

C'est à cette Commission qu'était renvoyée la pro-

1. *J. O.* du 7 juillet 1900, Déb. Ch., p. 1857. V. *J. O.* du 20 décembre 1900, Doc. parl., Ch., p. 22, Ann. n° 1822.

2. *J. O.* du 31 mai 1903, Déb. Ch., p. 1819. V. *J. O.* du 29 juin 1903, Doc. parl., Ch., p. 513, Ann. n° 946.

3. *J. O.* du 24 juin 1903, Déb. Ch., p. 2100. V. *J. O.* du 18 février 1904, Doc. parl., Ch., p. 2008, Ann. n° 1057.

4. *J. O.* du 21 octobre 1903, Déb. Ch., p. 2316. V. *J. O.* du 25 février 1904, Doc. parl., Ch., p. 4, Ann. n° 1222.

5. *J. O.* du 16 janvier 1904, Déb. Ch., p. 27. V. *J. O.* du 9 avril 1904, Doc. parl., Ch., p. 25, Ann. n° 1442.

6. Cette Commission était ainsi composée :

MM. Delombre, président ; Chautemps, Guillaïn, Janet, Honoré Leygue, vice-présidents ; François Carnot, Lebrun, Réville, Buyat, secrétaires ; Bouctot, Loque, Denys Cochin, marquis de Laurens-Castelet, Euzière, Fernand David, Sénac, Aynard, Cazeneuve, Vigouroux, Abel Bernard, Delèglise, d'Iriart d'Etchepare.

position de M. Janet qui voyait la Chambre ordonner une mesure contraire à ses intentions, puisque, c'était en vue d'aboutir rapidement qu'il s'était borné à reprendre, sans y rien toucher, un projet de loi ayant fait l'objet d'une étude très approfondie durant deux législatures.

Mais si certains élevèrent des craintes sur le sort réservé à cette nouvelle tentative, l'événement, cette fois, leur donna tort car, moins de dix-huit mois plus tard, la Loi était promulguée (1).

La Commission comprit quelles lacunes présentaient les différents projets qui n'avaient pas abouti, que l'on maintint parallèlement la Loi du 25 juin 1895 ou qu'on l'abrogeât. Elle se résolut à la deuxième solution et, la conséquence fut qu'on retrouva dans le projet la forme générale de la Loi de 1895 où étaient seulement incorporées des dispositions inconnues à celle-ci. On obtenait donc malgré tout un ensemble nouveau, parce que plus étendu dans son objet.

1. *J. O.* du 17 juin 1906, p. 4105.

CHAPITRE IV

La Loi du 15 juin 1906.

Le travail parlementaire. — Le rapport Janet. — Le rapport Chautemps. — Examen critique de la Loi. — Le rapport Chautard sur le budget de 1909; le Décret du 17 octobre et l'Arrêté du 27 décembre 1909 (Art. 6). — Le second Décret du 17 octobre 1907 et le Décret du 3 avril 1908 (Art. 18). — L'Arrêté du 21 mars 1908; la Circulaire du 21 juillet 1908 (Art. 19). — Le Décret du 7 février 1907 (Art. 20). — Les Articles 319 et 320 du Code pénal (Art. 25).

Le rapport fait au nom de la Commission des usines hydrauliques chargée d'examiner la proposition de loi de M. Léon Janet « sur les distributions d'énergie » fut confié à l'auteur même de la proposition qui le déposa le 13 juillet 1905 (1).

Adoptée sans discussion par la Chambre dans la séance du 27 février 1906 (2) la proposition passa au Sénat le 6 mars (3).

Le rapport au nom de la Commission (4) fut déposé

1. *J. O.* du 14 juillet 1905, Déb. Ch., p. 2951. V. *J. O.* du 3 avril 1906, Doc. parl., Ch., p. 398., Ann. n° 2644.

2. *J. O.* du 28 février 1906, Déb. Ch., p. 1055.

3. *J. O.* du 7 mars 1906, Déb. Sén., p. 211, V. *J. O.* du 26 mai 1906, Doc. parl., Sén., p. 220, Ann. 89.

4. Cette Commission était composée de MM. Berthelot, président; Genet, secrétaire; Fougeirol, Paul Le Roux, Chautemps, Charles Prevet, Goutant, Pédebidou, Francoz.

par M. Chautemps le 11 avril (1) et la proposition votée sans discussion le 12 juin (2).

La Loi était promulguée le 15 juin 1906 (3).

Disons immédiatement que le texte de la Commission de la Chambre devint sans aucun changement celui de la Loi.

La nouvelle Loi fut conçue dans un esprit autre que celui de la Loi de 1895 et M. Janet nous en fait connaître la pierre de l'angle :

Dans l'état actuel de la législation, le transport de l'énergie ne peut s'opérer qu'en suivant les voies publiques, pour l'occupation desquelles des permissions de voirie, toujours précaires et révocables peuvent être accordées, ou en s'entendant à l'amiable avec les propriétaires des terrains au-dessus desquels des conducteurs sont établis.

On comprend facilement toutes les difficultés que présente, dans de pareilles conditions, la création d'une industrie nécessitant d'importants capitaux de premier établissement.

L'auteur de la proposition de loi, qui en est en même temps le rapporteur, avait pensé qu'il y avait intérêt à chercher à remédier à cette situation, et notamment à donner moyennant certaines charges, le bénéfice de l'utilité publique aux transports d'énergie présentant un véritable caractère d'intérêt général.

Comme on peut le constater, il ne s'agit plus uniquement de prendre des mesures de préservation contre les lignes d'énergie ; on cherche à instituer un régime, qui doit bien offrir des garanties à l'État

1. *J. O.* du 12 avril 1906, p. 511. V. *J. O.* du 17 juillet 1906, Doc. parl., Sén., p. 683, Ann. n° 212.

2. *J. O.* du 13 juin 1906, Déb. Sén., p. 673.

3. *B. des L.*, 12^e sér., 1906, 2^e sem., *B.* n° 2738, n° 47740, p. 948.

au point de vue de la protection des télégraphes et des téléphones, mais dont le but est surtout de favoriser le développement de l'industrie électrique.

Nous avons dit au chapitre précédent que la proposition de loi de M. Janet était identiquement le projet de loi annexé au rapport de M. Berthelot ; M. Janet nous déclare lui-même, pour expliquer son initiative, qu'il a eu seulement en vue de saisir la Commission d'un projet qui put servir de base à la discussion.

Après avoir entendu les représentants de l'industrie et s'être mise en rapport avec les cinq ministères intéressés : Intérieur, Commerce (Postes et Télégraphes), Travaux publics, Finances et Agriculture, la Commission élaborâ un texte qui différait très sensiblement du projet Berthelot.

Ce dernier, en effet, ne se préoccupait aucunement des transports d'énergie installés à demeure par un particulier pour son usage personnel, non plus que des distributions d'énergie au moyen d'appareils transportés sur des véhicules. Par contre, il s'appliquait, en ce qui concerne le transport de l'énergie au moyen d'ouvrages fixes, non seulement aux conducteurs d'électricité, mais encore aux conduites d'eau et d'air comprimé, peut-être même de gaz ; des indications précises faisaient défaut sur ce dernier point.

La Commission, abandonnant le principe qui avait inspiré tous les projets depuis 1894, résolut de ne viser que les distributions d'énergie électrique ; seulement, elle voulut soumettre à la législation nouvelle les entreprises n'intéressant que les particuliers.

Or, si les projets successifs que nous avons rapidement examinés contribuaient à édifier une œuvre d'ordre général, ils laissaient, de ce fait, subsister la

Loi du 25 juin 1895 ; du moment, au contraire, où la Loi nouvelle ne devait plus s'appliquer qu'aux distributions d'énergie électrique, la Loi de 1895 était fatalement condamnée.

Et l'on conçoit alors facilement comment le texte annexé au rapport Berthelot, bien que servant de base à l'élaboration de la Loi nouvelle, perd le caractère spécial qu'il avait conservé des différents projets dont il était issu, pour prendre tout à coup la physionomie d'ensemble de la Loi de 1895 ; la Loi de 1906 n'est plus en somme que la Loi de 1895 à laquelle on a incorporé, en ce qui concerne seulement les conducteurs électriques, les dispositions qu'on avait eu l'intention d'appliquer à tous les moyens de transport de l'énergie.

Avant de passer à l'examen des articles, signalons que dans l'intervalle des discussions à la Chambre et au Sénat, l'Administration des Postes et des Télégraphes fut distraite du Département du Commerce et de l'Industrie pour être rattachée à celui des Travaux publics ; le ministère du Commerce et de l'Industrie n'avait plus à intervenir désormais et, point intéressant, les deux services jusqu'alors en conflit, se trouvaient réunis sous la même autorité.

Bien que des rectifications, tout au moins de forme, fussent devenues nécessaires, M. Chautemps demanda au Sénat de rendre définitif le texte voté par la Chambre.

Le renvoi devant une Commission nouvelle à la Chambre aurait, en effet, exposé la proposition à de nouvelles discussions et à de nouveaux retards ; il n'y avait qu'à laisser au Gouvernement le soin de déposer un projet de loi modificatif pour remettre les choses au point.

Disons que, jusqu'à l'heure actuelle, cette inter-

vention a été jugée inutile et qu'on se contente d'interpréter la pensée qui guida le législateur dans la répartition des attributions (1).

La Loi du 15 juin 1906 « sur les distributions d'énergie » comprend 27 articles divisés en 7 titres.

Le titre I, avec les trois premiers articles, est relatif à la « Classification des distributions d'énergie électrique ».

ARTICLE PREMIER

Les distributions d'énergie électrique qui ne sont pas destinées à la transmission des signaux et de la parole et auxquelles le Décret-Loi du 27 décembre 1851 n'est pas dès lors applicable, sont soumises pour leur établissement et leur fonctionnement aux conditions générales ci-après :

ART. 2

Une distribution d'énergie électrique n'empruntant en aucun point de son parcours des voies publiques peut être établie et exploitée, soit sans autorisation ni déclaration, soit lorsque ses conducteurs doivent être établis, en un point quelconque, à moins de 10 mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante, en vertu d'une autorisation délivrée dans des conditions spécifiées au titre II de la présente Loi.

Nous avons réuni ces deux premiers articles, car ils ne font que reproduire l'article 1^{er} et le premier ali-

1. La chose était d'autant plus facile que le sous-secrétaire des Postes et des Télégraphes conservait toute son autonomie ; la situation s'est maintenue, du reste, depuis sa suppression en juillet 1909 et les Travaux publics d'une part, les Postes et les Télégraphes de l'autre, forment deux administrations entièrement séparées n'ayant de commun que leur Ministre.

née de l'article 2 de la Loi de 1895 avec une disposition plus heureuse ; il y a cependant un changement de régime à signaler pour les conducteurs qui passent à moins de 10 mètres d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; la Loi de 1895 prévoyait la simple déclaration ; la Loi de 1906 établit l'autorisation ; nous verrons à l'article 4 les conditions requises pour l'obtention de cette dernière. Peut-être aurait-on pu, pour les motifs que nous avons fait valoir en discutant l'article 2 de la Loi de 1895, profiter de l'occasion pour demander la déclaration pure et simple des installations n'empruntant pas la voie publique et ne passant à aucun moment à moins de 10 mètres d'une ligne télégraphique ou téléphonique.

Notons que le texte de ces deux articles ne figurait pas dans le projet soumis à la Commission puisque, nous l'avons vu, il n'était question que des distributions d'énergie au public et par cela même empruntant les voies publiques.

Il y a lieu de remarquer qu'au texte de la Loi de 1895, on a ajouté dans l'article 2 le mot « préexistante » qui semble superflu, car si le conducteur d'énergie visé doit passer à moins de 10 mètres de la ligne télégraphique, c'est que celle-ci existe, et par suite, préexiste ; on ne voit pas un conducteur d'énergie ayant besoin d'une autorisation parce qu'il passe à moins de 10 mètres d'une ligne télégraphique qui n'est pas préexistante.

A moins cependant que le législateur n'ait eu des aperçus plus lointains et qu'il ait admis que l'existence d'une ligne télégraphique ou d'un conducteur d'énergie ne date pas du moment où le courant y est envoyé pour la première fois. Alors il fallait prendre soin de définir la préexistence ; nous avons déjà examiné cette question en étudiant l'article 7 de la Loi de 1895.

ART. 3

Une distribution d'énergie électrique empruntant sur tout ou partie de son parcours les voies publiques peut être établie et exploitée, soit en vertu de permissions de voirie, sans durée déterminée, dans les conditions spécifiées au titre III de la présente Loi, soit en vertu de concessions d'une durée déterminée, avec cahier des charges et tarif maximum, dans les conditions spécifiées au titre IV s'il n'y a pas de déclaration d'utilité publique, ou dans celles spécifiées au titre V, s'il y a déclaration d'utilité publique.

Elle peut, suivant la demande de l'entrepreneur, être soumise simultanément dans des communes différentes à des régimes différents, soit celui des permissions de voirie sur une partie de son réseau, soit celui de la concession simple ou celui de la concession déclarée d'utilité publique dans d'autres parties.

Dès qu'un conducteur emprunte la voie publique, il se trouve donc dans l'un des trois cas prévus par l'article 3. Nous n'entrerons pas dans l'étude de la division ainsi établie qui a son origine dans le projet rédigé par le Conseil d'État sur la demande du Département des Travaux publics et que nous retrouvons dans le projet soumis à la Chambre par la Commission, le 8 février 1898, mais où le Gouvernement avait supprimé le régime des simples autorisations de voirie. Il ne nous appartient pas de discuter ces différents régimes qui d'ailleurs, vis-à-vis de l'Administration des Télégraphes, sont soumis à des dispositions communes ; nous en citerons cependant le texte de façon que la publication intégrale des différents articles permette de juger de l'ensemble de la Loi.

Le titre II ne comporte qu'un article destiné à nous faire connaître les conditions prévues par l'article 2 ; il est intitulé : « Des ouvrages de transports et de distribution d'énergie électrique établis exclusivement sur des terrains privés sous le régime des autorisations ».

ART. 4

Les autorisations prévues par l'article 2 sont délivrées, par le préfet, en conformité de l'avis émis par l'Administration des Postes et des Télégraphes et dans un délai de trois mois à partir de la demande.

Les installations visées dans ces autorisations devront satisfaire aux conditions techniques déterminées par les arrêtés prévus à l'article 19 de la présente Loi.

Elles devront être exploitées et entretenues de manière à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques et téléphoniques par les lignes préexistantes.

Lorsque pour prévenir ou faire cesser ce trouble, il sera nécessaire d'exiger le déplacement ou la modification des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes et en cas de non-entente avec l'exploitant, la nature des travaux à exécuter sera déterminée par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, après avis du Comité d'électricité visé par l'article 20. Dans tous les cas, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'exploitant.

Le régime ainsi institué est celui organisé par l'article 4 de la Loi de 1895 pour les conducteurs établis au-dessus ou au-dessous des voies publiques ; il est donc une aggravation puisque, dans la Loi présente, il s'applique à des conducteurs n'empruntant aucune partie de la voie publique lesquels auparavant, dans

le cas que nous examinons, n'étaient soumis qu'à la déclaration.

Autre aggravation : les lignes en question devront désormais observer les conditions techniques arrêtées par le Ministre des Travaux publics et le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

Quant aux dispositions des deux derniers alinéas, elles reproduisent presque textuellement l'article 7 de la Loi de 1895 qui se rapportait à toutes les installations électriques ; sur ce point il n'y a donc rien de changé : nonobstant toute autorisation, les lignes d'énergie ne doivent pas troubler les communications télégraphiques ou téléphoniques préexistantes.

La procédure est identiquement la même que pour les demandes rentrant dans l'article 4 de la Loi de 1895, sauf l'intervention d'un nouveau rouage, l'ingénieur du contrôle.

La demande d'autorisation accompagnée des plans et renseignements réglementaires, est adressée au préfet en double expédition ; celui-ci la transmet immédiatement à l'ingénieur en chef du contrôle qui s'assure si les ouvrages projetés rentrent bien dans la catégorie et envoie le dossier à l'ingénieur en chef des télégraphes lequel formule son avis, indique le cas échéant, les travaux à exécuter, fait signer au demandeur les engagements nécessaires et adresse le dossier au préfet qui, en conformité de l'avis de l'Administration des Télégraphes, accorde l'autorisation.

Les titres III, IV et V, comprenant respectivement un, cinq et deux articles, traitent des régimes divers prévus à l'article 3 ; nous contentons de les citer à titre documentaire (1).

1. Voir Raymond SÉE. *Les entreprises de distribution d'énergie électrique*. Paris, 1903, et Paul BOUGAULT. *Commen-*

TITRE III

Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis sous le régime des permissions de voirie.

ART. 5

Les permissions de voirie sont délivrées par le préfet ou par le Maire, suivant que la voie empruntée rentre dans les attributions de l'un ou de l'autre, sous les conditions ordinaires des arrêtés réglementaires relatifs à ces permissions, et en outre sous les conditions stipulées par les règlements d'administration publique visés à l'article 18 de la présente Loi.

Elles ne peuvent prescrire aucune disposition relative aux conditions commerciales de l'exploitation.

Elles ne peuvent imposer au permissionnaire aucune charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18.

Aucune permission de voirie ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé sur les mêmes voies des permissions ou concessions concurrentes.

Signalons en passant que ce régime est celui de l'article 4 de la Loi de 1895 qui, comme nous l'avons indiqué dans le commentaire de l'article 3, avait disparu des divers projets et fut rétabli par la Commission.

TITRE IV

Régime des concessions simples sans déclaration d'utilité publique.

taire de la Loi sur les distributions d'énergie électrique (Loi du 15 juin 1906). Grenoble, 1907.

ART. 6

La concession d'une distribution publique d'énergie est donnée après enquête, soit par la commune ou par le syndicat formé entre plusieurs communes, si la demande de concession ne vise que le territoire de la commune ou du syndicat, soit par l'État dans les autres cas.

Toute concession est soumise aux clauses d'un cahier des charges conforme à l'un des types approuvés par décret délibéré en Conseil d'État sauf les dérogations ou modifications qui seraient expressément formulées dans les conventions passées au sujet de ladite concession (1).

ART. 7

Lorsque la concession est de la compétence de l'État, l'acte de concession est passé par le préfet, si elle ne s'étend que sur des communes situées dans le territoire du département ou par le Ministre des Travaux publics, après avis du Ministre de l'Intérieur, si elle s'étend sur des communes situées dans plusieurs départements.

Lorsque la concession est de la compétence de la commune, l'acte de concession est passé par le maire, en exécution d'une délibération du Conseil municipal.

Si la concession est de la compétence d'un syndicat de communes, l'acte de concession est passé par le président du Comité du syndicat, en exécution d'une délibération de

1. Le cahier des charges-type pour la concession d'une distribution publique d'énergie électrique pour une commune ou un syndicat de communes a été approuvé par Décret du 17 mai 1908. (*B. des L.*, 12^e sér., 1908, 2^e sem., *B.*, n° 2976, n° 51.422, p. 1390.)

Celui pour la concession par l'État a été approuvé par Décret du 20 août 1908. (*B. des L.*, 12^e sér., 1908, 2^e sem., *B.*, n° 3003, n° 51.758, p. 2505.)

ce Comité, homologuée par des délibérations des Conseils municipaux de toutes les communes syndiquées.

La concession donnée au nom de la commune ou du syndicat de communes n'est définitive qu'après avoir été approuvée par le préfet.

Toutefois, si l'acte de concession passé par le Ministre, le préfet, le maire ou le président du Comité du syndicat de communes, comporte les dérogations ou modifications au cahier des charges-type, il ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par un décret délibéré en Conseil d'État.

ART. 8

Aucune concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions de voirie ou une concession à une entreprise concurrente, sous la réserve que celle-ci n'aura pas des conditions plus avantageuses.

Toutefois, l'acte par lequel une commune ou un syndicat de communes donne la concession de l'éclairage public et privé sur tout ou partie de son territoire, peut stipuler que le concessionnaire aura seul le droit d'utiliser les voies publiques dépendant de la commune ou des communes syndiquées dans les limites de sa concession, en vue de pourvoir à l'éclairage privé par une distribution publique d'énergie, sans que cependant ce privilège puisse s'étendre à l'emploi de l'énergie à tous usages autres que l'éclairage, ni à son emploi accessoire pour l'éclairage des locaux dans lesquels l'énergie est ainsi utilisée.

Pendant la durée du privilège ainsi institué, les permissions de voirie délivrées par le préfet et les actes de concession passés au nom de l'État devront tenir compte de ce privilège dans les obligations imposées aux permissionnaires et concessionnaires.

ART. 9

L'acte de concession ne peut imposer au concessionnaire une charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18, ni attribuer à l'État, ou à la commune des avantages particuliers autres que les prix réduits d'abonnement qui seraient accordés aux services publics pour des fournitures équivalentes.

ART. 10

La concession confère à l'entrepreneur le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du cahier des charges, des règlements de voirie et des règlements d'administration publique prévus à l'article 18 ci-après.

L'autorité qui a fait la concession a toujours le droit, pour un motif d'intérêt public d'exiger la suppression d'une partie quelconque des ouvrages d'une concession ou d'en faire modifier les dispositions et le tracé.

L'indemnité qui peut être due dans ce cas au concessionnaire est fixée par les tribunaux compétents si les obligations et droits de celui-ci ne sont pas réglés soit par le cahier des charges, soit par une convention postérieure.

TITRE V

Régime des concessions déclarées d'utilité publique.

ART. 11

Sont applicables aux concessions déclarées d'utilité publique l'article 6, les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 7 et les articles 8, 9 et 10 de la présente Loi.

La déclaration d'utilité publique est prononcée, après enquête, par un décret délibéré en Conseil d'État, sur le rapport des Ministres des Travaux publics et de l'Intérieur, après avis du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et du Ministre de l'Agriculture.

L'acte de concession ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par ce décret.

ART. 12

La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire, pour l'exécution des travaux dépendants de la concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'Administration en matière de travaux publics. Le concessionnaire demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'Administration, de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la Loi du 3 mai 1841, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire le droit :

1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, lesdits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiées à l'article 1^{er} ci-dessus ;

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

4° De couper des branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Elle n'entraîne aucune dépossession ; la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4°, ci-dessus, sont réglées en premier ressort par le juge de paix : s'il y a expertise, le juge ne peut nommer qu'un seul expert.

Des articles compris dans ces trois titres III, IV et V, il nous faut seulement retenir que le demandeur, en quelque cas que ce soit, n'a pas à se préoccuper d'obtenir comme sous le régime de la Loi de 1895,

d'une part, l'autorisation de voirie et, d'autre part, l'autorisation de circulation de courant, la première relevant de l'autorité municipale ou préfectorale, la seconde de l'autorité préfectorale, sur avis de l'Administration des Postes et des Télégraphes (Art. 4) ou de l'autorité ministérielle du Département des Postes et des Télégraphes après conférence des services intéressés (Art. 5).

La demande désormais est unique.

1° Pour les permissions de voirie :

a) Distribution sur un seul département :

Demande au préfet.

b) Distribution sur plusieurs départements :

Demande au Ministre des Travaux publics.

La permission est accordée par arrêtés municipaux et préfectoraux, suivant la nature des voies empruntées.

2° Pour les concessions simples, sans déclaration d'utilité publique :

a) Distribution sur une seule commune ou un syndicat de communes ;

Demande au ou aux maires ; concession accordée par le maire ou le président du syndicat.

b) Distribution sur un seul département :

Demande au préfet ; concession accordée par le préfet.

c) Distribution sur plusieurs départements :

Demande au Ministre des Travaux publics ; concession accordée par le Ministre des Travaux publics après avis du Ministre de l'Intérieur.

3° Pour les concessions avec déclaration d'utilité publique. Mêmes formalités que pour les concessions simples, paragraphe 2°).

Un décret prononce la déclaration d'utilité publique sur rapport des Ministres des Travaux publics

et de l'Intérieur, après avis des Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de l'Agriculture.

En résumé, la Loi de 1906 distingue les cinq cas suivants :

1° Ni déclaration, ni autorisation.

Pour les installations faites en dehors des voies publiques et qui ne sont pas susceptibles d'atteindre les lignes télégraphiques ou téléphoniques appartenant à un service de l'État.

2° Autorisation préfectorale.

Pour les installations faites en dehors des voies publiques et comportant des conducteurs aériens passant dans une zone de 10 mètres, en projection horizontale de chaque côté d'une ligne télégraphique ou téléphonique de l'État.

3° Permission de voirie.

Pour les installations empruntant les voies publiques (précaire et révocable même pour celles en vue d'une distribution publique).

4° Concession simple sans déclaration d'utilité publique.

5° Concession déclarée d'utilité publique par un Décret en Conseil d'État.

Ces deux derniers cas, pour les distributions d'énergie électrique au public.

Le titre VI, relatif aux « Conditions communes à l'établissement et à l'exploitation des distributions sous le régime des permissions de voirie ou des concessions », comprend 7 articles (Art. 13 à 21).

ART. 13

L'établissement et l'exploitation des lignes de transport d'énergie électrique placées sous le régime, soit du titre III,

soit du titre IV, soit du titre V de la présente Loi, sont soumises aux conditions ci-après.

Les conditions énoncées se rapportent donc à toutes les installations empruntant les voies publiques, lesquelles sont établies sous le régime soit des permissions de voirie, soit des concessions simples sans déclaration d'utilité publique, soit des concessions déclarées d'utilité publique.

ART. 14

Les projets sont examinés par les représentants des services intéressés dans une conférence à laquelle prennent part, dans tous les cas, les représentants de l'Administration des Postes et des Télégraphes. Si l'accord en vue de l'exécution des projets n'intervient pas au cours de la conférence, l'affaire est soumise au Comité d'électricité. Si tous les Ministres intéressés n'adhèrent pas à l'avis du Comité, il est statué par décret en Conseil des Ministres.

Cet article nous montre la situation faite à l'Administration des Postes et les Télégraphes.

Ce n'est plus elle qui a la haute main sur l'étude des projets et délègue au préfet ses pouvoirs pour accorder les autorisations ; mais elle n'est pas non plus complètement dessaisie comme avant l'amendement apporté par M. Berthelot à son premier rapport (Art. 16 nouveau).

Tous les projets sont soumis aux services intéressés parmi lesquels figure *nécessairement* l'Administration des Postes et des Télégraphes.

D'autre part, le Comité d'électricité n'a plus seulement à émettre des avis de quasi-arbitrage entre l'Administration et les particuliers ; il donne également son opinion lorsque les divers ministères inté-

ressés émettent des avis divergents ; cette consultation est obligatoire ; mais de même que sous le régime de la Loi de 1895, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes n'était pas lié par la solution qu'il préconisait, de même le Comité ne peut imposer sa décision aux Ministres divisés sur une question et, si son intervention ne provoque pas l'accord, c'est le Président de la République qui prend un Décret après délibération en Conseil.

ART. 15

La mise en service d'une distribution d'énergie électrique ne peut avoir lieu qu'à la suite des essais faits en présence du service du contrôle et les représentants des services intéressés, et après délivrance, par le préfet, d'une autorisation de circulation du courant.

Rien de changé à la situation existante, l'Administration des Postes et des Télégraphes peut s'opposer à la mise en service de l'installation, sauf recours au Comité d'électricité dans les conditions prévues à l'article précédent ; l'autorisation de circulation de courant n'est donnée par le préfet que si tous les services intéressés sont d'accord.

ART. 16

Le contrôle de la construction et de l'exploitation est exercé sous l'autorité du Ministre des Travaux publics, soit par les agents qu'il aura délégués à cet effet lorsqu'il s'agit de concessions données par l'État ou de permissions pour des distributions empruntant en tout ou en partie la grande voirie, soit par les agents délégués par les municipalités lorsqu'il s'agit de concessions données par les communes ou par les syndicats de communes ou de per-

missions pour des distributions n'empruntant que les voies vicinales ou urbaines.

Nous avons vu que, malgré les textes de 1888 et de 1895, malgré l'idée qui s'était fait jour dans les travaux préparatoires, le Département des Travaux publics n'avait jamais cessé de revendiquer ses droits au contrôle, n'abandonnant aux ingénieurs des Postes et des Télégraphes que la protection des lignes télégraphiques et téléphoniques.

Le conflit permanent qui en était résulté ne pouvait échapper à l'attention de la Commission :

Cette organisation, déclare M. Janet, était une des questions présentant le plus de difficultés, en raison des interventions nécessaires de l'Administration des Postes et des Télégraphes pour la protection des fils télégraphiques et téléphoniques et des services de voirie pour la surveillance des fils établis sur les voies publiques.

Il a paru à votre Commission que c'était au législateur qu'il appartenait de trancher, au point de vue des principes, cette question d'organisation du contrôle, en n'abandonnant au règlement d'administration publique que les détails de cette organisation.

Après avoir entendu les représentants des Ministres des Travaux publics, de l'Intérieur et du Commerce, votre Commission a reconnu qu'il serait pratiquement impossible de soumettre les industries à deux ou trois contrôles différents, dont chacun pourrait leur donner des indications contradictoires, et que l'unité de contrôle s'imposait.

Il lui a paru, d'autre part, que, étant donnée la nature du contrôle à exercer, il serait logique de le placer sous l'autorité du Ministre des Travaux publics.

L'Administration des Postes et des Télégraphes gardera naturellement la haute main sur les questions de protection des fils télégraphiques et téléphoniques, mais elle devra faire comme une autre administration publique qui

aurait à se plaindre du voisinage d'une ligne de distribution d'énergie, et adresser ses observations, non pas directement au concessionnaire, mais au service du contrôle constitué comme il vient d'être dit.

Ces dispositions ont été acceptées par les Ministres intéressés.

Dans son rapport au nom de la Commission du Sénat, M. Chautemps disait à son tour :

La Loi de 1895 ne donne pas l'unité de contrôle. Les conflits sont fréquents entre les agents des Postes et des Télégraphes et ceux des Travaux publics.

La nouvelle Loi crée cette unité en faisant intervenir les conférences mixtes des services intéressés.

Quoi qu'il en soit, l'article 16 modifie complètement l'organisation du contrôle qui, s'il n'était pas en fait exercé entièrement par eux, avait été remis aux ingénieurs des Postes et des Télégraphes par la Loi du 25 juin 1895 (Art. 2, 3 et 4). C'est le Département des Travaux publics qui en a désormais la direction, mais l'Administration des Postes et des Télégraphes possède ses représentants aux conférences prévues entre les divers services ainsi que nous l'avons dit aux articles 4 et 14.

M. Chautard ne paraît pas avoir été très convaincu par les arguments de M. Janet, puisque, en 1908, il se demandait quels pouvaient bien avoir été les motifs du changement opéré (1) :

Ces techniciens exercèrent-ils leur contrôle de façon insuffisante, ou bien leurs collègues des Ponts et Chaus-

1. Rapport fait au nom de la Commission du budget de la Chambre des Députés sur le projet de loi fixant le budget général de l'exercice 1909, Postes et Télégraphes. *J. O. du* 1^{er} février 1909, Doc. parl., Ch., p. 1825, Ann. 2032.

sées furent-ils quelque peu jaloux de ces attributions nouvelles ? C'est là un point d'histoire administrative bien difficile à trancher...

Le travail législatif que nous avons étudié au chapitre précédent, sans répondre à la question ainsi posée, nous a montré du moins comment l'évolution avait pu se produire.

Le contrôle à exercer sur la construction et l'entretien des distributions, situées en dehors des terrains particuliers, est organisé par un Décret du 17 octobre 1907 (1). Il distingue entre trois catégories ; la première fait l'objet du chapitre I intitulé : « Distributions établies en vertu de concessions accordées par l'État et distributions empruntant en tout ou en partie la grande voirie en vertu de permissions (2). »

C'est l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du service ordinaire qui, dans le département, assure, d'une part, le contrôle des opérations de voirie, d'autre part, le contrôle électrique ; pour ce dernier, il doit conférer avec les services intéressés, notamment le service des Postes et Télégraphes.

Le chapitre II est intitulé : « Distributions établies en vertu de concessions données par les communes et les syndicats de communes et distributions em-

1. V. *infra*, article 18, p. 313.

2. Article premier. — « Le contrôle des distributions d'énergie électrique établies en vertu de concessions accordées par l'État et des distributions empruntant en tout ou en partie la grande voirie en vertu de permissions est exercé dans chaque département par un ingénieur en chef.

« Deux ou plusieurs départements peuvent, par décision spéciale du Ministre des Travaux publics, être réunis en une circonscription unique. »

Art. 2. — « L'ingénieur en chef du contrôle des distribu-

pruntant exclusivement les voies vicinales ou urbaines en vertu de permissions (1). »

Au moyen d'un service local organisé par elles, les municipalités ont le contrôle de leurs distributions d'énergie électrique ; mais ce service est soumis à la surveillance de l'ingénieur en chef.

tions d'énergie électrique est assisté d'agents dont le nombre et la répartition sont arrêtés par le Ministre des Travaux publics suivant l'importance des distributions à contrôler. »

Art. 3. — « L'inspection des services du contrôle est assurée par des inspecteurs généraux. »

Art. 4. — « Les inspecteurs généraux, ingénieurs, en chef et autres agents du contrôle sont nommés par arrêté du Ministre des Travaux publics et pris dans les cadres des Ponts et Chaussées, des Mines et des Télégraphes sous réserve des dispositions de l'article 7.

« Les ingénieurs en chef et les autres agents du contrôle sont pris dans le personnel en exercice dans le département. »

1. Art. 5. — « Les agents désignés par les municipalités pour le contrôle des distributions établies en vertu de concessions données par les communes ou les syndicats de communes et des distributions empruntant exclusivement les voies vicinales et urbaines doivent remplir les conditions de capacité fixées par le Ministre des Travaux publics. » (Arrêté du 27 décembre 1907 fixant les conditions de capacité exigées des agents désignés par les municipalités pour le contrôle des distributions d'énergie électrique, *J. O.*, 28 décembre 1907, p. 8731.)

Art. 6. — « Les agents sont soumis à la surveillance de l'ingénieur en chef du contrôle. Des arrêtés du Ministre des Travaux publics déterminent les conditions de détail dans lesquelles est exercée cette surveillance. »

Art. 7. — « Les agents des municipalités peuvent sur la proposition de l'ingénieur en chef du contrôle et l'assentiment des municipalités qui les ont désignés, être chargés, par arrêté du Ministre des Travaux publics, d'assister l'ingénieur en chef pour le contrôle des distributions visées au chapitre I^{er}. »

Un chapitre III concerne les « Distributions desservant les chemins de fer, tramways et autres entreprises soumises à un contrôle technique de l'Administration » (1).

Au contraire de la Loi du 25 juin 1895 qui les exceptait, la Loi de 1906 s'applique à toutes les distributions sans distinction ; mais le Décret intervient pour éviter la dualité de contrôle qu'avait redoutée le législateur de 1895 ; à la vérité, la différence qu'il établit entre les installations intérieures et les installations extérieures, pourra donner lieu à des incertitudes ; il appartiendra alors au Ministre de statuer sur chaque cas particulier.

ART. 17

L'Administration des Postes et des Télégraphes peut adresser au service du contrôle, constitué comme il est dit à l'article 16, une réquisition à l'effet de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser toute perturbation nuisible aux transmissions par les lignes télégraphiques ou téléphoniques actuellement existantes dans le rayon d'influence des conducteurs d'énergie électrique.

Semblable réquisition peut être adressée au service du contrôle par les fonctionnaires chargés de la surveillance

1. Art. 8. — « Le contrôle des distributions desservant les chemins de fer, tramways et établissements soumis à un contrôle technique de l'administration, est assuré par le service chargé de ce contrôle pour les canalisations et installations électriques intérieures de ces voies de transport ou établissements et par le service du contrôle des distributions d'énergie électrique pour les canalisations extérieures alimentant ces installations.

« Il peut être dérogé à cette règle par décision spéciale du Ministre des Travaux publics. »

de tout service public dont la marche subirait une atteinte du fait du fonctionnement d'une distribution d'énergie.

Le service du contrôle est tenu de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit immédiatement déféré à la réquisition.

En cas de contestation, il est ensuite procédé comme il est dit à l'article 14.

Avec un système de contrôle, tel que nous l'avons vu organisé, il était difficile de réglementer autrement l'intervention de l'Administration des Postes et des Télégraphes en cas de troubles sur ses lignes. Cependant l'intermédiaire du service du contrôle étant indispensable, il en résulte que des retards se produiront, qui parfois pourront être regrettables, dans l'exécution des mesures destinées à faire cesser les perturbations. Mais, en tous cas, — et c'est là le point important, surtout si nous nous rappelons le passage cité plus haut du rapport de M. Guillaïn, — le service du contrôle doit prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit immédiatement déféré à la réquisition. Pas de discussion, pas de conciliabules, la sécurité des transmissions prime tout. Si des contestations s'élèvent sur le bien fondé des précautions ordonnées par le contrôle, une conférence sera provoquée et, si l'accord n'intervient pas, l'affaire soumise au Comité d'électricité.

Donc, lorsque l'ingénieur des Télégraphes sera convaincu que les troubles sont dus au voisinage d'une ligne d'énergie, il adressera à l'ingénieur en chef du contrôle un pli recommandé sous lequel il fera connaître :

1° La nature des perturbations qu'il s'agit de faire cesser ou de prévenir ;

2° Les conditions dans lesquelles les perturbations

ont été constatées avec indication des procès-verbaux dressés ;

3° Les mesures à prendre dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la sûreté et de la régularité des transmissions télégraphiques et téléphoniques ;

4° S'il y a lieu, l'injonction de couper le courant à adresser au permissionnaire ou au concessionnaire.

Il faut d'ailleurs ajouter qu'en cas d'accident de personne ou de danger grave, les agents du contrôle assistant l'ingénieur en chef et les fonctionnaires autorisés à adresser des réquisitions au service du contrôle peuvent, par les voies les plus rapides, enjoindre au permissionnaire ou concessionnaire de couper le courant, sous réserve qu'avis en soit donné immédiatement à l'ingénieur en chef du contrôle.

On constatera que l'Administration des Postes et des Télégraphes ne jouit pas d'une situation privilégiée ; le second alinéa étend à tous les services publics le droit accordé à celle-ci par le premier.

On peut regretter de ne pas trouver dans cet article le caractère plus général de l'article 7 de la Loi de 1895 déclarant que « toute installation électrique devra être exploitée et entretenue de manière à n'apporter aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques par les lignes préexistantes », et mettant à la charge de l'exploitant les frais nécessités par les déplacements ou modifications des dites lignes.

Nous avons vu à l'article 4 que la disposition avait été introduite relativement aux installations visées à l'article 2 ; on aurait pu la conserver également pour celles visées à l'article 3.

ART. 18

Des règlements d'administration publique rendus sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Travaux publics, du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Ministre de l'Agriculture et, en outre, sur le rapport du Ministre des Finances pour les règlements de l'alinéa 7°, déterminent :

1° La forme des enquêtes prévues aux articles 6, 11 et 12, étant stipulé que l'avis des conseils municipaux intéressés devra être demandé au cours de ces enquêtes ;

2° Les formes de l'instruction des projets et de leur approbation ;

3° L'organisation du contrôle de la construction et de l'exploitation dont les frais sont à la charge du concessionnaire ou du permissionnaire ;

4° Les conditions générales et d'intérêt public auxquelles devront satisfaire les ouvrages servant à la distribution d'énergie, soit en vertu de concessions, soit en vertu de permissions de voirie ;

5° La forme des réquisitions à adresser en exécution de l'article 17 ;

6° Les mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation des distributions d'énergie ;

7° Les tarifs des redevances dues à l'État, aux départements et aux communes, en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages des entreprises concédées ou munies de permissions de voirie ;

8° Et en général, toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Les règlements visés par les articles 2°, 4° et 6° seront pris après avis du Comité d'électricité.

Trois décrets sont intervenus en ces matières :

a) Décret du 17 octobre 1907 « organisant le ser-

vice du contrôle des distributions d'énergie électrique en exécution de l'article 18 (3°), de la Loi du 15 juin 1906 » (1).

b) Décret du 17 octobre 1907 « portant fixation des redevances prévues par l'article 18 (7°) de la Loi du 15 juin 1906, pour l'occupation du domaine public par les entreprises de distribution d'énergie » (2).

c) Décret du 3 avril 1908 « portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 15 juillet 1906 sur les distributions d'énergie » (3).

Nous avons vu à l'article 16 le régime organisé par le premier de ces décrets.

Le second régit une matière étrangère au sujet qui nous occupe.

Le troisième enfin complète les dispositions fondamentales de la Loi ; nous en avons vu les parties intéressantes au cours même de l'étude des articles.

ART. 19

Des arrêtés pris par le Ministre des Travaux publics et le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, après avis du Comité d'électricité, déterminent les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des paysages. Ces conditions seront soumises à une revision annuelle.

1. *B. des L.*, 12^e sér., 1908, 1^{er} sem., *B.* n° 2910, n° 50203, p. 1138.

2. *B. des L.*, 12^e sér., 1908, 1^{er} sem., *B.* n° 2909, n° 50182, p. 1119.

3. *B. des L.* 12^e sér., 1908, 2^e sem., *B.* n° 2955, n° 50971, p. 698.

C'est l'insertion dans la Loi de la mesure prise à la suite de la Loi de 1895 ; le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes publiait chaque année une Instruction technique dont la rédaction était confiée au Comité d'électricité ; on sait que cette Instruction prit la forme d'arrêté en 1904. La première Instruction conforme aux prescriptions de la Loi de 1906 est celle de l'Arrêté du 21 mars 1908 pris par M. Barthou et « déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique pour l'application de la Loi du 15 juin 1906 sur ces distributions d'énergie » (1).

La Loi apportait cependant une innovation en se préoccupant de la protection des paysages ; mais l'Arrêté négligea d'en disposer sur ce point. A-t-on redouté d'emprisonner les industriels dans des règles trop étroites, a-t-on craint de susciter des difficultés en prévoyant une intervention nécessaire des représentants plus ou moins officiels des Beaux-Arts ? Le Ministre cependant ne voulut pas manquer de donner au moins des conseils aux préfets et il leur disait à la date du 21 juillet 1908 dans la Circulaire accompagnant l'Arrêté :

L'Arrêté ne contient aucune prescription relative à la protection des sites que mentionne l'article 19 de la Loi du 15 juin 1906. Je ne doute pas que les ingénieurs auront le plus grand souci de veiller à ce que l'établissement des ouvrages d'une distribution ne compromette pas le caractère artistique ou pittoresque des monuments, des paysages ou des rues des villes ; il peut néanmoins être utile, toutes les fois que la situation le comportera, de consulter

1. *B. M. des P. et des T.*, mai 1909, n° 6, p. 129.

les fonctionnaires ou les Commissions chargés, dans chaque circonscription administrative, de veiller à la conservation des monuments et des sites.

Après avoir provoqué à ce sujet, l'avis de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, j'estime qu'il sera bon que les ingénieurs se mettent en rapport avec l'architecte départemental lorsque les projets seront de nature à modifier l'aspect des rues ou des promenades des villes. Si les travaux projetés intéressent un immeuble classé parmi les monuments historiques, en vertu de la Loi du 30 mars 1887 (1), ils pourront utilement faire appel à l'architecte ordinaire des monuments historiques ; s'ils intéressent un paysage pittoresque, il y aurait lieu, pour vous, de saisir la Commission instituée dans votre département par la Loi du 21 avril 1906 (2) sur la conservation des sites et des monuments naturels.

Nous ne doutons pas non plus que les ingénieurs aient le plus grand souci de suivre les indications données par le Ministre ; mais nous savons aussi qu'ils ont parfois une conception de l'esthétique différant beaucoup de celle des artistes : il ne nous reste qu'à compter sur la vigilance des préfets dont l'attention, espérons-le, sera au besoin éveillée par les groupements divers s'intéressant aux choses de l'art.

Enfin le titre VII et dernier comprend huit articles (Art. 20 à 27) ; il est intitulé : « Dispositions diverses. »

1. Loi « relative à la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique ». *B des L.*, 12^e sér., 1887. 1^{er} sem., « *B* n° 1076, n° 17739, p. 537.

2. Loi « organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique ». *B. des L.*, 12^e sér., 1906, 2^e sem., *B* n° 2736, n° 47713, p. 735.

ART. 20.

Il sera formé un Comité d'électricité, composé pour une moitié de représentants professionnels français des grandes industries électriques et pour l'autre moitié, de membres pris dans les Administrations de l'Intérieur, des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de la Guerre et de l'Agriculture.

Les fonctionnaires, membres de ce Comité, au nombre de quinze, seront nommés par décret sur les propositions que les Ministres de l'Intérieur, des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de la Guerre et de l'Agriculture, présenteront, chacun en ce qui le concerne, à raison de trois par ministère.

Les représentants professionnels des grandes industries électriques au nombre de quinze, seront nommés par décret, sur les propositions du Ministre des Travaux publics et du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

Le comité donnera son avis dans les cas prévus par la présente Loi et sur toutes les questions dont les Ministres intéressés le saisiront.

Le mode de son fonctionnement sera déterminé par un règlement d'administration publique.

Cet article ne change rien aux dispositions de l'article 6 de la Loi de 1895 ; il ne fait que préciser des points de détail concernant la composition et le fonctionnement du Comité dont les attributions demeurent les mêmes ; mais il faut rappeler que l'institution avait disparu complètement des divers projets préparatoires.

Remarquons que, là encore, l'Administration des Postes et des Télégraphes voit diminuer sa situation ; au lieu d'avoir la prépondérance parmi les

représentants de l'État, elle se trouve désormais traitée sur un pied égal à celui des quatre autres Départements ministériels intéressés, avec cette conséquence logique que son chef n'est plus le président de droit du Comité.

Le Décret « portant règlement d'administration publique en exécution de la Loi du 15 juin 1906 pour le fonctionnement du Comité permanent d'électricité » fut signé le 7 février 1907 (1). Il renfermait notamment les dispositions suivantes :

Article premier. — Les membres du Comité permanent d'électricité institué par la Loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, sont nommés pour des périodes de deux ans, la première ayant son terme le 31 décembre 1908.

Art. 2. — Cessent de plein droit de faire partie du Comité les membres qui n'occupent plus la situation en raison de laquelle ils avaient été nommés.

Art. 3. — En cas de vacance par suite du changement de situation, de démission ou de décès, il y est immédiatement pourvu, dans les conditions déterminées par l'article 20 de la Loi du 15 juin 1906.

Art. 5. — Un président, un vice-président et un secrétaire sont désignés par arrêté du Ministre des Travaux publics parmi les membres du Comité. La durée de leur mandat est d'un an. Ce mandat peut être renouvelé.

Art. 7. — Le Comité se réunit obligatoirement trois fois par an, aux époques fixées par un arrêté du Ministre des Travaux publics (2).

Il peut, en outre, être convoqué à une époque quelcon-

1. *B. des L.*, 12^e sér., 1907, 2^e sem., *B.* n^o 2844, n^o 49217, p. 291.

2. Arrêté du 18 mai 1907: Premier lundi de février et de juin, troisième lundi d'octobre. (*J. O.*, du 22 mai 1907, p. 635.)

que par le Ministre pour l'examen des questions urgentes qui lui seraient soumises.

Art. 11. — Les avis sont pris à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 12. — Le Comité est autorisé à émettre des vœux tendant à l'étude de questions intéressant les distributions d'énergie électrique.

Art. 13. — Les avis et les vœux sont transmis aux Ministres intéressés par le Ministre des Travaux publics.

Un Décret en date du 14 janvier 1910 (1) est venu apporter une légère modification à l'article 4 de ce Décret.

Quant à sa composition, elle fut établie par le Décret du 20 août 1906 (2) auquel les Décrets des 10 octobre 1908 (3) et 29 janvier 1909 (4) vinrent apporter des modifications.

ART. 21

La déclaration d'utilité publique d'ouvrages à exécuter par l'État, un département, une commune ou une association syndicale de la Loi du 25 juin 1865, modifiée par celle du 22 décembre 1888, ou par leur concessionnaire, confère à l'Administration ou au concessionnaire pour l'établissement ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie employés à l'exploitation de ces ouvrages, les droits de passage, d'appui et d'ébranchage spécifiés à l'article 12 ci-dessus, avec application des dispositions spéciales édictées à cet effet par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18.

1. *J. O.*, 16 janvier 1910, p. 441.
2. *J. O.*, 28 août 1906, p. 5965.
3. *J. O.*, 11 octobre 1908, p. 6961.
4. *J. O.*, 31 janvier 1909, p. 1092.

Le bénéfice de ces droits restera acquis à l'Administration ou au concessionnaire, même dans le cas où l'énergie serait fournie aux conducteurs par une usine privée ou par une entreprise de distribution publique d'énergie non déclarée d'utilité publique, et aussi dans le cas où les ouvrages serviraient simultanément à un transport d'énergie destiné à des usages autres que le service public ou le service de l'association syndicale.

ART. 22

Les contestations et réclamations auxquelles peut donner lieu l'application des mesures prises en vue de la protection des transmissions télégraphiques et téléphoniques, et, en général, de la marche de tout service public, sont jugées par le Conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'État, comme en matière de dommages causés par l'exécution des travaux publics.

Cette disposition ne fait que préconiser l'application du droit commun ; la Loi de 1895 n'avait pas cru devoir la rappeler et cependant elle se trouvait déjà dans une Loi antérieure émanant du Département des Postes et des Télégraphes avec laquelle du reste la Loi de 1906 présente d'autres points communs, mais en dehors de notre sujet ; nous voulons parler de la Loi du 28 juillet 1885 (1) « relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques » dont l'article 10 déclare :

Art. 10. — Lorsque..., il ne sera dû au propriétaire d'autres indemnités que celles du préjudice résultant...

Cette indemnité, à défaut d'arrangement amiable, sera

1. Voir *supra*, p. 87.

réglée par le Conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'État.

.

Il ne semble pas, du reste, que les contestations puissent être nombreuses étant donnée la garantie offerte par la consultation du Comité d'électricité conformément à laquelle le Ministre généralement, sinon toujours, rendra sa décision.

ART. 23

Toute contravention aux arrêtés d'autorisation pris en conformité des dispositions du titre II de la présente Loi sera, après une mise en demeure non suivie d'effet, punie des pénalités portées à l'article 2 du Décret-Loi du 27 décembre 1851. Elle sera constatée, poursuivie et réprimée dans les formes déterminées au titre V dudit Décret.

Nous renvoyons à la discussion de l'article 8 de la Loi de 1895 dont le texte ci-dessus n'est que la reproduction.

Remarquons seulement que la disposition s'applique uniquement aux installations n'empruntant des voies publiques en aucun point de leur parcours, mais nécessitant une autorisation du fait qu'elles sont établies en un point quelconque à moins de 10 mètres d'une ligne télégraphique ou téléphonique.

ART. 24

Lorsque le permissionnaire ou le concessionnaire d'une distribution d'énergie contreviendra aux clauses de la permission de voirie ou du cahier des charges de la concession ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation ou des

chemins de fer ou tramways, la viabilité des voies nationales, départementales ou communales, le libre écoulement des eaux, le fonctionnement des communications télégraphiques ou téléphoniques, procès-verbal sera dressé de la contravention par les agents du service intéressé dûment assermentés.

Ces contraventions seront poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie et punies d'une amende de seize francs (16 fr.) à trois cents francs (300 fr.), sans préjudice de la réparation du dommage causé.

Le service du contrôle pourra prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser le dommage, comme il est procédé en matière de voirie. Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures, ainsi que ceux des travaux que les administrations intéressées auraient été amenées à faire comme suite à la réquisition visée à l'article 17, seront à la charge du permissionnaire ou du concessionnaire. Il en sera de même pour les frais avancés par l'État pour la modification des installations des services publics préexistants.

Le premier alinéa vise les infractions que le permissionnaire ou le concessionnaire est susceptible de commettre en ce qui concerne la circulation ; il est l'abrégé des dispositions du titre II de la Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

Pour ce qui est des deux autres alinéas, cet article, avec son développement, n'en dit pas davantage que l'article précédent ; l'alinéa 2 nous rappelle les dispositions de l'article 2 du Décret-Loi du 27 décembre 1851 et l'alinéa 3, celles du titre V du même Décret.

La seule différence à relever entre les contraventions visées par l'article 23 et celles se rapportant aux conducteurs installés sous le régime de la permission de voirie ou celui de la concession avec ou

sans déclaration d'utilité publique, est que la mise en demeure préalable n'est plus nécessaire pour dresser le procès-verbal de contravention.

ART. 25

Toute infraction aux dispositions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes, soit par des règlements d'administration publique; soit par les arrêtés visés à l'article 19, sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels et punie d'une amende de seize francs (16 fr.) à trois mille francs (3.000 fr.) sans préjudice de l'application des pénalités prévues au Code pénal en cas d'accident résultant de l'infraction.

Les délits et contraventions pourront être constatés par des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs et agents des Ponts et Chaussées et des Mines, les ingénieurs et agents du service des Télégraphes, les agents voyers, les agents municipaux chargés de la surveillance ou du contrôle et les gardes particuliers du concessionnaire agréés par l'Administration et dûment assermentés.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve du contraire.

Ils seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Ceux qui seront dressés par des gardes particuliers assermentés devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

La répression de cette catégorie d'infractions relatives à la sécurité publique, déjà renforcée par la Loi de 1895, se trouve fortement aggravée, puisque, d'une part, le maximum de l'amende est porté de 300 francs à 3.000 francs et que, d'autre part, la né-

cessité d'une mise en demeure préalable a disparu.

La peine de 16 à 300 francs d'amende est celle qui est prévue pour des cas analogues, par l'article 21 de la Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (1).

En cas de mort ou de blessures dues à l'infraction, il sera fait application des articles 319 et 320 du Code pénal (2).

Constatons que les ingénieurs et agents des Postes et des Télégraphes dûment assermentés ont qualité pour dresser les procès-verbaux de cette nature.

ART. 26

Sont maintenues dans leur forme et teneur les concessions et permissions accordées par des actes antérieurs à la présente Loi.

C'est l'affirmation du principe de non rétroactivité de la Loi en ce qui concerne la forme dans laquelle les autorisations ont été données.

ART. 27

Sont abrogées la Loi du 25 juin 1895 et toutes les dispositions contraires à la présente Loi.

1. V. *supra*, p. 50.

2. C. p. Art. 319. — « Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 50 francs à 600 francs »

Art. 320. — « S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, le coupable sera puni de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 francs à 100 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Cette abrogation résulte du fait même que les dispositions de la Loi du 25 juin 1895 que l'on voulait conserver, furent insérées dans la Loi nouvelle; nous avons signalé cette innovation de la Commission qui désira éviter les inconvénients d'une abrogation partielle de textes législatifs et trouva préférable d'incorporer ce qu'il lui convenait de retenir de la Loi de 1895 pour ensuite abroger celle-ci dans son entier.

Mais le législateur semble avoir été un peu trop pressé en décidant ainsi l'abrogation pure et simple de la Loi de 1895. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'article 18 prévoyait, pour l'exécution de la Loi, des décrets d'administration publique; or, nous avons vu que divers de ces décrets furent rendus dans le courant de 1908; il y a donc lieu de se demander quelle a pu être, durant cette période de plus de deux ans, la ligne de conduite des Administrations intéressées entre une loi qui n'existait plus et une loi que, faute de règlements indispensables, il n'était pas possible d'appliquer. On est fondé à supposer que, pour éviter toute manœuvre compromettante, l'abstention fut la règle générale qu'elles observèrent en face d'une situation pleine d'inconnu.

On se rappelle qu'une situation analogue, quoique moins grave, s'était déjà présentée après la promulgation de la Loi de 1895, alors que les « instructions » prévues pour son application n'intervinrent que plus de trois années après.

Il nous faut encore signaler dans la rédaction de la Loi une lacune des plus inattendues.

Les articles 23, 24 et 25 prévoient les contraventions aux arrêtés d'autorisation, de permission ou de

concession ainsi qu'aux dispositions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes, mais aucun article ne se préoccupe de la contravention aux dispositions générales de la Loi. Il en résulte que le particulier qui procéderait à une installation ne rentrant pas dans le premier des deux cas visés à l'article 2, sans se soucier de l'autorisation ou de la permission à obtenir, ne saurait être poursuivi.

Sans doute, en ce qui concerne le régime des autorisations de voirie, l'autorité municipale ou préfectorale ne se trouvera pas désarmée de ce fait. Elle sera toujours en mesure, grâce aux lois sur la voirie, d'empêcher l'installation dès l'entreprise même des travaux, et par suite, les lignes télégraphiques et téléphoniques échapperont au danger qu'elles auraient pu redouter.

Mais, dans le second cas de l'article 1^{er}, où aucune autorisation de voirie n'a à intervenir, nous nous demandons comment l'Administration des Postes et des Télégraphes, la seule intéressée en la circonstance, pourra bien s'y prendre pour prévenir ou seulement faire cesser les effets d'un conducteur d'énergie n'empruntant aucune partie du domaine public, mais établi à moins de 10 mètres des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

Le retour aux fâcheux errements de la Circulaire du 6 novembre 1885, — et cela en dépit de la théorie contraire adoptée postérieurement, — n'est même pas possible, quelque bonne volonté qu'on y veuille apporter, puisque l'article 1^{er} de la Loi commence par nous dire : « les distributions d'énergie électrique qui ne sont pas destinées à la transmission des signaux et de la parole et auxquelles le Décret-Loi du 27 décembre 1851 n'est pas dès lors applicable... »

En vérité, l'Administration des Postes et des Télé-

graphes ne méritait pas cette dernière infortune. Il lui reste toujours la faculté de recourir à l'article 1382 du Code civil (1)... On en conviendra, c'est peu.

Pour conclure, disons qu'il est difficile à l'heure actuelle, de porter un jugement sur cette Loi qui est des plus complexes. Une certaine expérience serait nécessaire pour apprécier les résultats de la pratique. Au point de vue de la protection des lignes télégraphiques et téléphoniques, les garanties qu'offrait la Loi de 1895 semblent demeurer presque entières au premier abord. En réalité, elles sont bien diminuées.

L'Administration des Postes et des Télégraphes était autrefois omnipotente ; son action ne pouvait être tempérée que par l'influence du Comité d'électricité où siégeait, du reste, une forte minorité de ses représentants ; sa puissance était peut-être exagérée car, bien que l'apparition de la Loi de 1895 ait été saluée comme un succès des idées libérales, les particuliers se trouvaient à sa merci.

Mais maintenant, *quantum mutatus!* elle n'a plus aucun droit d'intervention directe ; de toutes les questions qui l'intéressent, il lui faut saisir l'Administration des Ponts et Chaussées et l'on peut s'imaginer les difficultés qu'elle éprouvera à faire partager ses idées si l'on songe à la compétition qui opposa les deux Administrations pendant vingt ans. Enfin, au Comité d'électricité, trois membres la représentent sur trente qui le composent ; son autorité est devenue nulle et elle a perdu la présidence.

Le vrai triomphe appartient à l'industrie ; le régime des concessions d'utilité publique lui accorde les

1. C. C. Art. 1382. — « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

mêmes droits que l'État vis-à-vis de la propriété privée. Et ces droits de l'État, exorbitants mais supportés néanmoins tant à cause du caractère d'intérêt général des installations auxquelles il procède que des ménagements qu'il emploie en vue de respecter les intérêts de chacun, menacent de devenir intolérables une fois mis à la disposition de particuliers dont il y a lieu de redouter les pires actes d'autorité, puisque, sans qu'aucun souci les retienne, ils sont tout naturellement portés à mettre ces droits au service de leurs seules préoccupations financières.

L'avenir nous fera connaître si ces appréhensions sont fondées. En tous cas, les conséquences redoutables de la Loi de 1906 ne seront pas provoquées par des causes imprévues; on ne pourra se prévaloir d'un coup de surprise; le rapporteur de la Loi, M. Janet, dédaigneux des éventualités pessimistes, ne déclarait-il pas dans un accès d'enthousiasme peut-être imprudent :

La proposition de loi sortie des délibérations de votre Commission maintient aux distributions d'énergie électrique les libertés dont elles jouissent actuellement, et leur donne en plus la sécurité résultant d'un acte de concession. En prévoyant dans certains cas, la déclaration d'utilité publique, elle leur permet de s'établir, malgré la résistance d'intérêts particuliers et constitue un domaine qui revient à la collectivité en fin de concession. Il est donc permis d'espérer que les dispositions nouvelles faciliteront sans léser les intérêts des propriétaires, l'établissement des distributions d'énergie électriques, et doteront notre industrie nationale d'un nouvel élément de prospérité.

CHAPITRE V

La législation étrangère.

Suisse. — Allemagne. — Grande-Bretagne. — Australie. — Autriche.
— Hongrie. — Pays-Bas. — Danemark. — Italie. — Serbie. —
Brésil.

De même que nous avons cru indispensable de faire connaître dans leurs grandes lignes, les législations d'un certain nombre de pays au point de vue de la répression des atteintes aux lignes télégraphiques et téléphoniques dues à la négligence et à la malveillance, de même nous avons pensé qu'il était nécessaire de faire suivre l'étude de la réglementation en France des lignes d'énergie, d'un aperçu des dispositions analogues prises à l'étranger.

Mais on comprend qu'il nous faudra nous borner presque à citer les textes sous peine d'être entraîné trop loin. Le sujet, en effet, est ici beaucoup plus complexe ; de même qu'en France, dans tous les pays, à la question de la protection des communications télégraphiques se lie intimement une question d'un autre ordre, celle du régime ou plutôt des régimes autorisant l'exploitation des conducteurs d'énergie. D'un autre côté, on n'est pas encore parvenu à l'heure actuelle à édifier un système de dispositions qu'on puisse considérer comme relativement définitives,

l'industrie électrique ne cessant de progresser sous les formes les plus variées.

Dans ces conditions, il ne saurait entrer dans notre esprit de prétendre nous livrer au commentaire comme à la critique des législations en question, de telle sorte qu'il y a lieu de considérer ce dernier chapitre comme une sorte d'appendice destiné simplement à donner une idée des travaux législatifs qui, en pareille matière, se sont poursuivis hors de France.

Suisse.

On ne s'étonnera pas de nous voir aborder en premier lieu la législation suisse ; si un pays devait se préoccuper des rapports à intervenir entre les lignes télégraphiques et téléphoniques et les conducteurs d'énergie, n'était-ce pas celui où les chutes d'eau naturelles se trouvant en nombre considérable, l'industrie était à même de prendre un essor tout particulier ? D'ailleurs, — et ce caractère est spécial à la législation suisse, — les lignes d'énergie sont traitées sur le même pied que les lignes télégraphiques et téléphoniques et les unes et les autres font l'objet de textes communs.

La Loi du 26 juin 1889 « concernant l'établissement des lignes télégraphiques et téléphoniques » nous offre un ensemble de dispositions concernant les conducteurs d'énergie.

Art. 8. — Avant l'installation de lignes électriques pour courants forts, les plans et tous les documents nécessaires doivent être soumis à l'Administration fédérale. Cette dernière veillera à ce que lors de l'approbation des plans et pendant l'exploitation, l'entrepreneur d'une ligne électri-

que pour courant fort prenne les mesures nécessaires pour protéger les installations télégraphiques et téléphoniques contre tout danger et toute perturbation de l'exploitation et pour ne pas en rendre impossible le développement futur. Dans ce but, l'Administration fédérale prendra de son côté, les mesures nécessaires en ce qui concerne ses propres lignes.

Les mêmes principes s'appliquent aussi à l'établissement de nouvelles conduites télégraphiques ou téléphoniques vis-à-vis d'une entreprise électrique pour courants forts déjà existante.

Art. 9. — A défaut d'entente sur les mesures à prendre, le Conseil fédéral en décidera après avoir pris l'avis d'experts désignés en dehors de l'Administration.

En cas de non-observation des prescriptions ordonnées, le Conseil fédéral a le droit d'interdire l'exploitation d'une installation à courant fort.

Demeurent réservées les dispositions de l'article 66 du Code pénal fédéral (1).

Art. 10. — En cas de contestations le Tribunal fédéral tranchera la question de la répartition des frais occasionnés par les mesures ordonnées par le Conseil fédéral, d'après les principes suivants :

a) Les frais des mesures à prendre à l'occasion de l'établissement d'une nouvelle conduite pour protéger une ligne déjà établie sont supportés par l'entreprise de la nouvelle ligne.

b) Dans le cas où la création d'une nouvelle conduite électrique (pour courants forts, et pour télégraphes ou téléphones de l'État) nécessite le changement d'une ligne établie, les frais qui en résultent sont, dans la règle, à supporter entièrement par l'entreprise de la nouvelle conduite, à moins que tout ou partie desdits frais ne soit occasionné par les défauts de la première ligne. Une exception à cette règle peut être admise en faveur de con-

1. V. *supra*, p. 153.

duites pour courants forts qui poursuivent un but d'utilité publique.

c) Dans tous les autres cas, chaque partie supporte les frais des mesures concernant son installation particulière.

Art. 11. — Les dispositions des articles 8, 9 et 10 s'appliquent aussi aux entreprises déjà existantes.

Art. 12. — Pour autant que la Loi ne défère pas la compétence à une autre autorité, les contestations que pourra soulever l'application de la présente Loi seront tranchées par le juge ordinaire, aux termes de la Loi fédérale du 20 novembre 1850, sur le for pour les actions civiles contre la Confédération.

Cette Loi de 1889 a été abrogée par la Loi fédérale du 24 juin 1902 « concernant les installations électriques à fort et à faible courant », dont le texte est le suivant :

I. — Dispositions générales.

Article premier. — L'établissement et l'exploitation des installations électriques à faible et à fort courant spécifiés aux articles 4 et 13, sont soumis à la haute surveillance de la Confédération. Le Conseil fédéral édicte les prescriptions nécessaires.

Art. 2. — Sont considérées comme installations à faible courant, celles qui produisent ou utilisent normalement des courants n'offrant aucun danger pour les personnes ou les choses.

Sont considérées comme installations à fort courant, celles qui produisent ou utilisent des courants présentant dans certaines circonstances un danger pour les personnes ou les choses. S'il y a doute au sujet du classement d'une installation électrique, le Conseil fédéral décide en dernière instance.

Art. 3. — Le Conseil fédéral édictera les prescriptions nécessaires pour parer, dans la mesure du possible, aux dangers et dommages qui peuvent résulter des installa-

tions à fort courant ou de leur proximité d'installations à faible courant.

Ces prescriptions régleront :

a) L'établissement et l'entretien des installations à faible courant et à fort courant ;

b) Les précautions à prendre pour l'établissement de lignes électriques parallèles ou de lignes qui se croisent, ainsi que pour l'établissement de lignes électriques parallèles aux chemins de fer ou qui les croisent ;

c) La construction et l'entretien des chemins de fer électriques.

Le Conseil fédéral aura soin dans ses prescriptions et dans leur exécution de sauvegarder le secret des procédés de fabrication.

Ces prescriptions sont applicables, dans toute leur étendue, à l'établissement de nouvelles installations électriques. Le Conseil fédéral peut fixer les délais et autoriser des modifications en ce qui concerne l'application de ces prescriptions aux installations existantes.

II. — *Installations électriques à faible courant.*

Art. 4. — Sont soumises aux prescriptions de la présente Loi toutes les installations électriques à faible courant qui empruntent le domaine public ou celui des chemins de fer, ou qui, par suite de la proximité d'installations électriques à fort courant, peuvent causer des perturbations d'exploitation ou présenter des dangers.

Les installations à faible courant peuvent utiliser la terre comme conduite ; il est fait exception pour les lignes de téléphones publics lorsque la proximité d'installations électriques à fort courant peut causer des perturbations dans le service des téléphones ou présenter des dangers.

III. — *Installations électriques à fort courant.*

Art. 13. — Sont soumises aux dispositions de la présente Loi toutes les installations électriques à fort courant.

Les installations électriques isolées, n'empruntant pas le

terrain de celui qui les fait établir, sont assimilées aux installations intérieures (Articles 15, 16, 17, 26 et 41) si elles n'utilisent que des courants dont la tension maximum ne dépasse pas celle autorisée et ne peuvent causer des perturbations d'exploitation ou présenter des dangers par suite de la proximité d'autres installations électriques.

Art. 14. — Le Conseil fédéral édictera un règlement sur les tensions admissibles pour les différents genres d'installations électriques à fort courant.

Art. 15. — Pour l'établissement des lignes électriques des chemins de fer à électricité, pour le croisement des voies ferrées par des lignes électriques à fort courant et pour l'établissement de ces dernières le long des chemins de fer (Article 21, chiffre 2), l'Administration des chemins de fer intéressée devra soumettre les projets à l'approbation du Département des Postes et des Chemins de fer.

Pour l'établissement d'autres nouvelles installations électriques à fort courant (Article 21, chiffre 3), les projets seront soumis à l'approbation de l'inspectorat des installations à fort courant. Cet inspectorat demandera un préavis à la Direction des Télégraphes, et, dans les cas importants, aussi aux Gouvernements des cantons intéressés.

Le Conseil fédéral édictera des prescriptions sur la nature des pièces à présenter.

L'obligation de soumettre les projets n'existe pas en ce qui concerne les installations intérieures.

Art. 16. — On entend par « installations intérieures » les ouvrages établis dans l'intérieur des maisons, dépendances et locaux adjacents qui utilisent les tensions électriques autorisées par le Conseil fédéral conformément à l'article 14.

Art. 17. — Les prescriptions prévues à l'article 3 fixeront en particulier les mesures techniques de sécurité nécessaires en cas de voisinage immédiat de lignes à fort courant et de lignes à faible courant, ou de lignes à fort courant entre elles.

Ces mesures de sécurité seront appliquées dans chaque cas de la façon la mieux appropriée aux circonstances,

sans faire de distinction entre les diverses installations. Si l'entente ne peut s'établir sur les mesures à prendre, le Conseil fédéral décidera après avoir consulté la Commission prévue à l'article 19.

Les frais résultant de ces mesures, y compris ceux du déplacement nécessaire de conduites téléphoniques publiques aériennes, seront supportés en commun par les entreprises intéressées.

Pour la répartition de ces frais, il n'y a pas lieu de rechercher laquelle des lignes a été établie la première ou sur quelle ligne sont apportés les changements ou les mesures de sécurité. Cette répartition des frais se fera sur les bases suivantes :

1^o Lorsqu'une ligne publique ou de service de chemin de fer à faible courant se rencontre avec une autre ligne électrique, les frais tombent pour les deux tiers à la charge de cette dernière et pour un tiers à la charge de la première.

2^o Lorsque les conduites à fort courant se rencontrent entre elles ou avec des lignes privées à faible courant, les frais se répartissent en proportion de l'importance économique des entreprises.

L'adjonction aux lignes publiques du double fil et de tout genre de conduites de retour isolées de la terre est exclusivement à la charge de la Confédération.

Les contestations au sujet des frais ou de leur répartition seront tranchées en première et dernière instance par le Tribunal fédéral.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux installations intérieures.

Art. 18. — Les concessions pour lignes téléphoniques servant exclusivement à l'exploitation d'installations électriques à fort courant et accordées conformément aux articles 20 à 22 de la Loi fédérale du 27 juin 1889 sur les téléphones sont gratuites.

IV. — *Contrôle.*

Art. 19. — Le Conseil fédéral nomme pour la période administrative une Commission des installations électri-

ques. Elle sera formée de sept membres et comprendra des représentants de la science électrique et de la technique des installations électriques à faible et à fort courant.

Cette Commission préavise sur les prescriptions du Conseil fédéral concernant l'établissement et l'entretien des installations électriques, ainsi que sur les questions que cette autorité est appelée à trancher en vertu des articles 2, 3, 7, 14, 15, (alinéa 3), 17, (alinéa 2), 23, 24, 46, 52 et 60 de la présente Loi.

Art. 20. — La surveillance des installations électriques et de leur bon état d'entretien incombe à l'exploitant (propriétaire, locataire, etc.).

Celui qui exploite des conduites électriques empruntant le domaine des chemins de fer doit pourvoir à la surveillance et à l'entretien de ces conduites ; en conséquence, l'accès de ce domaine sera consenti pour lui et ses mandataires, moyennant avis préalable aux agents du chemin de fer.

Art. 21. — Le contrôle de l'exécution des prescriptions mentionnées à l'article 3 est confié :

1° Pour les installations à faible courant, à l'exception des lignes privées servant aux installations à fort courant, et pour les croisements entre lignes à fort et à faible courant qui n'appartiennent pas à un chemin de fer électrique, au Département des Postes et des Chemins de fer (division des télégraphes).

2° Pour les chemins de fer électriques et le croisement des voies ferrées par des lignes électriques à fort courant ou l'établissement de ces dernières le long des chemins de fer, ainsi que pour le croisement des chemins de fer électriques par des lignes à faible courant, au Département des Postes et des Chemins de fer (division des chemins de fer) ;

3° Pour les autres installations à fort courant, y compris les machines électriques, à un inspectorat spécial désigné par le Conseil fédéral.

Art. 22. — Au lieu des trois offices de contrôle (Article 21), l'assemblée fédérale peut, sur la proposition du Conseil fédéral, décider la création d'un inspectorat unique.

Art. 23. — Recours peut être adressé au Conseil fédéral

dans le délai de trente jours, contre les décisions des instances de contrôle spécifiées aux chiffres 1 et 2 de l'article 21 et au Département des Postes et des Chemins de fer contre les décisions de l'instance indiquée au chiffre 3. Il peut être recouru au Conseil fédéral dans un nouveau délai de trente jours contre la décision du Département.

Au cas où il serait créé, en vertu de l'article 22, un inspectorat unique, il pourra être recouru dans les trente jours contre les décisions de cette autorité de contrôle auprès du Conseil fédéral.

Art. 25. — Les entreprises d'installations à fort courant devront fournir à l'inspectorat les données techniques nécessaires à l'établissement d'une statistique uniforme.

Art. 26. — Le contrôle prévu au chapitre IV ne s'étend pas aux installations intérieures. Par contre, le fournisseur d'énergie électrique sera tenu de justifier qu'elles sont contrôlées d'une autre façon. Il pourra être procédé à des inspections pour vérifier les mesures prises.

V. — *Dispositions concernant la responsabilité.*

Art. 27. — Lorsqu'une personne a été tuée ou blessée par l'exploitation d'une installation électrique à fort ou à faible courant, privée ou publique, l'exploitant est responsable du dommage causé, à moins qu'il ne prouve que celui-ci est dû à une force majeure, soit à la faute ou à la négligence de tiers, ou enfin à la faute lourde de celui qui a été tué ou blessé.

La même responsabilité existe en ce qui concerne le dommage causé aux choses, à l'exception toutefois des perturbations de l'exploitation.

Art. 28. — Si l'installation électrique se subdivise en plusieurs parties exploitées par des entrepreneurs différents, la responsabilité incombe :

a) Quand le fait dommageable a été causé et s'est produit dans la même partie de l'installation, à l'entrepreneur exploitant cette subdivision ;

b) Quand le fait dommageable a été causé dans une par-

tie de l'installation et s'est produit dans une autre, aux entrepreneurs exploitant ces subdivisions, solidairement entre eux.

Si le lésé dirige son action contre l'entrepreneur exploitant la subdivision où le fait dommageable est survenu, celui-ci pourra exercer un recours contre l'entrepreneur exploitant la subdivision où la cause du dommage s'est produite.

Art. 29. — Les indemnités pour dommages provenant d'un incendie causé par l'exploitation d'une installation électrique sont réglées par les dispositions du Code fédéral des obligations.

Art. 30. — Lorsque des dommages se produisent par le contact de différentes lignes électriques, les entreprises en sont solidairement responsables. Le dommage se répartit par fractions égales entre les diverses entreprises intéressées, à moins que la faute de l'une d'entre elles ne puisse être établie ou qu'elles n'aient conclu des conventions dérogeant au principe de la répartition par fractions égales. De telles conventions peuvent être stipulées d'avance.

Art. 31. — Lorsque des entreprises électriques se causent réciproquement un dommage, elles s'en répartissent la responsabilité dans une proportion juste et équitable, à moins qu'il ne soit prouvé à qui la faute est imputable.

Art. 41. — Les dispositions du chapitre V touchant la responsabilité ne sont pas applicables aux dispositions intérieures.

Dans la deuxième partie, nous avons vu quelles sanctions pénales étaient prévues par la présente Loi au sujet des dommages causés aux lignes télégraphiques et téléphoniques ; il ne faut pas manquer de faire cette constatation des plus importantes, que les installations électriques de tout ordre jouissent de ces dispositions éminemment protectrices ; nous renvoyons donc aux articles 55, 56, 57 et 59 cités à ce moment (1). Mais il nous reste à faire connaître le

1. Voir *supra*, p. 153.

texte s'appliquant aux contraventions à la charge des installations d'énergie :

Art. 60. — Celui qui contrevient aux ordres donnés par l'inspectorat des installations à fort courant en vertu des prescriptions édictées par le Conseil fédéral, conformément à l'article 3, peut être puni, par cette autorité, d'une amende allant jusqu'à 1.000 francs.

Les dispositions pénales prévues aux articles 55, 56 et 57 demeurent réservées.

Enfin il importe de signaler la disposition prévue par l'article 17.

Sous le régime de la Loi du 26 juin 1889 (Art. 10) les frais des travaux à effectuer sur une ligne établie à l'occasion de l'installation d'une nouvelle ligne étaient supportés par l'entreprise de cette nouvelle ligne; c'est la solution que nous avons toujours vu adopter en France; la Loi du 24 juin 1902, au contraire, prévoit une répartition des frais entre les deux entreprises; la situation de premier occupant n'emporte plus un privilège; cette conception très égalitaire du droit d'occupation du domaine public a pour effet de supprimer le problème de la préexistence dont nous avons indiqué les difficultés en étudiant la Loi de 1895; quoi qu'il en soit, la France, en 1906, n'a pas suivi la Suisse sur ce terrain démocratique.

Allemagne

Dans la Loi du 6 avril 1892 « sur le service télégraphique de l'Empire d'Allemagne » nous trouvons les dispositions suivantes au sujet des distributions d'énergie :

§ 12. — Lorsque le fonctionnement d'un fil se trouve

entravé par un autre fil, ou encore lorsqu'un dérangement est à craindre, les installations électriques doivent être disposées, autant que possible, de telle sorte qu'elles n'exercent pas l'une sur l'autre une influence perturbatrice, et cela, aux frais de la partie qui, par une installation ultérieure ou par une modification ultérieure de son installation primitive, a créé la perturbation ou l'éventualité de cette perturbation.

§ 13. — Les contestations résultant des termes de la disposition ci-dessus sont de la compétence des tribunaux ordinaires.

Les procédures relatives doivent être accélérées (§§ 198, 202 et 204 de la procédure civile de l'Empire).

Les procès de l'espèce sont à juger en référé (§ 202 de la loi sur l'organisation des tribunaux, § 201 de la procédure civile de l'Empire).

La Loi précitée ne se rapporte qu'aux installations télégraphiques ; néanmoins, ainsi qu'il résulte des termes mêmes du paragraphe 12, toutes les installations électriques sont visées ; une Circulaire du 5 mai 1892 fut, du reste, adressée aux Directions supérieures des Postes à propos de ce paragraphe pour inviter le personnel à suivre avec soin la création des conducteurs à courants énergiques et s'attacher à recueillir tous les renseignements utiles à leur sujet ; en s'employant activement à prendre les mesures nécessaires, les Directions pouvaient faire bénéficier les lignes télégraphiques et téléphoniques d'une certaine protection.

On pourra remarquer l'analogie de l'article 4 de notre Loi de 1906 avec le paragraphe 12 de la Loi allemande du 6 avril 1892.

L'installation des établissements électriques est soumise aux prescriptions de police des États particuliers. En Prusse, une Circulaire du 16 mars 1886

prescrit aux fonctionnaires de l'Administration de ne délivrer pour les distributions d'électricité aucune autorisation de voirie concernant la protection des chaussées et la sécurité de la circulation, sans s'être mis en rapport avec l'Administration locale des Télégraphes.

Une Circulaire adressée en 1897 aux agents chargés du contrôle des tramways électriques, indiquait la manière dont ils devaient consulter les Directeurs supérieurs des Télégraphes avant d'arrêter les prescriptions à imposer aux concessionnaires.

On constatera que l'Administration des Postes et des Télégraphes, ne s'entend pas directement avec le concessionnaire, mais passe par l'intermédiaire des fonctionnaires du ministère des Travaux publics ; c'est en somme le régime établi par la Loi de 1906 en France ; mais tandis que chez nous les fonctionnaires des Travaux publics et ceux des Postes et des Télégraphes, comme ceux des autres Départements ministériels intéressés, sont traités sur un pied d'égalité, ici au contraire, s'il y a désaccord entre le concessionnaire et l'Administration des Télégraphes au sujet des dispositions ou modifications demandées par celle-ci, ce sont les fonctionnaires des Travaux publics qui ont le dernier mot.

D'ailleurs, des instructions en date du 26 novembre 1892 font connaître les conditions auxquelles doivent satisfaire les installations de circuits parcourus par des courants à haute tension, sauf les chemins de fer, pour être autorisées par l'Administration des Télégraphes.

En dehors des prescriptions techniques, on y lit que l'entrepreneur doit rembourser à la caisse postale tous les frais résultant des mesures reconnues nécessaires pour assurer la protection des lignes

télégraphiques et téléphoniques de l'Administration et des travaux qui, dans ce but, ont pu être effectués, sur ces lignes. Les contestations sont soumises aux tribunaux.

Au cas de dérangement, le service du circuit sera suspendu jusqu'à disparition des troubles.

Tous les changements subséquents sur l'installation des conducteurs doivent être faits d'accord avec la Direction supérieure impériale des Postes.

Des dispositions analogues se trouvent dans les Arrêtés des 21 juillet 1891 et 30 septembre 1892 contenant les règlements spéciaux aux tramways.

En Prusse, l'Administration n'intervient pas tant que l'installation a lieu dans une propriété privée ; mais une autorisation de l'État ou des communes est nécessaire dès que les canalisations empruntent la voirie de l'État ou des communes.

Si les conducteurs traversent des lignes de chemins de fer, une permission de l'Administration intéressée est nécessaire. S'ils se trouvent dans le voisinage de lignes télégraphiques ou téléphoniques, nous avons vu que les autorités locales doivent tenir compte des prescriptions ordonnées par l'Administration des Télégraphes.

On voit qu'en somme le régime allemand ressemble beaucoup au nôtre, bien qu'à proprement parler, il n'existe ni législation spéciale, ni contrôle organisé.

Grande-Bretagne.

Quatre lois régissent les distributions d'énergie ; la première date de 1882, la seconde, de 1888, les deux autres, de 1899 et 1909. Selon l'usage, aucune d'elles n'abroge les précédentes qui sont simplement amendées.

La Loi du 18 août 1882 « pour faciliter et régler la fourniture de l'électricité destinée à l'éclairage électrique et à d'autres fins dans la Grande-Bretagne et en Irlande » contient les dispositions suivantes :

3. — En tout temps le Conseil du commerce peut accorder à une autorité locale quelconque définie par la présente Loi ou à une personne quelconque, une licence pour fournir de l'électricité dans un rayon quelconque aux fins de quelque objet privé ou public et cela moyennant observation des conditions ci-après.

Les mesures destinées à protéger les lignes télégraphiques et téléphoniques font l'objet de l'article 26.

26. — Aucun changement ne sera apporté à une ligne télégraphique quelconque du Postmaster-General, si ce n'est en conformité avec les termes de l'Acte télégraphique de 1878 (41 et 42 de Victoria, ch. 76).

En exerçant les pouvoirs à eux conférés, les entrepreneurs, pour assurer la fourniture d'électricité, n'établiront pas de ligne électrique et n'exécuteront pas d'autres travaux de nature à faire éprouver quelque dommage à une ligne télégraphique du Postmaster-General. Avant d'établir quelque ligne électrique ou autre installation distante de moins de 10 yards (1) d'un point quelconque d'une ligne télégraphique (sauf s'il s'agit de réparations ou de la pose de raccords avec les conduites souterraines là où les lignes électriques ainsi établies croisent la ligne du Postmaster-General à angle droit au point où l'intervalle est le plus court et qu'elles se prolongent dans le même sens sur une distance de 6 pieds (2) de chaque côté de ce point) les entrepreneurs devront faire tenir un avis donné

1. Environ 9 m. 14.

Le yard vaut environ 0 m. 914 (3 pieds).

2. Environ 1 m. 83.

Le pied vaut environ 0 m. 305.

vingt-huit jours d'avance au plus et sept jours pleins d'avance au moins qui spécifiera le tracé et la nature du travail projeté et mentionnera le calibre des lignes électriques prévues. Les entrepreneurs, ainsi que leurs agents, se conformeront à toute demande générale ou spéciale formulée à un moment quelconque par le Postmaster-General en vue de prévenir l'endommagement de son réseau.

Tout différend entre le Postmaster-General et les entrepreneurs ou les agents de ces derniers, relativement aux mesures de précautions à prendre, sera réglé par arbitrage.

S'ils contreviennent aux termes du présent article ou négligent volontairement de s'y conformer, les entrepreneurs seront passibles d'une amende maximum de 10 livres sterling (1) pour chaque jour pendant lequel persistera la contravention ou la négligence.

S'ils ont volontairement interrompu la communication télégraphique les mêmes entrepreneurs seront passibles d'une amende maximum de 50 livres sterling (2) pour chaque journée durant laquelle l'interruption persistera.

Toutefois les entrepreneurs ou leurs agents échapperont aux amendes ici prévues s'ils donnent au tribunal connaissant l'affaire la conviction que pour éviter un accident, il y avait lieu d'exécuter immédiatement le travail non signalé d'avance ou qu'il s'agissait d'un travail urgent, et s'ils donnent la preuve qu'ils ont remis au receveur ou sous-receveur du bureau des Postes et des Télégraphes le plus proche, une note signalant l'exécution du travail en cause et énonçant les motifs pour lesquels ce travail a été exécuté sans avis préalable.

Pour les fins du présent article, une ligne télégraphique du Postmaster-General sera considérée comme affectée d'une manière préjudiciable par une installation des entrepreneurs, si la communication sur cette ligne se trouve

1. Environ 250 francs.

2. Environ 1.250 francs.

entravée par des phénomènes d'induction ou autres, et que ces phénomènes proviennent de cette installation ou de l'usage de ladite installation.

Pour les fins du présent article et sous réserve des dispositions ici prévues, les articles 2, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de l'Acte télégraphique de 1878 seront considérés comme annexés à la présente Loi et on attribuera aux entrepreneurs le caractère que leur donnent ces articles, sans préjudice toutefois pour les effets qu'auraient les autres articles du même Acte télégraphique de 1878, si le présent article n'existait pas.

Tout différend entre l'Administration du Postmaster-General et les particuliers autorisés à installer une ligne d'énergie, est soumis à la procédure simple, rapide et peu coûteuse de l'arbitrage.

28. — Toutes les questions dont le règlement doit avoir lieu par arbitrage en vertu de quelque licence, ordre ou acte spécial, sauf en tant qu'il en sera expressément décidé autrement, seront réglées par un ingénieur ou autre personne compétente que le Conseil du commerce désignera comme arbitre sur la demande de l'une ou l'autre des deux parties. Les frais résultant de l'arbitrage seront payés et supportés conformément à la décision de l'arbitre.

Toute licence ou tout ordre provisoire émis en vertu de la présente Loi sera considéré comme un acte spécial dans le sens de l'Acte de 1874 sur les arbitrages, etc., du Conseil du commerce (37 et 38 de Victoria, ch. 40).

Enfin, selon la coutume anglaise, pour éviter des difficultés dans son application, la Loi prend soin de définir les expressions employées :

32. — Dans la présente Loi, sauf si le texte exige une autre interprétation :

Le terme « électricité » signifiera un fil ou des fils, un conducteur ou un autre moyen utilisé pour transporter,

transmettre ou distribuer l'électricité. Il signifiera également : toute enveloppe protectrice, tube, tuyau, dispositif isolant ou dispositif de support ainsi que tout appareil destiné à transporter, transmettre ou distribuer l'électricité ou les courants électriques ;

Le terme « travaux » signifiera et comprendra les lignes électriques, ainsi que les bâtiments, outillages, installations, matériaux ou objets de toutes sortes nécessaires à assurer l'alimentation électrique et pour permettre aux entrepreneurs de remplir leurs obligations...

Cette Loi a été amendée par la Loi du 25 juin 1888 « modifiant la Loi de 1882 sur l'éclairage électrique » (52 et 53 de Victoria, ch. 12).

1. — Contrairement aux dispositions de la Loi de 1882 sur l'éclairage électrique, le Conseil du commerce ne délivrera pas d'ordre provisoire aux fins de la fourniture d'électricité par un entrepreneur sans avoir obtenu le consentement de l'autorité locale du district intéressé. Toutefois, si l'autorité locale refuse son consentement et que, eu égard aux circonstances le Conseil du commerce estime qu'il y a lieu de passer outre, ce Conseil établira pour chaque cas un rapport spécial en énonçant les motifs pour lesquels il s'est dispensé dudit consentement...

4. — (1) Là où une ligne ou bien quelque autre dispositif électrique aura été installé ou édifié dans une rue ou au-dessus, le long, entravers ou au-dessous d'une rue aux fins de fournir de l'électricité ou qu'il aura été établi dans quelque autre position mais non de manière à se trouver entièrement dans les limites d'un immeuble ou d'immeubles ; en outre là où une ligne ou autre dispositif électrique ainsi établi peut être utilisé pour des fins autres que celles prévues dans la licence, l'ordre ou l'acte spécial y relatif... alors, s'il le juge convenable, le Conseil du commerce, et cela par notification écrite et signée de l'un de ses secrétaires ou secrétaires assistants, peut mettre la personne utilisant cette ligne ou ce dispositif en demeure de

ne faire fonctionner ladite ligne ou ledit dispositif que conformément aux règles prescrites en vue d'assurer la protection du public et celle des installations et lignes électriques du Postmaster-General, ainsi que la protection des autres lignes et installations électriques disposées de façon réglementaire et utilisées sur les communications télégraphiques. Au cas où il ne serait pas donné satisfaction à cette mise en demeure, le Conseil du commerce pourra donner l'ordre au propriétaire (corporation ou particulier) de la ligne ou du dispositif électrique contrevenant aux règlements, de supprimer cette ligne ou ce dispositif. Toutefois rien de ce qui est dit au présent paragraphe ne s'appliquera à une ligne ou installation établie ou posée pour alimenter d'électricité tout ou partie de l'immeuble dans lequel cette électricité est produite.

(2). — Là où le fonctionnement d'une ligne ou d'une installation électrique transportant un courant de force a lieu en sorte d'affecter d'une manière fâcheuse une ligne télégraphique quelconque du Postmaster-General ou les communications télégraphiques passant par cette ligne, ledit Postmaster General peut mettre en demeure, au moyen d'un avis, le ou les intéressés à ne continuer leur alimentation que conformément aux règles et conditions prescrites pour assurer la protection des lignes télégraphiques de l'État et la protection des communications acheminées par ces lignes. Si les intéressés négligent de remplir ces règles et conditions, le Postmaster-General peut exiger la suspension immédiate de l'alimentation par la ligne ou l'installation électrique en cause. Toutefois rien de ce qui est dit au présent paragraphe ne s'appliquera à l'alimentation d'électricité au moyen d'une ligne ou installation électrique disposée conformément aux termes d'une licence, d'un ordre ou d'un acte spécial, ou encore à l'alimentation d'électricité au moyen d'une ligne ou installation électrique qui fonctionne conformément aux règles et conditions prescrites par le Conseil du commerce ou conformément aux prescriptions, par ce dernier émises en vertu du présent article.

(3). — Si une corporation ou personne néglige de se conformer aux exigences d'une mise en demeure qui lui sera adressée en vertu du présent article, cette corporation ou personne sera passible d'une amende maximum de 20 livres sterling (1) par contravention. Cette amende sera recouvrable par voie de procédure sommaire. En outre, tout tribunal de juridiction sommaire, au reçu d'une plainte, pourra rendre un jugement ordonnant et autorisant le déplacement de la ligne ou de l'installation électrique mentionnée dans la mise en demeure, et cela aux conditions qu'il jugera convenables.

(4). — Toute mise en demeure prévue au présent article sera considérée comme délivrée lorsqu'elle aura été remise aux intéressés ou expédiée par poste à leur bureau ou siège social ou encore expédiée par poste à leur dernier domicile connu. Toute mise en demeure ainsi expédiée par poste sera considérée comme livrée à partir du moment où elle aura été comprise dans la distribution postale, et alors, pour prouver sa livraison, il suffira de prouver que la lettre renfermant ladite mise en demeure portait l'adresse voulue et que cette lettre a bien été déposée à la poste.

(5). —

La Loi du 9 août 1899 intitulée : « Loi pour rassembler certaines dispositions contenues ordinairement dans les licences délivrées en exécution des lois relatives à l'éclairage électrique » ne fait, en ce qui concerne la protection vis-à-vis des conducteurs d'énergie, qu'accorder aux lignes télégraphiques et téléphoniques privées des prérogatives analogues à celles du Postmaster-General :

20. — (1). Les entrepreneurs doivent prendre toutes les précautions nécessaires en construisant et plaçant leurs lignes électriques et autres installations de toutes sortes

1. Environ 500 francs.

et en exploitant leur entreprise pour ne pas nuire, soit par induction, soit autrement, au fonctionnement des fils ou lignes utilisés pour le télégraphe, le téléphone ou toute transmission de signaux par l'électricité, ou aux courants passant dans ces fils ou lignes que ces fils ou lignes existent ou non au moment où ils posent leurs lignes électriques ou autres installations.

Si une difficulté quelconque s'élève entre les entrepreneurs et le propriétaire d'un fil ou d'une ligne de l'espèce au sujet de savoir si les entrepreneurs ont construit ou placé leurs lignes électriques et autres installations en contravention avec les prescriptions de cet article ou si le fonctionnement de cette ligne ou du courant qu'elle conduit est affecté ou non, cette question doit être résolue par arbitrage; et l'arbitre (à moins qu'il ne pense que ce fil ou cette ligne, qui n'existait pas au moment indiqué plus haut, a été placé trop près des lignes électriques ou installations des entrepreneurs) peut prescrire aux entrepreneurs de faire à leur installation toutes les modifications ou additions nécessaires pour qu'elles remplissent les conditions indiquées dans cet article et les entrepreneurs doivent faire ces modifications ou additions.

(2). — Sept jours avant de commencer à poser toute ligne électrique ou d'utiliser une ligne électrique d'une façon quelconque, ligne par laquelle le fonctionnement de la transmission télégraphique, téléphonique ou de signaux électriques par tout fil ou ligne placé conformément à la loi peut être affecté, les entrepreneurs doivent, à moins que les parties intéressées ne se soient entendues autrement, donner au propriétaire du fil ou de la ligne, une note écrite indiquant le parcours, la nature et le calibre de la ligne électrique et la façon dont ils ont l'intention de se servir de la ligne électrique, ainsi que l'intensité et la nature des courants qu'ils ont l'intention de transmettre par cette ligne et dans quelle mesure et quelle façon ils se proposent de se servir des retours par la terre (s'il y en a); et tout propriétaire ayant droit de recevoir cette note peut adresser aux entrepreneurs une demande tendant à leur faire

adopter toutes les précautions qui peuvent être spécifiées ici en ce qui concerne la construction, la pose et l'utilisation de la ligne électrique dans le but d'empêcher de porter préjudice ; et les entrepreneurs doivent se conformer à ces demandes faites par le propriétaire dans le but d'empêcher la communication par le fil ou la ligne d'être affectée.

Si un différend quelconque s'élève entre un propriétaire de l'espèce et les entrepreneurs en ce qui concerne le bien fondé des demandes ainsi faites, ce différend doit être tranché par arbitrage.

Il est entendu que rien dans cet article ne s'applique aux réparations ou renouvellements d'une ligne électrique tant que le parcours, la nature et le calibre de cette ligne ainsi que l'intensité et la nature des courants transmis par cette ligne ne sont pas modifiés.

(3). — Si, dans un cas quelconque, les entrepreneurs ne se conforment pas aux stipulations de cet article, ils doivent donner plein dédommagement à tout susdit propriétaire pour toute perte ou dommage pouvant en résulter et de plus ils sont passibles pour chaque contravention d'une amende ne pouvant pas dépasser 5 livres (1) et d'une amende journalière ne pouvant pas dépasser 40 schillings (2) : restant entendu que les entrepreneurs ne sont pas passibles des amendes susdites si le tribunal est d'avis que les circonstances étaient critiques et que les entrepreneurs se sont conformés aux prescriptions de cet article autant que le leur ont permis les circonstances, ou que la contravention était due à ce fait que les entrepreneurs ignoraient la pose du fil ou de la ligne affecté et que cette ignorance n'était pas due à une négligence de la part des entrepreneurs.

(4). — Rien de ce qui est contenu dans cet article ne peut être considéré comme privant tout propriétaire des droits d'agir contre les entrepreneurs par poursuite, procès ou autrement en ce qui concerne les questions susdites

1. Environ 125 francs.

2. Environ 50 francs.

Quant à la Loi du 25 novembre 1909 « pour amender les lois relatives à la lumière électrique » elle ne touche en rien aux mesures relatives à la protection.

Australie

La Loi de 1901 « sur la Poste et le Télégraphe » dont nous avons parlé dans la deuxième partie, contient les dispositions suivantes en ce qui se rapporte aux conducteurs d'énergie :

Art. 140. — Il est interdit à toute « autorité électrique » (1) de construire, autrement que sous les conditions énumérées ci-après pour la production, l'utilisation ou la fourniture de l'électricité, une ligne électrique ou un ouvrage quelconque qui pourrait entraver l'exploitation d'une ligne télégraphique du Postmaster-General.

Art. 141. — Une ligne télégraphique du Postmaster-General sera considérée comme nuisiblement affectée par une installation électrique lorsque la correspondance télégraphique échangée par cette ligne sera entravée d'une manière quelconque par cette installation ou par son exploitation.

Art. 142. — Les autorités électriques exploitant un tramway ou un système d'éclairage électrique ne pourront être rendues responsables pour leurs lignes ou installations, des perturbations que celles-ci pourraient jeter dans les lignes avec retour par la terre du Postmaster-General, si elles, — les autorités électriques, — ont pris toutes les précautions voulues pour éviter ces perturbations et si elles se sont conformées aux règlements.

1. « La loi comprend sous cette dénomination toute autorité des chemins de fer de l'État, toute autorité locale, toute entreprise de tramways ou toute personne qui produit, emploie ou fournit l'électricité. »

Art. 143. — Avant de construire une ligne électrique ou d'exécuter un ouvrage quelconque à une distance de moins de 10 yards (1) d'une ligne télégraphique du Postmaster-General (2), toute autorité électrique ou ses agents devront donner par écrit et dans un délai d'au moins sept et d'au plus vingt-huit jours avant le commencement du travail, connaissance de cette construction ou de cet ouvrage au deputy Postmaster-General de l'État où les travaux devront être exécutés.

Ils devront indiquer dans leur avis le tracé, la nature et l'étendue de la ligne électrique, le mode de sa construction et de son emploi, la tension et la nature des courants à transmettre et enfin la manière dont ces ouvrages seront exécutés et exploités. L'autorité électrique et ses agents devront se conformer aux instructions tant générales que spéciales que le Postmaster-General pourrait leur donner de temps à autre dans le but de préserver les lignes télégraphiques de l'influence pernicieuse éventuelle de ces installations.

En cas de contravention ou d'inobservation de ces dispositions, l'autorité électrique et ses agents seront passibles d'une amende de 10 livres (3) au maximum pour chaque jour pour la durée de cette contravention ou inobservation; cette amende pourra être portée à 50 livres (4) par

1. Environ 9 m. 14.

2. « Ces prescriptions ne sont pas applicables lorsqu'il s'agit de la réparation ou de l'établissement d'embranchements de consommateurs d'énergie électrique à un endroit la où ligne électrique croise celle du Postmaster-General à angle droit et continue dans la même direction sur un espace de 6 pieds (environ 1 m. 83) de chaque côté du point de croisement, point où les fils de raccordement croisant la ligne télégraphique ne devront pas être à une distance de moins de 3 pieds (environ 0 m. 91) de tout fil de cette dernière. »

3. Environ 250 francs.

4. Environ 1.250 francs.

jour si la communication télégraphique a été volontairement interrompue ou nuisiblement affectée.

L'autorité électrique et ses agents ne peuvent être astreints au paiement des amendes prévues par cet article, lorsque l'autorité judiciaire saisie du cas, est convaincue que l'exécution immédiate des travaux en question a été entreprise pour éviter un accident, qu'il y avait impossibilité absolue de les retarder, et que le titulaire du bureau télégraphique le plus rapproché a été informé de la raison de leur mise en œuvre sans autorisation préalable.

Art. 144. — Si l'exécution d'un ouvrage projeté par une autorité électrique nécessite ou est de nature à entraîner un changement, soit temporaire, soit permanent d'une ligne télégraphique du Postmaster-General, et si aucune prescription, aucun arrangement ou autre transaction n'existe concernant un pareil changement, sa notification au Postmaster-General et les dépenses qui en résulteront, on fera application des prescriptions suivantes :

A) L'autorité électrique ou ses agents informeront de leur projet le deputy Postmaster-General de l'État dans lequel il doit être mis à exécution, dans un délai d'au moins sept et d'au plus quinze jours avant le commencement des travaux, en indiquant l'endroit où ceux-ci seront exécutés et la nature du changement à apporter à la ligne.

B) Dans les sept jours qui suivront la réception de cette notification, le deputy Postmaster-General fera savoir à l'autorité électrique ou à ses agents s'il entend effectuer lui-même ce changement ou s'il exige qu'il soit fait par l'autorité électrique sous la surveillance des agents de l'Administration des Télégraphes et conformément à leurs instructions.

C) Si après en avoir informé l'autorité électrique, le deputy Postmaster-General effectue ce changement ou le fait effectuer par ses agents, l'autorité électrique ou ses agents devront rembourser au Postmaster-Ge-

ral le montant des dépenses des pertes ou dommages que ce changement aura occasionnés.

D) A la demande du deputy Postmaster-General, l'autorité électrique ou ses agents seront tenus de procéder à ce changement sous la surveillance et à l'entière satisfaction du Postmaster-General ou de ses agents. L'autorité électrique en supportera les frais et remboursera au Postmaster-General le montant des dépenses occasionnées par cette surveillance, ainsi que celui des pertes ou dommages subis par lui du fait de ce changement.

E) Si le deputy Postmaster-General néglige de répondre à la notification de l'autorité électrique ou si, après avoir résolu de faire lui-même ce changement ou de le faire exécuter par ses agents, il ne donne pas suite à son projet, l'autorité électrique ou ses agents pourront faire le nécessaire, pourvu que ce soit à l'entière satisfaction du Postmaster-General ou de ses agents.

F) Si l'autorité électrique ou ses agents ne font pas la notification requise, ou s'ils commencent les travaux avant l'expiration des sept jours qui suivront la date de la notification, cette autorité sera passible d'une amende de 10 livres sterling (1) pour chaque jour de continuation des travaux sans le consentement par écrit du deputy Postmaster-General, qui pourra faire enlever les ouvrages entrepris aux frais du contrevenant.

G) La même amende de 10 livres sterling (1) par jour est infligée à une autorité électrique ou à ses agents qui ne se conforment pas à toutes les instructions raisonnables du Postmaster-General ou de ses agents, et s'il résulte de ce fait une interruption ou un endommagement sérieux de la communication télégraphique,

1. Environ 250 francs.

l'amende sera portée à 50 livres (1) pour chaque jour de durée de cette interruption ou de cet endommagement.

Aucune des peines mentionnées dans cet article ne sera infligée à l'autorité électrique ou à ses agents pour avoir omis de se conformer aux ordres du Postmaster-General ou de ses agents et pour avoir construit un ouvrage quelconque sans avoir préalablement prévenu l'autorité compétente si l'autorité judiciaire ayant connaissance du fait est convaincue que ces ordres étaient déraisonnables, que l'exécution de l'ouvrage en question a été entreprise dans le but d'éviter un accident, que les travaux ne pouvaient absolument être différés, et que le titulaire du bureau télégraphique le plus rapproché des chantiers avait été informé de l'exécution des travaux et des raisons pour lesquelles un avis préalable n'avait pas été transmis à qui de droit.

Aucune disposition de cet article ne pourra contraindre le Postmaster-General à changer la position d'une ligne télégraphique dans le cas où ce changement présenterait des inconvénients.

Art. 145. — Si une ligne télégraphique du Postmaster-General est détruite, endommagée ou nuisiblement affectée par la faute d'une autorité électrique ou de ses agents, cette autorité sera non seulement tenue de rembourser au Postmaster-General le montant des dépenses qu'il aura faites pour la remise en bon état de la ligne, mais si la correspondance télégraphique est négligemment ou intentionnellement interrompue ou entravée elle sera passible d'une amende maximum de 20 livres sterling (2) pour chaque jour que continuera l'interruption ou le dérangement de la communication télégraphique.

Si l'autorité électrique condamnée à payer cette amende au Postmaster-General n'est pas autorisée à exécuter les travaux nécessaires pour réparer ces dérangements, ceux-

1. Environ 1.250 francs.

2. Environ 500 francs.

ci seront considérés comme ayant duré le nombre de jours qui, dans l'opinion du tribunal chargé de trancher la question, auraient été strictement nécessaires au Postmaster-General pour y remédier; il pourra aussi être tenu compte de leur durée réelle.

Au lieu d'intenter une action pour le recouvrement de cette amende journalière, le Postmaster-General pourra faire procéder au recouvrement d'une amende de 50 livres sterling (1) au maximum.

Art. 146. — Si une autorité électrique ou ses agents entravent le Postmaster-General ou ses agents dans la construction, l'entretien, la réparation ou le déplacement d'une ligne télégraphique, ou dans la surveillance ou la direction d'un changement à apporter à ladite, en exécution de cette loi, par une autorité électrique ou ses agents, ceux-ci et l'autorité électrique seront respectivement passibles d'une amende n'excédant pas 10 livres sterling (2) pour chaque acte d'obstruction et pour chacun des jours pendant lesquels cette dernière durera.

Art. 147. — Lorsque le mode ou système d'emploi d'une installation électrique et de ses lignes pour la production, l'usage et la fourniture d'électricité exerce une influence nuisible sur des lignes télégraphiques du Postmaster-General, ce dernier pourra exiger que la production, l'usage ou la fourniture de l'électricité par ses installations et lignes électriques s'opèrent seulement d'après les instructions et les prescriptions qu'il aura déjà données ou qu'il jugera nécessaire de donner en vue de la protection de ses lignes ou de la communication télégraphique.

En cas d'inobservation de ces instructions et prescriptions, le Postmaster-General ou le deputy Postmaster-General pourra ordonner la suspension de l'exploitation jusqu'à ce que le défaut ait cessé.

Lorsque de pareilles lignes électriques ou installations

1. Environ 1.250 francs.

2. Environ 250 francs.

ont été légalement établies avant la construction de la ligne télégraphique du Postmaster-General à laquelle elles apportent des perturbations, le Postmaster-General remboursera à la personne qui possède ou exploite ces lignes ou installations le montant des frais ou dommages qu'elle aura encourus pour se conformer aux instructions et prescriptions mentionnées au paragraphe 1.

Art. 148. — Toute autorité électrique qui construit ou exploite une ligne électrique ou des installations pour la production, l'utilisation ou la fourniture d'électricité contrairement aux prescriptions de cette loi ou des règlements, sera passible d'une amende de 50 livres (1) au maximum à laquelle viendra s'en ajouter une de 5 livres (2) pour chaque jour de la durée de la contravention à compter du jour où celle-ci aura été constatée.

L'autorité électrique qui se rend coupable d'une telle infraction sera en outre, condamnée à payer, en plus de l'amende prévue, tous les frais de la procédure qu'elle aura provoquée et à rembourser le montant des dépenses qui auraient été légalement faites pour remédier aux conséquences de sa faute.

Art. 149. — Toute disposition prise par le Postmaster-General ou ses agents pour la protection d'une ligne électrique, soit à la demande de l'autorité électrique, soit en suite d'arrangement avec elle, soit de toute autre manière, ne dégagera pas cette autorité des responsabilités déterminées par cette Loi, ni de celles fixées par les lois concernant la sauvegarde des personnes et de la propriété.

Autriche.

Un texte d'ordre général assure la protection des lignes télégraphiques et téléphoniques de l'État con-

1. Environ 1.250 francs.

2. Environ 125 francs.

tre les dangers de détérioration pouvant résulter de l'établissement et de l'exploitation des lignes de chemins de fer ; c'est le paragraphe 10 de la Loi du 15 septembre 1854 concernant les concessions de chemins de fer. Un alinéa a d'ailleurs été ajouté à l'effet de viser spécialement les chemins de fer électriques dans leurs rapports avec les lignes télégraphiques et téléphoniques.

§ 10. — Les entreprises de chemins de fer sont tenues de réparer tous les dommages causés aux propriétés publiques ou privées par les travaux de construction d'un chemin de fer.

Les entreprises doivent en outre prendre, pendant et après la construction des voies ferrées, telles mesures qui seront nécessaires pour préserver de dégâts les propriétés et les bâtiments attenant à ces voies ; elles sont en tous cas responsables des dommages causés.

Les concessionnaires de chemins de fer électriques sont tenus de supporter les frais des mesures prises pour assurer le parfait et constant fonctionnement des communications télégraphiques ou téléphoniques existantes et particulièrement ceux qu'occasionnerait le déplacement forcé des lignes.

En 1900, le ministère du Commerce d'Autriche-Hongrie a édicté un « Règlement technique général pour la protection contre les courants électriques industriels des lignes télégraphiques et téléphoniques ».

Hongrie.

En Hongrie, nous trouvons une Loi du 8 août 1888 « sur les Télégraphes, les Téléphones et les autres installations électriques » qui renferme les dispositions suivantes :

§ 1. — Le télégraphe, le téléphone et les installations électriques, respectivement leur établissement, leur organisation et leur exploitation, constituent des droits régaliens de l'État, à l'exception des établissements de cette nature qui sont installés dans l'intérieur d'une maison, sur un territoire qui n'est séparé par aucune enclave publique ou particulière, ou sur propriété complexe et qui servent exclusivement à des usages privés.

Toute personne qui voudra établir et exploiter sur le territoire de la Couronne hongroise un système télégraphique, téléphonique ou de signaux électriques autre que les établissements bénéficiant de l'exception prévue dans le précédent alinéa, devra demander à cet effet la concession déterminée par la présente Loi.

§ 14. — Les systèmes d'éclairage électrique sur territoire public et toutes les autres lignes électriques devront être posés et installés de telle façon que leur installation et notamment leurs conducteurs du courant électrique n'apportent aucune entrave et aucun dérangement au fonctionnement de lignes télégraphiques ou téléphoniques ou de signaux électriques déjà existantes pour l'usage public.

A cet effet, les plans concernant l'exécution d'installations d'éclairage électrique ou de tout autre système de lignes électriques, ainsi que ceux qui concerneraient toute modification ou complément ultérieurement projetés pour ces lignes, devront être soumis à l'examen et à l'approbation préalable du Ministre des Travaux publics et des Communications.

Si après l'examen de ces plans et notamment de la pose et du tracé de la ligne, le Ministre trouve que l'établissement de la ligne et l'exécution générale du projet est de nature à entraver et déranger le fonctionnement d'un système télégraphique ou téléphonique ou de signaux électriques déjà installés pour l'usage public, et dans le cas où ces inconvénients viendraient à se produire après la mise en exploitation du système d'éclairage électrique ou d'une ligne électrique destinée à d'autres buts, le Ministre

pourra exiger de celui qui se propose d'établir ou qui entretient une installation d'éclairage électrique ou d'un autre système électrique, la modification de ses plans, respectivement le transfert à ses propres frais de ses lignes, avec toutes les précautions qui lui seront prescrites par le ministère.

On appliquera les mesures et la peine prévues par le paragraphe 11 contre qui établira, modifiera ou entretiendra un système d'éclairage électrique ou tout autre système de ligne électrique sans en avoir préalablement demandé l'autorisation au Ministre des Travaux publics et des Communications ou sans avoir rempli les conditions que ce dernier lui aura imposées au sujet de la construction dudit système.

Pays-Bas.

La Loi du 11 janvier 1904 « concernant l'installation, l'exploitation et l'utilisation des télégraphes et des téléphones » dont nous avons parlé dans la deuxième partie contient l'article suivant :

Art. 12. — Un règlement général d'administration fixera les mesures à prendre pour prévenir et supprimer les obstacles que les conducteurs et dispositifs électriques apportent à l'exploitation des télégraphes et des téléphones.

Toute contravention aux dispositions de ce règlement général entraîne des peines qui ne peuvent être supérieures à trente jours de prison et à 300 florins (1) d'amende.

Lorsque, au moment où la contravention a été commise, il ne s'est pas encore écoulé une année depuis qu'une précédente condamnation du contrevenant pour le même délit est devenue irrévocable, le juge peut prononcer une

1. Environ 628 francs.

Le florin vaut environ 2 fr. 096.

peine d'emprisonnement et une amende doubles de celles prévues au règlement général d'administration.

Danemark.

C'est la Loi du 11 mai 1897 « concernant les télégraphes et les téléphones » déjà citée dans la deuxième partie qui renferme les dispositions se rapportant aux lignes d'énergie. Les paragraphes 9 et 13 accordent les mêmes bénéfices aux lignes télégraphiques ou téléphoniques de l'État et aux conducteurs d'énergie ou autres suivant que la préexistence appartient aux premières ou aux seconds.

§ 9. —

Dans les endroits où sont déjà installées soit des lignes télégraphiques ou téléphoniques communales ou privées, soit des conduites d'eau, de gaz, d'égouts, d'électricité ou autres semblables, les lignes télégraphiques ou téléphoniques de l'État ne pourront être installées qu'à condition que l'installation n'entravera pas les lignes ou conduites précitées, ce qui, au besoin, devra être constaté par une expertise légale.

.

§ 13. — Dans le cas où des particuliers ou des communes voudront établir, dans des localités où seraient déjà installées des lignes télégraphiques ou téléphoniques de l'État, soit des lignes télégraphiques ou téléphoniques, soit des lignes destinées à l'éclairage électrique ou à la transmission de la force motrice ou autres lignes semblables, ces lignes devront être installées de manière à ne point exposer l'usage des lignes de l'État à être empêché ou entravé. A défaut d'accommodement à l'amiable, les questions litigieuses de ce chef devront être résolues par expertise légale.

Si une ligne privée ou communale venait à tomber ou

à empêcher, ou entraver par sa chute l'usage d'une ligne télégraphique ou téléphonique de l'État, l'autorité compétente aurait le droit de prendre, à l'égard de la première ligne, pour le compte du propriétaire privé ou de la municipalité, suivant le cas, les mesures qui seraient jugées nécessaires pour écarter l'entrave survenue.

Le paragraphe 15 prévoit la sanction à appliquer aux contraventions.

§ 15. — Toute infraction aux dispositions..., ainsi que du paragraphe 13, 1^{er} alinéa, sera punie d'une amende de 200 couronnes (1) au plus, en tant que, d'après sa nature, l'acte ne tombe pas sous le coup du paragraphe 295 du Code pénal. Les affaires relatives aux infractions de l'espèce seront traitées comme des affaires de police publique, mais l'action ne sera intentée que sur une demande à cet effet de la part de l'Administration des Télégraphes de l'État.

Italie.

Les installations des distributions d'énergie sont réglées par la Loi du 7 juin 1894 « sur la transmission à distance des courants électriques destinés au transport et à la distribution de l'énergie pour les usages industriels » qui a été complétée par un Règlement publié par Décret en date du 25 octobre 1895 prévoyant les dispositions techniques à observer ; mais c'est dans un acte antérieur, le Décret du 24 juin 1892, que l'on trouve les mesures se rapportant à la protection des communications télégraphiques et téléphoniques :

1° Les installations électriques et la pose des conducteurs pour le transport de l'énergie électrique doivent être no-

1. Environ 264 francs.

tifiées, au moins un mois avant la mise en mains des travaux, au Ministre des Postes et des Télégraphes (service télégraphique), afin d'assurer l'observation de la Loi du 7 avril 1892, n° 184 (Règlement pour les services télégraphiques) et du Règlement correspondant du 16 juin 1892, n° 288.

Cette notification peut être faite aussi par l'intermédiaire de la préfecture du lieu, ou de la direction départementale compétente des Télégraphes.

2° On doit joindre à cette notification les indications nécessaires pour donner une idée exacte de la nature et de l'importance de l'installation qu'on veut faire : c'est-à-dire le dessin schématique du tracé des lignes et des particularités de construction : la nature du générateur d'électricité ; le maximum de la différence de potentiel aux bornes de la machine et le maximum d'intensité qu'on peut faire circuler dans les différents conducteurs du réseau ; la nature et la section des conducteurs ainsi que le système d'isolement ;

Toute modification apportée à une installation déjà notifiée doit être communiquée dans le mode établi au paragraphe 1^{er}.

3° Les installations de l'industrie électrique doivent être faites avec les précautions conseillées par l'expérience : le concessionnaire est responsable des dommages qui peuvent être causés par son système ;

Les paragraphes 4° à 8° renferment des dispositions d'ordre technique ; nous retiendrons que la distance devant exister entre les conducteurs et les fils télégraphiques et téléphoniques est fixée à 2 mètres.

9° Le Gouvernement a la faculté de modifier les conditions prescrites au concessionnaire ; d'en imposer de nouvelles, de faire détourner ou de faire enlever à la première requête les conducteurs d'énergie électrique ; et le conces-

sionnaire est tenu de s'y conformer sans indemnité d'aucune sorte, ni remboursement des frais.

Quand les déplacements et les autres travaux ordonnés ne seront pas effectués dans les limites de temps assignées, le Gouvernement a la faculté de les faire exécuter d'office aux frais du concessionnaire.

10° Les directions départementales des Télégraphes et les inspecteurs de section, sous la direction du Ministre, ont le mandat particulier de surveiller l'installation et l'exploitation de l'industrie électrique; de veiller à l'exécution des dispositions qui la règlent et de s'assurer de leur observation fidèle.

Ils doivent informer le Ministre et donner leur avis sur les notifications dont il est parlé au paragraphe 1^{er}; de reconnaître que l'installation et l'exploitation se font dans les limites précises de la déclaration faite et de l'autorisation accordée.

11° Les inspecteurs de section visiteront au moins une fois par an les installations et s'assureront de l'observation exacte des dispositions prescrites. Ils transmettront le procès-verbal de ces visites au Ministre par la voie hiérarchique.

12° Les installations qui se font sans l'autorisation préalable ou contre les dispositions établies sont dénoncées au préfet, qui fait suspendre les travaux et en empêche la continuation jusqu'à ce que le contrevenant se soit conformé aux règles prescrites.

13° — Quiconque, par inobservation des règlements prescrits ou transgression aux dispositions données, sera cause de dommages aux services télégraphique ou téléphonique sera, en vertu de l'article 315 du Code pénal, déféré aux tribunaux compétents sur le vu du procès-verbal rédigé par les fonctionnaires chargés de la surveillance.

Serbie.

Nous avons, dans la deuxième partie, parlé de la Loi du 3 décembre 1898 « sur les Télégraphes et les Téléphones », dont l'article 13 marquait en quelque sorte un retour en arrière très accentué. L'article 12, qui vise les lignes d'énergie, ne saurait passer non plus pour un modèle de dispositions libérales. S'il est dangereux d'accorder à l'industrie des prérogatives trop grandes, l'intérêt général s'oppose également à ce qu'elle soit livrée à l'arbitraire gouvernemental, libre de l'étrangler sans forme de procès. On pourrait supposer, d'après sa teneur, qu'un tel article n'a d'autre but que de prohiber indirectement toute installation :

Art. 12. — Le Ministre du Commerce pourra ordonner, s'il y a lieu que les lignes électriques déjà établies et appartenant à des particuliers, compagnies ou communes et qui seraient de nature à entraver le service régulier des télégraphes ou des téléphones, ou qui encore, rendraient impropre à l'établissement ou à l'agrandissement ultérieurs de réseaux télégraphiques, téléphoniques et autres réseaux similaires, l'usage d'un terrain public ou privé, soient enlevées aux frais de leur propriétaire ou occupants et dans un délai à fixer par lui.

Brésil.

Le « Règlement des Télégraphes » du 24 juin 1901 que nous avons vu dans la deuxième partie contient les dispositions réglant les rapports entre les lignes télégraphiques et téléphoniques et les lignes d'énergie.

Art. 9. — Les conducteurs électriques installés en vertu d'une concession des Etats fédérés ou des municipalités, doivent toujours passer au-dessous des conducteurs de l'Union, afin que ceux-ci ne soient pas endommagés par des accidents ou ruptures survenant aux premiers.

Art. 10, § 1. — En cas de troubles apportés dans le service de l'Union par une canalisation électrique privée, son propriétaire en recevra notification pour la modifier convenablement, sous peine d'exécution des travaux à ses frais par l'Administration générale des Télégraphes.

§ 2. — Le remboursement des frais occasionnés par les dommages causés par une installation électrique privée sera sollicité par l'Administration générale des Télégraphes, qui, faute de paiement, enverra le compte au ministère de l'Industrie pour lui donner suite.

Aucune autorisation ne sera donnée pour la construction d'une canalisation électrique de courants forts dans le voisinage des lignes de l'Union sans l'approbation de son tracé et de son mode d'établissement par l'Administration générale des Télégraphes, non seulement dans le but de protéger les conducteurs électriques de l'Union et d'éviter l'endommagement des appareils des bureaux télégraphiques, mais encore pour mettre le public à l'abri d'accidents.

De leur côté, les intérêts particuliers ne sont pas négligés et, le cas échéant, les permissionnaires pourront se prévaloir de l'article 538 dont la teneur est la suivante :

Art. 538. — L'Administration générale des Télégraphes prendra un soin spécial dans l'établissement des lignes pour ne pas léser la propriété particulière. Aussi devra-t-elle indemniser les ayants-droit pour les préjudices causés, quelle que soit leur nature. Quiconque se jugera dommagé par l'établissement d'une ligne aura recours immédiat au Gouvernement.

CONCLUSION

Quelles conclusions tirer de cette étude ?

L'examen des diverses législations nous a permis de constater l'unanimité avec laquelle le principe de la protection des lignes télégraphiques et téléphoniques a été reconnu dans tous les pays.

Dans l'ordre répressif, la France a tracé le chemin et le fait s'explique de lui-même. A son usage du télégraphe aérien, elle devait une connaissance approfondie de la question, grâce à des discussions soulevées pendant un quart de siècle ; aussi, à l'avènement de la télégraphie électrique, qui, beaucoup plus impérieusement que sa devancière, réclamait des mesures de protection, la France était toute prête à concevoir l'ensemble des dispositions exigées par la situation nouvelle ; il est vrai que l'opposition des partisans d'un mode de correspondance qui avait fait ses preuves et rendait encore d'incontestés services au moment où l'appareil de Morse commençait à balbutier ses premières dépêches, empêcha la prompte installation des premières lignes. Mais un seul pays s'était montré plus rapide, l'Angleterre, et là précisément, nous avons vu pour quels motifs, une législation protectrice n'était pas survenue. Quant

aux autres nations, aucune n'était en mesure de prendre la tête d'un mouvement de réalisation pratique; en face de la France et de la Grande-Bretagne, on ne trouvait à cette époque que des États d'une importance secondaire ou dans une situation retardataire.

Mais quand la question d'ordre préventif vient à se poser, quand il s'agit d'empêcher les communications télégraphiques d'être troublées par des lignes électriques d'un usage nouveau, la situation est bien différente; si les crises d'évolution ne sont pas partout terminées, de grands États sont nés à la vie politique et économique, l'Italie, surtout l'Allemagne; d'autre part, le problème étant porté sur le terrain industriel, grâce à leur régime hydrographique, de petits États comme la Suisse, se trouvent intéressés au premier chef.

Cependant, si partout le développement des conducteurs de lumière ou de force cause les mêmes craintes, partout la législation est des plus hésitantes; pour tous, la question est nouvelle et l'inconnu qu'elle renferme ne se dissipera que peu à peu. Il faut protéger les communications télégraphiques; le sentiment est général; mais il ne faut pas non plus proscrire, ni entraver l'emploi des forces que la nature vient de se laisser arracher; il ne s'agit plus de se garantir des coupables, imprudents ou malveillants; on se trouve en face d'intérêts respectables qui touchent à la richesse même de la nation. La matière est donc des plus délicates. Néanmoins, il y

a lieu de le signaler, le principe de la protection demeure intangible ; personne ne conteste le privilège du service télégraphique ; le caractère d'intérêt public de cette institution suffit pour autoriser l'État à prendre toutes les précautions utiles à préserver les lignes télégraphiques des dangers inhérents au voisinage des conducteurs d'énergie.

Dès lors, on se doute que la législation ne possèdera pas le caractère éminemment coercitif qui distingue son aînée. Sous le couvert d'autorisations et de contrôles, elle instaurera bien plutôt une sorte de collaboration destinée à sauvegarder les intérêts de l'État sans nuire à ceux des industriels.

En fin de compte, grâce aux premières lois réprimant la négligence et la malveillance, grâce aux secondes auxquelles on s'est efforcé d'enlever tout caractère de persécution, l'État, puissamment armé, n'a en somme que de rares occasions de défendre sa position.

Peut-être, est-ce pour ce motif que dans la législation d'aucun pays on n'a vu apparaître une conséquence naturelle du côté commercial de l'exploitation des télégraphes et des téléphones.

Aux frais de réparation qu'il impose à quiconque a dégradé les lignes dans quelques conditions que ce soit, l'État n'ajoute point la demande d'une indemnité relative au préjudice causé par le « manque à gagner » ; la mise hors de service d'une ligne entraîne cependant une perte pour le Trésor. Il est vrai, dira-t-on, que le trafic télégraphique souffre ra-

rement du fait d'une interruption, la multiplicité et la constitution des réseaux permettant, en général, d'assurer l'acheminement des télégrammes par des voies détournées ; mais il en est autrement en ce qui concerne l'interruption d'une ligne téléphonique ; le plus souvent alors, les communications ne peuvent être dévoyées et leur suspension plus ou moins prolongée entraîne un défaut de recettes.

Toutefois, il est douteux qu'on entre jamais dans la voie d'un régime qui tendrait à aggraver en ce sens la responsabilité pécuniaire des particuliers. En possession d'une situation spéciale, sans doute le télégraphe aurait mauvaise grâce à réclamer les droits dont un commerçant peut se prévaloir. D'ailleurs le bénéfice serait mince d'une telle mesure et, d'autre part, la législation créée en vue de la protection des moyens de communication télégraphiques et téléphoniques, atteignant son effet avec les textes actuels, serait-il vraiment utile de renforcer encore des dispositions dont, nous l'avons dit, il n'est même pas fait toujours emploi... ?

Vu : le Président de la thèse,

BERTHELÉMY

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — <i>La protection</i>	9
---	---

La genèse de l'idée de protection. — L'idée de protection, idée essentiellement française. — Le télégraphe, moyen de gouvernement, et le monopole d'usage. — Première phase: le monopole de fait; deuxième phase: le monopole de droit; troisième phase: les craintes soulevées par la télégraphie électrique. — La fin de l'évolution: la télégraphie électrique et les mesures de protection; la télégraphie privée et le privilège. — L'apparition des conducteurs d'énergie. — Les deux protections: la protection répressive et la protection préventive.

DEUXIÈME PARTIE

La protection répressive.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La télégraphie aérienne</i>	45
--	----

La protection du matériel et des agents. — Le Décret du 2 juillet et l'Arrêté du 24 septembre 1793; l'Arrêté du 19 juin 1815 et la Loi du 10 vendémiaire an IV; l'Article 257 du Code pénal; la Loi du 24 mai 1834; l'Article 19 de la Loi du 15 juillet 1845.

La protection des relations visuelles. — L'Arrêté du 24 septembre 1793; les Lois des 8 mars 1810, 7 juillet 1833 et 3 mai 1841.

CHAPITRE II. — *Le Décret-Loi du 27 décembre 1851.* 55

Le rapport Morny. — La Loi constitutionnelle du 14 janvier 1852. — Examen critique de la Loi: les Lois du 28 pluviôse an VIII et du 29 floréal an X et le Décret du 16 décembre 1811; l'Article 640 du Code d'instruction criminelle (Art. 2); l'Article 257 du Code pénal et l'Arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1863 (Art. 3); les Articles 414, 415 et 416 du Code pénal; les Lois du 10 vendémiaire an IV et du 5 avril 1884; l'article 53 de la Loi du 3 mai 1841 (Art. 9); les Jugements des Conseils de préfecture de la Seine du 28 mai 1898 et du Nord du 21 décembre 1903 (Art. 12); les articles 463 (Art. 13) et 365 (Art. 14) du Code pénal.

CHAPITRE III. — *Les postes électro-sémaphoriques. — Les câbles sous-marins. — La télégraphie sans fil.* 84

I. — Le téléphone. — L'assimilation du téléphone au télégraphe. — Le point de vue spéculatif et le point de vue juridique. — Les Arrêtés du Conseil de préfecture de la Seine des 6 mars et 13 novembre 1893 et les Arrêts du Conseil d'État des 12 janvier et 15 juin 1894. — Les solutions étrangères: Grande-Bretagne; Autriche, Brésil; Belgique, Suisse, Allemagne, Hongrie, Australie, cap de Bonne-Espérance, République Argentine.

II. — Les postes électro-sémaphoriques. — La Loi du 18 juillet 1895.

III. — Les câbles sous-marins et la télégraphie sans fil.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses.* 101

I. — La protection des travaux exécutés à l'occasion des lignes télégraphiques et téléphoniques. — L'Article 438 du Code pénal.

II. — La protection contre les travaux publics. — Les Circulaires du 3 février 1884 et du 6 octobre 1888.

III. — La protection contre les travaux exécutés par les particuliers. — L'Article 4 de la Loi du 28 juillet 1885.

IV. — Le droit d'élagage. — Les Articles 2 et 13 de la Loi du 28 juillet 1885.

V. — Les vols de fils ou câbles. — Les Décisions du 4 décembre 1902 et du 2 mai 1906.

VI. — Le personnel chargé de la surveillance des lignes. — Le Décret du 9 mars 1905.

VII. — La protection des lignes privées. — Les articles 437 et 479 du Code pénal.

CHAPITRE V. — *La législation étrangère* 111

Étude de la législation répressive dans les différents États: Belgique; Pays-Bas; Indes néerlandaises; Danemark; Grande-Bretagne; Indes britanniques; cap de Bonne-Espérance; Australie; Allemagne; Autriche; Hongrie; Suisse; Italie; Espagne; Portugal; Zambèze et Chiré (colonie portugaise); Grèce; Russie; Bulgarie; Roumanie; Serbie; Suède; Norvège; Brésil; République Argentine.

TROISIÈME PARTIE

La protection préventive.

CHAPITRE PREMIER. — *Le Décret du 25 mai 1888* . . . 179

L'Arrêté du 21 décembre 1880. — La Circulaire du 6 novembre 1885. — La Commission du 15 septembre 1884. — L'Assemblée générale du syndicat des industries électriques du 25 février 1886. — Le Rapport au Président de la République. — Examen critique des divers articles du Décret.

CHAPITRE II. — *La Loi du 25 juin 1895*. 211

La Commission du 29 avril 1891. — Le travail

parlementaire. — Examen critique de la Loi. — Le Conseil d'électricité; l'Arrêté du 13 juillet 1895 (Art. 6). — L'Arrêté du Conseil de préfecture du Nord du 21 décembre 1903 (Art. 8). — La sécurité publique — L'instruction technique. — Le Décret du 17 et l'Arrêté du 27 janvier 1902. — La Circulaire du 20 juillet 1903.

CHAPITRE III. — *Les travaux préparatoires à la Loi de 1906* 262

Les Circulaires des 15 août et 1^{er} septembre 1893. — Les travaux du Conseil d'État de 1894 et de 1896. — Le projet Turrel-Barthou (1897). — Le rapport Guillaïn (1898). — Le rapport (1899) et le rapport supplémentaire (1900) Berthelot. — La proposition Janet (1904). — La proposition Jouart (1898). — Le projet Baudin-Dupuy (1900). — La proposition Baudin-Millerand (1903). — Le rapport Guillaïn (1903). — Le rapport Bouctot (1903). — Le projet Mougeot (1904). — La Commission des usines hydrauliques.

CHAPITRE IV. — *La Loi du 15 juin 1906* 287

Le travail parlementaire. — Le rapport Janet. — Le rapport Chautemps. — Examen critique de la Loi. — Le rapport Chautard sur le budget de 1909; le Décret du 17 octobre et l'Arrêté du 27 décembre 1907 (Art. 16). — Le second Décret du 17 octobre 1907 et le Décret du 3 avril 1908 (Art. 18). — L'Arrêté du 21 mars 1908; la Circulaire du 21 juillet 1908 (Art. 19). — Le Décret du 7 février 1907 (Art. 20). — Les Articles 319 et 320 du Code pénal (Art. 25).

CHAPITRE V. — *La législation étrangère* 329

Suisse; Allemagne; Grande-Bretagne; Australie; Autriche; Hongrie; Pays-Bas; Danemark; Italie; Brésil.

CONCLUSION 367

INDEX

Code civil.

- Art. — 1382. — 327.
 2227. — 79.
 2262. — 79.

Code d Instruction criminelle.

- Art. — 365. — 81.
 638. — 62.
 640. — 61.

Code pénal.

- Art. — 20. — 49.
 209 à 216. — 66.
 218 et 219. — 67.
 221. — 67.
 257. — 48, 51, 56, 63.
 313. — 68.
 319 et 320. — 324.
 414 à 416. — 69.
 437. — 109.
 438. — 101.
 463. — 17, 81.
 471. — 205.
 479. — 110.

Lois.

1791. — 10 juillet. — 95.
 An IV. — 10 vendémiaire. —
 48, 70.
 An VIII. — 28 pluviôse. —
 59, 240.
 An X. — 29 floréal. — 59.
 1810. — 8 mars. — 53.

1832. — 28 avril. — 17.
 1833. — 7 juillet. — 53.
 1834. — 24 mai. — 49.
 1836. — 21 mai. — 106, 197.
 1837. — 2 mai. — 16, 57.
 1841. — 3 mai. — 53, 74,
 97, 300.
 1842. — 11 juin. — 22.
 1844. — 23 novembre. — 50.
 1845. — 15 juillet. — 50, 322.
 1846. — 3 juillet. — 28, 74.
 1849. — 27 novembre. — 68.
 1850. — 8 février. — 33.
 — — 29 novembre. — 36.
 1851. — 10 juin. — 96.
 1852. — 14 janvier. — 56.
 1854. — 31 mai. — 163.
 1863. — 13 mai. — 81.
 1864. — 25 mai. — 69.
 1865. — 25 juin. — 319.
 1870. — 27 juillet. — 106.
 1880. — 11 juin. — 230.
 1884. — 21 mars. — 70.
 — — 5 avril. — 48, 70,
 196.
 1885. — 28 juillet. — 87, 103,
 105, 320.
 1887. — 30 mars. — 316.
 1888. — 22 décembre. — 319.
 1895. — 25 juin. — 211.
 — — 18 juillet. — 95.
 1906. — 21 avril. — 316.
 — — 15 juin. — 287.

Décrets.

1793. — 1^{er} avril. — 47.
 — — 6 avril. — 12, 46.

1793. — 2 juillet. — 46.
 1811. — 16 décembre. — 60,
 108.
 1851. — 27 décembre. — 55.
 1853. — 10 août. — 96.
 1862. — 17 mai. — 94.
 1880. — 30 avril. — 229.
 1884. — 15 septembre. — 184.
 1885. — 12 mai. — 184.
 1886. — 24 avril. — 184.
 1888. — 15 mai. — 179.
 1889. — 15 janvier. — 94.
 1897. — 2 juin. — 94.
 1902. — 17 janvier. — 257.
 1905. — 9 mars. — 108.
 1906. — 20 août. — 319.
 1907. — 7 février. — 318.
 — — 17 octobre (50.182).
 — 314.
 1907. — 17 octobre (50.203).
 — 308, 313.
 1908. — 3 avril. — 314.
 — — 17 mai. — 297.
 — — 20 août. — 297.
 — — 10 octobre. — 319.
 1909. — 29 janvier. — 319.
 1910. — 14 janvier. — 319.

Arrêtés Ministériels.

1793. — 24 septembre. — 47,
 52.
 1815. — 19 juin. — 47, 137,
 168.
 1858. — 20 septembre. —
 266.
 1880. — 21 décembre. — 180.
 1891. — 29 avril. — 213.
 1895. — 13 juillet. — 236.
 — — 6 août. — 236.
 1896. — 8 janvier. — 236
 — — 13 avril. — 236.
 — — 2 juillet. — 236.
 — — 24 novembre. —
 236.
 1897. — 9 février. — 236.
 — — 28 juillet. — 236.
 1900. — 3 mars. — 236.
 — — 9 avril. — 236.

1900. — 19 avril. — 236.
 — — 24 avril. — 236.
 — — 6 août. — 236.
 — — 3 décembre. — 236.
 1901. — 18 janvier. — 236.
 1902. — 23 janvier. — 236.
 — — 27 janvier. — 257.
 1903. — 21 janvier. — 236.
 1904. — 4 janvier. — 236.
 — — 30 mars. — 257.
 1905. — 13 janvier. — 236.
 — — 9 mai. — 236.
 — — 3 juillet. — 257.
 — — 26 août. — 236.
 1906. — 13 janvier. — 236.
 1907. — 18 mai. — 318.
 — — 27 décembre. — 309.
 1908. — 21 mars. — 315.
 1909. — 9 décembre. — 212.

Décisions.

1902. — 24 décembre. — 107.
 1906. — 2 mai. — 107.

Circulaires ministérielles.

1882. — 22 juin. — 263-264.
 1884. — 3 février. — 102.
 1885. — 6 novembre. —
 181, 217, 326.
 1887. — 15 novembre. — 183.
 1888. — 31 mai. — 183.
 — — 6 octobre. — 103.
 1893. — 15 août. — 263.
 — — 1^{er} septembre. —
 264.
 1895. — 13 juillet. — 253.
 — — 19 juillet. — 253.
 1896. — 15 décembre. — 255.
 1898. — 5 septembre. — 255.
 1900. — 15 juillet. — 256.
 1901. — 29 avril. — 256.
 1903. — 16 février. — 256.
 — — 20 juillet. — 260.
 1908. — 21 juillet. — 315.

Arrêtés préfectoraux.

1882. — 1^{er} février. — 186.

**Arrêts de la Cour de
Cassation.**

1863. — 11 juin. — 63.

Arrêts des Cours d'appel.

1863. — 7 mars. — 63.

Arrêts du Conseil d'Etat.

1877. — 12 janvier. — 197.

1892. — 3 juin. — 199.

1893. — 3 février. — 207.

— — 27 juin. — 263.

1894. — 12 janvier. — 88.

— — 20 avril. — 199.

— — 19 mai. — 200.

— — 15 juin. — 89.

— — 28 décembre. — 200.

1896. — 1^{er} mai. — 254.

**Arrêtés des Conseils de
préfecture.**

1893. — 6 mars. — 87.

— — 13 novembre. — 88.

1894. — 10 février. — 200.

1898. — 28 mai. — 79.

1903. — 21 décembre. — 80,
246.

**Projets et propositions
de lois.**

Rapports. Discours.

Arago. — 22.

Barrot (Ferdinand). — 36.

Barthou (*voir* Turrel et).

Baudin (et Jean Dupuy). —
284.

Baudin (et Millerand). — 285.

Berger. — 214, 219, 240, 251.

Berthelot. — 279.

Besnard (Vice-amiral). — 95.

Bouctot. — 285.

Bousquet. — 268.

Cabart Danneville. — 96.

Chasseloup-Laubat. — 51.

Chautard. — 307.

Chautemps. — 288, 307.

Cochery (Adolphe). — 185,
215, 252.

Delessert. — 31.

Duchâtel. — 28.

Dufaure. — 33.

Dupuy (*voir* Baudin et).

Fontaine. — 238.

Gambetta. — 14.

Gasparin (de). — 17, 18.

Guillain. — 272, 285.

Janet. — 284, 288, 306, 328.

Jouart. — 284.

Lacave-Laplagne. — 32.

Lafayette (Oscar de). — 32.

Lakanal. — 12, 46.

Laurens. — 96.

Lemonnier. — 188.

Marty. — 214, 251.

Millerand (*voir* Baudin et).

Morny (de). — 54, 56.

Mougeot. — 285.

Passy. — 50.

Peytral. — 190.

Plaisance (de). — 20.

Portalis. — 18, 42.

Pouillet. — 22, 30.

La Redorte (Mathieu de). —
23.

Romme. — 12.

Rousseau. — 268.

Selves (de). — 250.

Turrel (et Barthou). — 269,
279.

Vallon (Amiral). — 96.

Le Verrier. — 34, 36.

Législations étrangères.

Allemagne. — 92, 142, 339.

Argentine (République). —
94, 174.

Australie. — 93, 140, 351.

Autriche. — 91, 148, 357.

Belgique. — 39, 91, 112.

Brésil. — 91, 172, 365.

Bulgarie. — 166.

- Cap de Bonne-Espérance. — 93, 137.
Danemark. — 124, 361.
Espagne. — 40, 158.
Grande-Bretagne. — 90, 126, 342.
Grèce. — 161.
Hongrie. — 92, 150, 358.
Indes britanniques. — 133.
Indes néerlandaises. — 122.
Italie. — 155, 362.
Norvège. — 171.
Pays-Bas. — 121, 360.
Portugal. — 158.
Roumanie. — 167.
Russie. — 162.
Serbie. — 169, 365.
Suède. — 170.
Suisse. — 39, 91, 151, 330.
Zambèze et Chiré (Col. port.). — 160.

Ouvrages.

- Belloc. — 14, 15.
Berthélemy. — 232.
Bougault. — 295.
Chauvet. — 14.
Dambach (Otto). — 147.
Gonon. — 26.

- Guyot (D^r Jules). — 13, 24.
Hirsch. — 211.
Laferrière. — 61, 80.
Meili (D^r F.). — 41.
Oppenhoff. — 147.
Scheffer. — 85.
Sée. — 295.

Recueils et publications.

- Journal officiel.
Moniteur universel.
Bulletin des Lois.
Archives parlementaires.
Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes.
Bulletin officiel de la Marine.
Journal télégraphique.
Procès-verbaux des séances du Comité d'électricité.
Aulard.
Duvergier.
Sirey.
Macarel et Lebon.
Garnier et Dauvert.
Le Droit, journal des Tribunaux.
Elektrotechnische Zeitschrift.
Gerichtsaal.

